



LIVRE BLANC

EDITION 2019

Côte d'Ivoire

Ensemble Préparons l'avenir de l'économie ivoirienne.



Chambre de Commerce Européenne
en Côte d'Ivoire

EUROCHAM - Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire
Immeuble N'Zarama - Plateau - 01 BP 1829 Abidjan 01
www.eurochamci.com
info@eurochamci.com
+ 225 20 32 81 00



Eurocham

Livre Blanc 2019
2ème édition

Ensemble préparons l'avenir de l'économie ivoirienne.



JEAN-LUC RUELLE
Président d'Eurocham

Chers adhérents, chers partenaires, chers amis,

L'année 2018 a confirmé notre ambition et nos espoirs pour la Côte d'Ivoire. Notre ambition est celle d'une croissance forte bénéficiant à notre terre d'accueil et à nos entreprises. De nouveaux acteurs de tous horizons ont fait le choix de s'implanter localement en 2018, confirmant l'attractivité du pays. Notre espoir est que cette croissance se convertisse en un développement équilibré, soucieux du partage du pouvoir et des richesses et promoteur pour tous d'une éducation et d'une santé de qualité.

« NOTRE AMBITION EST CELLE D'UNE CROISSANCE FORTE BÉNÉFICIAIRE À NOTRE TERRE D'ACCUEIL ET À NOS ENTREPRISES ».

Se construire sur des valeurs d'ouverture et de bonne gouvernance.

Eurocham doit se réjouir de ce contexte de croissance vigoureuse, estimée à 7,4% en 2018, tout en gardant une position critique et constructive sur l'environnement qui se dessine : c'est sa raison d'être. Notre pays d'accueil se reconstruit et ses institutions restent attentives au développement de l'activité économique. Une attention particulière est accordée à l'amélioration de l'environnement des affaires, en ce sens, nous pouvons nous réjouir de la progression de la Côte d'Ivoire dans le classement Doing Business 2019. En effet, notre pays hôte se positionne désormais à la 122ème place, soit une

progression de 17 places au tire de la dernière année.

Enfin, il est bon de revenir sur les valeurs qui doivent consolider cette nouvelle Côte d'Ivoire. J'aimerais insister sur deux d'entre elles qui me semblent fondamentales : l'ouverture et la bonne gouvernance.

La Côte d'Ivoire et nos entreprises doivent profiter de cette croissance pour s'ouvrir à de nouveaux marchés, au niveau national comme à l'échelle sous régionale.

Nous devons encourager les initiatives supranationales de l'UEMOA et de la CEDEAO même si elles nous semblent parfois hésitantes. L'ouverture économique encourage les marchés à se structurer et à se professionnaliser. Nos entreprises européennes ont vocation à être des modèles dans ce domaine.

Bonne gouvernance, promotion de pratiques responsables, qualité des produits et des prestations forment le ciment de l'unité des entreprises européennes en Côte d'Ivoire. Le marché ivoirien souhaite aujourd'hui monter en gamme et assurer un développement pérenne. Ces valeurs positionnent favorablement nos entreprises dans la compétition mondiale qui se joue en Côte d'Ivoire. Face au « moins-disant » défendons le « mieux-disant ». Aux projets sans lendemain, répondons par des offres globales, rigoureuses et durables.

Les valeurs qui nous unissent sont éminemment actuelles dans le contexte ivoirien, il appartient à Eurocham de les porter et les propager.

Avec 180 adhérents, Eurocham est déjà positionnée comme un acteur de poids. L'arrivée de nouvelles entreprises d'origine européenne et les efforts de recrutement devraient permettre à Eurocham de rassembler plus de 300 membres. La diversité des nationalités (onze à ce jour), des tailles d'entreprises et des secteurs d'activités font sa richesse. Cette diversité permet à Eurocham d'accéder à une vision globale unique.

Eurocham doit se développer en une force de lobbying pérenne et reconnue pour son expertise. En se positionnant comme un partenaire des institutions ivoiriennes, elle pourra orienter les décideurs et techniciens vers les initiatives les plus pertinentes pour nos adhérents et l'équilibre de la société ivoirienne en général. Pour cela, un travail de veille active, de cartographie des réseaux utiles, de collecte d'informations et de rédaction de position papers doit être entrepris.

Au-delà des actions d'interpellation politique, nous devons être une référence technique. Là encore, nous aurons besoin de vous, de vos DRH, fiscalistes, juristes pour structurer nos propositions à l'endroit des parties ivoiriennes.

Dans un esprit d'ouverture Eurocham intensifiera ses partenariats, au premier rang desquels celui avec la délégation de l'Union européenne. Ambassades, services économiques, chambres nationales, chambre de commerce ivoirienne, patronat, faïtières sont autant de partenaires qu'Eurocham a vocation à fédérer.

Je ne crois pas que l'expression « l'union fait la force » soit galvaudée. La concertation et la mutualisation des énergies doivent être au cœur de notre action.

Nous voulons dépasser les frontières en coopérant et intégrant des chambres de commerce nationales, comme nous le faisons déjà avec les chambres suisse, belge et portugaise. Nous continuerons à développer les missions d'affaires de pays membres et de pays tiers vers la Côte d'Ivoire.

A l'échelle régionale, j'entends soutenir la construction d'un réseau d'Eurochams. Des initiatives existent, nous sommes certainement les plus structurés et pourrons à terme, bénéficier de ce nouveau réseau pour stimuler l'activité de nos entreprises.

Européennement vôtre.

Jean-Luc RUELLE, Président d'Eurocham

A PROPOS D'EUROCHAM

Créée en 2009, Eurocham est la concrétisation d'une volonté d'hommes d'affaires et de dirigeants d'entreprises d'unir tous les opérateurs économiques européens installés en Côte d'Ivoire au sein d'une même organisation. Cette initiative a été fortement appuyée par la Délégation de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire, avec laquelle Eurocham entretient une relation étroite de partenariat.

Rassemblant 180 entreprises et 11 nationalités de l'espace européen, Eurocham est un important contributeur à l'état de Côte d'Ivoire et représente un fort potentiel de pourvoyeurs d'emplois. L'organisation représente à ce jour 26% du PIB ivoirien et plus de 100 000 emplois directs. Ses entreprises membres se répartissent comme suit : 53% de grandes entreprises et filiales de groupes internationaux ; 43% de PME et 2% de Start-up et 2% de chambres de commerce bilatérales. Elles opèrent dans tous les secteurs d'activité: le secteur tertiaire (68%), dans le secondaire (24%) et dans le primaire (8%).

Eurocham peut accueillir parmi ses adhérents des entreprises ou investisseurs de l'espace économique européen, des chambres de commerce bilatérales des états membres de l'Union européenne, des fonds d'investissements européens et des plateformes regroupant les intérêts économiques européens en Côte d'Ivoire.

En inscrivant les valeurs européennes au cœur de ses missions, Eurocham accompagne ses entreprises membres pour un développement commun de leurs intérêts économiques et ceux du pays d'accueil.

Depuis 2016, Eurocham est membre de « European Business Organisation Worldwide Network » (EBOWWN). Ce réseau, en lien étroit avec Bruxelles, représente les opérateurs économiques européens dans plus de 30 pays à travers le monde.

En 2017, Maximilien LEMAIRE, Président Honoraire et membre fondateur d'Eurocham Côte d'Ivoire, devient Vice-Président du réseau international EBOWWN.

26% DU PIB



100 000 EMPLOIS



180 ENTREPRISES



11 NATIONALITÉS



NOTRE ORGANIGRAMME

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Eurocham est administrée par un Comité exécutif de 12 membres au moins et de 18 membres au plus, ainsi que des membres statutaires (Chambres de Commerce nationales). Conformément aux Statuts de la Chambre les membres du Comité sont élus par l'Assemblée Générale et la composition doit refléter les diverses nationalités européennes des entreprises membres. Aujourd'hui neuf nationalités sont représentées.

Le Comité veille à la gouvernance de l'association, oriente les activités et valide les actions. Il se réunit une fois tous les mois et ses membres sont tous bénévoles. Le bureau restreint est composé du Président, du Président Honoraire, du Trésorier, du Trésorier Adjoint, du Secrétaire Général et Secrétaire Général Adjoint.

Jean-Luc RUELLE est le Président actuel d'Eurocham.

L'ÉQUIPE PERMANENTE

L'Équipe permanente se compose de salariés qui suivent les orientations du Comité Exécutif, mettent en œuvre les actions de la Chambre et gèrent les activités au quotidien.

Oddveig AARHUS
Déléguée

Julien DELCOURT
Délégué

Stéphanie ZANDO KOSSONOU
Assistante administrative

Pierre MOBIO
Standardiste

Elodie FILOPON
Chargée d'études

Arnaud AHI
Chargé de commissions

Estelle N'GOUAN
Chargée de commissions

Relations externes

Communication et événementiel

Administratif et budgétaire

Services aux membres

Climat des affaires



JOBST VON KIRCHMANN
Ambassadeur de l'Union Européenne

L'Union européenne souhaite devenir un vrai partenaire économique pour accompagner la Côte d'Ivoire dans sa transition vers l'émergence, qui inclut une transformation économique, sociale et environnementale. Nous soutenons également les efforts du gouvernement en matière de gouvernance, de stabilité et d'inclusion – notamment par l'accès à l'éducation et à la formation des jeunes et des femmes, l'accès aux services sociaux de base et la gestion durable des ressources naturelles. Nous voulons agir en tant que catalyseurs pour que le succès économique de la Côte d'Ivoire soit durable.

Les liens commerciaux entre la Côte d'Ivoire et l'Europe ne font que progresser. Cela est synonyme de multiples emplois créés ou maintenus, de développement de nouveaux secteurs économiques – notamment dans les services, et de bénéfices importants pour les finances publiques ivoiriennes. C'est en travaillant ensemble – entreprises, acteurs diplomatiques, autorités ivoiriennes – et en étant conscients des intérêts et des contraintes des uns et des autres que nous pouvons aider l'économie

de ce pays que nous aimons, la Côte d'Ivoire, à franchir des étapes supplémentaires.

La Côte d'Ivoire est le théâtre de «success stories» pour des entreprises et des entrepreneurs européens, et Eurocham constitue un acteur important pour catalyser ces succès et porter la voix des investisseurs européens. A cet égard, je suis heureux que le partenariat qui lie Eurocham et la Délégation européenne dont je viens de prendre la tête soit vivant et débouche sur de multiples initiatives.

Personnellement, je veux toujours pouvoir dire à mes proches qu'ils doivent venir découvrir ce pays magnifique sans risque et aux entrepreneurs européens qu'il est dans leur intérêt d'investir en Côte d'Ivoire, que cette confiance dans un pays stable, en paix, au climat favorable aux affaires leur permettra d'atteindre un bon retour sur investissement.

A PROPOS DE L'UNION EUROPEENNE

La Délégation de l'Union européenne à Abidjan, dans le cadre de ses relations bilatérales avec la Côte d'Ivoire, est activement engagée dans la promotion d'un climat favorable au secteur privé, au développement du commerce et dans l'amélioration de la bonne gouvernance dans tous les secteurs du développement du pays.

Depuis la première édition du livre blanc en 2017, le partenariat entre Eurocham et la Délégation de l'Union européenne à Abidjan s'est traduite par des activités conjointes sur des thèmes économiques débouchant sur des recommandations aux acteurs politiques nationaux et internationaux.

En termes d'activités, la Délégation a appuyé l'adhésion d'Eurocham au réseau European Business Organisation Worldwide Network (EBOWWN), réseau international de chambres de commerce européenne. Elle s'est associée à des rencontres avec le secteur privé européen,

notamment sur l'impact de la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique intérimaire (APEi), et a co-organisé des forums économiques, notamment en marge du Sommet Union africaine / Union européenne et durant la semaine de l'Europe en mai 2018. La Délégation s'est attachée à favoriser des contacts privilégiés entre opérateurs du secteur privé européens et ambassades des Etats membres.

Par ces actions basées sur des valeurs fortes de transformation économique, sociale et environnementale, l'Union européenne entend faciliter les investissements, notamment européens, en Côte d'Ivoire et la création d'emplois durables.

Eurocham est un des acteurs privilégié contribuant à cet agenda en nourrissant les réflexions et recommandations destinées aux acteurs politiques et économiques, sur place et en Europe.

L'Union européenne est un partenaire économique privilégié de la Côte d'Ivoire et s'attache à renforcer cette relation mutuellement bénéfique.

Liée à la Côte d'Ivoire par un Accord de Partenariat Economique intérimaire (APEi), l'Union européenne est son premier partenaire commercial, pour un montant de 7,7 milliards d'euros, soit près de 40% des échanges commerciaux. Cela représente un excédent commercial de près de 2 milliards d'euros en faveur de la Côte d'Ivoire, ce qui fait de celle-ci le 11e pays bénéficiaire des termes des échanges avec l'UE.

Ainsi, l'Union Européenne est le principal marché de la Côte d'Ivoire avec 40,2% des exportations: ces exportations ont progressé plus rapidement que les exportations vers le reste du monde et la part des produits transformés a nettement augmenté pour atteindre, par exemple sur le cacao, une part de 32% sur cette exportation. Les emplois liés aux principales filières d'exportation vers le marché européen, notamment le cacao, la banane, le thon, l'hévéa ou encore le café, sont estimées à 750 000 emplois directs.

Par ailleurs, l'Union européenne représente 32,5% des importations et se positionne comme le principal fournisseur de la Côte d'Ivoire sur les intrants industriels et les machines (35%) ainsi que les produits chimiques et pharmaceutiques (17%). Cette relation se verra renforcée par une libéralisation tarifaire progressive à partir de janvier 2019 sur les produits en provenance de l'Union européenne. En effet, ces produits ne devront plus s'acquitter de droits de douanes, et le gain directement transféré au secteur privé contribuera à rendre la Côte d'Ivoire plus compétitive sur le marché régional, européen et international.

Enfin, l'Union Européenne est le premier investisseur étranger avec 58% des IDE et contribue avec plus de 500 entreprises pour 90 000 emplois directs (soit 10% des emplois formels).

MÉTHODOLOGIE

Il semble important de porter à l'attention du lecteur les remarques suivantes, afin de favoriser la lecture et la compréhension de ce document. L'ensemble est dense et n'a pas nécessairement vocation à être lu de manière linéaire. Nous recommandons au lecteur d'utiliser cet ouvrage dans une logique de dictionnaire et d'y conduire un « picking informationnel » à savoir une recherche par thématique, sujet ou donnée à partir de la table des matières.

Les objectifs

Les objectifs qui nous ont conduits à la rédaction de cet ouvrage sont multiples.

Nous souhaitons en premier lieu, informer nos membres, nos partenaires et les investisseurs en donnant un accès rapide aux principales données économiques sur la Côte d'Ivoire.

En second lieu, travailler avec les autorités ivoiriennes et proposer des pistes de réflexion dans le but d'améliorer le climat des affaires et de favoriser l'investissement.

Et enfin, offrir une plateforme de dialogue entre les entreprises européennes et les autorités ivoiriennes.

Les caractéristiques

Cette seconde édition du livre blanc d'Eurocham est composée d'une introduction et de neuf parties dont trois parties transversales, quatre parties sectorielles et deux parties consacrées aux institutions. Chacune des parties est organisée en deux sous-parties, l'une met l'accent sur les « chiffres et constats » et l'autre sur les « problématiques et propositions ».

Dans cet ouvrage, nous avons traité neuf thèmes : La fiscalité(1), la gouvernance(2), la RSE(3), la finance(4), l'énergie(5), les TIC(6), l'éducation(7), les institutions ivoiriennes(8) et les institutions internationales(9). Lors des prochaines éditions, les données seront actualisées et de nouveaux thèmes seront abordés.

Ce livre blanc se fonde sur les données des organisations nationales et internationales parmi lesquelles (le FMI, La Banque Mondiale, l'OCDE, l'État, Transparency etc.). Ces données (disponibles en novembre 2018) ont été analysées, commentées, développées ou synthétisées ; Nos adhérents ont été consultés à chaque phase de réflexion et de rédaction.



REMERCIEMENTS

Cette édition 2019 de notre livre blanc a été rédigé par Julien DELCOURT (Délégué d'Eurocham) avec la participation d'Estelle N'GOUAN (chargée de commissions), d'Elodie FILOPON (chargée d'études) et d'Arnaud AHI (chargé de commissions).

L'équipe du livre blanc tient à remercier :

Jean-Luc RUELLE (Président d'Eurocham), pour son investissement, ses conseils et ses encouragements,

Jobst VON KIRCHMANN (Ambassadeur de l'Union Européenne), pour son soutien,

Marc ALBEROLA, Philippe MIQUEL, Damien RICOUR-DUMAS, Stephan DAURIAC, David MORVANT et Rémi DUCHATEAU pour leurs contributions à la partie «Energie»,

Jean-Claude WOGNIN et Sarah COULIBALY pour leurs contributions à la partie «Fiscalité»,

Charles RAUDOT DE CHATENAY et Patrick ILLING pour leurs contributions aux parties «gouvernance» et «institutions internationales»,

Denis MOTTE et Ange Frédéric BALMA pour leurs contributions à la partie «TIC»,

Thierry COLATRELLA pour ses contributions à la partie «éducation»,

Xavier SAINT-MARTIN-TILET pour ses contributions à la partie «RSE»,

Olivier MALATRE pour ses contributions à la partie «gouvernance»,

Jean-Louis MENANN-KOUAME et Thierry DE NEVE pour leurs contributions à la partie «bancaire»,

Oddveig AARHUS, Stéphanie ZANDO KOSSONOU et Pierre MOBIO pour leur soutien.

Joseph ANOH pour l'édition.

L'équipe de rédaction tient également à remercier les organisations nationales et internationales pour la mise à disposition d'études et de données. Pour les principales :

La Banque Mondiale, le FMI, l'ANARE, la CIE, l'OCDE, le WEF, la fondation MO-IBRAHIM, Transprency, l'ARTCI, l'UIT, la BCEAO, le PNUD.

Enfin, nous tenons à remercier tous nos membres pour la confiance renouvelée depuis plusieurs années.





SOMMAIRE

INTRODUCTION



La Côte d'Ivoire en chiffres

Démographie & géographie

Économie

Classement

PARTIE TRANSVERSALE

La fiscalité



1.1 Zoom sur la fiscalité

1.1.1 L'organe de gestion de la fiscalité : la DGI

1.1.2 La fiscalité, un frein aux affaires ?

1.1.3 La pression fiscale en Côte d'Ivoire

1.1.4 L'étude « Paying taxes »

1.1.5 Les recettes fiscales en Côte d'Ivoire

1.2 Problématiques et propositions

1.2.1 Le paradoxe de la fiscalité ivoirienne

1.2.2 L'attractivité du système fiscal, une nécessité

La gouvernance



2.1 Zoom sur la gouvernance

2.1.1 La transparence, un frein aux affaires ?

2.1.2 Les mesures pour la bonne gouvernance

2.1.3 La transparence - Un obstacle au développement économique

2.2 Problématiques et propositions

2.2.1 La diminution de la corruption - Les clés du succès

2.2.2 L'accès à l'information - Des progrès à réaliser

La RSE



3.1 Zoom sur la RSE

3.1.1 Compréhension et cadre général

3.1.2 Etat des lieux de la responsabilité sociétale

3.1.3 Le classement RESPECO

3.2 Problématiques et propositions

3.2.1 Forte méconnaissance du développement durable

3.2.2 L'absence d'incitations aux politiques RSE

3.2.3 Le coût élevé de la démarche RSE

3.2.4 Le manque de filières vertes

PARTIE SECTORIELLE

Le secteur financier

4.1 Zoom sur le secteur Financier

4.1.1 Le secteur financier en Côte d'Ivoire

4.1.2 Le crédit-bail

4.1.3 La micro-finance

4.1.4 La BRVM

4.1.5 Le mobile banking

4.2 Problématiques et propositions

4.2.1 La banque - Pierre angulaire du système financier

4.2.2 Le crédit-bail - Un produit inexploité

4.2.3 La micro-finance - Une alternative à renforcer

4.2.4 Le mobile banking - Un essor restreint



L'énergie

5.1 Zoom sur l'énergie

5.1.1 Le cadre juridique

5.1.2 Les acteurs

5.1.3 La production

5.1.4 L'accès

5.1.5 La consommation

5.2 Problématiques et propositions

5.2.1 La dépendance au gaz naturel et la faible couverture

5.2.2 Les initiatives régionales - Les pools énergétiques

5.2.3 Le prix de l'énergie - Attractif ?



Les TIC

6.1 Zoom sur les TIC

6.1.1 Les TIC en bref

6.1.2 L'accès

6.1.3 Le classement IDI

6.1.4 Les prix

6.2 Problématiques et propositions

6.2.1 Les prix élevés, l'accès limité

6.2.2 La recherche et le développement



L'éducation

7.1 Zoom sur l'éducation

7.1.1 Le cadre institutionnel

7.1.2 Les difficultés du secteur éducatif

7.1.3 L'éducation, L'IDH et la croissance

7.2 Problématiques et propositions

7.2.1 Des infrastructures dépassées

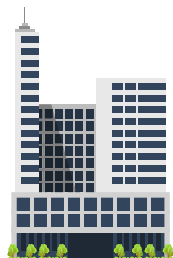
7.2.2 Les curricula - Adaptation indispensable

7.2.3 Le facteur humain au cœur de la réussite



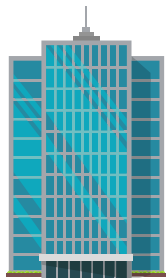
S'IMPLANTER EN CÔTE D'IVOIRE

Les institutions ivoiriennes



- 8.1 Le CEPICI Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
- 8.2 La CCI-CI Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire
- 8.3 La DGI Direction Générale des Impôts
- 8.4 La DGD Direction Générale des Douanes
- 8.5 La DGTCP Direction Générale du Trésor et de la comptabilité publique
- 8.6 La CNPS Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
- 8.7 La DMP Direction des Marchés Publics
- 8.8 L'ANRMP Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics
- 8.9 L'ARTCI Autorité de régulation des Télécommunication en Côte d'Ivoire
- 8.10 La CACI Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire

Les institution internationales



- 9.1 La DUE Délégation de l'Union Européenne
- 9.2 Le FMI Fond Monétaire International
- 9.3 PROPARCO
- 9.4 BPI France
- 9.5 La BAD Banque Africaine de Développement
- 9.6 La BEI Banque Européenne d'investissements
- 9.7 La Banque Mondiale
- 9.8 L'AFD Agence Française de Développement
- 9.9 La BCEAO Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- 9.10 Business France



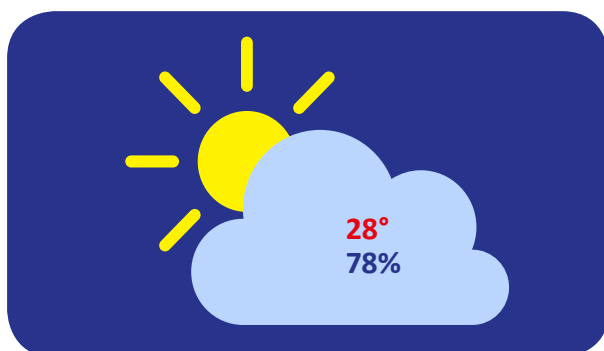


INTRODUCTION

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

DÉMOGRAPHIE ET GÉOGRAPHIE

Population (2016)	23,7 Millions
Espérance de vie (2014)	51,56 ans
Croissance démographique (2013)	2,4%
0 - 14 ans (2016)	37,4%
15 - 64 ans (2016)	59,2%
65 ans et plus (2016)	3,4%
Taux d'alphabétisation (2015)	50,24%
Taux de pauvreté (2015)	46,3%



ABIDJAN

Population (2014)	4,7 millions
Densité (2014)	14 528 Hab/Km ²
Superficie	324 Km ²

Capitale économique	Abidjan
Capitale politique	Yamoussoukro
Superficie	322 462 Km ²
Densité (2016)	74 Hab/Km ²



ÂGE
MÉDIAN
(2016)
**20,7
ANS**

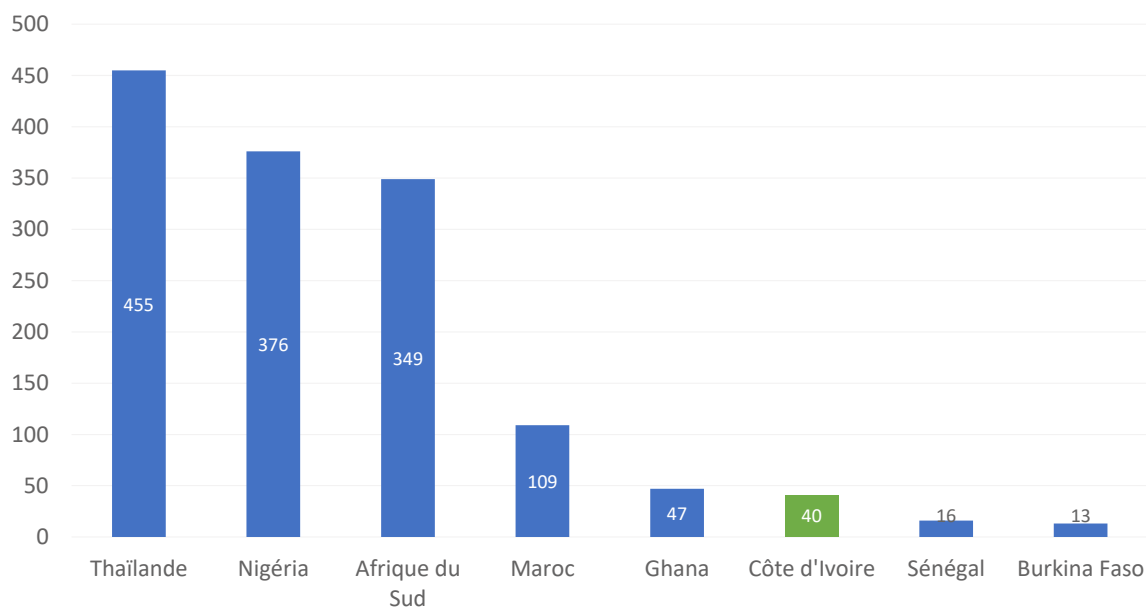


Sources : ONU, CIA, La Banque Mondiale, INS

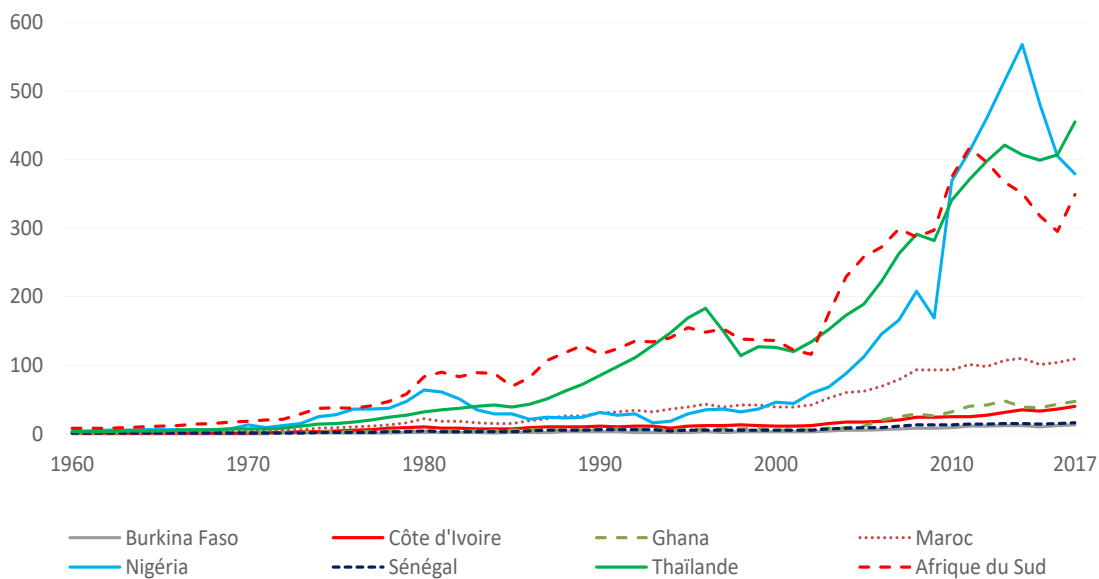
LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

ÉCONOMIE

PIB EN MILLIARDS DE \$ - 2017



ÉVOLUTION DU PIB EN MILLIARDS DE \$ 1960 - 2017

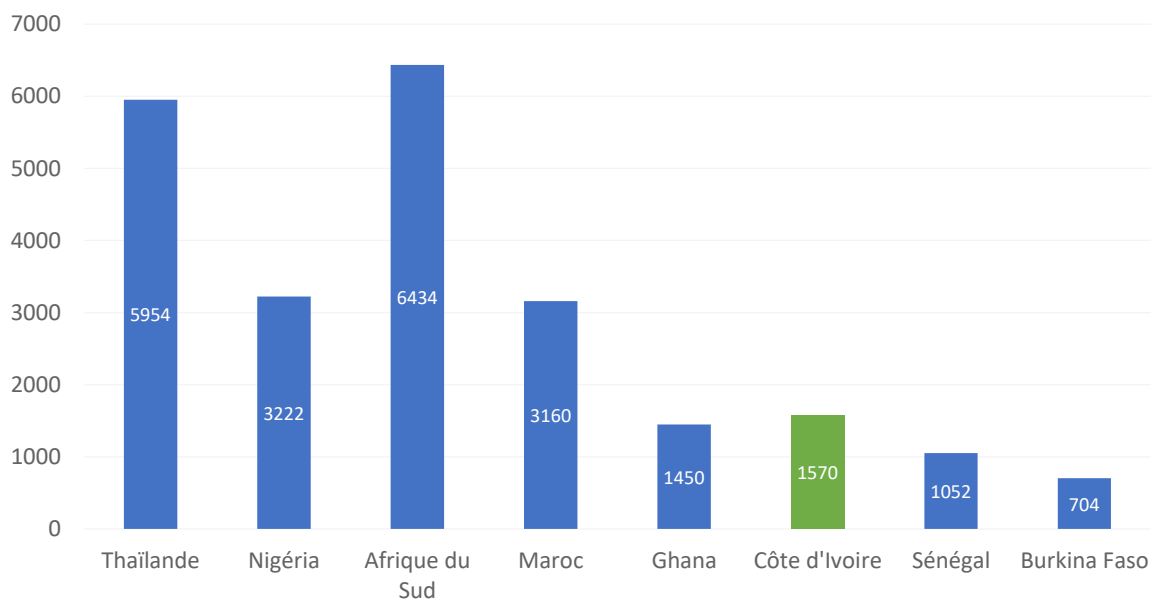


Sources : La Banque Mondiale

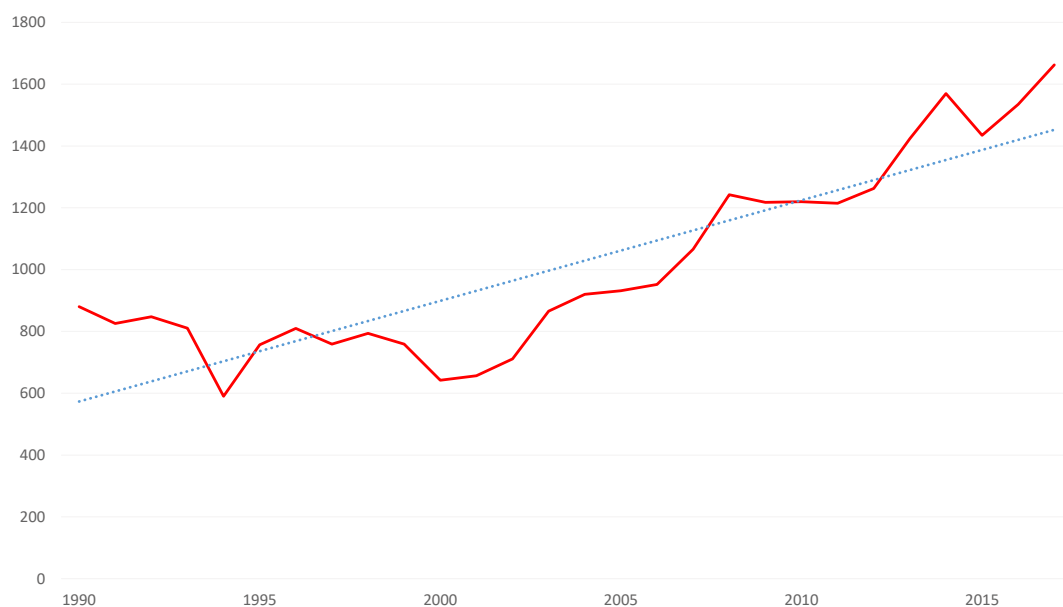
LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

ÉCONOMIE

PIB/HAB EN \$ - 2017



ÉVOLUTION DU PIB/HAB EN \$ 1990-2017 CÔTE D'IVOIRE



Sources : La Banque Mondiale

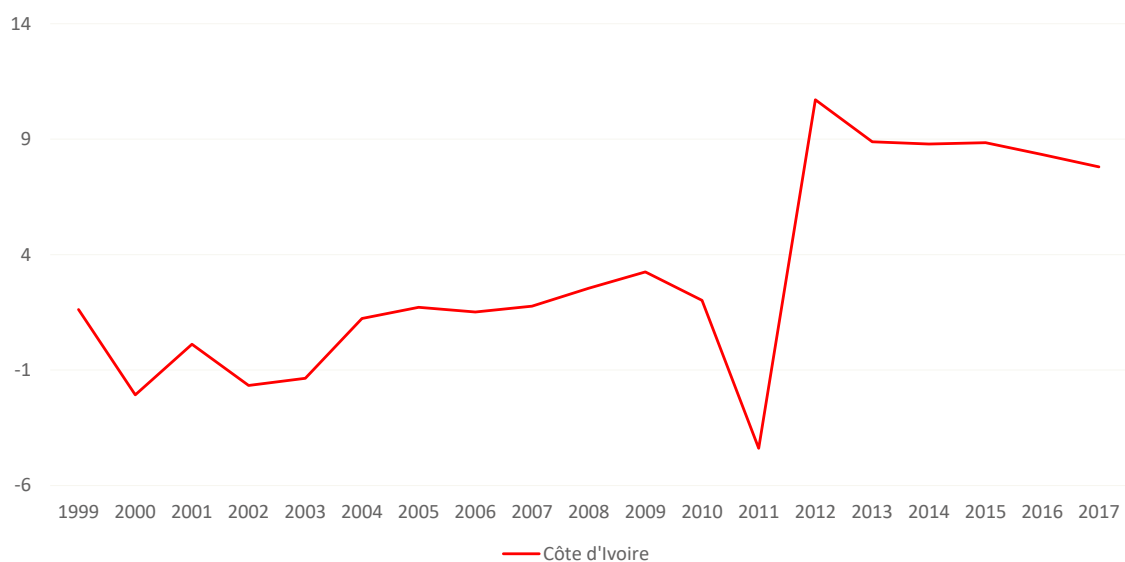
LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

ÉCONOMIE

TAUX DE CROISSANCE DU PIB EXTRAIT 1999 - 2017



TAUX DE CROISSANCE DU PIB CÔTE D'IVOIRE 2000 - 2017

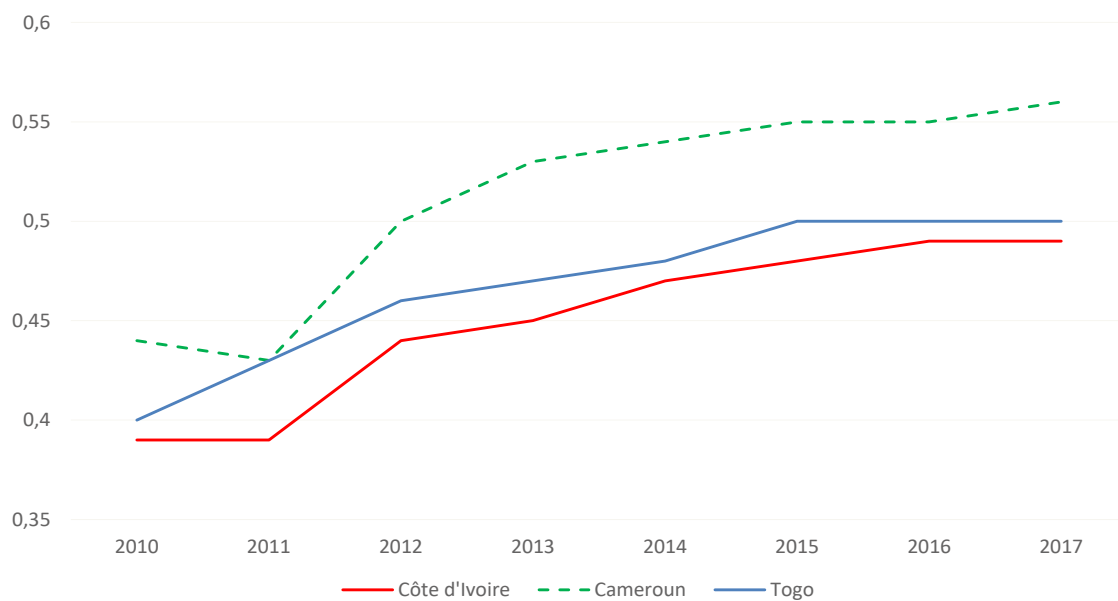


Sources : La Banque Mondiale

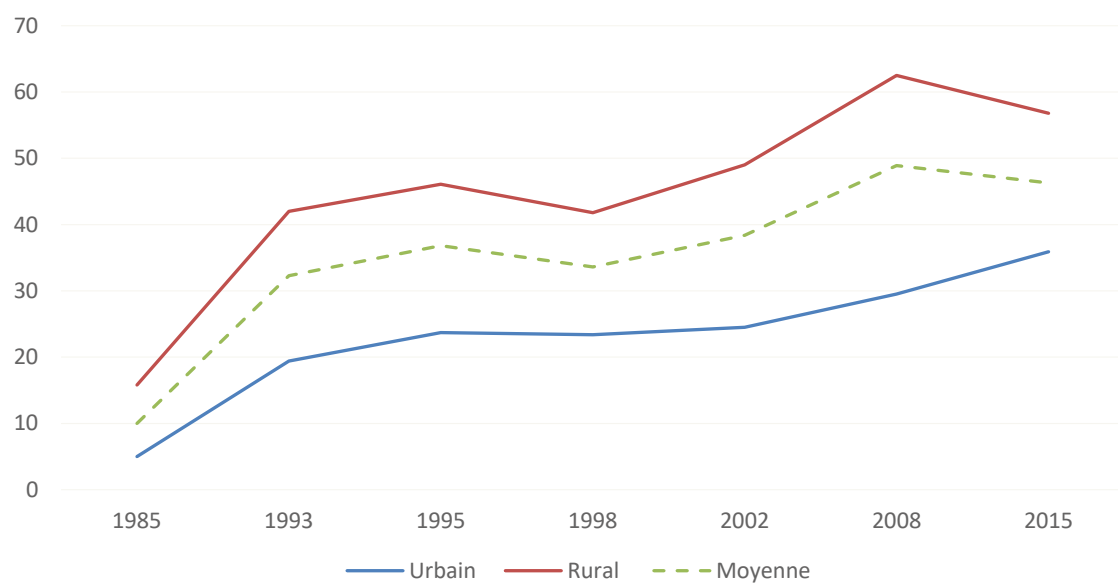
LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

ÉCONOMIE

ÉVOLUTION DE L'IDH CÔTE D'IVOIRE, CAMEROUN, TOGO



ÉVOLUTION DU TAUX DE PAUVRETÉ CÔTE D'IVOIRE

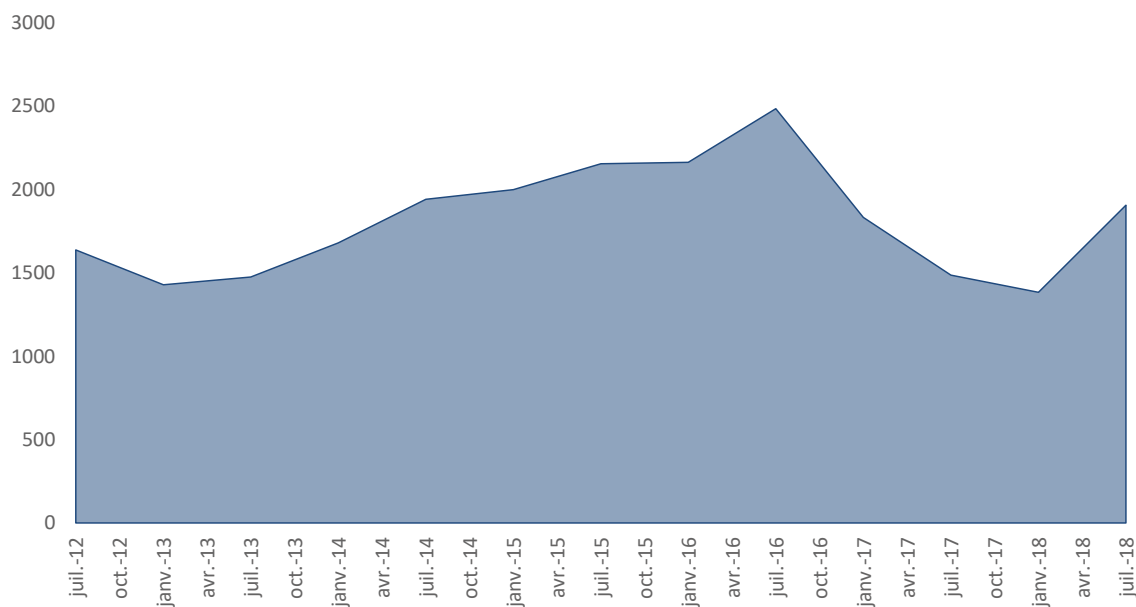


Sources : PNUD, FMI

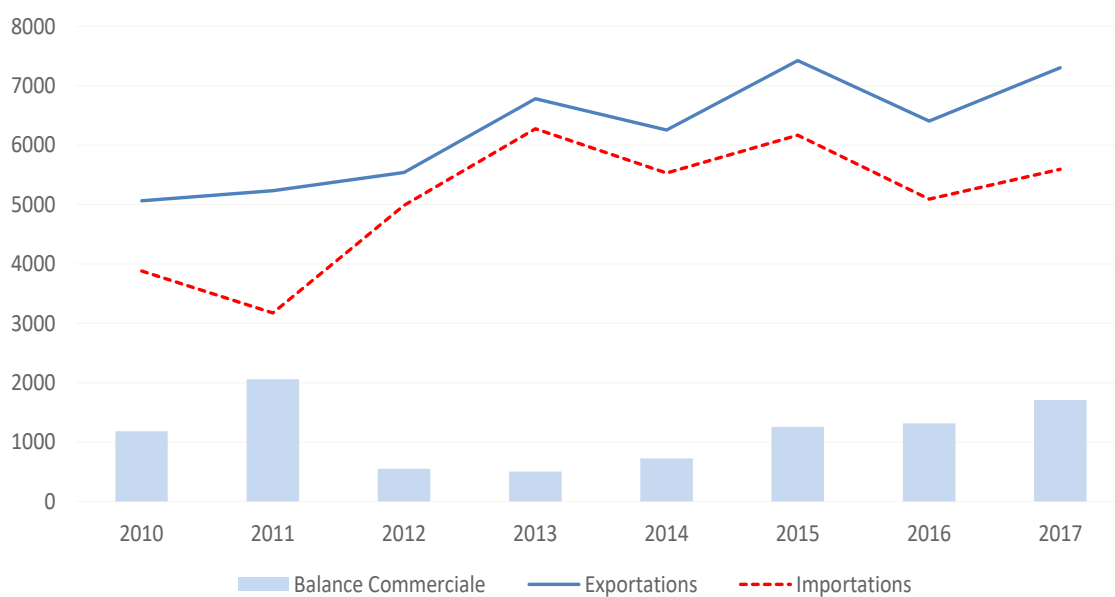
LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

ÉCONOMIE

ÉVOLUTION DU COURS DU CACAO 2012 - 2018



COMMERCE EXTÉRIEUR 2010 - 2017 EN MILLIARDS DE FCFA

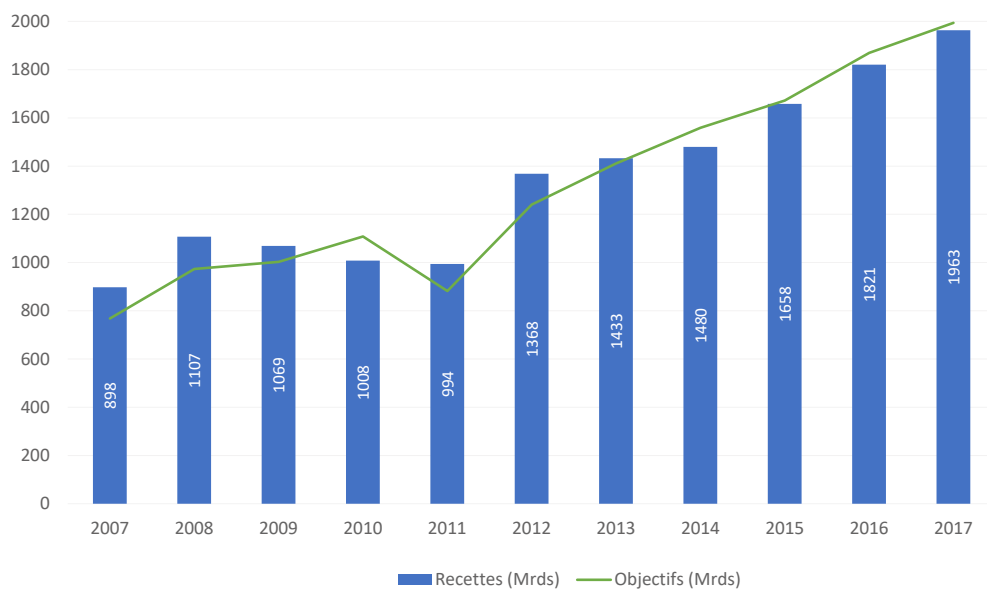


Sources : DGD 2018, Les échos 2018

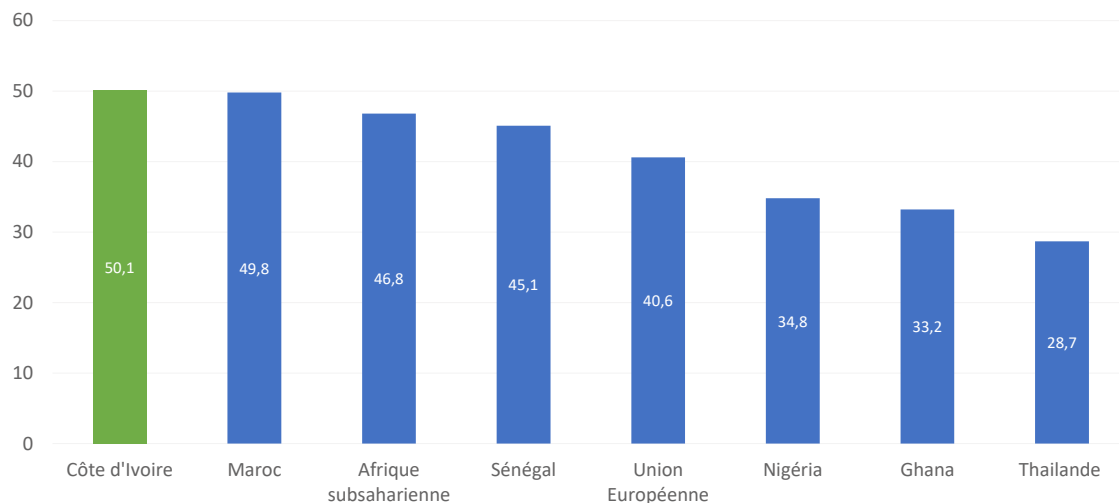
LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

ÉCONOMIE

ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES DE 2007 À 2017 EN MILLIARDS DE FCFA (HORS DOUANES)



TAUX GLOBAL D'IMPOSITION 2017 (EN % DES BÉNÉFICES COMMERCIAUX)

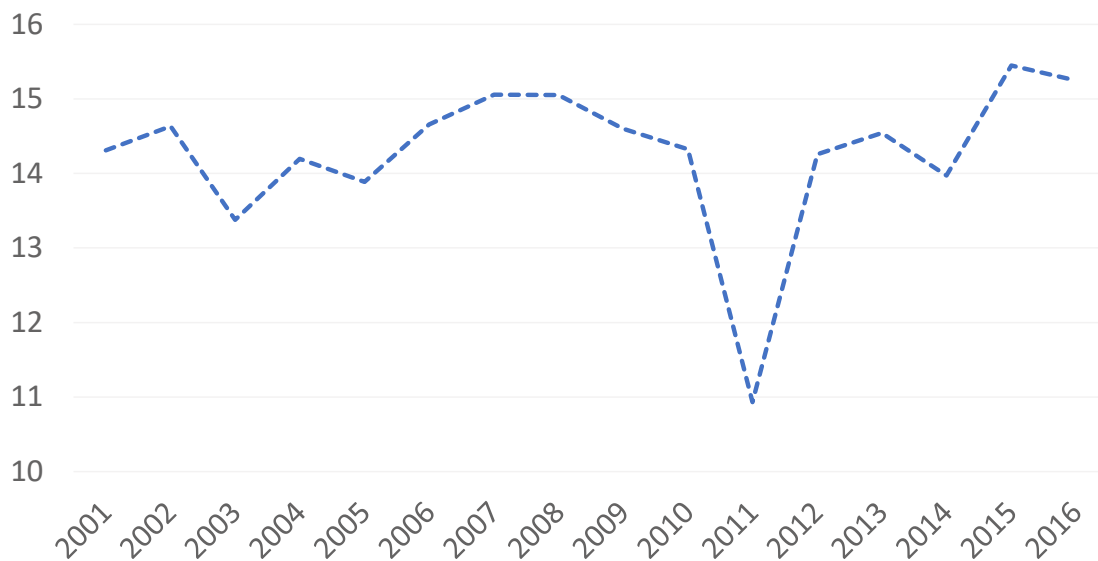


Sources : La Banque Mondiale, Etat

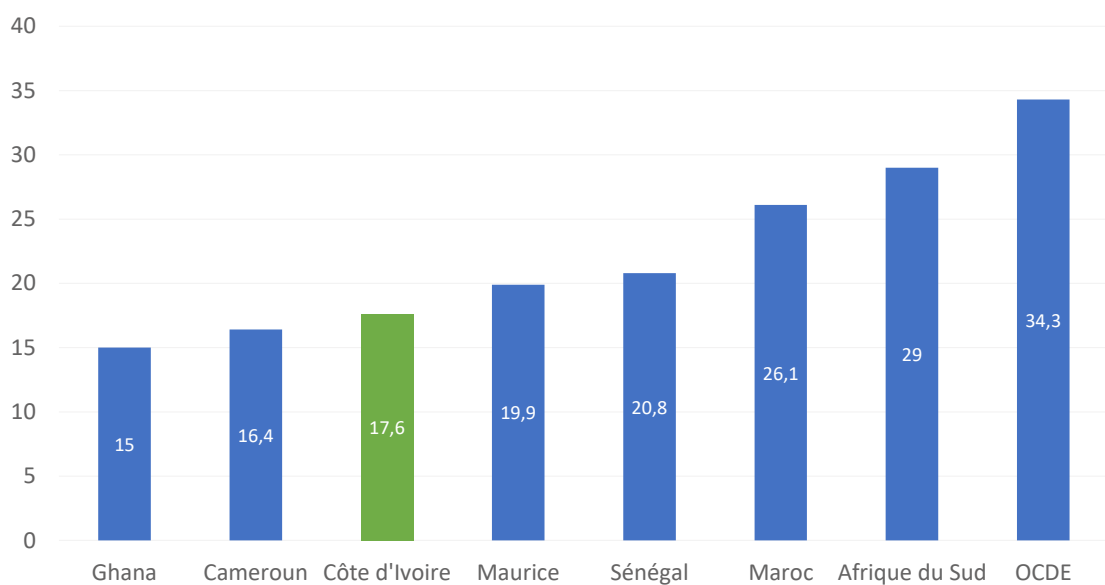
LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

ÉCONOMIE

ÉVOLUTION DE LA PRESSION FISCALE EN CÔTE D'IVOIRE 2000 - 2016



LA PRESSION FISCALE 2015 (RECETTES FISCALES/PIB)



Source : OCDE

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

CLASSEMENT

MONDE - EXTRAIT CLASSEMENT IDH - 2017

L'I.D.H. est calculé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (P.N.U.D.). Il se présente comme un nombre sans unité compris entre 0 et 1. Plus l'I.D.H. se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé. L'indicateur de Développement Humain, ou I.D.H., a comme objectif d'essayer de

mesurer le niveau de développement des pays, sans en rester simplement à leur poids économique mesuré par le Produit intérieur brut (P.I.B.) ou le P.I.B. par habitant. Il intègre donc des données plus qualitatives. C'est un indicateur qui fait la synthèse (on l'appelle indicateur composite ou synthétique) de trois séries de données :



- La santé / longévité (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.
- Le savoir ou niveau d'éducation. Il est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société.
- Le niveau de vie (logarithme du revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

Pays	Rang 2009 / 182	Rang 2017 / 189	Note /1
Afrique Subsaharienne			0,537
Norvège	1	1	0,953
Allemagne	22	5	0,936
France	8	24	0,901
Tunisie	98	95	0,735
Gabon	103	110	0,702
Cap Vert	121	125	0,654
Ghana	152	140	0,592
Kenya	147	142	0,590
Cameroun	153	151	0,556
Nigeria	158	157	0,532
Sénégal	166	164	0,505
Togo	159	165	0,503
Côte d'Ivoire	163	170	0,492
Burkina Faso	177	183	0,423

Source : PNUD 2018

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

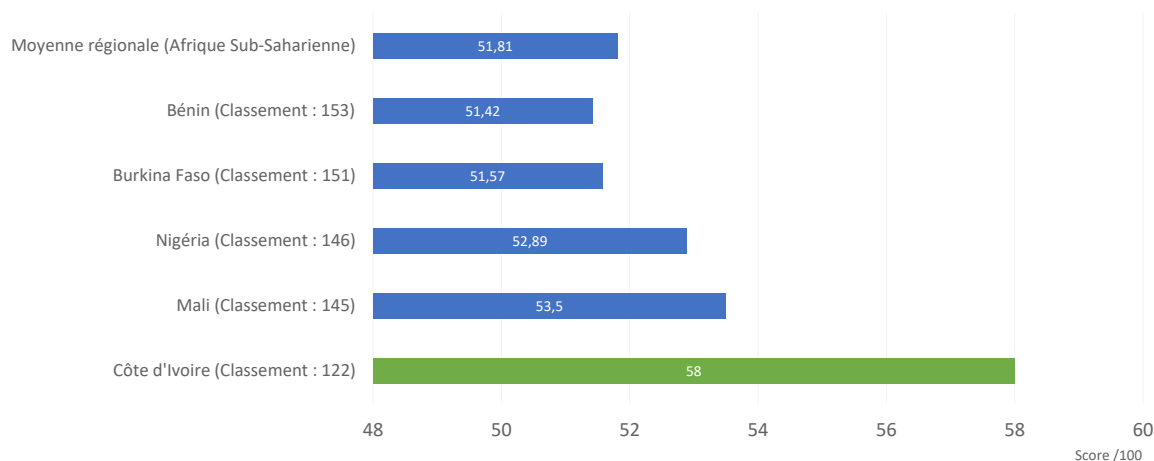
CLASSEMENT

BOING BUSINESS 2019

Doing Business 2019 : Formation pour mieux réformer est une publication phare du Groupe de la Banque Mondiale et est la 16ème d'une série de rapports annuels mesurant les réglementations favorables et défavorables à l'activité commerciale. Doing Business présente des indicateurs quantitatifs sur la réglementation des affaires ainsi que sur la protection des droits de propriété de 190 économies – de l'Afghanistan au Zimbabwe - au fil du temps.

Doing Business mesure les réglementations concernant 11 domaines du cycle de vie d'une entreprise. Dix de ces domaines sont inclus dans le classement de cette année sur la facilité à faire des affaires : création d'entreprise, l'obtention d'un permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs minoritaires, paiement des impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et règlement de l'insolvabilité. Doing Business mesure également la réglementation du marché du travail, ce qui n'est pas inclus dans le classement de cette année.

EXTRAIT AFRIQUE SUBSAHARIENNE SCORE ET CLASSEMENT



CLASSEMENT CÔTE D'IVOIRE / DOMAINE

Domaines	2018	2019
Global	139	122
Création d'entreprise	44	26
Obtention d'un permis de construire	152	142
Raccordement à l'électricité	129	143
Transfert de propriété	113	112
Obtention de prêts	142	44
Protection des investisseurs	146	149
Paiement des taxes et impôts	175	175
Commerce transfrontalier	155	162
Exécution des contrats	101	106
Règlement de l'insolvabilité	77	80

CLASSEMENT GLOBAL / 190

Global	Rang 2019
Nouvelle-Zélande	1
USA	8
Maurice	20
Rwanda	29
Kenya	61
Afrique du Sud	82
Ghana	114
Côte d'Ivoire	122
Cap-Vert	131
Sénégal	141
Togo	137

Source : La Banque Mondiale

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

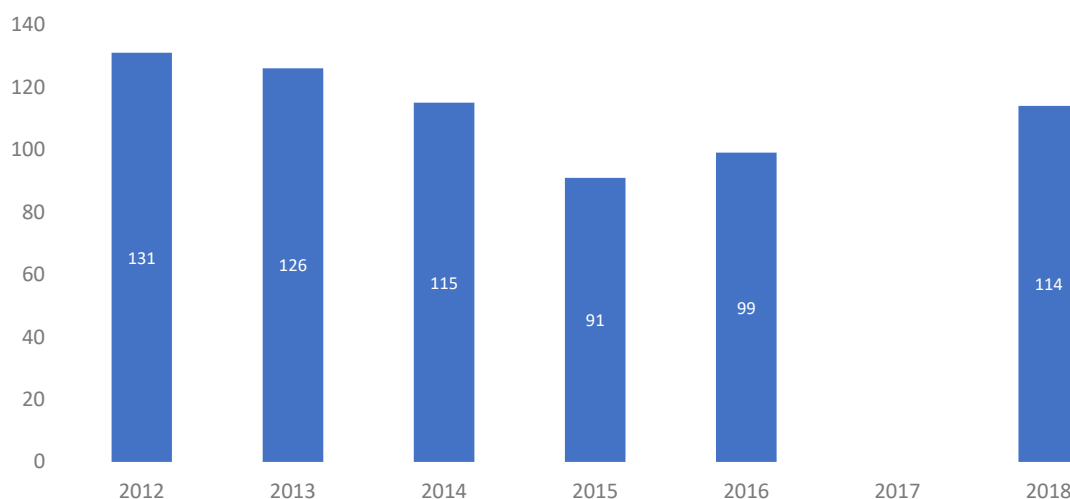
CLASSEMENT

THE WORLD ECONOMIC FORUM 2018

Le rapport du WEF donne un classement mondial des pays les plus compétitifs en se basant sur une centaine d'indicateurs économiques comme la qualité des

infrastructures, l'environnement macroéconomique, la taille des marchés, le développement technologique et l'innovation.

ÉVOLUTION DU CLASSEMENT - CÔTE D'IVOIRE

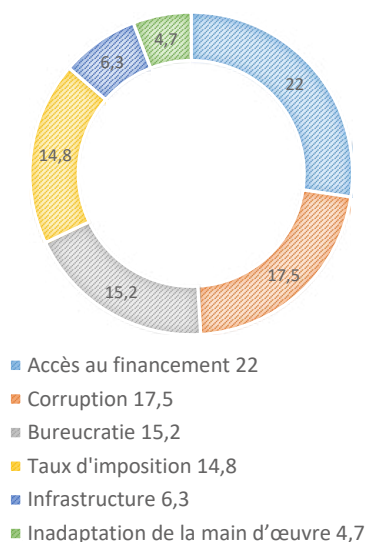


*La Côte d'Ivoire n'a pas participé au classement 2017 du World Economic Forum.

CLASSEMENT 2018 / 140

Pays	Rang	Score
Maurice	49	63,7
Afrique du Sud	67	60,8
Maroc	75	58,5
Botswana	90	54,5
Kenya	93	53,7
Rwanda	108	50,9
Ghana	106	51,3
Cap Vert	111	50,2
Sénégal	113	49
Côte d'Ivoire	114	47,6
Nigéria	115	47,5
Cameroun	121	45,1
Mali	125	43,6
RDC	135	38,2

Les principaux freins en Côte d'Ivoire - % des sondés en 2016



Source : World Economic Forum

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

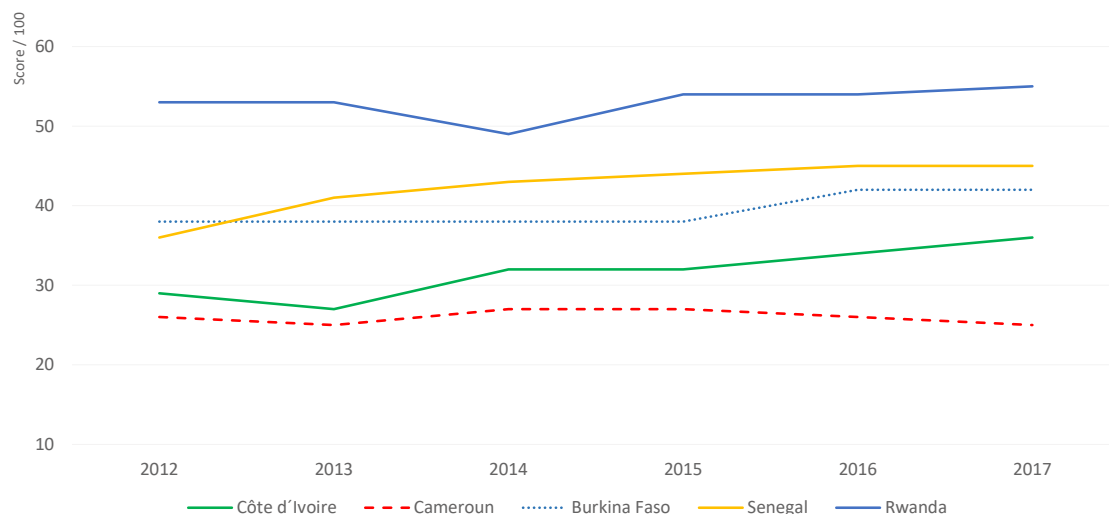
CLASSEMENT

TRANSPARENCY 2017

Depuis 1995, l'ONG Transparency International publie chaque année un indice de perception de la corruption (IPC) classant les pays selon le degré de corruption perçue dans un pays. L'indice est élaboré à l'aide d'enquêtes réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires résidant dans

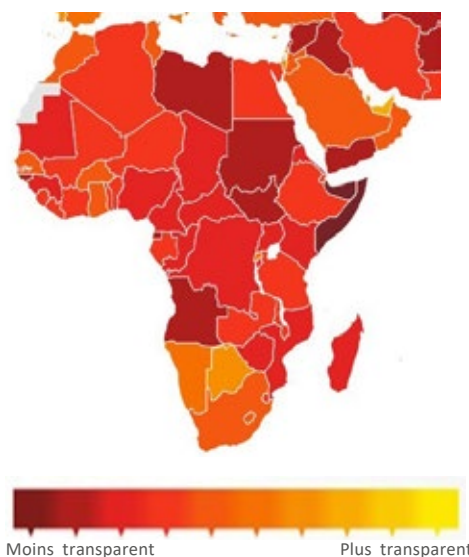
ces pays ou à l'étranger. Il s'agit d'un indice composite, une combinaison de sondages et d'évaluations de la corruption collectés par diverses institutions réputées. L'IPC est l'indicateur de la corruption le plus largement utilisé à travers le monde.

ÉVOLUTION DU CLASSEMENT ET DU SCORE - COMPARATIF



CLASSEMENT / 176

Pays	Rang	Score
Nouvelle-Zélande	1	89
France	23	70
Botswana	34	61
Cap-Vert	48	55
Rwanda	48	55
Sénégal	66	45
Burkina Faso	74	42
Ghana	81	40
Maroc	81	40
Côte d'Ivoire	103	36
Gabon	117	32
Kenya	143	28
Cameroun	153	25







PARTIE TRANSVERSALE



1. LA FISCALITÉ

1.1 Zoom sur la fiscalité

1.1.1 L'organe de gestion de la fiscalité en Côte d'Ivoire : la DGI

1.1.2 La fiscalité, un frein aux affaires ?

1.1.3 La pression fiscale en Côte d'Ivoire

1.1.4 L'étude « Paying taxes »

1.1.5 Les recettes fiscales en Côte d'Ivoire

1.2 Problématiques et propositions

1.2.1 Le paradoxe de la fiscalité ivoirienne

1.2.2 L'attractivité du système fiscal, une nécessité

1.1. ZOOM SUR LA FISCALITÉ

Fiscalité : ensemble des règles, lois et mesures qui régissent le domaine fiscal d'un pays. Elle comprend ainsi l'ensemble des pratiques utilisées par un État ou une collectivité pour percevoir des impôts et autres prélèvements obligatoires.

1.1.1 L'ORGANE DE GESTION DE LA FISCALITÉ EN CÔTE D'IVOIRE : LA DGI

La DGI est dirigée par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Elle est en charge de l'élaboration et de l'application de la législation fiscale et parafiscale. Elle a pour missions :

- La préparation, la négociation et l'application des conventions fiscales internationales,
- La mise en œuvre des opérations d'assiette, de liquidation et de contrôle de l'impôt pour le compte de l'État et des collectivités locales,
- Le recouvrement des recettes fiscales et parafiscales autres que de porte,
- La gestion du contentieux de l'impôt,
- La conception, la création et la gestion du cadastre en zones urbaines et rurales,
- La conservation de la propriété foncière et des hypothèques,
- La gestion financière du domaine de l'État et des biens en déshérence,
- La mise en œuvre des opérations d'enregistrement et de timbre,
- La promotion le civisme fiscal.

RECOURS

1 Recours hiérarchique / Personnes à saisir :

Le chef de brigade, le sous directeur ou le directeur régional et le Directeur des Enquêtes et Vérifications fiscales.

2 Recours contentieux / Personne à saisir :

Le Directeur Général des Impôts ou du Ministre de l'Économie et des Finances.

3 Recours juridictionnel / Personne à saisir : les tribunaux .

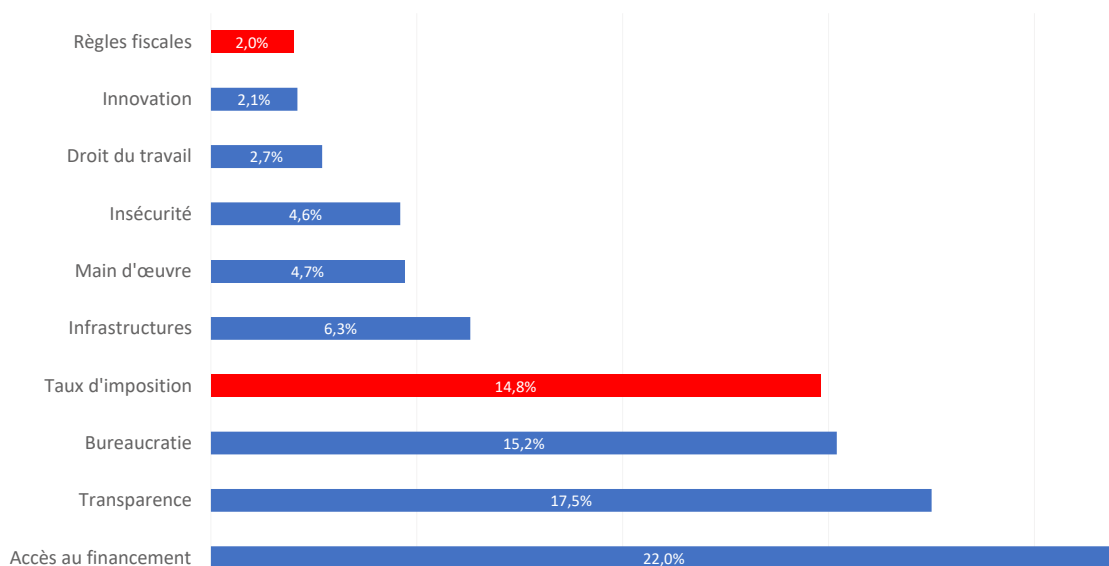
4 Recours à une structure paritaire / Personne à saisir : l'observatoire du contrôle fiscal.

1.1.2 LA FISCALITÉ, UN FREIN AUX AFFAIRES ?



Selon le World Economic Forum, 14,8% des dirigeants considèrent le taux d'imposition comme étant un frein à la réalisation d'affaires. Couplé à la complexité des règles fiscales (2%), on atteint 16,8 % des dirigeants sondés.

WORLD ECONOMIC FORUM 2016 - 2017 - LES FREINS AUX AFFAIRES EN CÔTE D'IVOIRE

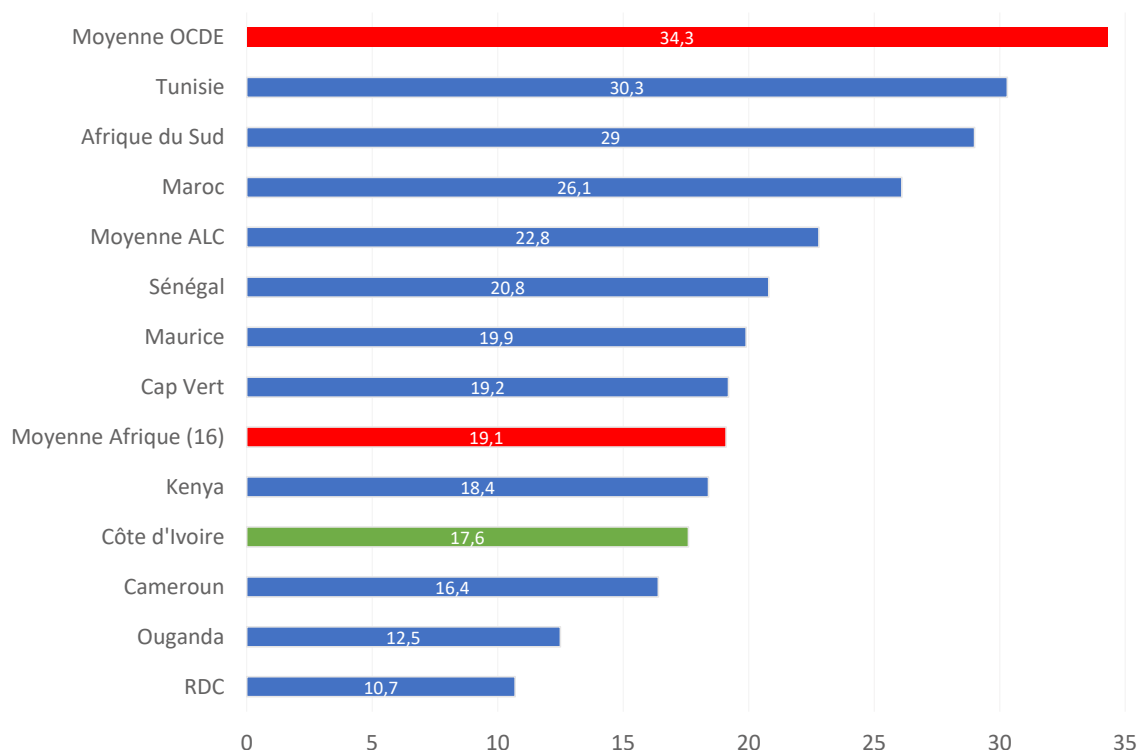


Source : World Economic Forum 2016 - 2017

1.1.3 LA PRESSION FISCALE EN CÔTE D'IVOIRE

La pression fiscale : montant total des recettes fiscales recouvrées, exprimé en pourcentage du PIB. Cet indicateur se rapporte à l'administration dans son ensemble (tous niveaux d'administration) et est mesuré en USD par habitant, en pourcentage du PIB et en taux de croissance annuel.

PRESSION FISCALE 2015 (RECETTES FISCALES/PIB) - EXTRAIT OCDE / AFRIQUE



« La Côte d'Ivoire, reconnue comme un modèle de croissance économique en Afrique de l'Ouest, présente depuis 2012 un taux de croissance du PIB de 8%. La priorité pour le pays est désormais de lever des recettes fiscales justes et efficaces afin de poursuivre ses ambitions de développement futur ». *Paying Taxes 2017*

La pression fiscale (impôts/PIB) des 16 pays africains sélectionnés dans le cadre de cette étude (la « Moyenne Afrique (16) ») était de 19.1 % en 2015. Alors que cette dernière était de 10.7 % en République démocratique du Congo, elle atteint 30.3 % en Tunisie.

Dans 13 pays à l'exception de l'Afrique du Sud, du Maroc et de la Tunisie, la pression fiscale était inférieure à celle de la moyenne des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) qui s'élevait à 22.8 % en 2015. Quant à elle, la moyenne dans les pays de l'OCDE était de 34.3 % en 2015. Il est important de noter qu'une pression fiscale trop faible ne permet pas d'avoir les ressources nécessaires à la réalisation de politiques de développement.

Toutefois une évolution est observable. Entre 2014 et 2015, la pression fiscale de ces 16 pays d'Afrique a augmenté de 0.4 %, une hausse légèrement inférieure à la moyenne des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (0.6 %), mais supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE (moins de 0.1 %). En effet, tous les pays à l'exception du Kenya, de la Tunisie et du Maroc ont connu des hausses de leur pression sur la période. Le Cap Vert a lui enregistré la hausse la plus importante entre 2014 et 2015, de 1.8 point de pourcentage, suivi de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda (tous deux augmentant de 1.1 %).

Source : OCDE - Statistiques des recettes publiques en Afrique 2017

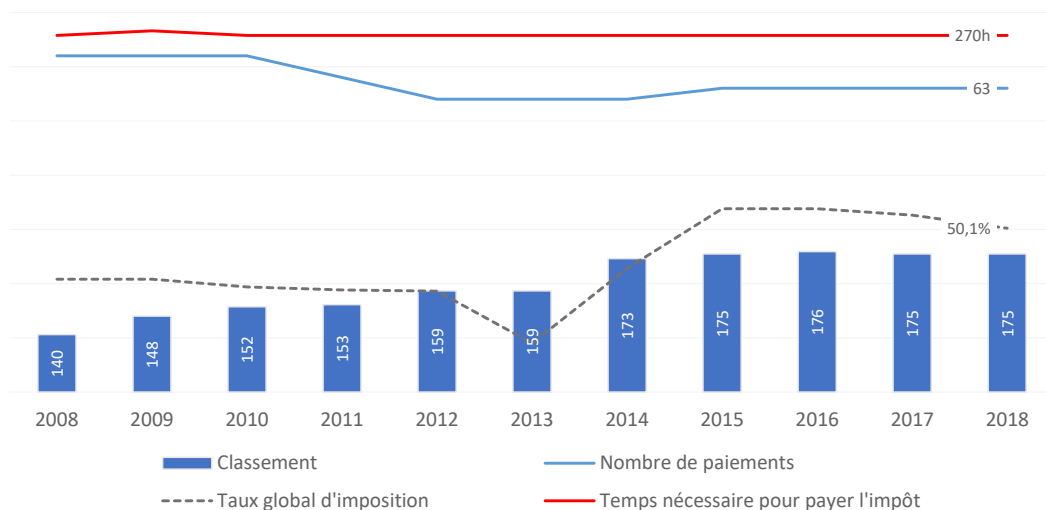
1.1.4 L'ETUDE PAYING TAXES 2018

L'étude « Paying Taxes 2018 » produit par PWC et la Banque Mondiale évalue la facilité de paiement des impôts pour les PME dans 190 économies. Elle évalue également le poids des tâches administratives liées à la déclaration des revenus, au paiement des impôts, ainsi qu'aux formalités qui suivent l'étape de la déclaration. Selon cette étude la Côte d'Ivoire se classe 175ème sur 190 pays. En conséquence, le système fiscal ivoirien devra être fortement simplifié et gagner en efficacité pour assurer la pérennité de la croissance du pays, qui s'élève à 8% du PIB en moyenne par an. Pour s'affirmer comme la nouvelle puissance économique d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire doit prouver sa capacité à augmenter les recettes fiscales tout en assurant aux entreprises des démarches plus efficaces.

CLASSEMENT

Bénin	174
Burkina Faso	153
Côte d'Ivoire	175
Guinée Bissau	155
Mali	166
Niger	160
Sénégal	178
Togo	173

PAYING TAXES ÉVOLUTION DU CLASSEMENT ET DE SES INDICATEURS EN CÔTE D'IVOIRE



Depuis 2008, les trois indicateurs d'origine de l'étude « Paying Taxes » ont pratiquement stagné en Côte d'Ivoire. Cette contre performance, surtout par rapport aux autres pays, est le signe d'un manque de réformes substantielles.

COMPARAISON DES INDICATEURS

Temps passé dans la gestion des opérations fiscales

Afrique	285h
Europe	161h
UEMOA (moyenne)	278 h
Bénin	270 h
Burkina Faso	270 h
Côte d'Ivoire	270 h
Guinée Bissau	218 h
Mali	270 h
Niger	270 h
Sénégal	441 h
Togo	216 h

Nombre de paiement d'impôts par an

Afrique	35
Europe	12
UEMOA (moyenne)	49
Bénin	57
Burkina Faso	45
Côte d'Ivoire	63
Guinée Bissau	46
Mali	35
Niger	41
Sénégal	58
Togo	49

Taux d'imposition (tous impôts confondus)

Afrique	47,1%
Europe	39,6%
UEMOA (moyenne)	47,9%
Bénin	57,4%
Burkina Faso	41,3%
Côte d'Ivoire	50,1%
Guinée Bissau	45,5%
Mali	48,3%
Niger	47,3%
Sénégal	45,1%
Togo	48,5%



Ces constats viennent rappeler les efforts que le pays doit encore faire en matière de fiscalité. Le gouvernement a engagé d'importantes réformes dans la perspective du Doing business. Les résultats sont encourageants, le pays se hisse à la 122ème place du dernier classement Doing Business.

Source : La Banque Mondiale

1.1.5 LES RECETTES FISCALES DE LA CÔTE D'IVOIRE

«L'émergence à l'horizon 2020» nécessitera la mobilisation de recettes fiscales supplémentaires. L'évolution du développement de la Côte d'Ivoire va requérir des investissements et des services publics plus nombreux et de meilleure qualité (notamment en matière d'infrastructures, d'éducation et de santé). Les recettes fiscales jouent un rôle

majeur. D'une part, elles constituent une source de revenus essentielle et une alternative durable à l'endettement et à l'aide internationale en déclin, d'autre part, elles sont des ressources nationales ne dépendant pas d'éléments extérieurs et sur lesquelles le gouvernement a entière souveraineté.

ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES DE 2007 À 2016 EN MILLIARDS DE FCFA (HORS DOUANES)



PROJET INITIAL DE BUDGET 2019 EN MILLIARDS DE FCFA

Recettes : **7 334**

Recettes intérieures : **6 014**

Dont :

Recettes fiscales (douanes comprises) : 3 669

Recettes non-fiscales : 189

Ressources sur les marchés financiers : 1 429

Comptes spéciaux du Trésor : 728

Recettes extérieures : **1 319**

Dont :

Recettes extérieures sur projets : 780

Recettes d'appui budgétaire : 379

Autres : 160

Dépenses : **7 334**

Dettes publiques : **1 821**

Dont :

Dettes intérieures : 1 062

Dettes extérieures : 759

Dépenses ordinaires : **2 878**

Dont :

Dépenses de personnel : 1 721

Autres dépenses ordinaires : 1 157

Dépenses d'investissement : **2 095**

Autres : **728**



Au titre de l'année 2019, les recettes fiscales (douanes comprises) sont estimées à 3 649 Milliards de FCFA).

Source : Etat

1.2 PROBLÉMATIQUES ET PROPOSITIONS

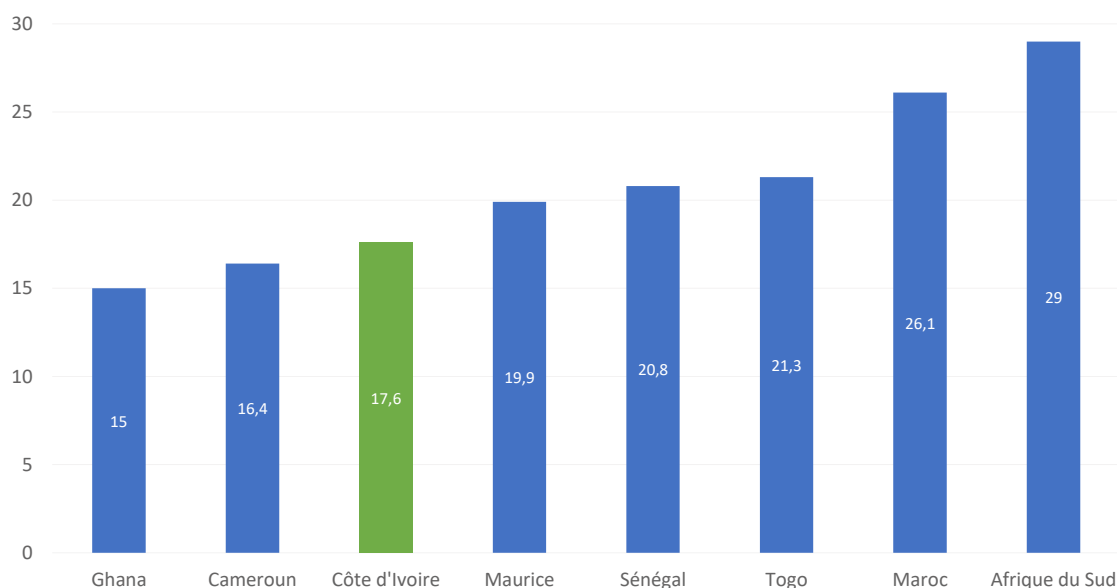
« La Côte d'Ivoire s'est fixée comme objectif d'atteindre le statut d'économie émergente d'ici 2020. Cependant, les recettes fiscales du pays sont insuffisantes au regard de ses besoins croissants d'investissements publics en matière d'infrastructures, d'éducation et de santé. La politique fiscale n'est pas qu'une question de ressources : la Côte d'Ivoire devra également chercher à réformer un système qui génère de nombreuses distorsions dans le comportement des acteurs économiques, qui ne joue qu'un rôle limité dans la redistribution et l'inclusion et qui manque de transparence ». OCDE 2016

1.2.1 LE PARADOXE DE LA FISCALITÉ IVOIRIENNE



Les chiffres présentés dans les premières pages de cette partie dédiée à la fiscalité mettent en lumière un paradoxe : la pression fiscale est faible en Côte d'Ivoire (+/- 17%) alors que le taux d'imposition global est élevé pour les sociétés (+/- 51%).

PRESSION FISCALE 2016 - EXTRAIT AFRIQUE



COMMENT EXPLIQUER CE PARADOXE ?

Pour comprendre cette situation, il est essentiel de ne pas confondre la pression fiscale (recettes fiscales/PIB) et le taux d'imposition (taux appliqué sur une assiette préalablement définie : résultat, salaire, CA etc.). La pression fiscale en Côte d'Ivoire repose sur un petit nombre de contribuables qui paient pour l'ensemble de la société. Ce constat explique - que la fiscalité soit le

principal frein à la réalisation des affaires en Côte d'Ivoire (pour plus de 15% des entrepreneurs interrogés selon le World Economic Forum) - que la Côte d'Ivoire soit mal classée dans l'étude Paying taxes (Banque Mondiale) - et enfin que la pression fiscale soit faible malgré un taux d'imposition élevé.

« Le très fort taux d'informalité en Côte d'Ivoire a des conséquences majeures sur la fiscalité. L'économie ivoirienne est encore très largement informelle (80% de la main d'œuvre à Abidjan, 90% pour le pays dans son ensemble, et 96% de l'emploi féminin, UNDP 2013). L'importance du secteur informel implique que la pression fiscale pèse uniquement sur un très petit nombre de contribuables, en particulier sur les grandes entreprises et les employés du secteur formel. Les opérateurs de taille moyenne, qui jouent un rôle important dans l'économie, ne sont que de très petits contribuables ». OCDE 2016

1.2.2 L'ATTRACTIVITÉ DU SYSTÈME FISCAL - UNE NÉCESSITÉ

Ce paradoxe ivoirien met en lumière une question centrale : l'importance du secteur informel.

La taille du secteur informel pose trois problèmes majeurs pour la fiscalité. Premièrement, elle entraîne une perte de recettes fiscales directes (paiement des impôts par la structure) et indirectes (les structures informelles ne collectent pas d'impôts pour le compte de l'État (TVA, impôts sur les salaires etc.)). Deuxièmement, elle pose un problème d'équité : vu l'importance du secteur informel, l'État augmente les impôts sur le secteur formel (afin de réaliser son budget), ce qui accroît les distorsions de concurrence et incite les opérateurs à rester ou à devenir informels. Enfin, le fait que les recettes reposent sur un

nombre limité d'acteurs rend l'État dépendant des-dits acteurs.

La priorité consiste à accroître le nombre de contribuables afin que le budget de l'État ne devienne pas le fardeau de quelques opérateurs. Notons que la fiscalisation d'une entité peut entraîner celle de nombreux autres contribuables en raison du rôle « collecteur d'impôt » des entreprises (TVA, impôts sur les salaires etc.). Deux méthodes peuvent être employées pour atteindre ce but, la première consiste à réprimer les opérateurs qui ne respectent pas les règles, la seconde consiste à inciter les opérateurs à formaliser leurs activités.

« L'informalité se décline sous de nombreuses formes. Elle comprend les travailleurs indépendants informels, les travailleurs informels employés au sein d'une entreprise ainsi que la production informelle des entreprises (activités ou revenus non déclarés). L'informalité peut être partielle ou totale. Keen distingue les « fantômes » qui ne sont tout simplement pas enregistrés auprès de l'administration fiscale, et les « icebergs » qui sont enregistrés mais ne paient qu'une partie des impôts qu'ils devraient normalement payer (Keen, 2012). Enfin, l'informalité peut être choisie ou au contraire involontaire (Perry et al., 2007). En Côte d'Ivoire, comme dans la plupart des pays en développement, toutes ces différentes formes d'informalité coexistent. Le type d'informalité est important d'un point de vue de politique publique. Il y a une grande différence entre les mesures à prendre pour lutter contre l'informalité totale (les « fantômes ») et l'informalité partielle (les « icebergs »). Dans le premier cas, l'identification et l'enregistrement des contribuables est la première étape. Dans le second cas, le suivi et le contrôle sont la clé (Keen, 2012) ». OCDE 2016

LA LUTTE CONTRE LE SECTEUR INFORMEL (1)

Aujourd'hui les recettes de l'État sont supportées par un nombre restreint d'opérateurs qui - en plus de payer l'impôt - sont la cible de nombreux contrôles fiscaux. Les entreprises informelles, quant à elles, poursuivent leurs activités illégales sans être inquiétées.

Face à cette situation, vécue comme une injustice par les acteurs du secteur formel, il est indispensable de diriger les contrôles vers le secteur informel. L'identification de ces opérateurs est une étape indispensable à la mise en place de contrôle régulier et efficace*.

LA NORMALISATION DES OPÉRATEURS EN CÔTE D'IVOIRE

Depuis 2018, l'État de Côte d'Ivoire s'est lancé dans une politique active de recensement et de normalisation des opérateurs informels. A ce jour, seulement 42 000 opérateurs sont recensés par la DGI parmi lesquels moins de 20% sont soumis à un régime d'imposition dit « réel », les autres paient un impôt forfaitaire. Face à cette situation, il a été décidé de la mise en place d'un visa, attribué par les experts comptables, dont le but est d'approuver « les comptes » des opérateurs relevant d'un impôt forfaitaire (régime du réel simplifié et régime synthétique).

Cette mesure va permettre de lutter contre « l'informalité partielle » (déclaration minimisée) mais un vaste chantier devra également être réalisé sur « l'informalité totale ». En effet, 42 000 opérateurs sont recensés par la DGI, ce chiffre semble très faible eu égard au nombre d'opérateurs présents en Côte d'Ivoire. (Plus de 10 000 entreprises sont créées chaque année d'après le CEPICI).*

*Proposition

L'INCITATION AU FORMALISME (2)

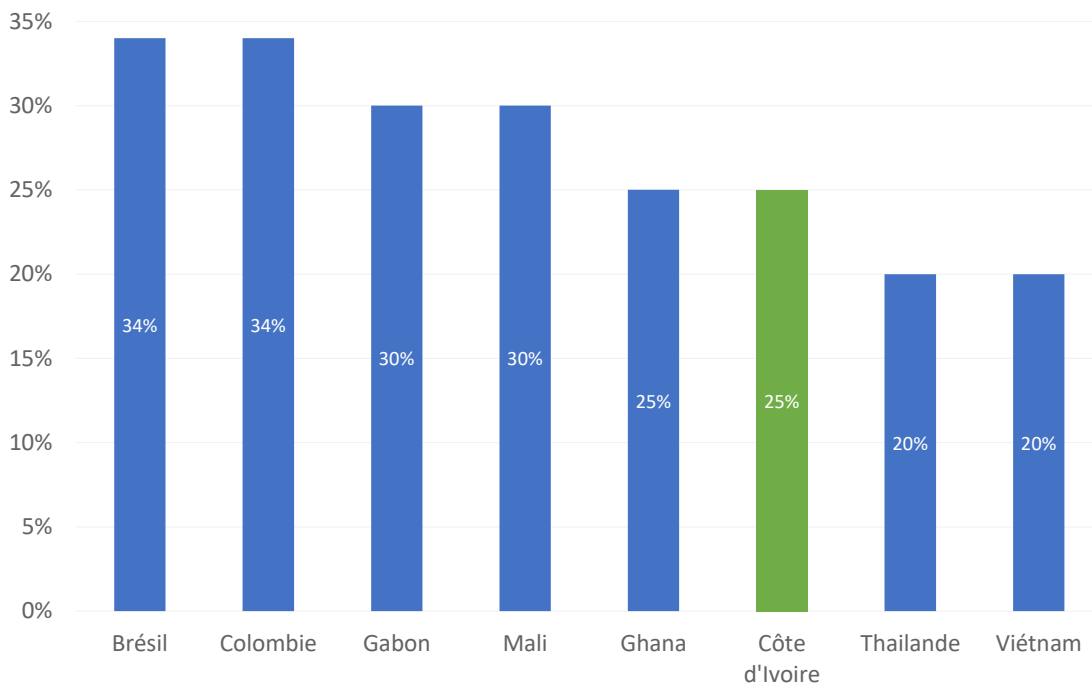
«La Côte d'Ivoire a maintenu de nombreux petits impôts et taxes à faible rendement mais qui ont un fort pouvoir de nuisance. Le système fiscal ivoirien est le système fiscal qui compte le plus de paiements d'impôts et taxes dans toute l'Afrique, avec un total de 63 paiements, comparé à une moyenne de 36 dans la région (Paying Taxes - Banque Mondiale). De nombreuses taxes s'ajoutent aux impôts sur le profit et le travail. Par exemple, les entreprises doivent s'acquitter d'une contribution des patentes et d'une taxe spéciale d'équipement. Si la complexité du système fiscal représente un coût pour toutes les entreprises, elle est d'autant plus pénalisante pour les petites entreprises et les place en position de désavantage compétitif par rapport aux entreprises de grande taille ». OCDE 2016

LA RÉDUCTION DU TAUX GLOBAL D'IMPOSITION (2.1)

L'incitation est une étape clé dans la lutte contre le secteur informel, la Côte d'Ivoire se doit de proposer un système fiscal incitatif permettant aux opérateurs de formaliser leurs activités*. Suite à la mise en place d'un tel système, la tolérance accordée au secteur informel pourrait légitimement diminuer. L'informel représenterait au minimum 70% des entreprises en Côte d'Ivoire, l'émergence ne pourra être atteinte sans une réduction significative de ce taux. Le taux de l'impôt sur les sociétés en Côte d'Ivoire est relativement compétitif. Pour les entreprises soumises au régime du bénéfice

réel normal (c'est-à-dire celles dont le chiffre d'affaires excède 150 millions de FCFA), l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), est prélevé au taux de 25%. Ce taux se situe au minimum de l'intervalle de 25% - 30% autorisé par la directive de l'UEMOA portant sur l'harmonisation des taux d'imposition sur les bénéfices des personnes morales. Il se situe également au niveau de la pratique internationale en matière d'impôt sur les sociétés, avec un taux un peu plus élevé que dans les pays comparateurs asiatiques mais bien en-deçà des niveaux d'imposition appliqués au Brésil ou en Colombie.

TAUX D'IMPOSITION SUR LES SOCIÉTÉS - 2017



Toutefois, l'impôt sur les bénéfices n'est pas le seul à devoir être considéré. En tenant compte de toutes les taxes que supporte l'entreprise, on atteint un taux global

d'imposition de 50,7% selon la Banque Mondiale.

L'importance de ce taux (couplé à d'autres facteurs) rend alors le système fiscal ivoirien peu compétitif.

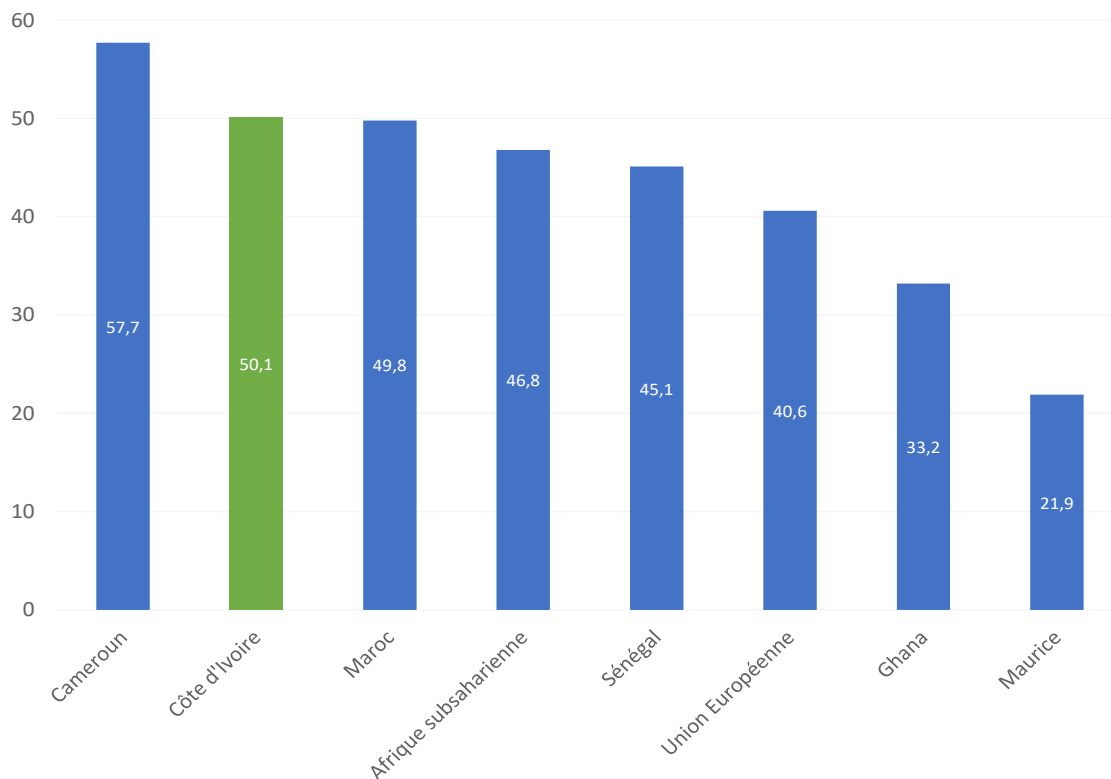
Sources : OCDE, la banque Mondiale

L'une des pistes de réflexion consiste en la suppression de certaines taxes qui portent directement sur le chiffre d'affaires* et qui posent un vrai problème de rentabilité pour les entreprises qui pratiquent des marges faibles. Parmi ces taxes, nous pouvons citer l'IMF (Impôt minimum forfaitaire) et la patente qui, en plus d'un

problème de rentabilité, génèrent d'importants coûts de conformité pour les contribuables et de gestion pour l'administration.

Ce type d'impôt incite les petites entreprises à rester informelles.

TAUX GLOBAL D'IMPOSITION 2017



Pourquoi un opérateur informel, formaliserait-il son activité quand les avantages liés au respect des règles sont bien plus faibles que les inconvénients qui en découlent ?

Pour que cette question ne se pose plus à l'avenir, il est essentiel que la Côte d'Ivoire rende sa fiscalité plus attractive.

LA SIMPLIFICATION DU SYSTÈME (2.2)

Le taux global d'imposition n'est pas le seul facteur qui engendre le manque de compétitivité du système fiscal ivoirien. La lourdeur du système est un autre point essentiel sur lequel le gouvernement doit travailler.

Avec 63 opérations de paiement pour se conformer aux règles fiscales, la Côte d'Ivoire est le plus mauvais élève de l'Afrique. Le temps passé pour répondre aux obligations fiscales - 270h - est lui aussi alarmant, bien qu'en deçà de la moyenne du continent. La diminution du nombre

de paiements et du temps passé est une première priorité. Des initiatives telles que la dématérialisation des procédures* sont en cours d'étude ou de réalisation. Ces initiatives apporteront plus de simplicité et plus de suivi dans les démarches (Cf. exemple de réussite ci-après). Notons que la dématérialisation ne sera pas la solution à tous les problèmes. Il sera également nécessaire : d'éviter les régimes d'exception*, de rendre la loi fiscale moins « interprétable » en complétant les vides juridiques*.

Sources : OCDE, la banque Mondiale *Proposition

EXEMPLES DE MESURES INCITATIVES

FRANCE

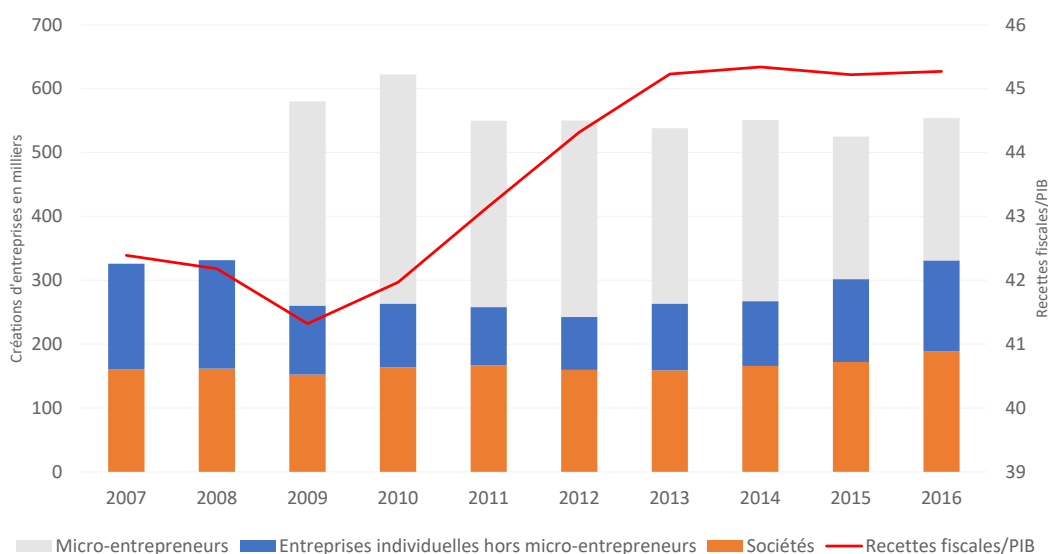
Le régime de l'autoentrepreneur a été créé en 2009 en France. Il est destiné aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 82 800€ (pour la vente) et à 33 200€ (pour la prestation de service). Les obligations légales ont été largement simplifiées : simple formulaire pour l'enregistrement de l'activité, puis déclaration mensuelle du chiffre d'affaires réalisé (en ligne ou sur format papier).

La fiscalité a été simplifiée et allégée : Un seul paiement au titre des impôts et des charges sociales. Ce paiement est calculé en pourcentage du chiffre d'affaires déclaré (14,1% pour la vente et 24,4% pour la prestation de service), il est directement payé au moment de la

déclaration. De plus le taux d'imposition est progressif les trois premières années : pour la vente, 4,4% en première année, 7,6% la seconde, 10,9% la troisième, taux plein de 14,1% à partir de la quatrième année. La TVA n'est pas appliquée.

D'autres incitations rendent le régime favorable : il permet de rendre légale et très simplement une activité exercée de manière informelle ou complémentaire. Le régime donne accès à une couverture santé/retraite et permet de souscrire à des services réservés aux professionnels (fournisseurs, compte bancaire et services liés, etc.). Les chiffres repris ci-dessus témoignent de l'efficacité de ce système.

CHIFFRES DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN FRANCE 2007 - 2016



Le graphique repris ci-dessus témoigne de l'efficacité du statut de l'autoentrepreneur en France. Les créations annuelles d'entreprises ont été multipliées par deux suite à l'apparition de cette nouvelle forme juridique. L'accroissement du nombre de contribuables a eu un impact positif sur les recettes fiscales.

Ces données illustrent le fait que la mise en place

d'un système simplifié et incitatif a des conséquences bénéfiques sur l'apparition d'acteurs formels et les recettes fiscales de l'État.

En inversant l'équilibre entre les avantages et les inconvénients liés à la création d'entreprise, la France a su attirer vers le statut d'autoentrepreneur de nombreux opérateurs jusqu'alors informels.

Source : INSEE

MEXIQUE

En 2014, le Mexique a remplacé son régime pour les entrepreneurs indépendants visant à encourager la formalisation. Le Regimen de Incorporación Fiscal cherche à encourager les entreprises informelles à entrer en conformité avec le système fiscal grâce à un programme encadré sur 10 ans. Après cette période, elles passent au régime de l'impôt général sur le revenu. Le système comprend un certain nombre d'incitations : une réduction de 100% de l'impôt sur le revenu, qui est progressivement réduite jusqu'à zéro à la fin des 10 ans; un crédit de 100% par rapport à la TVA et les taxes d'accise (taxe spéciale sur la production et les services) pendant la première année; l'accès au financement de la Nacional Financiera (banque publique), le soutien financier de l'Institut National de l'Entrepreneur et une formation par l'administration fiscale et des outils électroniques qui simplifient les procédures de déclaration et de paiements d'impôts. Il est encore relativement tôt pour juger du succès de ce programme, mais il semble avoir encouragé la formalisation d'entreprises.

BRÉSIL

Le régime Simples Nacional du Brésil, créé en 2006, vise à réduire les coûts de conformité fiscale et à encourager la formalisation. Il comprend également un programme spécial ciblant les entrepreneurs individuels. Le système réduit les formalités administratives associées à l'enregistrement des entreprises en utilisant un site Web et remplace huit impôts et cotisations par un seul paiement d'impôt mensuel. Les microentreprises sont celles dont le revenu annuel brut va jusqu'à 240 000 de BRL tandis que les petites entreprises ont des revenus compris entre 240 000 et 2,4 millions de BRL.

Un programme existe pour les entrepreneurs individuels qui disposent d'un revenu annuel inférieur à 36 000 de BRL, qui travaillent seuls ou ont un seul employé et ne possèdent ni ne gèrent d'autres sociétés. Les avantages du programme comprennent : une taxe mensuelle fixe; l'inscription au registre national des personnes morales, ce qui facilite l'ouverture d'un compte bancaire, les demandes de prêt et l'émission de factures; et l'accès à une pension de retraite, aux congés maladie et maternité, et à l'assurance contre les accidents de travail. La participation à ce programme a fortement augmenté et il a contribué à la formalisation des entreprises et des travailleurs (OCDE, 2012).

MAROC

Lorsque le Maroc a promulgué une loi créant le statut d'auto-entrepreneur, en février 2015, les espoirs étaient nombreux. Il devait permettre de formaliser le secteur informel et réduire le chômage des jeunes. Trois ans plus tard, le nombre des personnes ayant été séduites par ce nouveau dispositif dépasse toutes les attentes. Selon les chiffres officiels, datant de février 2018, il y avait plus de 61 500 auto-entrepreneurs à travers le royaume ce qui est un réel succès d'après les estimations d'un haut cadre du ministère de l'Industrie et du Commerce, ce chiffre dépassera les 72 000 avant le début 2019. Un niveau qui devrait ravir l'exécutif. Ce dernier tablait en février 2015 sur la distribution de 20 000 cartes d'auto-entrepreneurs par an, soit 60 000 en trois ans. Selon notre source, la formule a attiré de

nombreuses femmes. Elles sont actuellement plus de 20 000 à avoir opté pour ce modèle.

L'État a mis en place des mesures incitant au basculement de l'informel vers ce nouveau statut, à commencer par une fiscalité très souple et facile à gérer. La loi prévoit un taux de 1% pour les auto-entrepreneurs ayant opté pour une activité industrielle ou commerciale. Pour cette catégorie, le même texte impose également une limite des revenus annuels de 500 000 dirhams. Pour ceux qui offrent des prestations de services, le taux d'imposition a été fixé à 2% et le revenu maximal arrêté à 200 000 dirhams par an.

« Personnellement, quand j'ai obtenu mon certificat, je me suis retrouvé au chômage pendant de nombreux mois. Le statut d'auto-entrepreneur m'a aidé à démarcher quelques clients. Et grâce à la flexibilité du statut, je fais des jaloux parmi mes anciens camarades de classe qui travaillent en entreprise ». Abderrahim, un auto-entrepreneur basé à Casablanca qui s'est spécialisé dans la création d'applications mobiles

EXEMPLE DE RÉUSSITE

SIMPLIFICATION DES PROCÉDURES EN CÔTE D'IVOIRE - UNE SOLUTION INFORMATIQUE POUR SUIVRE LES REMBOURSEMENTS DE TVA

La TVA est un impôt indirect sur les dépenses de consommation. Elle est payée par le consommateur et collectée par les entreprises. Le montant de la taxe est proportionnel au prix de vente hors taxe (HT).

Le principe est le suivant : l'entreprise majore son prix de vente du montant de la TVA qu'elle facture à son client et qu'elle reverse à l'État après déduction des montants de TVA (opération dite de récupération de la TVA) qu'elle a dû payer à ses propres fournisseurs pour acquérir les biens et services nécessaires à son activité. La TVA est donc intégralement supportée par le consommateur mais collectée de manière fractionnée par les «organismes assujettis» à la TVA (tels que les entreprises, certaines professions indépendantes et certaines associations). Ces organismes reversent à l'État la TVA en fonction de

sa «valeur ajoutée» qui est la différence entre la valeur finale des biens et services (prix de vente) et la valeur des biens et services utilisés dans le processus de fabrication. Un crédit de TVA apparaît lorsque la TVA à déduire est supérieure à celle collectée par l'entreprise sur ses livraisons de biens ou prestations de services au titre d'une même période.

Les entreprises se trouvent traditionnellement en situation de crédit de TVA lorsqu'elles sont exportatrices (car les exportations sont exonérées avec droit à déduction, autrement dit ouvrent droit à déduction de la TVA supportée en amont sur les intrants) ou lorsqu'elles ont procédé à des investissements importants (la TVA collectée dans cette hypothèse n'étant pas suffisante pour absorber la TVA collectée par l'entreprise).

« Le droit au remboursement des crédits de TVA est essentiel pour garantir la neutralité de la TVA et s'assurer que le poids économique de la taxe ne pèse que sur les consommations finales et non sur la consommation intermédiaire et, par voie de conséquence, sur la production des entreprises ». OCDE 2016

Le Code général des impôts précise que les demandes doivent être instruites dans un délai maximum de deux mois à compter de leur date de réception. Une procédure accélérée pour les entreprises éligibles réduit le délai à 15 jours. En cas d'acceptation de la demande, le remboursement doit s'effectuer dans un délai de huit jours à compter de la réception de l'ordre de paiement. Ces délais sont plus courts que le maximum prescrit par la Directive TVA de l'UEMOA.

Avant 2016 de nombreux problèmes dans le traitement des demandes de remboursement ont été enregistrés. L'administration fiscale n'était pas suffisamment équipée pour appliquer de façon effective la législation ivoirienne. Ces difficultés ont

eu pour conséquence l'accumulation de crédits TVA non remboursés posant parfois des problèmes de trésorerie auprès des opérateurs économiques.

Pour trouver une solution pérenne au problème d'accumulation des crédits de TVA des entreprises, le gouvernement ivoirien a lancé en décembre 2015, un nouvel instrument de gestion du remboursement de ces crédits. Il s'agit d'un applicatif informatique (logiciel) qui a été développé par la Direction générale des impôts, en vue de la gestion informatique du processus d'instruction des dossiers. Cet applicatif offre la possibilité à l'opérateur économique de suivre le traitement de sa demande. De janvier à Juin 2016 40 milliards de FCFA ont été apurés au titre de la TVA.



Classée 175ème sur 190 dans l'étude Paying Taxes de la Banque Mondiale, la Côte d'Ivoire fait face au défi de la refonte de son système fiscal. De nombreux projets ont été lancés, certains d'entre eux ont vu le jour avec succès (Cf. Remboursement de la TVA). La route sera longue mais le gouvernement reste dynamique et mobilisé pour faire face au défi d'une fiscalité émergente.



PROBLÉMATIQUE

Il y a peu de contribuables, l'assiette fiscale est trop étroite en Côte d'Ivoire.



PROPOSITIONS

Il est nécessaire de lutter contre le secteur informel et de rendre le système fiscal plus attractif en diminuant le nombre d'impôt et en simplifiant les procédures.



2. LA GOUVERNANCE

2.1 Zoom sur la gouvernance

2.1.1 La transparence, un frein aux affaires ?

2.1.2 Les mesures pour une bonne gouvernance

2.1.3 La transparence - Un obstacle au développement économique

2.2 Problématiques et propositions

2.2.1 La diminution de la corruption - Les clés du succès

2.2.2 L'accès à l'information - Des progrès à réaliser

2.1 ZOOM SUR LA GOUVERNANCE

La gouvernance désigne l'ensemble des mesures, des règles, des organes de décision, d'information et de surveillance qui permettent d'assurer le bon fonctionnement et le contrôle d'un Etat, d'une institution ou d'une organisation, qu'elle soit publique ou privée, régionale, nationale ou internationale.

2.1.1 LA TRANSPARENCE, UN FREIN AUX AFFAIRES ?

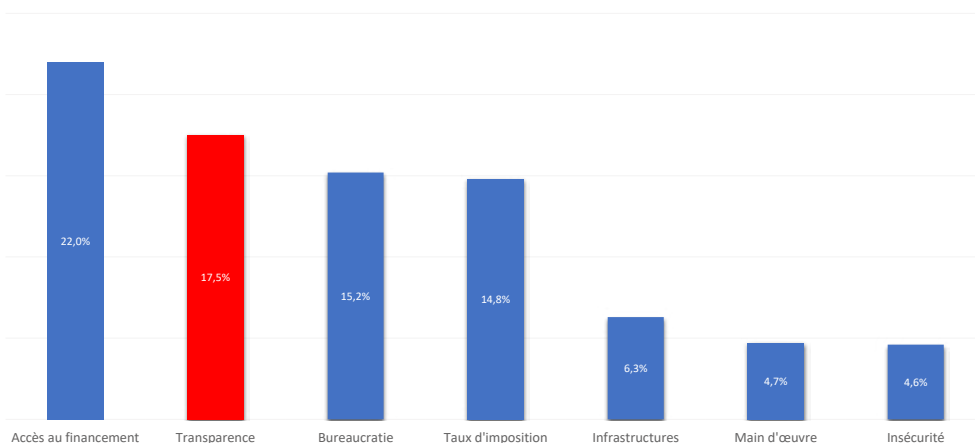
Le mot «transparence» est utilisé pour qualifier une pratique sociale guidée par la sincérité et une parfaite accessibilité de l'information dans les domaines qui concernent l'opinion publique. C'est aussi le souci de rendre compte d'une activité, de reconnaître ses erreurs.

(A) LE CLASSEMENT WORLD ECONOMIC FORUM

Le World Economic Forum établit chaque année un classement des pays selon leur compétitivité (GI). Au sein de ce classement **d'autres aspects** sont passés à la loupe dont la partie « institution » qui mesure, entre autre,

l'efficacité de la justice, la corruption et la transparence. Il est à noter que le classement de la Côte d'Ivoire a été revu à la baisse. Classée 99ème en 2016, elle passe à la 114ème place dans l'édition 2018.

LES PRINCIPAUX FREINS AUX AFFAIRES SELON LE W.E.F 2016



Selon cette étude menée dans le cadre du Word Economic Forum, le manque de transparence est le second frein à la réalisation d'affaires en Côte d'Ivoire.

CLASSEMENT 2016

Classement / 138	Global	Institutions
Maurice	45	36
Afrique du Sud	47	40
Rwanda	52	13
Botswana	64	37
Kenya	96	86
Côte d'Ivoire	99	77
Cap Vert	110	71
Sénégal	112	69
Ghana	114	72
Mali	125	98
RDC	129	117

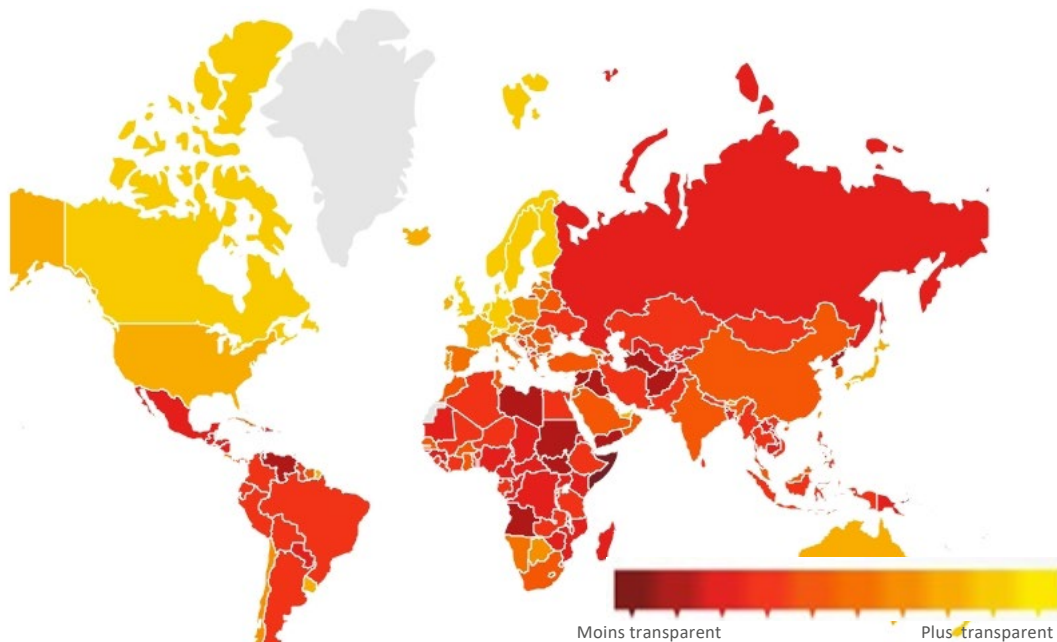
CLASSEMENT 2018

Classement / 140	Global	Institutions
Maurice	49	38
Afrique du Sud	67	69
Botswana	90	62
Kenya	93	64
Rwanda	108	29
Ghana	106	59
Cap Vert	111	79
Sénégal	113	73
Côte d'Ivoire	114	118
Mali	125	132
RDC	135	136

Source : World Economic Forum 2016 et 2018

(B) LE CLASSEMENT - TRANSPARENCY

«La corruption et l'inégalité se nourrissent l'une de l'autre, créant un cercle vicieux entre la corruption, la distribution inégale du pouvoir dans la société et la répartition inégale de la richesse». Transparency 2016



Depuis 1995, l'ONG Transparency International publie chaque année un Indice de Perception de la Corruption (IPC) classant les pays selon le degré de corruption perçu. L'indice est élaboré à l'aide d'enquêtes réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires résidant dans ces pays ou à l'étranger. Il s'agit d'un indice composite, une combinaison de sondages et d'évaluations de la corruption collectés par diverses institutions réputées. L'IPC est l'indicateur de la corruption le plus largement utilisé à travers le monde.

En 2017, le continent africain reste la région la moins bien classée en termes de perception de la corruption, avec un score de 32 sur une échelle de 100. Sur 180 pays, le premier pays d'Afrique subsaharienne à apparaître dans le classement est le Botswana placé à la 34ème place. Viennent ensuite les Seychelles (36e), le Cap-Vert et le Rwanda (48e), avant la Namibie (53e) et le Sénégal (66e). Les deux pays les moins bien classés par Transparency International sont africains: le Soudan du Sud et la Somalie.

CLASSEMENT 2017

Pays	Rang	Score
Nouvelle-Zélande	1	89
Canada	8	82
Botswana	34	61
Cap-Vert	48	55
Rwanda	48	55
Sénégal	66	45
Burkina	74	42
Ghana	81	40
Bénin	85	39
Côte d'Ivoire	103	36
Vietnam	107	35
Gabon	117	32
Kenya	143	28
Cameroun	153	25

Selon l'indice (IPC) de l'organisation Transparency, la perception de la corruption en Côte d'Ivoire s'améliore sensiblement depuis 2012. En effet, la Côte d'Ivoire se situe au 18ème rang des pays africains et au 103ème mondial avec un score de 36 (en 2017) contre 29 (en 2012).

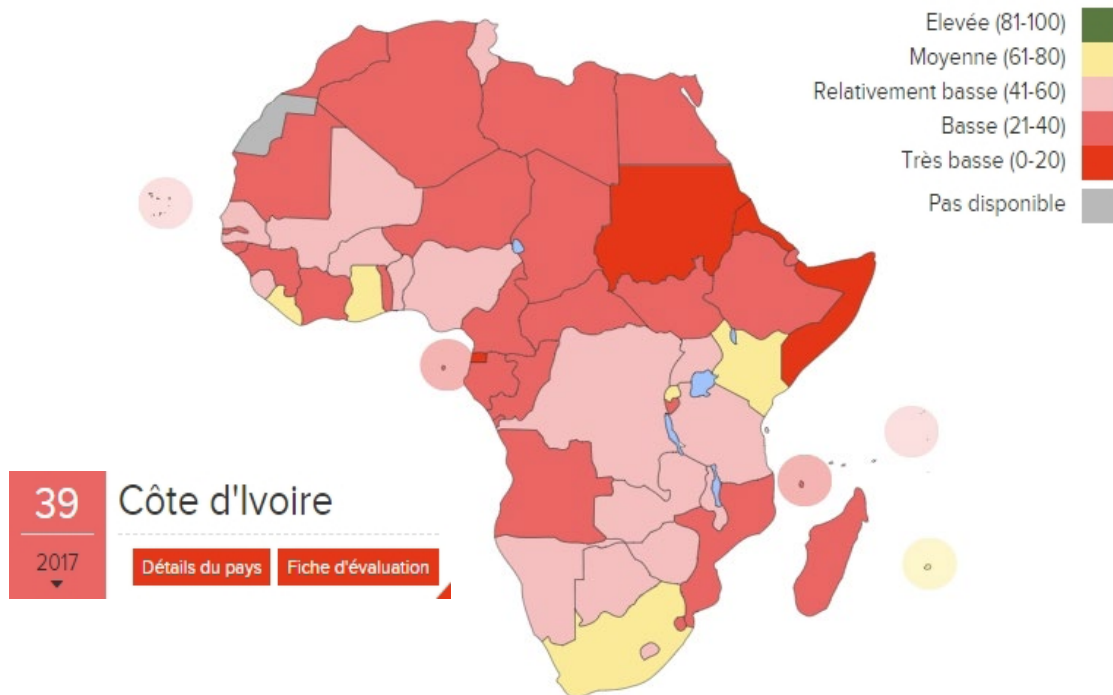
«Ces six dernières années, un certain nombre de pays ont sensiblement amélioré leur note sur l'IPC. C'est notamment le cas de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Royaume-Uni. Par contre, plusieurs pays dont la Syrie, le Yémen et l'Australie, ont vu leur note baisser substantiellement». Transparency 2017

Source : Transparency 2017

(C) LE CLASSEMENT DE LA CÔTE D'IVOIRE - AFRICA INTEGRITY

Global Integrity est une organisation indépendante à but non lucratif qui suit les tendances en matière de gouvernance et de corruption à travers le monde en faisant appel à des équipes locales de chercheurs et de journalistes pour surveiller l'ouverture et la responsabilité. En 2012, Global Integrity s'est lancé dans un partenariat d'une durée de (5) cinq ans avec la «Mo Ibrahim Foundation» afin de générer les Indicateurs

d'Intégrité Afrique (AI) évaluant les mécanismes clés sur le plan social, économique, politique et de lutte contre la corruption, au niveau national et sur l'ensemble du continent. Le personnel de Global Integrity recrute et gère des équipes de contributeurs basés dans les 54 pays afin de générer, sur une base annuelle, des données originales sur la gouvernance.



AFRICA INTEGRITY - EXTRAIT

Note par catégorie (Côte d'Ivoire)	2016	2017	Note par pays 2017	Note/100
1.1 Etat de Droit	39	33	Afrique du Sud	69
1.2 Redevabilité	53	54	Rwanda	62
1.3 Élections	40	30	Ghana	61
1.4 Gestion Publique	55	48	Sénégal	48
1.5 Intégrité dans la Fonction Publique	29	33	Côte d'Ivoire	39
1.6 Accès à l'information et transparence	36	36	Guinée	33
Moyenne	42	39	Cameroun	30



La Côte d'Ivoire obtient une note de 39/100 selon le baromètre Africa integrity. C'est mieux que le Cameroun (30) et que la Guinée (33) mais derrière la Sénégal (48) et le Ghana (61). Entre 2016 et 2017, on constate des progrès sur les items «redevabilité» et «intégrité dans la Fonction Publique». Les autres catégories stagnent ou régressent légèrement. De manière globale, la note de la Côte d'Ivoire s'est dégradée de 3 points entre 2016 et 2017.

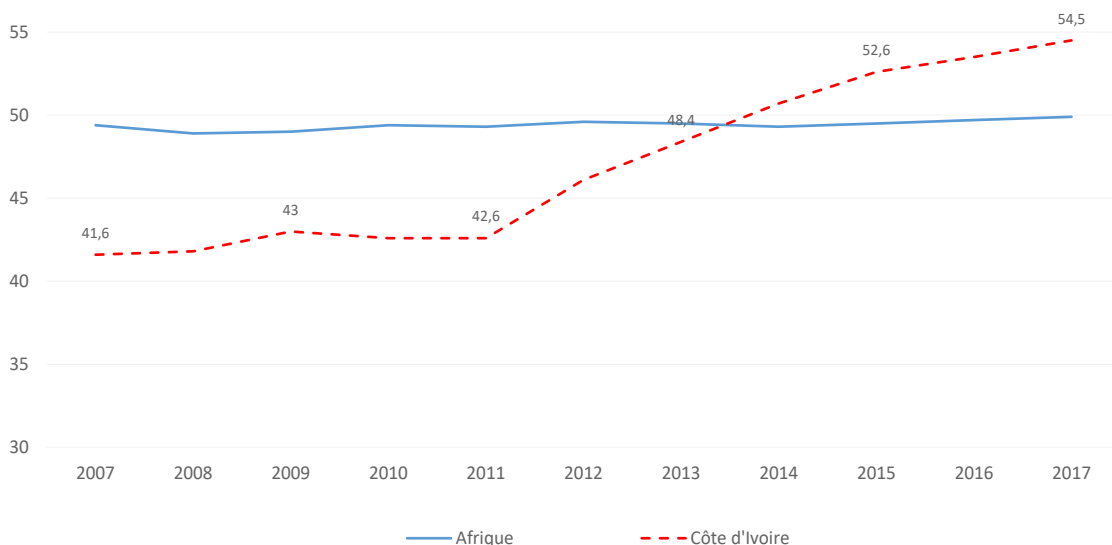
Source : Global Integrity 2017

(D) LE CLASSEMENT MO-IBRAHIM

Publié chaque année depuis 2007, ce classement s'appuie sur un indice calculé à partir d'une centaine d'indicateurs, allant de l'accès à l'information, à la participation politique des femmes en passant par la santé et la création d'emplois. La Gouvernance globale en Afrique maintient sa tendance à l'amélioration. En 2017, le continent a réalisé en matière de Gouvernance globale son score le plus élevé des dix dernières années

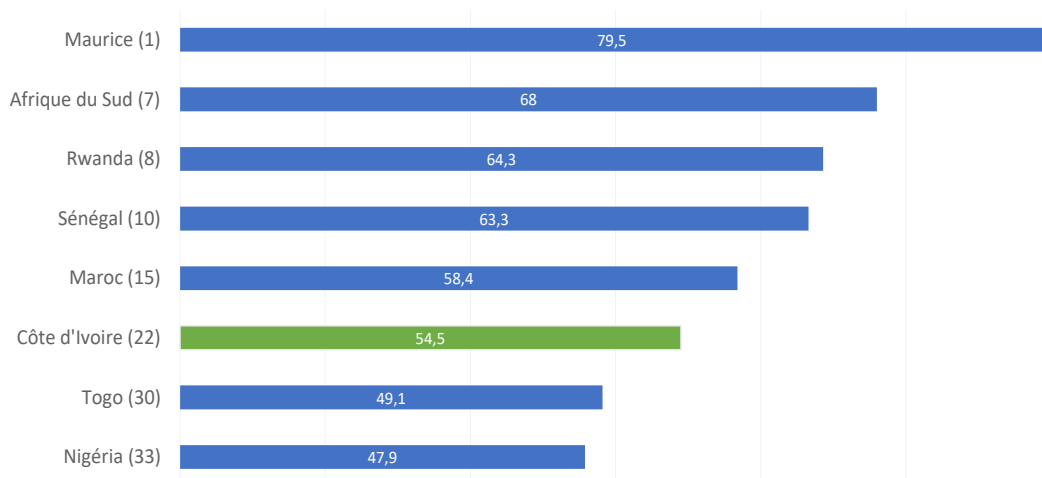
(2008-2017), 49,9 sur 100,0, soit une amélioration de +1,0 point par rapport à 2008. Trente-quatre pays, réunissant environ trois Africains sur quatre (71,6 %), ont amélioré leur gouvernance au cours de ces dix dernières années. Par contre, au moins un Africain sur quatre (27,2 %) a subi un déclin de la gouvernance dans les 18 pays dont la performance s'est dégradée au cours des dix dernières années.

ÉVOLUTION DU SCORE MO-IBRAHIM 2007 - 2017



«Après une période de ralentissement entre 2010 et 2014, le score moyen est reparti à la hausse, entraîné par 15 pays dont le progrès sur la décennie s'est accéléré au cours des cinq dernières années. (...). Il convient de souligner en particulier la rapidité des progrès réalisés par trois d'entre eux : le Kenya (passé du 19e au 11e rang), le Maroc (passé du 25e au 15e), et la Côte d'Ivoire (passée du 41e au 22e) - qui ont réalisé un bond spectaculaire entre 2008 et 2017». Rapport Mo-Ibrahim 2018

CLASSEMENT ET SCORE MO-IBRAHIM 2018



Source : Mo-Ibrahim 2018

2.1.2 LES MESURES POUR UNE BONNE GOUVERNANCE EN CÔTE D'IVOIRE

Face au défis de la gouvernance la Côte d'Ivoire dispose d'un arsenal législatif et institutionnel conséquent. Bien que certaines mesures étaient en place avant 2010, le pays a mené de nombreuses réformes ces cinq dernières années.

LÉGISLATION

Engagements internationaux

La Côte d'Ivoire a ratifié en 2012 : la Convention des Nations unies contre la corruption, la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles s'y rapportant (sur la lutte contre la traite d'êtres humains).

Législation nationale

Le code pénal ivoirien confère le statut d'infraction pénale à la corruption active et passive d'agents publics définit comme : l'acte d'offrir, de donner ou de promettre un pot-de-vin, et celui de solliciter, d'agréer ou de recevoir un pot-de-vin.

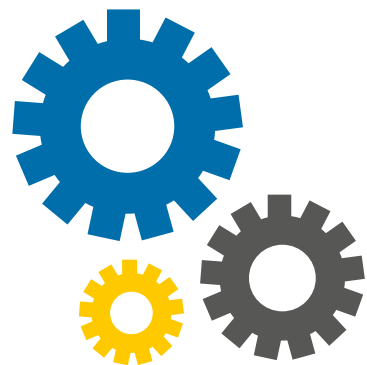
À ceci s'ajoute, l'ordonnance 2013-660 relative à la lutte contre la corruption qui définit précisément la corruption transnationale, et énumère un certain nombre d'actes de corruption répréhensibles au sein de l'administration : abus de fonction, trafic d'influence, détournement de fonds, concussion, avantages illégitimes et corruption d'un agent public étranger. L'ordonnance détaille aussi les actes de corruption répréhensibles dans le secteur privé et interdit aux agents de l'administration de recevoir, directement ou indirectement, des promesses, dons ou présents de la part d'une entreprise

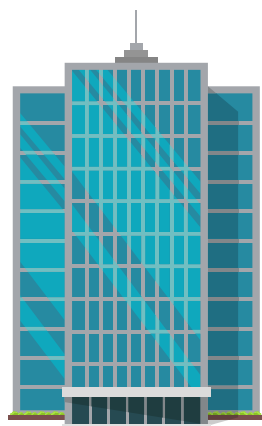
publique ou privée dans le cadre des contrats, marchés ou versements dont ils ont la responsabilité.

L'ordonnance 2013-660 prévoit par ailleurs la protection des lanceurs d'alerte (« dénonciateurs, victimes, témoins et experts ») ainsi que des membres de la « Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance ». Enfin, elle établit des dispositions sur la régulation des conflits d'intérêt et prévoit des sanctions en cas de non-déclaration d'une situation où les intérêts privés d'un agent public risquent d'influencer l'exercice normal de ses fonctions.

La loi de 2005 relative au blanchiment de capitaux, quant à elle, confère à cette pratique le statut d'infraction pénale et impose des règles relatives à l'identification des clients, la déclaration d'opérations suspectes, etc. La Côte d'Ivoire est par ailleurs membre du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA).

Enfin, une loi sur l'accès à l'information a été adoptée en 2014, avec la mise en place d'une commission chargée d'en contrôler la bonne application. Le président et certains hauts responsables (directeurs d'organismes publics, ministres, secrétaires d'Etat, élus) sont tenus de déclarer leur patrimoine.





L'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)

Autorité administrative indépendante jouissant d'une autonomie de gestion. Elle a pour principales missions l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière des marchés publics, la formation et l'information des acteurs de la commande publique, le règlement non juridictionnel des différends nés lors des audits indépendants et l'évaluation du système de passation des marchés publics. Depuis sa création en 2010, l'ANRMP a rendu plus de 160 décisions, annulé 33 marchés, formé 5500 personnes.

Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance

Créée en 2013, mais elle n'a été complètement opérationnelle qu'en 2014. Elle est sous l'autorité du Président de la République. Son action vise à prévenir et à réprimer les faits de corruption. Plus spécifiquement, elle a pour objectif de mener des enquêtes sur des pratiques de corruption, d'identifier les responsables et leurs complices, d'enregistrer les dénonciations de faits de corruption et d'y donner suite, de publier des rapports et de référer les cas de corruption au Ministère Public.

Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières

Créée en 2006 au sein du ministère des Finances. Elle est entrée en fonction en mars 2008. Elle est chargée d'enquêter sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elle dispose de vastes pouvoirs pour enquêter sur des transactions financières douteuses, y compris celles qui incluent des agents publics. La CENTIF-CI a été admise au sein du groupe Egmont en juillet 2010.

Elle dispose d'une indépendance formelle et est financièrement autonome.

Unité de lutte Contre le Racket

En 2011, le pays a désigné 33 barrages routiers pour participer à sa campagne contre le racket ; de nombreux barrages illégaux demeurent visibles à l'intérieur du pays. L'Unité de Lutte contre le Racket a été mise en place en 2012 pour lutter contre l'extorsion pratiquée par des agents de police aux barrages routiers.

Cour des Comptes et Inspection Générale des Finances

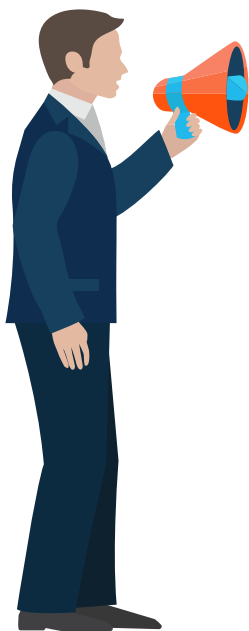
Le contrôle des finances publiques est partagé entre la Cour des Comptes et l'Inspection Générale des Finances. La première est chargée de contrôler les dépenses de l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics et des entreprises d'État. La seconde est placée sous l'autorité du ministère de l'Économie et des Finances ; elle est chargée de superviser l'usage des deniers publics et de prévenir les fraudes, les abus et la corruption.

Brigade de Lutte contre la Corruption

Mise en place en 2012 au sein de l'Inspection générale des Finances. Elle est dotée d'instruments permettant, en théorie, de prévenir et de freiner la corruption efficacement : saisine sur dénonciation, capacité d'enquête et contrôle des ressources financières gérées par le ministère.

Le Médiateur de la République

Créée en 2000, cette autorité indépendante est chargée de régler les différends entre l'administration et les citoyens. Le médiateur est nommé par le Président de la République sur recommandation du président de l'Assemblée Nationale.



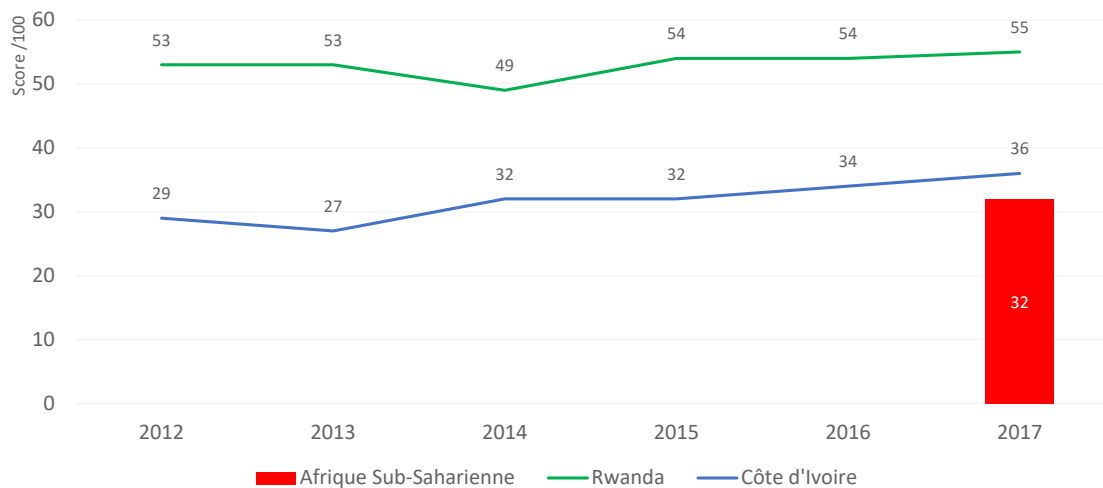
2.1.3 LA TRANSPARENCE, UN OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Bien que de nombreuses institutions aient été créées depuis 2010, plusieurs spécialistes et rapports soulèvent le problème de l'autonomie et du financement des dites institutions. Parmi les organisations faisant allusion à ces problématiques, nous pouvons citer : Transparency, Human Right Watch, Freedom House.

La Côte d'Ivoire a nettement amélioré sa position à l'IPC, son score progressant de neuf points, soit de 27 à 36, entre 2013 et 2017. Dans un pays dont les communautés portent un lourd fardeau de corruption, le gouvernement peut se targuer d'avancées considérables dans l'allègement de ce problème. Pendant son premier mandat, le président Alassane Ouattara a rapidement

donné suite de manière concrète aux promesses de sa campagne électorale en : 1) promulguant une loi sur la prévention et la répression de la corruption ; 2) instituant une autorité nationale de lutte contre la corruption et 3) veillant au respect de certaines initiatives internationales, telles que l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

SCORE TRANSPARENCY RWANDA ET CÔTE D'IVOIRE 2012 - 2017



«La confirmation de la corrélation entre bonne gouvernance et bonnes performances économiques achoppe entre autres sur le fait que les changements introduits dans les lois, réglementations et politiques auront moins d'impact si la corruption et des pratiques informelles persistent». Perspectives économiques en Afrique 2016 (BAD, PNUD, OCDE).

Le graphique ci-dessus met l'accent sur l'évolution respective du Rwanda et de la Côte d'Ivoire dans le classement de Transparency International. Comme nous pouvons le constater la Côte d'Ivoire est moins performante que le Rwanda mais sa progression a été plus rapide sur les dernières années. L'accroissement du score des deux pays s'explique par les réformes qui ont été prises dans les deux pays : signature de conventions

internationales, adoption d'une législation nationale et mise en place d'institutions. Bien que la progression de la Côte d'Ivoire soit plus importante, le Rwanda reste mieux classé de 55 places que la Côte d'Ivoire. Comment expliquer cet écart ? Peut-on s'inspirer du modèle Rwandais pour progresser en matière de lutte contre corruption ?



Bien qu'elle soit la région la moins performante du monde, l'Afrique compte plusieurs pays qui ont régulièrement marqué des points contre la corruption. Plusieurs pays d'Afrique enregistrent de meilleurs scores que certains pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

2.2 PROBLÉMATIQUES ET PROPOSITIONS

2.2.1 LA DIMINUTION DE LA CORRUPTION - LES CLÉS DU SUCCÈS

L'AUTONOMIE DES INSTITUTIONS - CONDITION DU SUCCÈS (1)

L'autonomie des institutions chargées de la lutte contre la corruption* est un élément déterminant si on souhaite les préserver des pressions et influences extérieures et ainsi garantir leur efficacité. L'autonomie met l'organisme à l'abri des interférences politiques et l'isole des services

et des institutions sur lesquels il doit enquêter. Pour illustrer ce propos, nous pouvons comparer les statuts des autorités de lutte contre la corruption au Rwanda et en Côte d'Ivoire.

EXEMPLE 1

L'Office de l'Ombudsman du Rwanda : selon l'article 3 de la loi sur le fonctionnement de l'Office de l'Ombudsman, l'institution est indépendante : « Dans l'accomplissement de ses attributions quotidiennes, il n'est soumis aux injonctions d'aucun autre organe. L'office est doté de l'indépendance financière et administrative » (loi 76-2013, art 3).

La Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance : a été créée par l'ordonnance n°2013-660 du 20 septembre 2013 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées. La Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance est une autorité administrative indépendante, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous l'autorité du Président de la République. Elle a compétence sur toute l'étendue du territoire national.

On observe une différence d'autonomie entre les deux structures. L'institution rwandaise semble plus indépendante et autonome que son homologue ivoirienne, elle ne peut être soumise à aucune injonction. La HABG, pour sa part, est placée sous l'autorité du chef de l'Etat. (Cf. « placée sous l'autorité du Président de la République »).

EXEMPLE 2

L'Office de l'Auditeur Général du Rwanda : L'OAG est une institution dont l'indépendance totale est inscrite dans les textes juridiques. Ainsi, selon l'article 3 de la loi portant missions, organisation et fonctionnement de l'OAG « L'Office est doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative. Dans l'accomplissement de ses attributions, l'Office exerce ses fonctions en toute indépendance et ne doit recevoir aucune injonction d'aucun autre organe » (loi 79/2013, art 3). Les rapports de l'OAG sont transmis au parlement qui peut également lui suggérer de mener des enquêtes.

Inspection Générale des Finances en Côte d'Ivoire : Décret N°99 - 599 du 13 Octobre 1999 (¼) Dans le cadre de leurs missions, les Inspecteurs des Finances reçoivent du Premier Ministre, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, un mandat général et permanent d'Inspection et de Contrôle. (¼) A l'occasion de chaque mission, il est dressé un rapport par l'Inspecteur des Finances, responsable de la cellule d'Inspection. Le rapport contient, outre l'analyse et les conclusions tirées des constatations faites, tout autre élément propre à éclairer l'affaire traitée (pièces, correspondances, procès-verbaux d'audition). Le rapport ainsi rédigé est remis à l'Inspecteur Général qui le communique avec ses observations et avis au Premier Ministre, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, avec copie au responsable du service, de l'établissement, de la société ou de l'organisme concerné, ainsi qu'à l'autorité hiérarchique ou de tutelle ou administrative concernée.

Cet exemple est encore plus marquant tant il met l'accent sur « l'impuissance » de l'institution ivoirienne. Pour l'institution rwandaise, on observe de nouveau une autonomie complète de la structure. Au Rwanda les organes de lutte contre la corruption disposent d'un réel pouvoir de contrepoids à l'exécutif (en complétant par la même occasion les actions de contrôle du pouvoir législatif). En Côte d'Ivoire, c'est le pouvoir exécutif qui dispose du contrôle des institutions de lutte contre la corruption. Ce constat est paradoxal considérant l'attachement de la Côte d'Ivoire aux valeurs démocratiques. Il a pour conséquence de donner une mauvaise image du pays en matière de lutte contre la corruption : « Les responsables d'actes de corruption sont rarement inquiétés, malgré une politique de tolérance zéro ». Heritage Foundation 2016



L'autonomie - administrative et financière - des autorités de justice ou de lutte contre la corruption est indispensable en Côte d'Ivoire. La mise en place de mesures allant dans ce sens serait un signal fort pour les organisations internationales et les citoyens. Ces mesures seraient également favorables aux investissements extérieurs et à l'amélioration du climat des affaires.

* Proposition

« Parmi les pays performants de l'Afrique, le premier facteur commun que l'on constate tient à l'existence d'un leadership politique résolu à endiguer la corruption. Bien que la plupart des pays du continent aient mis en place des lois et institutions de lutte contre la corruption, les pays les plus performants entreprennent des efforts particuliers pour en assurer la mise en œuvre. Qu'il s'agisse de l'application rigoureuse par le président Paul Kagame d'un code du leadership au Rwanda, de la promotion de la transparence institutionnelle par le président Jorge Fonseca au Cap-Vert, ou de l'initiative innovante – « l'intégration interministérielle de lutte contre la corruption » – lancée par le président Ian Khama au Botswana, ces différents pays ont tenu compte des mesures qui y étaient les plus à même de fonctionner et les ont appliquées avec détermination. Ces pays affichent les scores respectifs de 55, 55 et 61 à l'Indice de perception de la corruption ». Transparency 2018

L'AFFAIRE MUTSINDASHYAKA AU RWANDA

Theoneste Mutsindashyaka est un ancien ministre de l'éducation rwandais, également ancien gouverneur et ancien maire de la ville de Kigali. Il a été déchu de ses fonctions ministérielles par le Président Paul Kagame le 21 juillet 2009, suite à son implication dans une affaire de corruption liée à l'attribution non réglementaire d'un marché de construction à une entreprise en 2007. Un acte d'accusation était déposé contre certains employés d'autres ministères ainsi que le Ministre lui-même le 23 juillet 2009. Ce dernier aurait informé l'Entreprise Mugarura Alexis (EMA) qu'elle avait remporté le marché, avant l'annonce officielle du RPPA qui a déclaré l'entreprise gagnante un mois plus tard. Ladite entreprise a remporté le marché de 1,7 milliards de francs rwandais, mais a continué à exiger du gouvernement une somme supplémentaire, presque le double de l'offre initiale. L'ex-ministre de l'Éducation par correspondance au ministère de l'Infrastructure aurait demandé parallèlement avec insistance l'accélération du paiement à l'entreprise. L'ancien ministre est impliqué dans l'affaire avec d'autres hauts fonctionnaires du ministère de

l'Infrastructure. Les accusés furent innocentés après les enquêtes du procureur. Ils seront toutefois appelés à se présenter à la cour le 10 septembre 2009 par Claudine Nyiramikenke, une juge d'un tribunal de petite instance : « They must appear in court and this directive should be respected, It's not the work of the prosecution to clear suspects. » a-t-elle déclaré (Ssuuna 2009). Après plusieurs procès au cours desquels seront ajoutées de nouvelles charges contre le ministre, ce dernier sera finalement arrêté le 18 novembre 2009 pour mauvaise gestion des fonds de l'État et sous déclaration de ses biens à l'office de l'Ombudsman. Il est condamné trois jours plus tard à une peine de prison d'une année en plus d'une amende de 500000 francs rwandais. L'un de ses présumés complices fut acquitté, les autres furent condamnés à quatre années de prison chacun. Tous les condamnés sont également tenus de verser au gouvernement comme amende un montant de 300 millions de francs rwandais pour ce qui a été perdu dans l'affaire par l'État (Ssuuna 2009).

LA LIBÉRALISATION DU MARCHÉ (2)

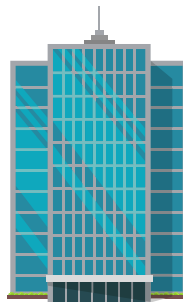
L'un des moyens simple et efficace de lutter contre la corruption consiste à libéraliser le marché. La diminution du rôle de l'État*, l'assouplissement des restrictions (régime d'autorisation etc.)*, la facilitation des règles* et le libre accès* sont autant d'armes anticorruptions. En d'autres termes la suppression des intermédiaires entre

le marché et le secteur privé aurait pour conséquence de diminuer les possibilités de corruption.

Pour autant, il n'est pas question de supprimer les programmes de dépenses publiques mais de les réformer afin de diminuer le pouvoir discrétionnaire de certains agents.

L'ÉCLATEMENT DES MONOPOLES AU SEIN DE L'ADMINISTRATION (3)

Certains agents ou certaines administrations disposent d'un pouvoir discrétionnaire qui favorise ou peut favoriser les irrégularités. La mise en place d'un pouvoir partagé entre plusieurs fonctionnaires ou plusieurs administrations* aurait pour effet d'accroître la transparence des décisions. Il deviendrait difficile pour un agent de favoriser un opérateur sachant que la décision finale sera prise ou observée par d'autres fonctionnaires dépendants d'autorités différentes. Dans ce schéma, il est toutefois important de rationaliser les prises de décision afin de ne pas alourdir les procédures et les rendre chronophages.



«Ce qu'il est urgent de faire, ce sont de profondes réformes systémiques qui compensent le déséquilibre croissant du pouvoir et des richesses en habilitant les citoyens à mettre fin à l'impunité généralisée de la corruption, à demander des comptes aux puissants et à avoir véritablement leur mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie quotidienne.». Transparency 2016

LA LUTTE CONTRE LA PETITE CORRUPTION - EFFICACITÉ DU SECTEUR PUBLIC (4)

Il n'est pas rare de constater les écarts entre la loi et la pratique. Que ça soit pour des délits routiers (franchissement de lignes continues, non-respect des feux et des stops, surcharge des véhicules, pollution des pots d'échappement etc...) ou pour l'obtention de certains documents officiels (cachets, certificats de dédouanements etc..) le simple paiement d'une commission est parfois suffisant. Or, il est essentiel de rappeler que cette petite corruption contribue au maintien de l'économie informelle et a des incidences aussi bien sur l'environnement des affaires que sur les recettes fiscales. En effet, la pression fiscale ne pèse, à ce jour, que sur les acteurs du secteur formel qui au-delà de leurs contributions, supportent également de nombreux contrôles.

Certains auteurs ont mis en évidence un lien entre le niveau de corruption et l'excès de démarches administratives, les niveaux de salaire, le laxisme ou le manque de compétences dans la fonction publique. Un début de solution pourrait-il voir le jour dans une réforme profonde de la fonction publique ?

Quelque-soit la mission qui doit être exécutée, un personnel compétent et motivé est la clé d'une fonction publique efficace. On pourrait voir l'augmentation des rémunérations comme seule solution à la lutte contre la corruption mais aussi importante soit-elle, la rémunération n'est pas le seul facteur à considérer. Recrutement, rémunération, surveillance et sanctions doivent faire l'objet de la même attention.

* Proposition

LA MÉRITOCRATIE*

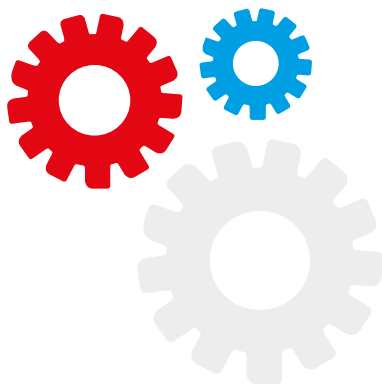
« Ce système n'a pas encore été adopté par la plupart des pays en développement où l'État est au contraire devenu une source inépuisable d'emploi et où le recrutement dépend non pas du mérite, mais des relations ». Bilel Ben Nahia

Nous pensons que l'attribution des postes « au mérite » aurait l'avantage de rehausser le niveau et le prestige de la fonction publique. Ce fonctionnement aurait également un impact positif sur la motivation des fonctionnaires. En effet, l'évolution d'une carrière basée sur une politique de résultats encouragerait chaque agent à travailler de manière exemplaire.

LA RÉMUNÉRATION*

Bien qu'elle ne soit pas le seul élément à considérer, une étude a mis en évidence un lien entre degrés de rémunération et la corruption (Van Rijckeghem C. et Weder B.).

Des fonctionnaires « sous-payés » trouveront plus d'avantages dans la corruption que dans l'exemplarité. L'augmentation des salaires dans la fonction publique pourrait avoir plusieurs impacts positifs sur la corruption : la diminution de la corruption (moins de tentations et plus de risques), l'attrait de candidats plus qualifiés etc. Bien que nécessaire, ces augmentations devront être couplées à un système de surveillance et de sanction.

**SURVEILLANCE ET SANCTION***

Si les emplois publics sont mieux rémunérés, un fonctionnaire corrompu aura beaucoup à perdre s'il est découvert, jugé et sanctionné.

En plus de son emploi et de sa rémunération, on peut imaginer d'autres sanctions : perte des droits à la retraite, diminution des droits civiques etc. Bien que certains mécanismes existent en Côte d'Ivoire, ils sont rarement appliqués. Pour être efficaces, les organes de contrôle doivent être indépendants et disposer de moyens. La population doit jouer un rôle de délation et ne plus être résignée face aux faits de corruption.

« Si l'action ne démarre pas du plus haut niveau, toutes les dispositions légales restent lettre morte ». Selon Job Ogonda, directeur exécutif de Transparency International pour le Kenya.

* Propositions

2.2.2 L'ACCÈS À L'INFORMATION - DES PROGRÈS À RÉALISER



Des progrès ont été enregistrés sur l'accès à l'information au cours des dernières années : publication des appels d'offre, accès aux textes sur les sites du gouvernement, création d'une plateforme de dialogue entre le secteur public et le secteur privé, intervention régulière des autorités afin de sensibiliser les dirigeants.

L'EXEMPLE DES DÉCLARATIONS DE PATRIMOINE (5)

Le Président, certains hauts responsables, les ministres, les élus etc. sont tenus de déclarer leur patrimoine. Cette mesure semble alors très efficace et nous amène à penser qu'il y a une transparence totale dans la vie publique.

Toutefois, selon Global Integrity 2015, dans la pratique le régime de déclaration de patrimoine du pays est inefficace. Rappelons que ces déclarations ne sont pas publiques. Le rapport annuel 2015 de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (placée sous l'autorité du chef de l'État) indique que « plus de la moitié des personnes tenues de déclarer leur patrimoine l'ont fait

». On peut alors se poser deux questions : Quid de la seconde moitié ? Comment sont traitées ces déclarations ?

Afin d'écartier tout type de doute, une déclaration publique, régulière et sincère du patrimoine des hauts fonctionnaires et des hommes politiques apporterait une réponse claire*. L'absence de déclaration et les irrégularités doivent être poursuivies et sanctionnées. Là encore, poursuite et sanction dépendront de l'autonomie des autorités et de la justice.

«Ce n'est que lorsque la liberté d'expression, la transparence dans tous les processus politiques et de solides institutions démocratiques existent que la société civile et les médias peuvent exiger des personnes au pouvoir qu'elles rendent des comptes et que la corruption peut être combattue avec succès ». José Ugaz - Transparency 2016.

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET L'AVÈNEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE - DE BELLES AMÉLIORATIONS (6)

La liberté d'expression et la liberté de la presse sont protégées par la Constitution. Le Conseil National de la Presse (CNP) est en charge de réglementer le secteur. Il a adopté des dispositions interdisant les discours incitant à la violence, à la haine ou à la rébellion.

Selon Freedom House 2015 « Journalistes et organes de presse font souvent l'objet de sanctions ou de suspensions, ce qui compromet l'existence de médias indépendants et critiques vis-à-vis du pouvoir ». Cependant, Reporters sans frontières fait état de nettes améliorations en matière de liberté de la presse. De 2012 à 2015 la Côte d'Ivoire a progressé de 80 places dans le classement de cette organisation. Ces améliorations sont à poursuivre, le secteur doit être suivi de près afin d'éviter tout retour en arrière*. Si l'on peut déplorer dans l'affaire des mutineries 2017, l'emprisonnement puis la libération de (6) six journalistes pour « divulgation de fausses informations de nature à pousser les soldats à la révolte », on peut souligner le rôle des syndicats et de la société civile dans la libération de ces journalistes.

La société civile joue un rôle de plus en plus important en Côte d'Ivoire, la législation ivoirienne garantit la liberté de réunion et d'association. Les associations de citoyens peuvent avoir un rôle essentiel dans la lutte contre la corruption, à condition de disposer de toutes les informations nécessaires. En Côte d'Ivoire l'accès aux informations « d'intérêt public » est possible mais en pratique, il reste difficile. La procédure d'octroi des documents, les délais de traitement, « l'éclatement » des informations, le manque d'actualisation des données sont autant de freins à la circulation d'une information à jour et qualitative. Dans ces conditions, des solutions telles que la centralisation des principaux documents (à jour) dans une seule base de données, disponible et accessible, pourraient être envisagées (site internet etc.)*. A ce sujet, la Banque Mondiale travaille sur la création d'un site d'information dédié à l'import-export.



Reporters sans frontières classe la Côte d'Ivoire 80ème sur 180 dans son indice de la liberté de la presse 2015. La tendance générale est positive, puisque le pays était classé 96ème en 2013 et 159ème en 2012.

* Propositions

EXEMPLES DE SUCCÈS EN CÔTE D'IVOIRE

L'ADMINISTRATION IVOIRIENNE À L'ÈRE DE LA DIGITALISATION

Afin de gagner en efficacité et améliorer son climat des affaires, la Côte d'Ivoire a mis en place un certain nombre de réformes et de programmes. Elle s'est ainsi, engagée dans la dématérialisation de certains de ses services aux citoyens, fournissant proximité, gain de temps mais aussi transparence, point fondamental pour l'amélioration de sa gouvernance.

Parmi ces programmes, notons, par exemple, la mise en place d'une plateforme numérique de dépôt des états financiers en août 2018. Dénommée E-liasse, cette application informatique a été conçue dans le cadre de la dématérialisation de la gestion des états financiers, telle que définie par une directive

de l'UEMOA datant de 2009. Celle-ci institue un guichet unique de dépôt des états financiers, en vue de garantir l'unicité, l'homogénéité et la comparabilité des états financiers annuels produits par les entreprises et organisations de cette Union. L'objectif de cette réforme étant également de garantir la traçabilité, la fiabilité, la sécurisation et l'archivage de ces états financiers.

Cette plateforme vient ainsi compléter la stratégie de digitalisation initiée par le gouvernement ivoirien puisqu'en avril 2017, ce dernier avait également lancé le E-impôts, un portail de déclaration et de paiement des impôts et taxes.

L'ARSENAL JUDICIAIRE POUR L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES CONNAÎT UN NOUVEAU JALON

Les affaires en matière de commerce sont désormais traitées au second degré exclusivement par une juridiction dédiée. Cet objectif de bonne gouvernance et d'efficacité judiciaire en cette matière spécifique a été matérialisé, par l'inauguration, en mai 2018, à Cocody Attoban, de la première Cour d'appel de commerce par le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'homme.

A cette occasion, le ministre Sansan Kambilé a indiqué que le renforcement des infrastructures judiciaires à travers cette Cour d'appel vient combler « une forte attente des acteurs économiques et des partenaires techniques et financiers de la Côte d'Ivoire en matière de gouvernance ».

C'est également un effort supplémentaire des autorités publiques nationales qui veulent impulser la relance économique par des mesures concrètes et traduire, par ailleurs, leur volonté de renforcer

le partenariat public-privé par des réformes permettant « de maintenir un environnement propice aux affaires et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises » comme l'a promis le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, lors de la Journée nationale de partenariat Etat-Secteur privé en 2017.

Avec l'ouverture de cette Cour d'appel de commerce, les litiges en matière commerciale, après l'étape du tribunal de commerce ouvert en 2012, ne viendront plus grossir la liste des dossiers à traiter par les autres Cours d'appel qui croulent déjà sous le poids du travail.

Aussi, Sansan Kambilé a-t-il invité les membres de cette Cour d'appel, à en faire « une juridiction de qualité, une juridiction de référence » en tant que pionniers dans la mise en place de la justice commerciale en Côte d'Ivoire.



PROBLÉMATIQUE

Bien qu'en progression depuis plus de 5 ans, la gouvernance est encore perçue comme un «frein aux affaires» en Côte d'Ivoire.



PROPOSITIONS

Donner plus d'autonomie aux autorités chargées de la lutte contre la corruption.

Libéraliser le marché en supprimant le maximum de régimes d'autorisation.

«Éclater» certains monopoles administratifs.

Lutter contre la petite corruption en s'appuyant sur la méritocratie, la rémunération et la sanction.

Renforcer le dispositif de déclaration de patrimoine.

Poursuivre les efforts relatifs à la liberté de la presse et à l'avènement de la société civile.



3. LA RSE

3.1 Zoom sur la RSE

3.1.1 Compréhension et cadre général

3.1.2 Etat des lieux de la responsabilité sociétale

3.1.3 Le classement RESPECO

3.2 Problématiques et propositions

3.2.1 Forte méconnaissance du développement durable

3.2.2 L'absence d'incitations aux politiques RSE

3.2.3 Le coût élevé de la démarche RSE

3.2.4 Le manque de filières vertes

3.1 ZOOM SUR LA RSE

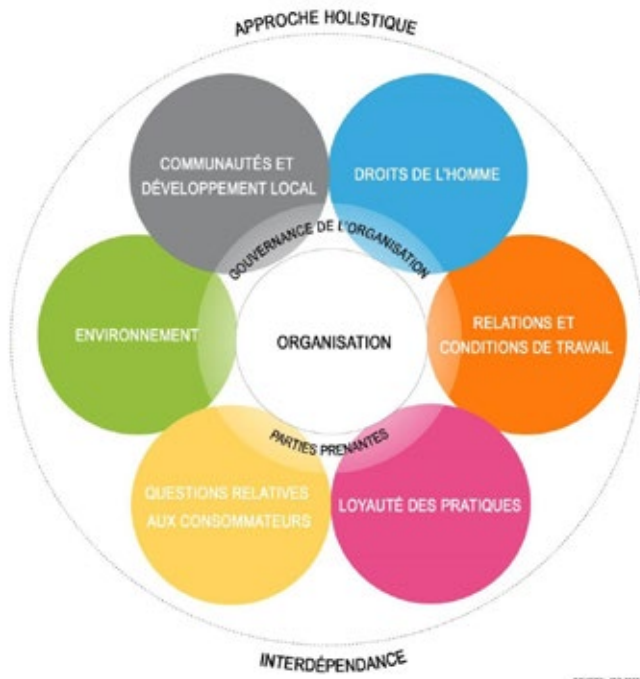
« Les entreprises doivent aujourd'hui créer de la valeur non plus seulement pour les actionnaires mais aussi pour la société et pour les parties prenantes ». Joyce Sou

3.1.1 COMPRÉHENSION ET CADRE GÉNÉRAL

Diverses définitions du concept de la RSE existent, mais celle d'entre elles qui fait l'unanimité est la définition produite par l'ISO 26000 faisant la synthèse des différentes conceptions de la responsabilité sociétale.

« La responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement se traduisant par un comportement transparent et éthique qui contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société ; prend en compte les attentes des parties prenantes ; et respecte les lois en vigueur et est en accord avec les normes internationales de comportement ; et qui est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations ». AFNOR ISO 26000

LES 7 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE



L'ISO 26000 présente dans les détails sept (07) thématiques de responsabilité qui doivent être prises en compte par les organisations et sur lesquelles elles doivent rendre compte. Ces thématiques appelées « Questions Centrales » sont : la gouvernance de l'organisation ; les droits de l'Homme ; les relations et conditions de travail ; l'environnement ; la loyauté des pratiques ; les questions relatives aux consommateurs ; et les communautés et le développement local. Chaque question centrale ou

thématique sus énoncée renferme plusieurs domaines d'actions de responsabilité sociétale. Par ailleurs, comme le précise ISO 26000 (2010) ces thématiques de responsabilité sociétale doivent être appréhendées dans une logique globale, holistique et d'interdépendance. Il ne faudrait pas qu'une organisation prenne en compte les impacts environnementaux de ses activités en ignorant les impacts sociaux. Elle doit plutôt envisager les conséquences sur l'ensemble des questions centrales.

Des textes de référence ont été élaborés au niveau mondial pour guider les entreprises dans leur démarche de responsabilité sociétale. Il s'agit des principes directeurs de l'OCDE, la déclaration de principes tripartite de l'OIT, et le Global Compact des Nations Unies.



LES PRINCIPES
DIRECTEURS
DE L'OCDE À
L'INTENTION DES
ENTREPRISES
MULTINATIONALES

Présenté par l'OCDE comme le plus complet des instruments qui existent aujourd'hui en matière de responsabilité des entreprises. «Les principes directeurs de l'OCDE», à l'intention des entreprises multinationales comportent d'une part, les recommandations pour une conduite responsable des entreprises dans le contexte international, et d'autre part les procédures de mise en œuvre des principes promus. Par l'édiction de ces principes, les 43 gouvernements adhérents s'engagent à encourager les entreprises opérant sur leur territoire à respecter, partout où elles exercent leurs activités, un ensemble de principes et de normes largement reconnus qui visent à assurer de leur part un comportement responsable.



LA DÉCLARATION DE
PRINCIPES TRIPARTITE
SUR LES ENTREPRISES
MULTINATIONALES ET
LA POLITIQUE SOCIALE
DE L'OIT

Instrument de portée universelle, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale fournit aux entreprises nationales et multinationales, aux gouvernements, et aux organisations d'employeurs et de travailleurs des orientations dans plusieurs domaines : emploi, formation, conditions de travail et de vie, relations professionnelles et politique générale. Cette déclaration inclut les droits fondamentaux au travail mais aussi des orientations sur de nombreuses autres facettes du travail décent.



LE GLOBAL COMPACT
DES NATIONS UNIES

Cadre d'engagement volontaire, le Global Compact invite les entreprises, associations ou organisations non-gouvernementales, à respecter dix principes universellement acceptés touchant les droits de l'Homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.



Plusieurs référentiels qui ont vocation à évaluer et à encourager les entreprises à atteindre un niveau acceptable de responsabilité ont été mis en place. Nous avons d'une part ceux élaborés par l'ISO et d'autre part, ceux d'origine anglo-saxon.



Plusieurs familles de normes ISO existent. Cependant, celles les plus usitées dans le cadre de la responsabilité sociétale outre la norme ISO 26000 sont les familles de normes ISO 9000 (avec la norme ISO 9001), ISO 14000 (pour la norme ISO 14001), et ISO 45000 (avec la norme ISO 45001). L'ISO 9001 décrit les principes essentiels des systèmes de management de la qualité. L'ISO 14001 définit les critères d'un système de management environnemental. Et, l'ISO 45001 qui établit un cadre de référence pour l'amélioration de la sécurité des travailleurs, la réduction des risques sur le lieu de travail et la création de conditions de travail meilleures et plus sûres dans le monde entier. Par ailleurs, l'ISO 26000 est une norme spécifiquement formulée pour aider les organisations à contribuer au développement durable. Elle vise à encourager les organisations à aller au-delà du respect de la loi, en reconnaissant que le respect de la loi est un devoir fondamental pour toute organisation et une partie essentielle de sa responsabilité sociétale. A l'exception de l'ISO 26000, toutes les autres normes énoncées ci-dessus sont certifiables.



Nous abordons à ce niveau les normes anglo-saxon, souvent prises en compte dans le cadre de la responsabilité sociétale, à savoir la série de normes AA1000 et la norme SA 8000. La série de normes AA1000 touche aux processus à mettre en œuvre par une entreprise dans le cadre de leur reporting sur les plans social et éthique. Elles mettent l'accent sur la qualité du dialogue engagé avec les parties prenantes. Trois normes composent cette série. Ce sont la norme AA1000 APS qui fournit un cadre permanent d'identification, de compréhension, de hiérarchisation et de réponse aux défis du développement durable ; la norme AA 1000 AS qui fournit une assurance sur la qualité de l'information rendue publique dans les rapports RSE ou de développement durable. Et, la norme AA 1000 SES mettant l'accent sur la pérennité du processus d'implication des parties prenantes dans les activités d'une organisation. Par ailleurs, la norme SA 8000 est consacrée spécifiquement aux droits des travailleurs. Elle certifie pour les entreprises qui s'y soumettent, que dans l'ensemble de leur périmètre couvert, les conditions de travail sont décentes et tiennent compte de la dignité humaine.



3.1.2 ÉTAT DES LIEUX DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE EN CÔTE D'IVOIRE

HISTORIQUE ET DÉVELOPPEMENT DE LA RSE EN CÔTE D'IVOIRE

Avec la prégnance des questions environnementales dans les années 1970 et l'avènement du développement durable dans les années 1990, la Côte d'Ivoire à l'instar de la plupart des pays ayant participé au sommet de RIO, s'est engagée dans un processus de développement durable. Elle s'est dotée d'une politique nationale d'environnement (PNE) et de plusieurs politiques et stratégies sectorielles de gestion des ressources naturelles dont celle de la biodiversité, du changement climatique, de la lutte contre la désertification, de la gestion des ressources en eau, de la gestion des produits chimiques, de la forêt, de la faune, etc.

Dès 1995, la Côte d'Ivoire a également mis en place son agenda 21. Un Plan d'Action environnementale (PNAE-CI) renfermant dix (10) programmes a été élaboré pour une période de 14 ans (1996-2010) avec des objectifs stratégiques de gestion environnementale du pays. Les secteurs d'activités clés de l'économie ivoirienne ont fait l'objet d'attention particulière. En effet, les préoccupations environnementales ont été largement intégrées dans les secteurs de l'agriculture, de la production animale et des ressources halieutiques, de l'industrie, du tourisme, du transport, bancaire, des mines, de l'énergie, et des hydrocarbures, dans la perspective du développement durable. Les secteurs sociaux prioritaires n'ont pas été oubliés. Les secteurs de la santé, de l'éducation/formation, de la pauvreté, de la démographie et du genre ont fait l'objet de politiques particulières en raison de leur forte influence sur la disponibilité et la qualité des ressources naturelles.

Poursuivant son engagement, l'État de Côte d'Ivoire a ratifié plus de 40 textes internationaux relatifs à l'environnement et aux secteurs du développement durable. Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) a été rédigé pour guider les actions de réduction de la pauvreté et de développement du gouvernement et de tous les acteurs clés nationaux et internationaux. Ce document a été intégré au Plan National de Développement (PND).

En septembre 2011, la première stratégie nationale de développement durable (SNDD) a été validée en vue d'engager la transition vers une société plus viable. L'État ivoirien ayant explicitement intégré le développement durable depuis 2011 au sein du ministère en charge de l'environnement, et de la salubrité urbaine a mis en place une direction de développement durable pour amplifier la prise en compte de cette thématique dans toutes les sphères d'activités.

Quelques années après la mise en place de cette direction générale dédiée, une loi d'orientation du développement durable a été prise (2014) et un décret instituant des comités de développement durable au sein de toutes les organisations est entré en vigueur (2015).

À ce jour un décret d'application fixant les modalités de mise en œuvre et de suivi de la responsabilité sociétale des organisations est en cours de négociation.

INITIATIVES DU SECTEUR PRIVÉ

LE GROUPE SIFCA

Le Groupe agro-industriel SIFCA engagé dans une démarche de développement durable depuis 2007 va jouer le rôle de leader dans la promotion de la RSE en Côte d'Ivoire et même au-delà dans la sous-région. Pour ce faire, le Groupe SIFCA ainsi que d'autres entreprises multinationales vont appuyer le projet de la création de filières dédiées au développement durable et à la responsabilité sociétale du Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP).

LA CGECI ET LE CAGO

La CGECI en collaboration avec le Centre Africain d'expertise pour la Gouvernance des Organisations (CAGO) va lancer le réseau RSE ivoirien dès mars 2012. Dès lors plusieurs entreprises engagées dans la RSE à la suite du Groupe SIFCA vont rejoindre cette initiative. De véritables actions sociales et sociétales bâties autour d'une stratégie de responsabilité sociétale et intégrés au business de l'organisation vont être développées au sein des entreprises telles qu'AZITO, SCB, Orange CI, le Groupe Total, etc.

Selon la loi n°2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable, toute personne physique ou morale quelque soit sa spécificité, est acteur de développement durable. Citons à titre d'exemple, l'État, les Collectivités Territoriales, le Secteur Privé, la Société civile et les comités de développement durable.

LES ACTEURS PUBLICS

Les ministères

Comme annoncé en début de cette partie, toute personne morale comme physique, quelque soit sa spécificité, est acteur de développement durable. Ceci étant tous les ministères du gouvernement sont impliqués dans le processus de décision en matière de développement durable. Toutefois, certains ministères ont une implication plus directe en matière de développement durable que d'autres tels que le ministère de la salubrité urbaine, de l'environnement et du développement durable, le ministère du plan et du développement, le ministère de la production animale et des ressources halieutiques, le ministère de la santé et de la lutte contre le SIDA, le ministère des eaux et forêts, le ministère de l'économie et des finances, le ministère de la jeunesse et de l'emploi, etc.

Le législateur

Le rôle du législateur dans le processus de décision sur la question de la responsabilité sociétale est indéniable. En effet, il participe à la construction du cadre juridique par l'adoption des textes de lois en la matière. C'est également lui qui autorise le Président de la République à ratifier les conventions internationales relatives aux questions du développement durable.

Les autorités déconcentrées et décentralisées

Les autorités déconcentrées (préfets, districts) et décentralisés (mairies et conseils généraux) de l'Etat sont le relais indispensable entre le gouvernement et les populations pour une mise en œuvre réussie des principes du développement durable.

LES ACTEURS PRIVÉS

Le secteur privé est de plus en plus impliqué dans le processus de développement durable en Côte d'Ivoire. Il est associé dans la mise en place des mécanismes et instruments juridiques en la matière. En outre, la loi oblige les entreprises devant réaliser des projets à effectuer des études d'impacts environnementales et sociales validées par l'ANDE. A ce niveau, il faut indiquer quand bien même que l'État fasse des efforts de sensibilisation et de promotion pour amplifier le niveau d'engagement national, les entreprises multinationales restent les seules engagées à ce jour. Aucune PME n'est véritablement engagée dans la responsabilité sociétale.

LA SOCIÉTÉ CIVILE

Depuis 1992, plus d'une centaine d'ONG de défense de l'environnement et de promotion des principes du développement durable sont actives en Côte d'Ivoire. Elles participent à l'élaboration ou la validation des politiques et stratégies et de sensibilisation en matière de développement durable et de responsabilité sociétale.



A ces acteurs identifiés par le ministère de développement durable, nous ajoutons les partenaires techniques et financiers qui orientent l'action de l'État et du secteur privé en matière de responsabilité sociétale. Ils appuient et financent régulièrement les actions de l'Etat dans le cadre des actions dites prioritaires.

Sur le plan social : La Côte d'Ivoire est membre de l'OIT depuis 1960. A ce jour, elle a ratifié 34 conventions dont 32 sont en vigueur. Entre autres, nous pouvons citer la convention n°18 sur les maladies professionnelles de 1925, la convention n°26 sur les méthodes de fixation de salaires minima de 1928, la convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants, la convention n°138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi. Comme énoncé dans l'historique et le développement de la RSE, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté inséré dans le PND. En outre, depuis septembre 2015, elle dispose d'un nouveau code du travail marqué par la protection du travailleur.

Sur le plan environnemental : La Côte d'Ivoire dispose d'une législation importante qui porte sur les domaines de la forêt, des aires protégées, des eaux, des installations classées, de l'utilisation des terres et de la protection de la faune. Les codes dont celui des secteurs de l'eau, forestier, foncier, pétrolier et des investissements ont été pris avec plusieurs décrets d'application de ces codes. Plus de 623 textes juridiques sont disponibles pour réglementer l'exploitation de l'environnement et des ressources naturelles. En renforcement à ce cadre juridique, une stratégie nationale de développement durable est validée en 2011 et une loi spécifique sur le développement durable est votée en juin 2014. Un décret d'application est en cours d'élaboration.



Comme on peut le voir, la Côte d'Ivoire dispose d'un cadre juridique et institutionnel relativement riche et avancé notamment sur les plans environnemental et social. Toutefois, de l'avis des experts, ce dispositif juridique et réglementaire peine à être appliqué. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire est sur la même voie que la France en matière de construction du cadre législatif de la RSE.

LE CAS FRANÇAIS DE LA RSE

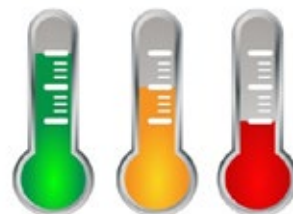
En France, la RSE a pris son essor fin des années 90 et au début des années 2000, poussée par la mise en place d'une politique gouvernementale favorable et d'une réglementation qui ne cesse de s'étoffer. L'arsenal législatif destiné à faire progresser la transparence des entreprises sur leurs impacts environnementaux et sociaux s'est énormément développé. Cela a débuté en 2001 avec la Loi sur les Nouvelles régulations économiques dite loi NRE, qui a imposé aux grandes entreprises cotées de publier un reporting extra-financier. Une première dans le monde ! Au fil du temps, avec des lois comme celles issues des concertations du Grenelle de l'environnement (2007 et 2010) puis de la Loi sur la transition énergétique (2015), les obligations ont été étendues aux grandes entreprises non cotées et se sont développées en particulier sur le climat (réalisation de bilan carbone, publication des émissions de gaz à effet de serre et d'une stratégie climatique...).

La loi sur le devoir de vigilance (2017) qui concerne les très grandes entreprises (de + de 5000 salariés) marque un nouveau tournant et replace la France à l'avant-garde de la réglementation en matière de RSE. Elle demande aux entreprises non plus simplement de la transparence mais un plan d'actions. Elles doivent mettre en œuvre tous les moyens possibles pour réduire les risques environnementaux, sociaux ou de corruption de leurs activités. Cette obligation s'applique également aux entreprises avec lesquelles elles ont des relations commerciales. Enfin, notons que la RSE est largement portée par les acteurs économiques français eux-mêmes ainsi que par les syndicats, les collectivités locales et les ONG. Résultat : la RSE est aujourd'hui développée au sein des grandes entreprises françaises et se déploie progressivement au sein des PME.

3.1.3 LE CLASSEMENT RESPECO

Le RESPECO a mis en place un baromètre de six indicateurs pour classer les pays selon le critère des conditions les plus favorables à la mise en place d'une démarche RSE.

- Un indicateur environnemental (calculé à partir des variables de l'Environmental performance index (ou EPI) des Universités de Yale et Columbia) ;
- Le Global gender gap index du World economic forum ;
- L'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency international ;
- La mesure du coefficient de Gini par la Banque Mondiale ;
- Le taux de ratification des conventions fondamentales et de gouvernance de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les intitulés des conventions figurent en annexe ;
- Le Classement mondial de la liberté de la presse par Reporters sans frontières (RSF).



CLASSEMENT

Pays	2017	2016	2015
Classement/195			
Burkina Faso	38	38	43
Sénégal	44	44	46
Maroc	54	54	53
Ghana	55	53	49
Tunisie	59	58	74
Côte d'Ivoire	74	74	76

Au palmarès des pays favorables à la RSE, l'Europe du Nord est en tête notamment avec les pays scandinaves tels que les Suède (1er), la Finlande (2ème), la Norvège (3ème), le Danemark (4ème). En ce qui concerne les pays africains, le Burkina Faso, le Sénégal, et le Maroc occupe respectivement les 38ème, 44ème et 54ème sur l'année 2017. Quant à elle, la Côte d'Ivoire de 2015 à 2017 n'a pas véritablement évolué. Elle a n'a gagné que 2 places sur un total de 195 pays.



3.2 PROBLÉMATIQUES ET PROPOSITIONS

« Pourquoi je me suis intéressée à la RSE ? Parce qu'elle permet de concilier différentes dimensions, en apparence opposées, et notamment la recherche de la rentabilité pour l'entreprise et le souci du bien-être des salariés. S'inscrire dans une démarche RSE donne un sens à l'action de l'entreprise qui va au-delà de la simple et basique recherche de profit pour ses actionnaires, de l'égoïsme primaire du capitalisme. Une entreprise engagée RSE prend conscience de l'ensemble de ses responsabilités et s'assume comme un acteur engagé dans son environnement, comme un contributeur positif pour son pays, etc. ». Dounia TAARJI, Directeur Général de Malya Conseil (Maroc)

L'ANALYSE SWOT DU SECTEUR DE LA RSE

FORCES

Cadre réglementaire riche avec une loi d'orientation.

Institution de formations spécifiques à la RSE/DD.

Prise d'initiatives volontaires par le secteur privé.

FAIBLESSES

Absence d'un cadre fiscal incitatif.

Absence de valorisation des engagements RSE dans les critères de sélection des appels d'offres publics.

Méconnaissance de la RSE.

OPPORTUNITÉS

Développement de filières vertes.

Défiscalisation des actions RSE.

Intégration de la RSE dans les cursus de formation et mise en place de programmes de recherches spécifiques à la RSE.

MENACES

Discontinuité dans l'action de l'État.

Limitation des actions des entreprises en matière de RSE.

Absence de diffusion de la RSE dans les pratiques des PME.

3.2.1 FORTE MÉCONNAISSANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bien que des universités publiques aient intégré un module sur la RSE dans leur plan de formation et qu'une université privée – le Cerap – ait ouvert un parcours de formation spécifique à la RSE, la population en général et les personnels des entreprises en particulier ne sont

pas sensibilisés sur cette notion. Un nombre important de personnes entendent parler de RSE sans savoir exactement ce à quoi ce concept réfère. Les actions de RSE sont généralement assimilées à des actions de mécénat ou de philanthropie etc.

L'ÉDUCATION AUX NOTIONS DE RSE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (1)

Le Ministère en charge du développement durable en collaboration avec les organisations patronales, la société civile et les autres Ministères pourrait promouvoir l'éducation aux notions de RSE et de Développement Durable*. L'organisation de séances de formation et de sensibilisation en direction de la population et des salariés serait souhaitable pour accroître les connaissances en matière de RSE et de Développement Durable. Dans le même sens, les universités publiques et privées en Côte d'Ivoire devraient disposer de départements spéciaux d'études et de recherches en matière de RSE.

EXEMPLE DE RÉUSSITE

LE MILIEU ACADÉMIQUE NIGÉRIAN ET KENYAN

Dans d'autres pays comme le Nigeria et le Kenya, il convient de noter quelques enseignements dispensés incluant la RSE en général ou la gouvernance des entreprises et l'éthique des affaires. C'est le cas à la Lagos business school, logée au sein de l'université panafricaine du Nigeria, et au Eastern and Southern Management Institute de Nairobi. Ces écoles de management se positionnent comme les leaders dans l'enseignement, la recherche et le plaidoyer autour de la RSE.

LE MILIEU ACADÉMIQUE SUD-AFRICAIN

L'Afrique du sud est assurément le pays africain où la notion de RSE ou de citoyenneté d'entreprise fait autant débat que dans les milieux académiques occidentaux. L'histoire du pays et le rôle joué par les entreprises pendant le régime d'apartheid a été un élément propulseur de la RSE en Afrique du sud.

Le « Centre for Corporate Citizenship », un programme des facultés de Sciences économiques et gestion de l'université d'Afrique du Sud (UNISA), est aujourd'hui un acteur essentiel dans le développement de la RSE en Afrique du sud. Il se positionne comme un leader dans la construction des connaissances et le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles sur la RSE et dans « la promotion des affaires soutenables et la cohésion sociale ». Il s'investit aussi bien dans l'enseignement, la formation que dans la recherche et le plaidoyer en faveur de la RSE et enfin développe un programme d'accompagnement et de conseil des professionnels dans la conduite du changement et l'intégration de la RSE dans les pratiques managériales. A la suite de l'UNISA, d'autres universités ont développé des enseignements qui intègrent la RSE. C'est l'exemple de la Graduate school of business du Cape Town, du Leadership centre de l'université du Natal, en partenariat avec la National Business Initiative (NBI) et l'International Business Leaders Forum (IBLF), un programme de MASTER entièrement consacré à la RSE.

On peut affirmer que l'intérêt de la RSE pour le monde académique sud africain est à la hauteur ou à l'aune de l'intérêt qu'il suscite au sein même du pays et du milieu des affaires en particulier.



* Proposition

3.2.2 L'ABSENCE D'INCITATIONS AUX POLITIQUES RSE

LA MISE EN PLACE D'UN CADRE FISCAL INCITATIF (2)

Bien que des mesures soient prises par l'État pour l'exonération d'impôts de certains investissements à caractère « social », d'importants efforts doivent encore être fournis. Ces exonérations ci-après énumérées sont soumises à certaines conditions et ne couvrent pas l'ensemble des investissements réalisés par les entreprises dans le cadre de leur RSE. Elles sont jugées peu

attractives et insuffisantes eu égard aux efforts fournis par les entreprises dans le cadre de leur responsabilité sociétale. Cette situation favorise la création de fondations d'entreprises pour la réalisation d'actions RSE qui s'avère être en contradiction avec l'esprit de la RSE voulant qu'elle soit intégrée à la stratégie globale de l'entreprise et non externalisée.

LES MESURES EXISTANTES

Contrairement au principe de non déductibilité des dons et libéralités (car n'étant pas engagés dans l'intérêt social) l'article 18 G, énonce la déductibilité des dons et libéralités consenties notamment à des associations et organismes œuvrant dans les domaines : sportif, culturels, religieux, environnemental, de santé publique et d'action sociale, ou à des élèves et étudiants sous la forme de bourses d'études, ou encore les dons et libéralités réalisés au profit de l'État et ses démembrements dans les domaines de l'éducation, de la santé, ou des infrastructures collectives, les dons aux handicapés, malades, démunis, etc.

La possibilité de récupération de la TVA sur des dépenses non directement liées au profit de l'entreprise (article 355-24 : sur autorisation expresse du Ministre de l'Économie et des Finances, les dons destinés aux œuvres de solidarité nationales ou internationales. article 355-50 ; 55) ;

L'article 111 du Code général des Impôts qui prévoit un crédit d'impôt par emploi créé suite à la conclusion d'un contrat à durée indéterminée avec une personne de nationalité ivoirienne, concerne toutes les personnes physiques ou morales en activité depuis au moins un an et passibles de l'impôt sur les bénéfices ou de l'impôt synthétique. Le montant du crédit est fixé à 1 000 000 de francs pour les entreprises soumises à l'impôt sur les bénéfices et à 250 000 francs en ce qui concerne les entreprises relevant de l'impôt synthétique. Afin d'inciter les employeurs à employer des personnes présentant un handicap physique ou intellectuel, conformément à l'article 12 de la loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant nouveau Code du Travail, il est proposé de porter les crédits d'impôt annuels susmentionnés de 1 000 000 de francs à 1 500 000 francs et de 250 000 francs à 500 000 francs, lorsque les contrats d'embauche concernent des personnes en situation de handicap.

Sont également exonérés d'impôts, la construction de logements à caractère économique et social (article 158 bis et article 69 du CGI) ; les grands investissements dans l'habitat (Article 163 du CGI ; Article 70 : Exonération du BIC de 50% de leur montant pour le volet construction ; Article 7 : exonération sur les matériaux et intrants entrant dans la construction du volet logement) ; et la réduction d'impôts pour investissements en matière de BIC ou d'IGR (Article 110 du CGI).



Les entreprises engagées dans la responsabilité sociétale ne bénéficient que de trop peu d'exonérations d'impôts sur les actions qu'elles réalisent, que ce soit envers les communautés locales ou vis-à-vis des salariés. La majorité des montants investis dans le cadre de la responsabilité sociétale subissent une imposition quand bien même certaines de ses actions rentrent dans

le cadre des actions régaliennes que devrait assurer l'État notamment la construction d'écoles, la prise en charge des instituteurs par les entreprises, l'offre de pompes etc. La mise en place d'un cadre fiscal incitatif* pourrait favoriser l'implication du secteur privé dans des démarches de RSE.

EXEMPLES DE MESURES

Appliquer des exonérations pour certains achats rentrant dans le cadre de la responsabilité sociétale,
Instaurer une TVA différenciée favorable aux entreprises engagées,
Mettre en place une fiscalité verte et appliquer le principe «pollueur-payeur».



LES PAYS NORDIQUES PIONNIERS DE LA FISCALITÉ VERTE EN EUROPE

La Suède, le Danemark et la Finlande ont été les premiers à imposer une taxation écologique au début des années 1990 avec des résultats encourageants.

Moyennant une augmentation progressive de sa taxe carbone, la Suède a vu ses émissions de CO2 réduites de 12% depuis 1991. En 1992, c'est le Danemark qui instaure une taxe sur le CO2, initialement fixée à 13 euros la tonne.

Les formes de compensation varient beaucoup d'un pays à l'autre. La Finlande et le Danemark ont opté pour des mesures en faveur des entreprises. Ainsi au Danemark, l'ensemble des revenus est reversé aux industriels sous forme d'aide aux investissements pour les économies d'énergie. La Finlande compense par une baisse des impôts sur le revenu et des cotisations sociales des employeurs.



La majorité des montants investis dans le cadre de la responsabilité sociétale subissent une imposition quand bien même certaines de ses actions rentrent dans le cadre des actions régaliennes que devrait assurer l'État notamment la construction d'écoles, la prise en charge des instituteurs par les entreprises, l'offre de pompes etc.

* Proposition

L'INSTAURATION D'UN LABEL RSE (3)

La RSE en tant que norme ou label, peut revêtir un intérêt économique pour développer un marché, améliorer la compétitivité, la réputation et l'image de marque de l'entreprise en ce sens que les parties prenantes communautaires donnent une certaine légitimité sociale à l'entreprise engagée RSE. La mise en place d'un label

RSE en Côte d'Ivoire* encouragerait les entreprises qui sont déjà engagées dans des démarches responsables et celles qui n'y sont pas à véritablement s'engager pour progresser. Nous prenons à titre d'exemple le label français Lucie et le label marocain de la RSE, deux exemples en la matière.

LE LABEL LUCIE

LUCIE est le label RSE de référence aligné sur la norme ISO 26000 et développé en partenariat avec VIGEO et AFNOR Certification. La labellisation LUCIE est un processus qui se veut simple, rentable et adapté aux différents types de structures permettant à une entreprise d'évaluer, de structurer et de valoriser auprès de toutes ses parties prenantes ses actions et ses engagements en matière de RSE, en cohérence avec la norme ISO 26000. L'entreprise, l'organisme ou l'institution labellisée reçoit ainsi une attestation ou encore une preuve de la qualité de la maturité de son engagement en RSE. Le label LUCIE est un outil de communication pour valoriser une démarche RSE auprès des parties prenantes tant en externe notamment auprès des clients ou des partenaires financiers, qu'en interne auprès des collaborateurs.



LE LABEL CGEM

Le Label CGEM pour la Responsabilité Sociétale des Entreprises est une distinction par laquelle la CGEM reconnaît l'engagement des entreprises en matière de RSE et son intégration dans leur stratégie managériale et leurs opérations quotidiennes.

C'est un outil mis à la disposition des entreprises qui souhaitent mesurer leur engagement RSE, progresser et faire connaître le progrès à leurs salariés, leurs partenaires et la communauté. Le référentiel du Label CGEM est la charte de responsabilité sociétale de la CGEM. Le dispositif du Label CGEM est multi-partie prenante faisant appel pour son octroi à des cabinets externes pour l'évaluation des entreprises candidates et à un comité d'attribution indépendant pour statuer sur l'attribution du Label.



3.2.3 LE COÛT ÉLEVÉ DE LA DÉMARCHE RSE

La principale raison pour laquelle les PME hésitent encore à s'engager dans une démarche RSE est le coût. Le prix des Études d'Impact Environnemental et Social s'élève à plusieurs millions de francs. Cette somme - qui représente un coût important pour les grandes entreprises - est une barrière pour les PME.

L'engagement dans une démarche de certification est également assez onéreux si bien qu'il n'est que l'apanage des grands groupes. Enfin, le déploiement et le suivi de la RSE dans une entreprise nécessite la mise en place d'une équipe dédiée qui implique le versement de salaires et des charges sociales liées.

RÉDUCTION DES COÛTS EIES (4)

L'État (ANDE) pourrait s'engager dans une baisse des coûts des actions à effectuer dans le cadre de la responsabilité sociétale relevant de ses compétences* notamment le coût des EIES. Sur ce sujet, des travaux de réflexion avaient été soumis il y a quelques années par la CGECI faisant de nouvelles propositions tarifaires. A ce jour, aucun retour n'est en vue sur le dossier.



* Proposition

3.2.4 LE MANQUE DE FILIÈRES VERTES

Une filière verte a pour objet de développer et de commercialiser une solution environnementale (EnR, traitement des déchets, etc.). Elle englobe donc l'ensemble des éco-activités et représente les éco-entreprises correspondantes.

Aucune politique n'est pensée pour favoriser l'implantation de filières vertes en Côte d'Ivoire. Cette absence ou insuffisance de sous-traitants dans les filières vertes comme dans celui de la gestion des huiles usagées, contraint les entreprises qui en ont les moyens à faire recours à des prestataires extérieurs. Par contre, celles qui ne le peuvent pas stockent en interne leurs

déchets sur plusieurs années. Nous avons pour preuve les résultats de la Campagne lancée par la Commission Éducation & Formation d'Eurocham pour la récupération d'équipements inutilisés ou destinés à l'abandon au profit du CIDFOR. Au cours de cette campagne, nous avons été surpris du lot d'ordinateurs, de téléviseurs et d'équipements divers inutilisés et stockés sur site.



La première campagne de collecte et de valorisation des déchets électriques et électroniques E-WASTE lancé par MTN CI et ERICSON a permis de récolter 72 tonnes de déchets en lieu et place des 40 tonnes prévus sur 04 mois, soit le double de l'objectif.

LA MISE EN PLACE DE FILIÈRES VERTES EN CÔTE D'IVOIRE (5)

La Côte d'Ivoire fait face à une grosse crise de chômage des jeunes. Le développement de filières vertes* pourrait résorber, et résoudre par la même occasion l'inexistence

de ces filières bloquant les entreprises souhaitant avoir au plan local certains prestataires verts pour développer des actions responsables dans une filière donnée.



Les filières vertes en France constituent un secteur en forte expansion, qui prend un poids économique de plus en plus significatif. En effet, en termes d'emploi, elles représentaient en 2011, près de 455 600 personnes en équivalent temps plein (MEDDE, 2013), soit + 6,7 % par rapport à 2010. Une augmentation très importante si on la compare à celle des autres secteurs économiques : + 1,5 %.

EXEMPLE DE RÉUSSITE

Le gouvernement rwandais a procédé à la fin de l'année 2017 au lancement d'un centre de recyclage de plusieurs millions de tonnes déchets électroniques dans le district de Bugesera, dans la province de l'Est. Avec cette installation, les Rwandais disposent d'un dispositif de collecte sélective qui est en phase avec l'augmentation de l'équipement des foyers, laquelle accompagne elle-même l'extension de la couverture haut débit du pays.

Le projet est mené par le Ministère du commerce et de l'industrie (MINICOM) et le Fonds National pour l'Environnement et le Changement Climatique (FONERWA) avec l'appui d'autres institutions.

Selon les responsables dudit ministère, l'objectif global du projet est d'offrir une solution de « fin de vie » pour les déchets électroniques et électriques, permettre une utilisation durable des technologies de l'information et de la communication (TIC), en prévenant un impact négatif des déchets électroniques sur la santé ou l'environnement après que l'équipement a atteint sa fin de vie.



* Proposition

EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES RSE DES MEMBRES D'EUROCHAM

LA SOCIÉTÉ DE CULTURE BANANIÈRE (SCB)
DÉVELOPPEMENT D' ACTIONS EN FAVEUR DES COMMUNAUTÉS RIVERAINES

Accès à l'eau potable

La SCB poursuit régulièrement ses actions d'accès à l'eau potable de ses villages et de ceux environnants ses sites de production. Au total, 16,2 millions FCFA (25 K€) ont été investis en 2015. Avec la réhabilitation des châteaux d'eau et des réseaux de distribution, les infrastructures hydrauliques représentent maintenant 40 forages, 36 châteaux d'eau et 73 bornes fontaines. Ces points d'eau sont accessibles aux collaborateurs et aux populations riveraines.

Accès à l'éducation primaire

Pour favoriser l'accès à l'éducation et renforcer le cadre de formation scolaire, la SCB a construit 13 salles de classes maternelles et une école primaire sur l'ensemble de ses sites de production. Ouvertes aux enfants de ses collaborateurs et de ses populations riveraines, ces infrastructures scolaires ont accueilli 806 enfants en 2015. Le budget de fonctionnement comprenant les frais de scolarité, les goûters, les déjeuners, les manuels scolaires, les fêtes socioéducatives, les frais de formation des enseignants et leurs rémunérations, est pris en charge par la SCB. Le budget total consacré à l'éducation pour l'année 2015 s'élève à 97,3 millions FCFA (148 K€).



GROUPE ERANOVE
LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL À
ZIMEGHUE

En 2013, la SODECI s'est engagée à promouvoir des actions de développement local dans le village de Zoméghue, voisin de l'usine de production d'eau potable de Daloa. L'objectif du programme est de lutter contre la pauvreté en accompagnant les populations de cette localité dans la prise en main de leur développement. Les activités de ce programme prévoient l'élaboration de la vision de développement local et la structuration de sa mise en œuvre avec les populations, sous la forme d'un document intitulé « Plan de développement local ». Un plan de développement Local (PDL)

a été établi et remis aux autorités villageoises de Ziméghue en juillet 2014. Un agent de développement a été mis en permanence sur le site pour animer le plan d'actions et suivre les indicateurs de mesures associés. Les actions en cours en 2016 ont porté sur les activités de création de revenus à destination des femmes (cultures maraîchères, riz, légumes...), la construction d'un appâtême et la formation (l'alphabétisation). Le village a été pourvu d'un réseau d'eau potable, permettant ainsi aux populations de bénéficier d'eau potable courante.



Les entreprises européennes sont particulièrement actives dans le domaine de la RSE. Elles créaient de nombreux emplois et participent au développement de la Côte d'Ivoire. Cette implication s'explique par une vision à long terme et une implantation historique des opérateurs européens, des politiques RSE issues du «siège» et respectées sur le terrain et la volonté d'inclure les populations locales dans le développement de leurs activités.

EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES RSE DES MEMBRES D'EUROCHAM

LAFARGEHOLCIM CI PROGRAMME 70 MAÇONS

Dans le cadre de sa politique d'engagement dans le bien-être social et de développement d'activités créatrices de valeurs ajoutées et d'emplois, LafargeHolcim Côte d'Ivoire a initié en collaboration avec l'Association pour le Développement Economique Social et Culturel (ADESC) un programme d'apprentissage diplômant dans le domaine de la maçonnerie dénommé « 70 maçons ». Débuté en mai 2017, ce programme a contribué à former 70 jeunes de moins de 35 ans au métier de maçon dans un environnement moderne et valorisant.

Répartis en quatre promotions, les apprentis maçons sont instruits sur les fondements et les techniques de maçonnerie pendant 3 mois au centre de formation des jeunes de l'ADESC, situé à Riviera Bomoumin. Ainsi, au terme de la formation, des diplômes sont décernés aux jeunes ainsi qu'un kit de démarrage composé

d'équipements de protection individuelle (casque et botte de chantier) et d'une caisse à outils de maçon (truelle, fils à plomb, équerre de maçon, etc.) qui leur est offert. Ces kits sont fournis pour leur permettre de saisir les opportunités immédiates qui se présenteront à eux dans leurs nouvelles carrières. Dans ce sens, les partenaires de LafargeHolcim Côte d'Ivoire sont sensibilisés sur la disponibilité de ces jeunes en vue de leur recrutement. Ainsi, une dizaine de ces nouveaux maçons sont actuellement en mission pour le partenaire constructeur de LafargeHolcim sur le chantier Maisons Bélier de Motobé dans le cadre de l'offre de logements abordables du cimentier.

LafargeHolcim souhaite contribuer à la création d'emplois qualifiés et valorisés en Côte d'Ivoire au travers de ce Programme qu'il finance à hauteur de 13 250 000 F CFA.

CARENA PROGRAMME DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

L'entreprise Carena a fait de l'éducation-formation le socle de sa RSE. Dans ce cadre, elle a initié un programme de formation par apprentissage annuel en faveur de 60 jeunes en 2016. Ces jeunes d'un niveau minimum de Cap/Bt en tuyauterie, mécanique, peinture carrosserie, électricité-BTS industriel et sécurité incendie, étaient issus des lycées professionnels de Jacquerville et Grand-Lahou, du Cpti-Yopougon et du Cpm- Bois de Koumassi. Le programme visait à leur donner le complément indispensable de formation aux métiers de la réparation navale et industriel.

Dans le cadre de ce programme, un planning horaire spécifique a été élaboré durant 12 mois, dans le but d'outiller les apprenants pour les doter d'aptitudes dans les différents métiers qu'ils ont exercés. Une démarche nécessaire pour répondre aux attentes de ce type de formation. Au total, ces stagiaires ont passé 20% du temps, dans le centre de formation de Carena, pour la partie théorique et 80% dans les ateliers pour l'aspect pratique.

Ce programme a reçu le soutien financier du Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) et de l'Agence Emploi Jeunes (AEJ). Les résultats probants du projet ont rehaussé l'intérêt des bailleurs qui se sont dits disposés à apporter leur appui financier à toute autre initiative de ce genre. Ainsi, au travers de ce projet Carena a marqué son engagement à contribuer au développement de la formation et de l'employabilité des jeunes diplômés en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, le chantier de Carena accueille chaque année environ 200 apprentis.





PROBLÉMATIQUES

Méconnaissance du développement durable.

Le manque d'incitations et le coût élevé des politiques RSE.

L'absence de filières vertes.



PROPOSITIONS

Promouvoir l'éducation aux notions de RSE : formation, sensibilisation, insertion de la RSE dans les curricula.

Mise en place d'un cadre fiscal incitatif : TVA favorable aux entreprises engagées, appliquer le principe «pollueur-payeur».

Promouvoir un label RSE pour encourager les entreprises engagées.

Favoriser le développement des filières vertes.





PARTIE SECTORIELLE



4. LE SECTEUR FINANCIER

4.1 Zoom sur le secteur Financier

4.1.1 Le secteur financier en Côte d’Ivoire

4.1.2 Le crédit-bail

4.1.3 La micro-finance

4.1.4 La BRVM

4.1.5 Le mobile banking

4.2 Problématiques et propositions

4.2.1 La banque - Pierre angulaire du système financier

4.2.2 Le crédit-bail - Un produit inexploité

4.2.3 La micro-finance - Une alternative à renforcer

4.2.4 Le mobile banking - Un essor restreint

4.1 ZOOM SUR LE SECTEUR FINANCIER

« Un pays peut difficilement réussir son émergence économique sans une croissance maîtrisée de son système financier ». Joseph Schumpeter

4.1.1 LE SECTEUR FINANCIER EN CÔTE D'IVOIRE

EN BREF...

L'activité bancaire est régie par la loi bancaire de 2009 portant réglementation des établissements de crédit en Côte d'Ivoire. Avec 70% des comptes actifs et 28 établissements, le secteur financier ivoirien est le plus grand de la zone UEMOA.



Les banques, comme d'autres acteurs économiques, participent et bénéficient de la croissance économique du pays.

LE MARCHÉ

A la fin 2017, il y avait 28 banques commerciales, 2 instituts spécialisés en finance, 50 institutions de micro-finance, 3 opérateurs de téléphonie mobile offrant tous des produits monétaires et 22 compagnies d'assurances.

Malgré cette effervescence, le système financier ivoirien reste concentré autour des banques commerciales qui comptent 80% des actifs financiers.

Cette concentration autour des banques commerciales s'est accompagnée d'une baisse des parts de marché des plus grandes banques, suggérant une concurrence accrue.

Cette concurrence sur le secteur a pour conséquence une réduction des marges entre les taux moyens débiteurs et créditeurs (appelé le taux d'intermédiation bancaire). Le taux moyen débiteur a diminué alors que le taux moyen créditeur stagne; La marge est ainsi passée de 2,6 à 1,44% entre 2011 et 2017. A titre de comparaison la marge moyenne UEMOA est de 1,65 %.

PART DES ACTIFS FINANCIERS

Banques	80%
Assurances	17%
Micro-finance	2%

LES CHIFFRES 2017

Régulateur du secteur	BCEAO
Zone monétaire	UEMOA
Devise	FCFA
Nombre de banques	28
Taux de bancarisation	19,7%
Crédits mis en place en 2017	4 496 Mds FCFA
Dépôts à terme en 2017	1847 Mds FCFA
Taux débiteur moyen	6,42%
Taux créditeur moyen	4,98%

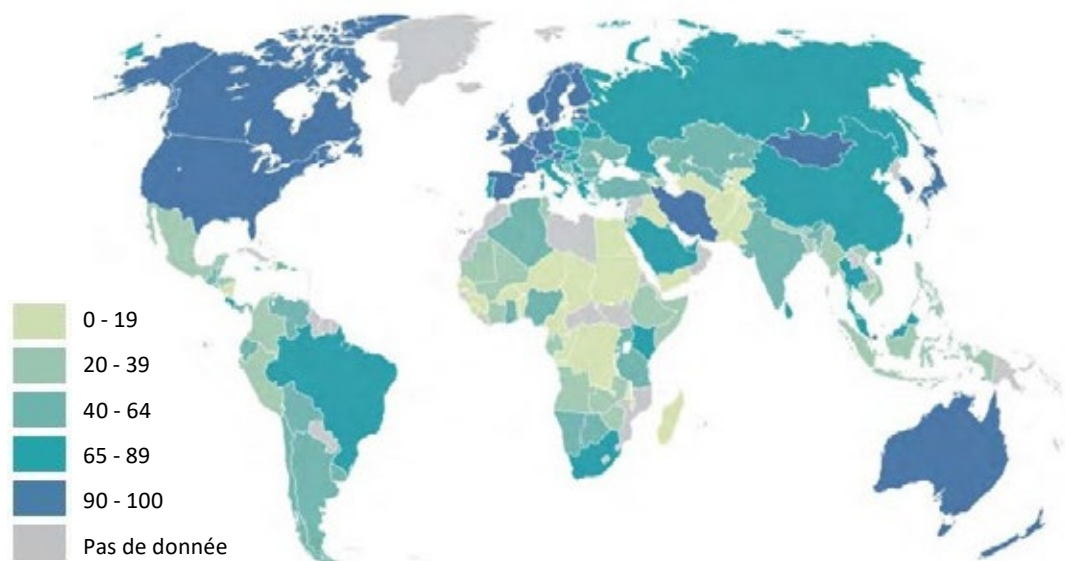


Source : BCEAO 2018

LA BANCARISATION

Taux de bancarisation : pourcentage de la population disposant d'au moins un compte bancaire.

TAUX DE PÉNÉTRATION DU COMPTE BANCAIRE DANS LE MONDE - LA BANQUE MONDIALE

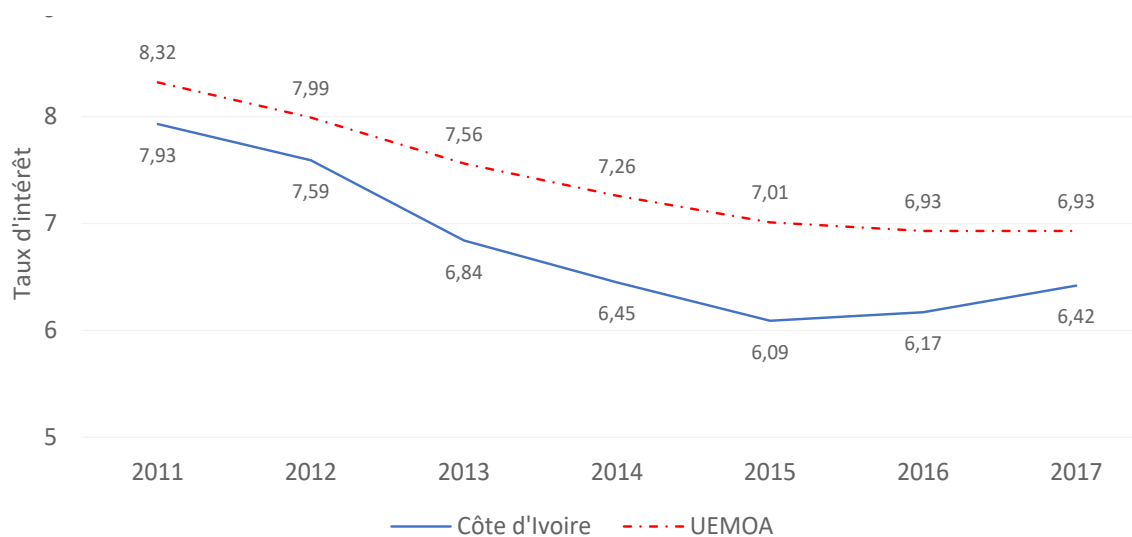


Source : La Banque Mondiale



Bien qu'il ait progressé ces 6 dernières années, le taux de bancarisation reste faible en Côte d'Ivoire. En 2018, le taux de bancarisation serait de 20% selon la BCEAO, c'est mieux que la moyenne UEMOA mais loin de la moyenne des pays émergents.

BANQUE : ÉVOLUTION DES TAUX D'INTÉRÊT DÉBITEUR

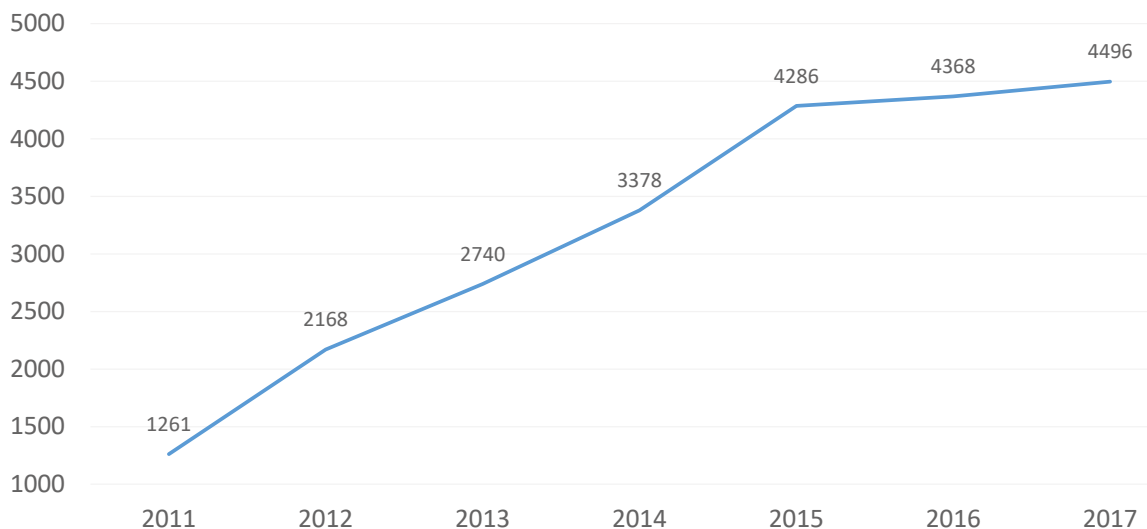


On constate une baisse des taux d'intérêt débiteur de 2011 à 2015. Depuis 2016, les taux remontent en Côte d'Ivoire alors qu'ils stagnent dans la zone UEMOA.

En Côte d'Ivoire les taux sont plus bas et la baisse est plus marquée.

Source : BCEAO 2018

ÉVOLUTION DES CRÉDITS MIS EN PLACE EN CÔTE D'IVOIRE 2011 - 2017



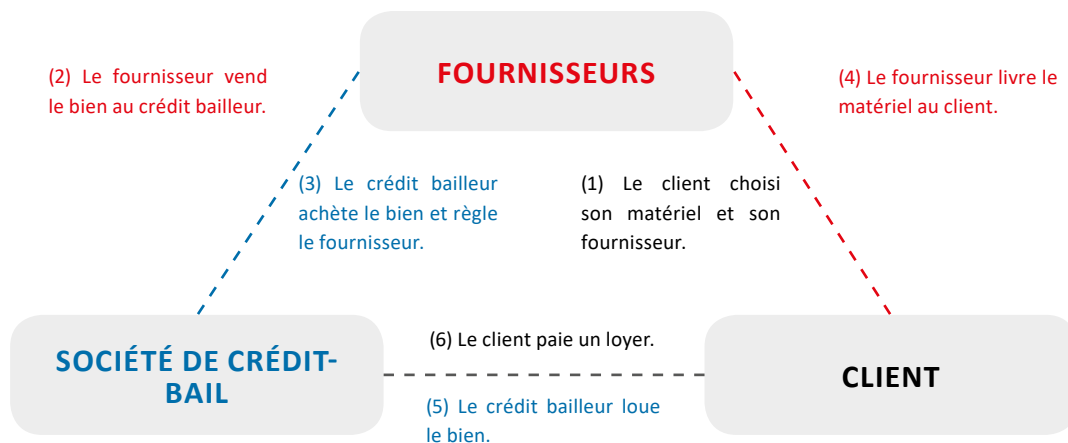
Depuis 2011 le montant des crédits mis en place chaque année a été multiplié par 4 ! Ainsi 1 261 Mds FCFA de crédit ont été accordé en 2011 par les banques ivoiriennes contre 4 496 Mds FCA en 2017.

4.1.2 LE CRÉDIT-BAIL

Le crédit-bail est une location assortie d'une promesse de vente. Le principe est simple : l'entreprise ayant besoin d'un bien en formule la demande auprès d'une société de crédit-bail, qui achète le bien déterminé et le lui loue pendant une période donnée. A la fin du contrat, l'entreprise a la possibilité, soit d'acquérir le bien sur la base d'un prix prédéfini dans le contrat, soit de rendre le bien, soit de continuer à le louer à un loyer revu à la baisse. Il y a en Côte d'Ivoire 2 sociétés spécialisées et plusieurs banques qui pratiquent le crédit-bail. En 2017,

l'encours de crédit-bail était estimé à 130 Milliards de FCFA soit seulement 2,88% des crédits alloués (4 500 Milliards de FCFA par le secteur financier.

Malgré l'intérêt que présente cette méthode de financement, le marché reste peu exploité. La SFI estime le potentiel du marché ivoirien à plus de 400 Milliards de FCFA. Le manque de communication autour de cette solution explique, en partie, la sous-exploitation de cette méthode de financement.



Source : BCEAO 2018

4.1.3 LA MICRO-FINANCE

La micro-finance désigne l'offre de produits et services financiers aux populations à faibles revenus, exclues des systèmes financiers traditionnels. Si le microcrédit est la dimension la plus connue de la micro-finance, celle-ci comporte toutefois une vaste gamme de produits et services, aussi indispensables que le compte courant, l'épargne, les transferts de fonds, ainsi que l'assurance.

En Côte d'Ivoire, la micro-finance est née en 1976 avec la création du Réseau des CREP-COOPEC afin de promouvoir le développement en milieu rural.

Les chiffres récents du secteur en Côte d'Ivoire font ressortir la progression de l'épargne mobilisée et des encours de crédits.

	2014	2018
Nombre d'Institutions	75	50
Nombre de points de services	322	332
Nombre de clients (en milliers)	828	1 563
Encours de dépôts (milliards de FCFA)	147	246
Encours des crédits (milliards de FCFA)	100	251



ACTUALITÉ

A l'occasion des premières journées de la micro-finance de Côte d'Ivoire en 2018 : La MA2E (Mutuelle des Agents du secteur de l'Eau et de l'Électricité) décroche les AWARDS de la meilleure inclusion financière. Fondé en 2004 sur inspiration de monsieur Zadi Kessy Marcel alors Président du Groupe CIE-SODECI, la mutuelle que dirige monsieur Kaunan Alexis Koffi offre au personnel de plus grandes capacités d'autofinancement de projets, améliore leurs conditions de vie, favorise la solidarité et la coopération entre le personnel et accroît la rentabilité du Fonds commun de placement (FCP). Agissant ainsi, la MA2E apparaît comme un modèle dans le secteur de la micro-finance.

4.1.4 ZOOM SUR... LA BRVM (BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES)

« La baisse des indices d'une bourse peut s'expliquer généralement à travers trois pistes : la situation macro-économique, la santé financière des sociétés cotées et la micro structure du marché. Dans le cas de la BRVM, la situation macro-économique de ses états-membres n'est pas mise à mal ». Dr Edoh Kossi AMENOUVE, Directeur Général de la BRVM.

Le marché boursier des huit pays qui composent l'UEMOA a enregistré un net repli en 2017 après plusieurs années de forte croissance.

Les chiffres clés de la BRVM en 2017 sont marqués par deux nouvelles introductions en bourse (NSIA Banque CI et Ecobank CI) portant à huit le nombre d'introductions sur les quatre dernières années. Neuf augmentations de capital contre deux en 2016 (+350 %) ont été enregistrées, quand 336,8 milliards de FCFA ont été introduits contre 37,4 milliards en 2016 (+800,53%).

Pour le volume des transactions, 217,77 millions de titres ont été échangés contre 194,828 millions en 2016 (+11,78 %).

L'indice BRVM Composite a enregistré 243,06 points contre 292,17 points en 2016 (-16,81 %) et l'indice BRVM 10 totalise 219,65 points contre 261,95 points en 2016 (-16,15 %).

Pour la capitalisation boursière, le marché des actions enregistre 6 836 milliards de FCFA contre 7 706 milliards en 2016 (-11,29 %), quand le marché obligataire enregistre 2 970 milliards de FCFA contre 2 509 milliards en 2016 (+18,34 %).

La valeur des transactions est estimée à 267,6 milliards de FCFA contre 409,26 milliards en 2016 (-34,61 %).



Un marché a été en net recul au titre de l'année 2017, cette tendance s'est poursuivie en 2018 !



Sources : BCEAO 2018, BRVM 2017

4.1.5 MOBILE BANKING, UNE ALTERNATIVE ?

RÉTROSPECTIVE

En 2014, les détenteurs de compte d'argent mobile étaient 24% soit 11% de plus que ceux de comptes bancaires (15%). Les comptes d'argent mobile rencontrent un franc succès en Côte d'Ivoire, faisant du pays le cinquième marché mondial après le Kenya (58%), la Somalie (37%), l'Ouganda (35%) et la Tanzanie (32%). Le Mobile money s'impose comme l'un des moyens de transactions les plus utilisés en Côte d'Ivoire.

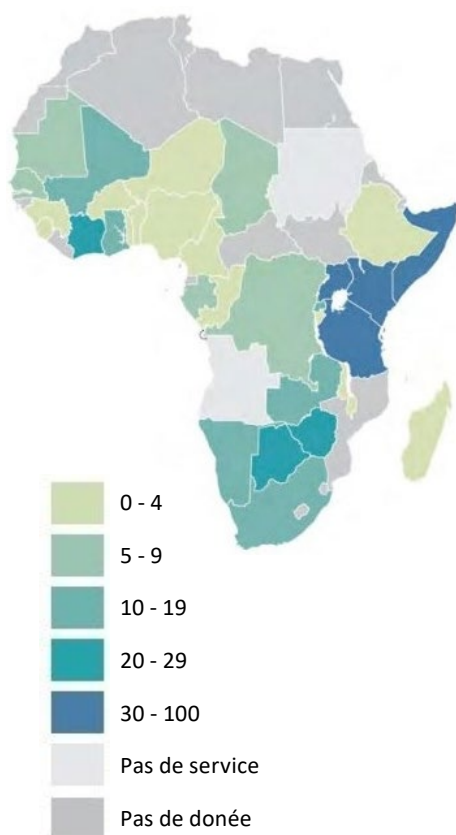
CÔTE D'IVOIRE - ETAT DES LIEUX 2018

Les transactions financières quotidiennes via mobile money représentent un volume 17 milliards FCFA. Ce sont 10 millions d'Ivoiriens qui disposent d'un compte mobile money, soit 40% d'une population (25 millions d'individus). Si le mobile money était consacré au départ aux transferts d'argent, son utilisation a évolué vers le paiement de factures (eau, électricité, etc.), des frais d'inscription dans les écoles et aux concours de l'administration, le e-commerce, etc.

LES RAISONS DU SUCCÈS

- La facilité d'utilisation,
- L'absence de déplacement,
- Les frais réduits,
- La pénétration rapide du téléphone mobile.

TAUX DE PÉNÉTRATION DU MOBILE MONEY EN 2014



«L'Afrique de l'Ouest, une région composée de 15 pays, connaît une pénétration rapide de la technologie mobile avec 163 millions d'abonnés uniques, soit environ 40% des abonnés d'Afrique subsaharienne et un taux de pénétration de la téléphonie mobile supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne».

AFRIQUE DE L'OUEST 2017

Le secteur de la banque mobile dans la région est en croissance rapide. Sur une période de 5 ans (2011 - 2016), la part globale des comptes clients actifs de la région est passée de 1,4 à 38,6 millions (6 - 16%), les volumes de transactions de 32 à 119 millions (2 - 9%) et les valeurs transactionnelles 93 millions à 3,1 milliards de dollars (2-14%).

Il y a maintenant plus de trois fois plus d'utilisateurs de mobile money (92 millions) que d'utilisateurs de Facebook. La région compte aujourd'hui 33,3% de tous les comptes actifs en Afrique subsaharienne, contre moins de 10% il y a cinq ans. La transaction d'argent mobile dans la région est dominée par les recharges (68,2% en volume et 77% en valeur) et transfert de téléphone à domicile (25,2% en volume et 6,6% en valeur). Les transactions de l'Afrique de l'Ouest, en 2016, représentent 62,8% en volume et 47,6% en valeur de la monnaie mondiale de l'argent mobile, bien au-dessus de l'Afrique de l'Est (19,9% en volume et 22,3% en valeur). L'Afrique de l'Ouest domine confortablement le secteur.

Sources : La Banque Mondiale 2014, divers presse 2018

4.2 PROBLÉMATIQUES & PROPOSITIONS

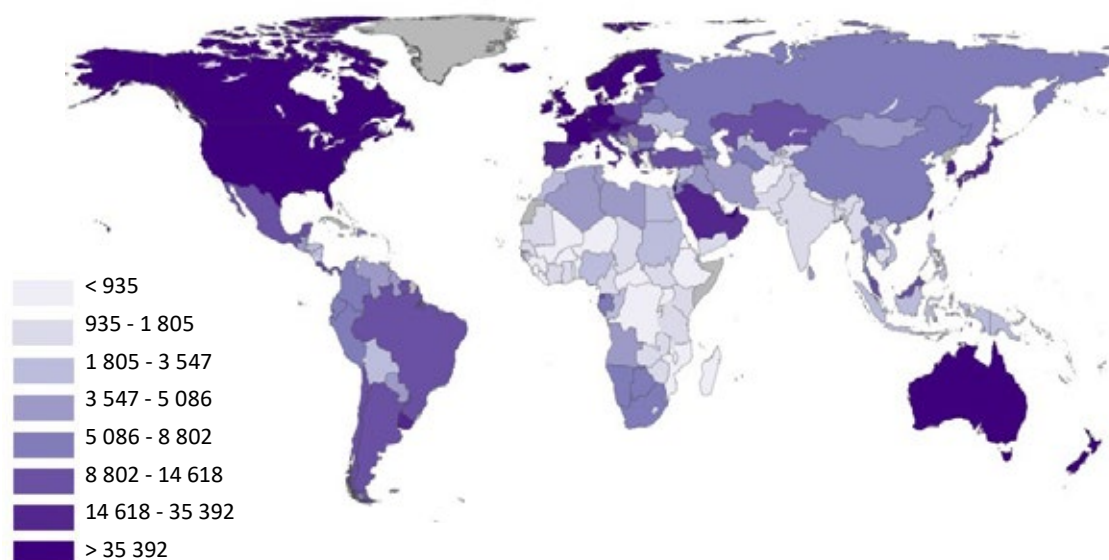


L'indice de développement financier de 0 à 1 se fait sur: La profondeur (taille et liquidité des marchés), l'accès (capacité des particuliers et des entreprises à faire usage des services financiers) et l'efficacité (capacité des établissements financiers à fournir des services financiers à faible coût en s'assurant des revenus durables et niveaux d'activité des marchés de capitaux).

4.2.1 LA BANQUE - PIERRE ANGULAIRE DU SYSTÈME FINANCIER

« Si la Côte d'Ivoire parvenait à hisser son indice de développement financier au niveau du Cap-Vert ou de la Namibie, sa croissance économique pourrait s'accroître de 2,4 %. Mieux encore, si cet indice atteignait celui de l'Afrique du Sud, la croissance économique ivoirienne pourrait augmenter de 5,1% ». La Banque Mondiale - Situation économique en Côte d'Ivoire - juillet 2016.

PIB/HABITANT DANS LE MONDE EN 2015 - LA BANQUE MONDIALE



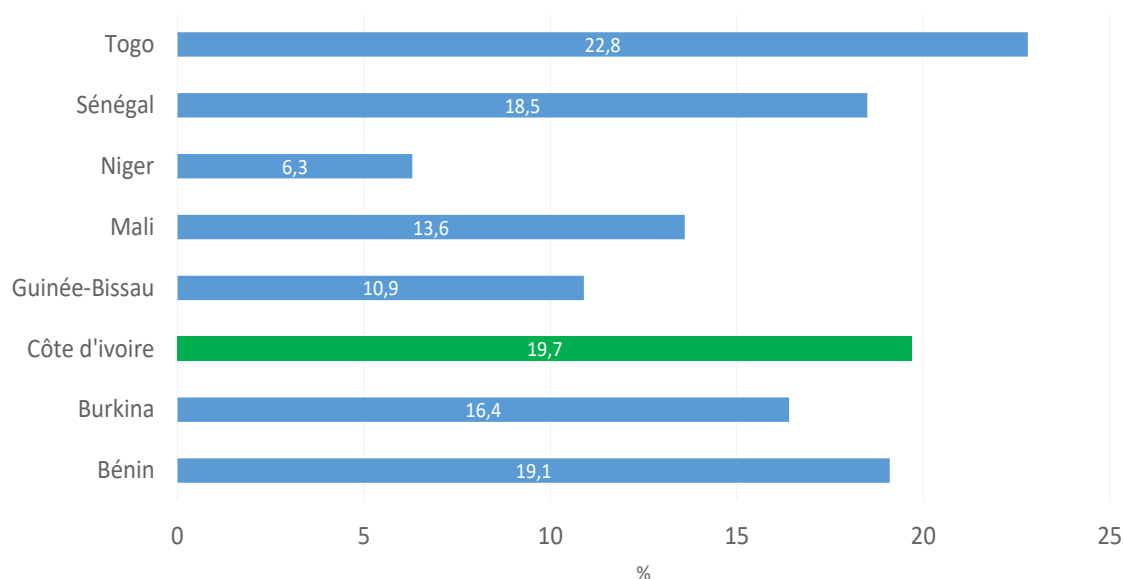
Il est intéressant d'observer le lien entre PIB/habitant en 2015 (ci-dessous) et bancarisation dans le monde en 2014. Cf. pages précédentes. On aperçoit un lien entre bancarisation et PIB/habitant dans une large majorité des pays du monde. En 2014, le taux de bancarisation moyen dans le monde s'élevait à 62%.

Le FMI estime que l'accroissement d'1/2 point de l'indice de développement financier du continent permettrait une croissance supplémentaire de 2,4% du PIB. Il est essentiel de souligner que la bancarisation est à la base d'un système financier solide. C'est d'autant plus vrai pour un modèle dans lequel le secteur bancaire représente 80% des actifs financiers.

En 2018, environ 20% (selon les sources) des ivoiriens possédaient un compte dans un établissement bancaire. Ce faible taux de bancarisation a des conséquences sur l'ensemble du système financier et notamment sur la profondeur et l'accès au marché qui sont des éléments essentiels au développement d'un marché bancaire performant.

Source : La Banque Mondiale

BANCARISATION DANS LA ZONE UEMOA - 2017



Un opérateur de la place a lancé en 2018 la première banque digitale du pays. D'après le directeur général de cette banque : «il devient désormais possible d'ouvrir un compte en 15 min maximum à partir d'un smartphone».



Le graphique ci-dessous compare de taux de bancarisation des pays de l'UEMOA. A fin 2016 - malgré des progrès notables enregistrés ces dernières années - la bancarisation reste faible dans cette zone. Il y a aujourd'hui plus de détenteurs de comptes «mobile money» que de détenteurs de comptes bancaires dans la zone UEMOA. Le taux de bancarisation en Côte d'Ivoire a progressé de 4 points sur les 5 dernières années.

LA BANCARISATION - DES SOLUTIONS À UNE ETAPE CLÉ (1)

Les explications du faible taux de bancarisation sont nombreuses. Quel voyageur n'est pas surpris de constater qu'en Côte d'Ivoire on utilise de manière quasi-systématique de l'argent liquide pour régler les achats quotidiens, les factures mensuelles (eau, électricité, internet) et parfois même les loyers. L'utilisation d'argent numéraire fait partie intégrante de la vie économique du pays. Dans un tel contexte, l'incitation au paiement par carte bancaire assortie au renforcement des infrastructures nécessaires (développement du réseau mobile etc.)* aurait des conséquences favorables sur la multiplication des comptes bancaires. Cette incitation pourrait s'accompagner d'un plafonnement progressif des paiements en espèces*, ce qui à terme, serait une arme efficace dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et la corruption. A titre d'illustration, seulement 1,3% des ivoiriens utilisent la carte bancaire (contre 10% des africains en 2014).

Afin d'être applicables, ces mesures doivent être accompagnées, d'une baisse des frais bancaires de base (location des TPE, baisse des commissions lors des paiements par carte), et de la simplification dans l'utilisation des comptes et services bancaires.

Un autre facteur explique ce faible taux de bancarisation : L'éloignement des banques de leur clientèle (2 succursales pour 1000 km² en Côte d'Ivoire contre 6 au Nigéria et 12 au Maroc). Dans les zones extra-urbaines, le manque d'accès aux agences entraîne une chute de la bancarisation. On ne peut reprocher à une banque de ne pas installer d'agences dans les zones reculées : l'investissement serait injustifié (risqué, coûteux, avec un faible retour etc.). Dans ce contexte, le rapprochement par la voie du numérique* semble être la meilleure solution. La Côte d'Ivoire est en retard sur ce point bien que d'importantes évolutions soient en cours sur ce sujet.

Sources : La Banque Mondiale, BCEAO 2017 * Proposition

L'utilisation d'applications (Smartphone) pour réaliser les opérations courantes permettrait aux banques de renouer avec leur clientèle. Cette solution aurait également l'avantage de « désengorger » les agences qui pourront se consacrer aux opérations plus complexes. La multiplication des guichets automatiques de billets (GAB) pourrait avoir les mêmes effets. Il y a 7 GAB pour 100 000 habitants en Côte d'Ivoire contre 17 au Nigéria et 27 au Maroc. Depuis 2016, on constate des améliorations sur cette thématique de la part du secteur bancaire.

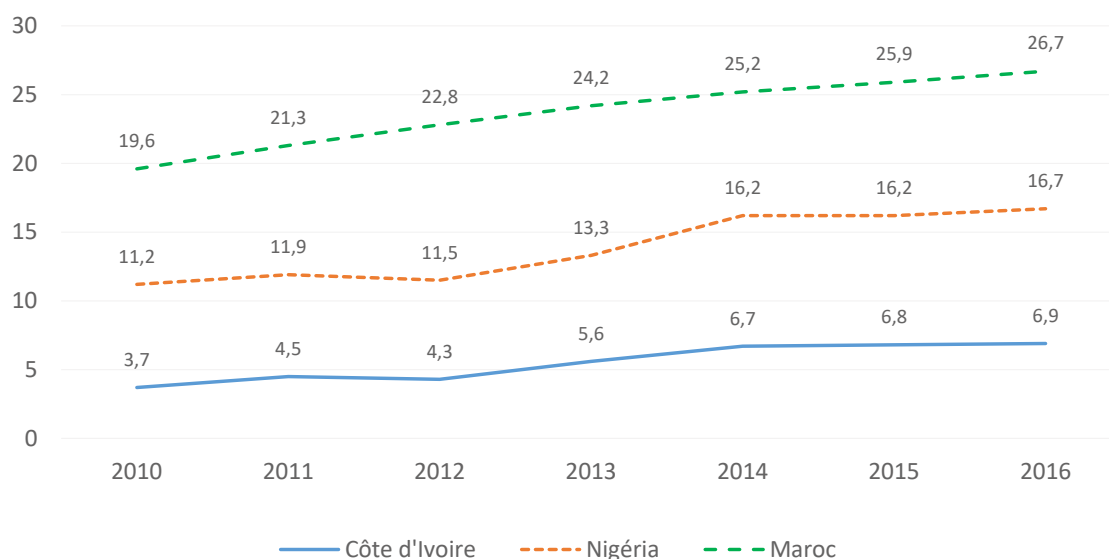
Enfin, il est difficile d'aborder la « bancarisation » sans évoquer les coûts des transactions et le manque de flexibilité. De nombreuses opérations ne sont pas dématérialisées, l'attente au guichet est longue, les procédures sont souvent lourdes et complexes. Ces éléments ont contribué au développement du « Mobile Banking » en Afrique Subsaharienne. L'utilisation - par

les banques - de solutions numériques simplifierait les procédures et réduirait les charges liées* : coût humain, stockage des documents, etc. Cette baisse de charges pourrait être répercutée sur les prix pratiqués et ainsi permettre une réduction des coûts pour la clientèle. L'augmentation du taux de bancarisation ne pourra pas se faire sans la baisse des prix de certains services de base. Le numérique apporte d'autres avantages parmi lesquels la simplification de l'utilisation et le renforcement de la proximité client.

Ce type de solution pourrait permettre à une partie des ivoiriens de renouer avec le système bancaire. Dans cette hypothèse, l'État a un rôle à jouer dans la mise en place d'un dispositif législatif précis (lutte contre le piratage, responsabilité, signature numérique etc.).

« Le retard du marché financier ivoirien s'explique autant par le comportement des épargnants que celui des institutions financières et des demandeurs de crédits » (...) « Uniquement 2,9% des ivoiriens reçoivent leur salaires sur un compte bancaire contre 7,3% sur le continent africain ». La Banque Mondiale

NOMBRE DE GAB POUR 100 000 HABITANTS 2010 - 2016



« Il est à noter que les ivoiriens utilisent 8 fois moins les GAB pour retirer de l'argent que «l'Africain moyen» en 2014 ». La Banque Mondiale.

SUCCÈS EN CÔTE D'IVOIRE

LA CRÉATION DE L'APIF EN CÔTE D'IVOIRE

L'APIF est une agence d'exécution placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Économie et des Finances ayant pour mission de coordonner, en liaison avec les principaux acteurs, les actions et initiatives visant à assurer la promotion de l'inclusion financière. L'APIF comporte deux organes : le Conseil de Surveillance et la Direction.

La création de l'APIF vient pallier les insuffisances relevées au niveau du cadre institutionnel de mise en œuvre et de suivi-évaluation des actions visant à faciliter l'accès des populations aux services financiers. En effet, la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2013-2017 a permis de réaliser plusieurs actions dont notamment l'assainissement du secteur de la micro-finance. Cependant, compte tenu de l'inexistence d'une structure de coordination, l'efficacité attendue de ces actions a été limitée et l'évaluation de leur impact a été rendue difficile. Ainsi, conformément aux missions qui lui sont dévolues, l'APIF coordonne l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF 2019-2024), dont l'objectif est de définir les actions prioritaires à mettre en œuvre en vue d'améliorer de façon significative le taux d'inclusion financière.

Les axes de la SNIF 2019-2024 ainsi que les objectifs correspondants ont d'ailleurs été définis lors d'un atelier de cadrage organisé les 26 et 27 juillet derniers avec l'ensemble des parties prenantes et des partenaires techniques et financiers.

A la différence de la précédente stratégie, la SNIF 2019-2024, dispose à travers l'APIF d'un cadre de suivi-évaluation qui permettra de mesurer l'impact des actions sur l'inclusion financière des populations. Plusieurs études réalisées par des institutions financières internationales ont révélé qu'il y a une corrélation entre la croissance économique, l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté. Le Gouvernement fidèle à sa politique de réduction de la pauvreté, a pris des mesures au nombre desquelles la mise en place d'un cadre de coordination des actions permettant d'adapter l'offre à la demande de services financiers. En mettant en place l'APIF, le Gouvernement entend rendre la croissance économique plus inclusive en facilitant l'accès des populations à une gamme diversifiée de services financiers à travers les banques, les micro-finances, les assurances et les opérateurs de téléphonie mobile.





En 2014 : 16 % de comptes bancaires contre 24% de comptes mobile banking. En 2016 : 20% de comptes bancaires contre 40% de comptes mobile banking.

LES DÉPÔTS - RENFORCER L'ATTRAIT (2)

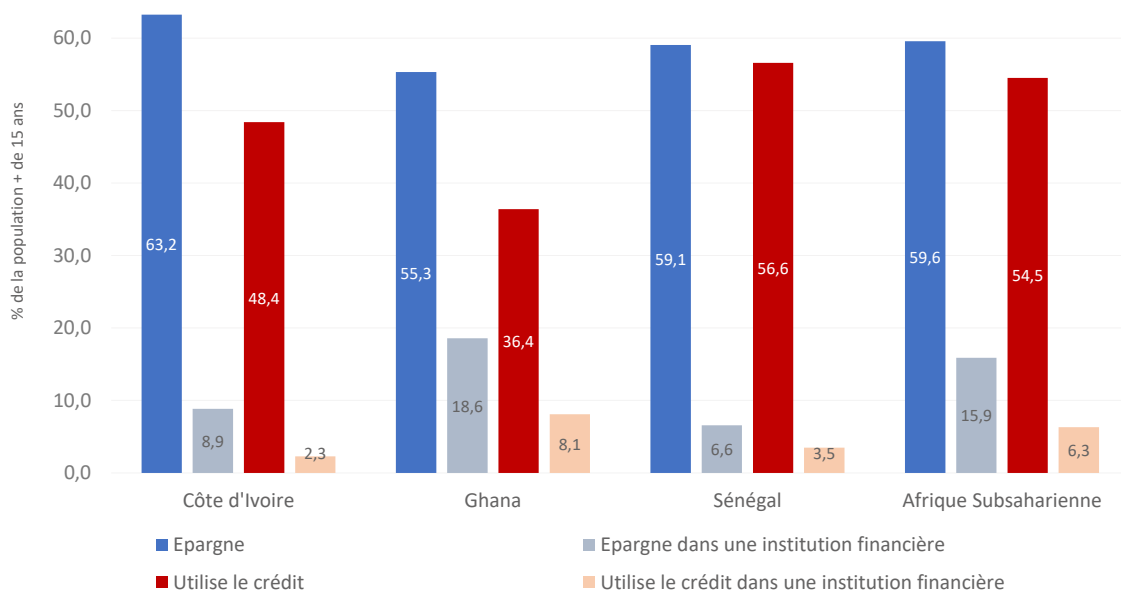
Comme le souligne le graphique « Comportement d'épargne et d'emprunt » produit par la Banque Mondiale (ci-contre), l'épargne est plus importante en Côte d'Ivoire que dans d'autres pays d'Afrique Subsaharienne. Bien que les ivoiriens épargnent plus (63,23 % en Côte d'Ivoire contre 59,56 %), cette épargne n'est pas captée par le système bancaire (8,9%). Cette problématique prend tout son sens quand on sait que l'octroi des crédits est lié à la quantité des dépôts. L'octroi de crédit en Côte d'Ivoire a doublé entre 2012 et 2016 puis stagné jusqu'en 2018. Ce phénomène s'explique en partie par une baisse des dépôts ces deux dernières années.

Parmi les causes de la faiblesse des dépôts, la principale est sans nul doute le taux de bancarisation que nous venons de traiter. Les dépôts sont liés à la bancarisation; Plus une banque a de clients, plus il y a de dépôts et plus il

y aura de crédits. Cette affirmation trouve néanmoins ses limites. Au-delà d'un taux de bancarisation, trop faible, deux autres raisons conduisent à cette situation. (1) Le « manque de confiance » suite au gèle et à la fermeture de comptes pendant les mois de crise. Les ivoiriens préfèrent investir dans d'autres solutions : l'immobilier, le prêt familial, le commerce informel ou encore les comptes à l'étranger. Ces alternatives sont parfois plus rentables et/ou plus faciles d'accès (rappelons simplement qu'il y a 2 succursales pour 1000 km² en Côte d'Ivoire contre 6 au Nigéria et 12 au Maroc).

(2) Le « manque d'incitation » à l'épargne. Nombreux sont ceux qui évoquent des solutions d'épargne peu flexibles et des intérêts trop faibles « qui ne couvrent même pas les frais bancaires ».

COMPORTEMENT D'ÉPARGNE ET D'EMPRUNT - COMPARATIF



« Outre la faible rémunération des dépôts due à l'excédent de réserves, l'absence de produits d'épargne à long terme (par exemple, caisses de retraite, compagnies d'assurance vie et épargne immobilières) décourage l'épargne dans le secteur formel ». La Banque Mondiale

* Proposition

« Les pays les plus riches sont aussi ceux où les crédits bancaires sont les plus importants même si on tient compte d'autres facteurs explicatifs ». La Banque Mondiale

Pour traiter au mieux la question des dépôts il est essentiel de traiter celle de la bancarisation. Les solutions proposées dans les pages précédentes* pourraient favoriser la bancarisation et par conséquent le montant des dépôts. A côté de ces propositions, des mesures d'incitation à l'épargne pourraient être prises*. Citons par exemple la diminution des frais et la simplification des procédures. L'idée est d'apporter aux ivoiriens des solutions souples et adaptées (tant en dépôt d'épargne qu'en retrait). Dans l'incitation à l'épargne, l'État et la BCEAO ont également un rôle. Des primes d'État, une bonification du taux de l'épargne ou une politique fiscale favorable à l'épargne apporteraient un renouveau aux solutions d'épargne existantes. Des solutions concertées peuvent être trouvées entre le secteur bancaire, la

BCEAO et l'État. Ces solutions seront favorables aux parties prenantes : (I) l'État et la BCEAO en soutenant l'épargne amélioreront l'indice de développement financier (selon le FMI une augmentation de cet indice aura un impact favorable sur le PIB), (II) les banques élargiront leur portefeuille et renforceront leurs dépôts (ce qui aura un impact sur leur chiffre d'affaires), (III) les clients disposeront de solutions d'épargne avantageuses.

Comme pour la bancarisation, l'emploi de solutions numériques est favorable à l'épargne* (applications, multiplication des GAB, vulgarisation des cartes bancaires). Les solutions numériques permettent de suivre en temps réel la position de ses comptes. Ce suivi a un effet bénéfique sur la confiance des clients et sur l'épargne qu'ils déposent en banque.



La perte d'une carte bancaire entraîne 36 500 FCFA de frais pour le remplacement et 5 000 FCFA de frais d'opposition soit 41 500 FCFA. Il faut épargner 1 200 000 FCFA sur une durée d'un an à 3,5 % pour couvrir cette dépense. (Cet exemple pourrait facilement s'appliquer à d'autres opérations).

EXEMPLE DE RÉUSSITE

En France, l'État incite la population à épargner par le biais de produits avantageux. Le PEL Plan Épargne Logement, permet aux épargnants de constituer des capitaux dans le but de réaliser le premier achat immobilier. Les intérêts perçus sont exonérés d'impôt et l'État verse une prime en cas d'achat immobilier. Le PEL offre un accès à un taux prédéfini (selon la date d'ouverture du compte). Le PEA Plan Épargne en Actions permet quant à lui de réaliser des opérations en bourse sans payer d'impôt sur les dividendes ou les plus-values (sous certaines conditions).

MESURES DE LA BCEAO

La BCEAO a adopté en 2014 une instruction relative aux services bancaires à offrir à titre gratuit par les établissements de crédit de l'UMOA.

Selon Famara Cissé - Président de l'Association des clients et sociétaires des institutions financières à Dakar « de nombreuses banques n'appliquent pas ces mesures ».

Pour le secteur bancaire, « il s'agit surtout d'un manque de communication auprès des personnes concernées par ces services gratuits ».

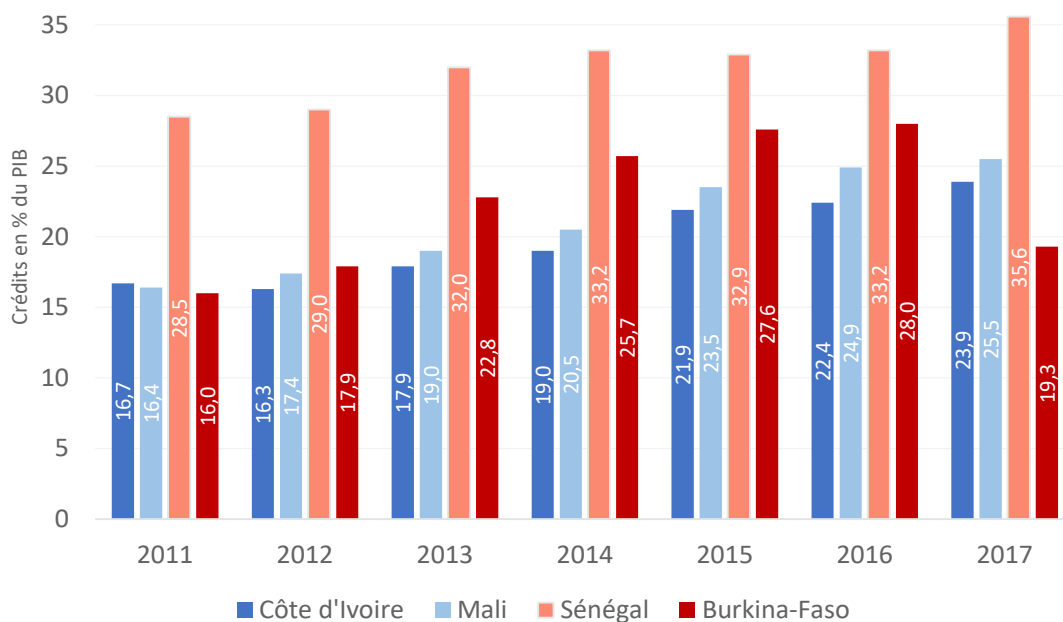
LES CRÉDITS - DIMINUER LE FACTEUR RISQUE (3)

Depuis la fin de la crise, l'octroi de crédits s'est fortement développé passant de 2 168 milliards de FCFA en 2012 à 4 496 milliards de FCFA en 2018. Ces efforts du secteur ne permettent pas de rattraper le retard. Le total des crédits sur le PIB (22,6% en 2016) reste plus faible en Côte d'Ivoire que dans une majorité des Pays d'Afrique Subsaharienne et que dans la zone UEMOA (28,2% en 2016).

Théoriquement, plus les dépôts sont importants et plus il y a de crédits à octroyer. Le faible montant des dépôts pourrait ainsi justifier le manque de crédits (Cf. pages précédentes), mais les banques ivoiriennes se montrent particulièrement prudentes en allouant l'équivalent de 24 % du PIB en crédits au secteur privé. Oui, les dépôts sont faibles, mais ils sont également peu redistribués.

« Il ne faut pas se voiler la face, faire des crédits aux PME-PMI est un défi qu'il nous appartient de régler ensemble. Je ne vous le cacherais pas, la plupart des créances douteuses dans les banques sont issues des crédits accordés aux PME-PMI ». Charles Daboiko, directeur général de Ecobank Côte d'Ivoire.

CRÉDITS ALLOUÉS AU SECTEUR PRIVÉ EN % DU PIB 2011 - 2017



Selon la Banque Mondiale « les banques ivoiriennes préfèrent conserver des liquidités et investir dans des titres, notamment ceux émis par le gouvernement ». Ce problème résulte de deux dynamiques. D'une part, les banques sont incitées à investir dans les titres émis par l'État. D'autre part, compte tenu du ratio risque/rentabilité, les banques sont réticentes à accorder des crédits au secteur privé. En effet, la faiblesse de l'environnement juridique ne permet pas de garantir une sécurisation satisfaisante des crédits. Rappelons que 70% des terrains n'ont pas de titre de

propriété. Les primes de risque sont trop élevées et altèrent l'attractivité des crédits auprès du secteur privé.

Comment une banque pourrait-elle investir et se garantir dans de telles conditions ? Le système judiciaire est long, alors que les débiteurs peuvent disparaître du jour au lendemain. Comment lutter contre cette situation ?

Face à ces difficultés, la poursuite des efforts entrepris par l'État, notamment ceux relatifs à l'amélioration du climat des affaires*, est indispensable. Les problèmes liés

à la gouvernance sont soulevés par les créanciers comme « un frein important à l'octroi de prêts ».

Afin de diminuer les risques liés à l'octroi de crédits, il est essentiel que les créanciers puissent bénéficier d'un maximum d'informations. Un bureau d'information

central sur le crédit (BIC) a été mis en place en 2016, l'opérationnalisation* et les effets de cette démarche sont en cours. Le BIC permettra le partage d'informations sur la situation des débiteurs. La Côte d'Ivoire peut se féliciter d'avoir mis en œuvre le premier bureau de la région.

« Deux tiers des entreprises ivoiriennes considèrent l'accès au crédit comme une contrainte sévère nuisant à leur essor contre 50% au Sénégal et 15% en Afrique du Sud. Seulement 4% de leurs investissements sont financés par les banques ». Global financial development 2015

EXEMPLE DE RÉUSSITE DANS L'UEMOA, LA MISE EN PLACE DU BIC

La création des BIC vise à réduire l'asymétrie d'information entre les prêteurs et les emprunteurs sur le marché du crédit, avec pour effet d'améliorer l'accès des populations aux services financiers. En vue de doter les Etats membres de l'UEMOA d'un tel dispositif, la Banque Centrale a initié un projet de promotion des BIC à partir de l'année 2013.

Le BIC collecte auprès des organismes financiers, des sources publiques et des grands facturiers (eau, électricité, téléphone), des données disponibles sur les antécédents de crédit ou de paiement d'un emprunteur. Ces informations sont exploitées pour fournir aux établissements de crédit des rapports de solvabilité détaillés. Ainsi, le BIC assure la disponibilité d'informations économiques et financières sur les clients pour faciliter la mise en place des crédits et l'analyse des risques. Il ressort de l'expérience des Etats qui ont mis en place ce type de dispositif que le BIC présente les principaux avantages (meilleure accessibilité au crédit, efficacité des outils d'analyse, d'évaluation et de gestion des risques, amélioration du financement des agents économiques à moindre coût).

Lancé au début de l'année 2013, le projet de promotion des BIC dans l'UEMOA s'est achevé avec le démarrage, depuis le 1er février 2016, des activités de la Société CREDITINFO-VOLO, agréée en qualité de BIC dans l'UEMOA. La loi uniforme portant réglementation des BIC est actuellement en vigueur dans tous les Etats

membres de l'Union.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'obligation légale d'installation du BIC dans les Etats membres ayant inséré la loi uniforme dans leur ordonnancement juridique interne, outre la Côte d'Ivoire, Etat de son siège, CREDITINFO-VOLO s'installe progressivement dans les autres Etats membres de l'Union.

Au 12 mai 2017, 129 établissements assujettis sur les 181 concernés, soit 71,3%, ont été jugés aptes à participer au système de partage d'informations sur le crédit, à la suite de tests de qualification. Les établissements pour lesquels les tests ne sont pas achevés sont, pour l'essentiel, installés dans les Etats ayant adopté récemment la loi uniforme sur les BIC, à savoir le Bénin, le Burkina, la Guinée-Bissau et le Togo. Un dispositif permanent d'assistance rapprochée à l'endroit des établissements concernés a été mis en place par CREDITINFO-VOLO pour l'achèvement des tests.

Le nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base du BIC est passé de 30.694 à fin février 2016 à 805.630 au 12 mai 2017, à raison de 7.864 pour les personnes morales et 797.766 pour les personnes physiques. Les actions de sensibilisation vont se poursuivre au niveau des acteurs du système de partage d'informations sur le crédit, pour améliorer la qualité de leur participation au dispositif.

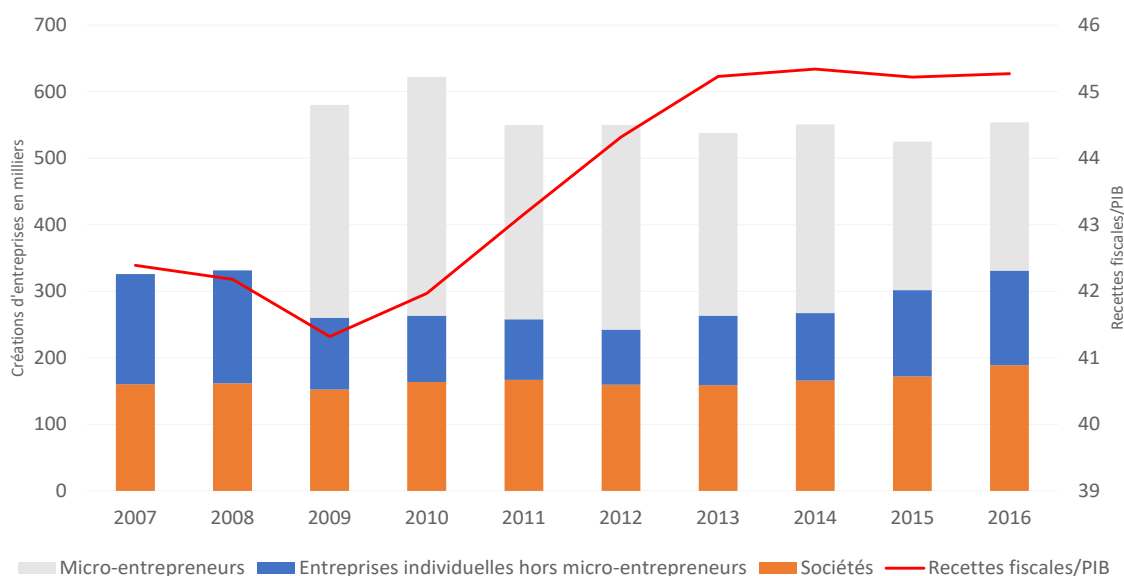
Nous ne pouvons pas évoquer la problématique du crédit sans souligner l'importance du secteur informel en Côte d'Ivoire. Selon la SFI, le secteur représenterait 70% des entreprises actives. Il est évident qu'un créancier ne puisse pas s'engager aux côtés d'une entreprise partiellement ou totalement informelle. Comme nous

l'avons évoqué dans notre partie consacrée à la fiscalité, des mesures incitatives pourraient être mises en place pour permettre aux entités du secteur informel de basculer dans la légalité. La simplification des procédures et la mise en place d'une fiscalité attrayante* auraient un effet positif.



Le respect des règles fiscales et de bonnes gouvernances par le maximum d'opérateurs économiques permettra aux créanciers d'accorder d'avantages de prêts.

CHIFFRES DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES EN FRANCE 2007 - 2016



En France, le statut d'autoentrepreneur créé en 2009 a entraîné en quelques années la mise en conformité de nombreux opérateurs (Cf. Graphique ci-dessous). Ce système prévoit un cadre fiscal avantageux et des démarches simplifiées.

Enfin, face au défi du risque une autre approche peut également être soulevée : la formation des dirigeants*. De nombreux dirigeants de TPE/PME ne sont pas formés à la direction ou à l'administration d'entreprise. Il en résulte un manque de visibilité « long terme » et des difficultés dans le montage de business plans convaincants. La mise en place d'un plan de formation des dirigeants semble indispensable. Cette mission de formation pourrait être subventionnée par les bailleurs

de fonds et exécutée par des organismes spécialisés. En Europe, un système de formation des dirigeants et des porteurs de projets a été mis en place. Des fonds sont alloués à des organismes qui accompagnent les porteurs de projets dans la création et le développement de leurs entreprises. Les chiffres montrent qu'une entreprise accompagnée obtient plus de financements et augmente sa pérennité.

« + 70% des entreprises accompagnées obtiennent un financement, + 74% de pérennité à 3 ans ». Rapport d'activité 2015 BGE France.

STABILISER LE SECTEUR BANCAIRE - BÂLE II ET III (4)

Les Accords de Bâle sont des accords de réglementation bancaire. Signés à Bâle en Suisse, ils ont été élaborés par le Comité de Bâle. Ces accords visent à garantir un niveau minimum de capitaux propres, afin d'assurer la solidité financière des banques.

L'accord de « Bâle II » prévoit une couverture plus complète des risques bancaires et incite les établissements à améliorer leur gestion interne des risques. La réforme dite de Bâle III, quant à elle, constitue la réponse du Comité de Bâle à la crise financière.

De manière globale, les accords de Bâle visent à mieux appréhender les risques afin de stabiliser le système bancaire. Ils ont pour objectif d'éviter toute nouvelle crise qui aurait des effets catastrophiques sur la confiance des

épargnants et sur l'économie des pays de la zone.

Vu l'enjeu majeur, il est essentiel que la BCEAO veille à l'application des accords de Bâle II et III*. La banque centrale a un rôle à jouer dans l'accompagnement des opérateurs vers la mise en conformité. A terme, elle devra également sanctionner la non-application de ces nouvelles règles prudentielles.

Il est important de noter que plusieurs opérateurs ne présentent pas les garanties suffisantes pour faire face à une situation de crise ! Ils représentent actuellement un risque économique pour la zone UEMOA. Un contrôle rigoureux des actifs des banques par la BCEAO pourrait solutionner cette problématique*.

L'inclusion financière est importante pour la croissance économique car elle joue un double rôle. Tout en créant un accès particulier aux opérateurs du secteur informel, elle permet d'améliorer l'approfondissement financier favorisant ainsi à la fois les dimensions de pénétration et d'expansion du développement financier ». Professeur Sylvanus Ihenyen Ikhide

4.2.2 LE CRÉDIT-BAIL - UN PRODUIT INEXPLOITÉ

LA COMMUNICATION AU CŒUR DU SUCCÈS (5)

Malgré l'adoption d'un cadre réglementaire favorable mis en place par la loi 2015-905 du 30/12/2015 puis par la loi n°2017-802 du 07/12/2017, le crédit-bail reste insuffisamment exploité. La SFI estime le marché à 400 Milliards de FCFA alors que l'encours de crédit-bail est de 130 Milliards de FCFA, soit 32%.

Afin de favoriser le développement de cette outil, il est indispensable que les agents y soient sensibilisés*. Les dirigeants, les consultants, les comptables et les acteurs concernés devraient pouvoir en apprécier les avantages (financement à 100%, impact moindre sur l'endettement etc.) et en connaître les conditions d'accès. Plusieurs campagnes d'information ont été menées par la SFI en 2016 mais il semble nécessaire que ces opérations soient réitérées*. Les faitières, les écoles, les organisations patronales doivent devenir un relais d'informations sur le sujet.

Un autre facteur pourrait contribuer au développement du crédit-bail, à savoir la multiplication des acteurs*. Ce produit doit être proposé par un maximum d'organismes afin que les clients puissent se l'approprier. A fin 2017, seulement neuf établissements financiers sur trente étaient accrédités.

Enfin, comme pour toute créance, l'élément essentiel pour le créancier est la diminution du risque. Le crédit-bail ne pourra se développer sans un renforcement du système judiciaire. Bien que la législation ait progressé avec la promulgation de la loi n°2017-802, il est indispensable qu'en cas de défaillance le créancier puisse disposer rapidement du bien qui fait l'objet du crédit-bail. Les procédures doivent être rapides et efficaces, le bien doit être sécurisé.

« Si la Côte d'Ivoire veut réussir son émergence, son système financier devra devenir à la fois plus performant et plus inclusif. Pour cela, le pays devra générer plus d'épargne, qui puisse atterrir dans les comptes des banques et autres institutions financières pour que celles-ci l'utilisent en créant du crédit vers les entreprises et les consommateurs. Sur tous ces plans, la Côte d'Ivoire est en retard, pour de multiples raisons qu'il convient de comprendre puis y remédier car si la volonté politique est là, elle doit encore se traduire par des actions concrètes et décisives ». La Banque mondiale

4.2.3 LA MICRO-FINANCE - UNE ALTERNATIVE A RENFORCER

LA PROFESSIONNALISATION DU SECTEUR - UNE NÉCESSITE (6)

Afin de développer ce secteur, il est avant tout nécessaire de le stabiliser. Le secteur de la micro-finance est particulièrement vulnérable, compte tenu du risque client et de la taille réduite de certaines institutions. Dans le secteur de la micro-finance - ainsi que pour l'ensemble du secteur financier - il est important d'éviter toute crise qui aurait des effets préjudiciables sur la confiance, l'inclusion financière et les clients. Un renforcement du cadre réglementaire couplé à des contrôles* permettrait de limiter ces risques en écartant les acteurs les plus vulnérables. Le renforcement du secteur serait une première étape qui aboutirait à la mise en place de nouveaux services. Les derniers chiffres montrent que le secteur est en mutation. Le nombre de clients augmente

alors que le nombre d'acteurs diminue ce qui témoigne du renforcement de ce secteur.

Bien que la micro-finance connaisse une forte croissance (+55% de crédits en moins de trois ans), son développement reste limité par une législation qui ne permet pas aux organismes de distribuer certains services (des cartes débits/crédits ou des chèquiers). Permettre aux organismes les plus stables d'étendre leurs services* aurait un effet favorable sur l'inclusion financière. On peut imaginer que les cartes de débits/crédits soient plafonnées en fonction du profil de chaque client. Cette solution permettrait aux populations les plus vulnérables de bénéficier des mêmes services que les clients des banques classiques.

« Parmi les différentes stratégies pour accroître l'accès aux services financiers en Afrique, la micro-finance se démarque comme étant un mécanisme à fort potentiel pour réduire la pauvreté et les inégalités et promouvoir la finance d'entreprise » Professeur Sylvanus Ihenyen Ikhide

ÉVOLUTION DU SECTEUR DE LA MICRO-FINANCE

Année	2014	2018
Nombre d'Institutions	75	50
Nombre de points de services	322	332
Nombre de clients en milliers	828	1 563
Encours de dépôts (milliards de FCFA)	147	246
Encours des crédits (milliards de FCFA)	100	251



Comme nous pouvons le constater, le secteur de la micro-finance est en plein essor en Côte d'Ivoire. Il a été enregistré entre 2014 et 2018 une augmentation de : 89% de clients, 67% de dépôts et 151% de crédits. La micro-finance a su apporter une solution aux exclus du système bancaire.

EXEMPLE DE STRUCTURATION ET DE RÉUSSITE LE CRÉDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE

L'établissement camerounais de micro-finance Crédit Communautaire d'Afrique a reçu l'autorisation du ministre des Finances, le 11 juin 2018, pour devenir une « banque universelle ». L'autorisation du gouvernement camerounais intervient, plus d'un an après l'avis conforme de la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac). En effet, le président du conseil d'administration de la CCA, Albert Nkemla, avait annoncé, le 20 mars 2017, qu'après deux ans de procédure de surveillance par la Commission bancaire d'Afrique centrale, Crédit Communautaire d'Afrique

avait reçu quitus pour devenir la 15ème banque du Cameroun.

Albert Nkemla avait même indiqué à l'époque que son objectif est que la CCA devienne, à moyen terme, la 3ème banque du pays, en matière de performances. Au 31 décembre 2017, la CCA affiche un résultat net de 692 millions FCFA avec un portefeuille de 450 000 clients répartis dans 42 agences. L'encours de dépôts de la clientèle est estimé à 170,7 milliards FCFA. L'encours brut de crédits est de 78,9 milliards. Le total bilan, lui, est de 182 milliards FCFA.

4.2.4 LE MOBILE BANKING - UN ESSOR RESTREINT

L'OCTROI DE CRÉDIT - UN PAS VERS L'INCLUSION FINANCIÈRE (7)

Comme nous l'avons observé dans notre première partie, le mobile banking s'est fortement développé en Côte d'Ivoire. Selon la Banque Mondiale, en 2014, 24% des ivoiriens avaient un compte « Mobile » contre 15% d'ivoiriens avec un compte bancaire classique. En 2017, les transactions financières quotidiennes via mobile money représentaient un volume 17 milliards FCFA et 10 millions d'Ivoiriens disposaient d'un compte mobile money, soit 40% de la population (25 millions d'individus).

Si le mobile banking était, au départ, consacré aux transferts d'argent, son utilisation a évolué. Les comptes sont aujourd'hui utilisés pour le paiement de factures variées : eau, électricité, frais d'inscription dans les écoles, E-commerce, etc.

Au vu de ces éléments, pouvons-nous imaginer que le « mobile banking » devienne une alternative au système bancaire classique ? Au-delà, peut-on imaginer que les

comptes « mobile » deviennent un levier de l'inclusion financière ? La réponse est non... Pour le moment, un frein subsiste : La réglementation.

Un opérateur ne peut pas réaliser la mission première d'un acteur bancaire : accorder des crédits. L'inclusion financière et la croissance liée pourrait passer par le mobile. La mise en place d'un cadre réglementaire permettant aux opérateurs d'octroyer des crédits* aurait pour effet de « bousculer » le secteur et de permettre à de nombreux clients de bénéficier de services « proches » de ceux d'une banque. En l'absence d'une réglementation adaptée, le modèle du Kenya nous pousse à réfléchir. Au Kenya, des partenariats entre les opérateurs et les banques permettent aux clients mobile banking de contracter des petits emprunts à savoir le double des sommes en dépôt. Depuis 2018, certains opérateurs ivoiriens se sont inspirés de ce modèle en nouant des partenariats «Banque / opérateur de téléphonie».

SUCCÈS EN CÔTE D'IVOIRE - LE LANCEMENT DE MOMO KASH

L'opérateur MTN en partenariat avec Bridge Bank met à la disposition des abonnés le premier service de micro-prêt et micro-épargne sur mobile. Il est désormais possible d'ouvrir un compte épargne sur son mobile et de faire des prêts remboursables sur une période d'un mois.

MoMo Kash s'adresse à toutes les couches de la société. Ce service est destiné aux non bancarisés qui ont besoin d'avoir accès facilement à des prêts d'argent et un compte épargne. Les commerçants et artisans sont aussi visés puisqu'ils « perçoivent des petits revenus journaliers et recherchent un moyen sécurisé et profitable pour épargner et emprunter de l'argent en vue d'agrandir leur business ». Pour les étudiants,

ils doivent avoir plus de 21 ans pour être éligible à ce service. Ils sont considérés comme manquant de coups de pouce financiers pour parer à des besoins en lien avec les études ou le divertissement. Les parents de familles pourront se servir de MoMo Kash pour « faire face à des situations urgentes liées à la santé ou aux besoins de base en général ».

D'après les affirmations des responsables de MTN, les abonnés bénéficient d'un compte épargne gratuit sans frais de tenue de compte. Ils peuvent recevoir des intérêts sur épargne allant de 3,5% jusqu'à 7% annuel avec la possibilité d'épargner de 50 F à 10 millions FCFA.

* Proposition

RETOUR SUR LE SUCCÈS DE M-PESA

Il y a au Kenya une couleur que tout le monde reconnaît, du cultivateur de thé dans la vallée du Rift au conducteur de taxi-moto à Nairobi : il s'agit du vert pomme, emblème de l'opérateur télécom Safaricom et de sa plateforme de paiement mobile M-Pesa. On le voit à tous les coins de rue, dans les restaurants, les stations-service, les supermarchés... Dix ans après son lancement, la popularité de M-Pesa, pionnier du paiement mobile en Afrique et leader incontesté au Kenya, ne se dément pas.

Le 6 mars 2007, lorsque Safaricom, filiale du groupe britannique Vodafone qui en détient 40 %, a lancé ce service, l'opérateur kényan avait pour objectif de résoudre un problème précis : la difficulté pour les populations citadines d'envoyer de l'argent à leur famille restée dans l'arrière-pays. « L'idée, explique Ronald Webb, directeur des services financiers chez Safaricom, c'était de permettre à quiconque possède un téléphone Safaricom d'envoyer de l'argent rapidement et surtout très simplement. » Dans un pays peu bancarisé mais où 54 % de la population possédait

un téléphone mobile, les premiers résultats ont largement dépassé les attentes. En huit mois, M-Pesa avait conquis 1 million d'utilisateurs et ce chiffre avait triplé en juin 2008. Aujourd'hui, l'application revendique 30 millions d'utilisateurs réguliers dans le monde, dont 18 millions au Kenya, soit 70 % de la population adulte du pays. La plateforme est devenue un produit qui « colle à la peau », comme l'avait voulu le directeur général de Safaricom de l'époque, Michael Joseph. « Safaricom a toujours eu une compréhension profonde des attentes et des besoins de la population du bas de la pyramide économique, explique Ali-Khan Satchu, fondateur de la société de conseil en investissement Rich Management. C'est ce qui a fidélisé les utilisateurs. Lorsque l'opérateur indien Airtel est arrivé il y a quelques années en cassant les prix, personne n'a bougé. Les Kényans étaient prêts à payer un peu plus pour profiter des services proposés par Safaricom. Et en particulier de M-Pesa. »

« Nous avons réussi non pas à vendre un produit, mais à proposer des solutions commerciales ». Kenneth Okwero, directeur de la stratégie chez Safaricom.

L'opérateur, qui avant 2007 s'était déjà démarqué par l'accessibilité de ses produits, a gardé la même stratégie pour les services liés à M-Pesa. Depuis 2012, M-Shwari permet de créer un compte d'épargne dès 0,9 centime d'euro, tout en percevant des intérêts, et de recourir au microcrédit. Aujourd'hui, deux prêts par seconde sont contractés via M-Shwari dans le pays. Par ailleurs, le téléphone est devenu un véritable outil de paiement grâce à l'interface Lipa Na M-Pesa – « paie avec M-Pesa » en swahili –, introduite en 2013.

Très vite, les principales enseignes de supermarché, les restaurants mais aussi la compagnie nationale d'électricité et les auto-écoles ont été dotés de leur numéro d'identification, permettant à leurs clients de régler directement leurs factures depuis leur téléphone mobile. Lipa Na M-Pesa représente aujourd'hui 5 % des transactions totales au Kenya, et ce chiffre pourrait passer à 20 % en 2020 selon les prévisions.

Une étude du Massachusetts Institute of Technology estime que 2 % des Kényans sont sortis de la pauvreté grâce aux microcrédits souscrits par mobile. Selon Safaricom, la plateforme a permis de générer quelque 860 000 emplois et environ 1 milliard de dollars d'activité économique. « Nous contribuons à hauteur de 6,5 % au PIB du Kenya », affirme Bob Collymore, le directeur général de la société.

Plusieurs années après le lancement de l'application M-Pesa, la fièvre du numérique s'est ainsi emparée des groupes bancaires qui multiplient les investissements pour rattraper leur retard dans le domaine du paiement mobile et des services financiers en ligne. Au Kenya par exemple, chacun des principaux établissements financiers, a désormais sa propre application. Ainsi, Equitel (d'Equity Bank) compte aujourd'hui 4,5 millions de clients et détient 20 % de

parts de marché derrière M-Pesa (78 %). L'association des banques kényanes a annoncé en février 2017 l'arrivée de Pesalink, un système permettant de faire un transfert d'argent d'un compte bancaire à un autre via mobile. Pour beaucoup, ce produit pourrait être le premier à pouvoir rivaliser avec M-Pesa. Mais dans les couloirs de la Safaricom House, le siège du groupe, ces nouveautés n'inquiètent pas. « Notre seul concurrent, c'est l'argent liquide », répète-t-on là-bas.

PROBLÉMATIQUE RÉCURRENTÉ EXÉCUTION DES TRANSFERTS DE DEVISES HORS UEMOA

RAPPEL DE PROCÉDURE

Les transferts de devises inférieurs à 500 000 F CFA sont soumis à une autorisation octroyée directement par la banque commerciale. Les transferts supérieurs sont, quant à eux, dès lors qu'ils sont validés par la banque (via le GUCE), soumis à un contrôle initial

par le DECFinex (direction du Trésor – Direction des Établissements de Crédit et des Finances Extérieures), qui, par la suite, fournit son avis (favorable ou refus) sous 48h.

PROBLÉMATIQUE

De nombreux opérateurs économiques observent, de manière sporadique, des difficultés relatives au traitement de leurs transferts de devises.

Lors d'une enquête réalisée par la CGECI auprès d'opérateurs économiques en octobre 2018, il a été relevé que la durée moyenne de traitement des demandes de transfert de devises (paiement de factures fournisseurs en euros/dollars ou autre) était estimée à 27 jours. Par ailleurs, les coûts de ces transferts, composites, s'élevaient jusqu'à 5% du montant et se trouvaient au-dessus de ceux annoncés. Enfin, cette étude a révélé, que des documents justificatifs, de plus en plus nombreux, étaient à fournir aux banques en sus de ceux exigés par le GUCE.

Les opérateurs économiques, ayant de nombreux fournisseurs hors de la zone UEMOA, ont ainsi observé une certaine dégradation de leur environnement des affaires compte tenu de l'absence de la maîtrise des délais de paiement. En effet, ils ont constaté, une perte de confiance de la part de leurs fournisseurs,

une dégradation de leur image et plus globalement, une perte d'attractivité du territoire.

Cette situation, alarmant les autorités financières, a contribué à de nombreuses rencontres. L'une d'entre elles, a été organisée en octobre 2018 par la BCEAO. Cette dernière y a convié les opérateurs économiques, le Trésor ainsi que les établissements de crédit. Afin d'apporter des éclaircissements à toutes les parties prenantes, la BCEAO a tenu à souligner qu'elle « dispose de devises de réserves de change représentant à fin juin 2018 : 5,4 mois d'importation de biens et services pour l'ensemble des Etats de l'Union », assurant ainsi qu'il n'y avait aucune pénurie de devises. L'institution a convié les établissements de crédit à se conformer à la décision 397 de la BCEAO (portant règles, instruments et procédures de mise en œuvre de la politique de la monnaie et du crédit de la BCEAO) voulant que les banques n'appliquent pas des tarifs allant au-delà du tarif affiché pour les transferts hors UEMOA. Enfin, elle a fait l'annonce de quelques mesures visant à résoudre cette problématique.

MESURES ANNONCÉES :

Mise en place d'un guide afin de clarifier et unifier la documentation nécessaire ainsi que le processus à mettre en place pour le transfert des devises.

Renforcement de la coopération entre la Banque Centrale, les opérateurs économiques et les établissements de crédit.

« La BCEAO dispose de devises de réserves de change représentant à fin juin 2018 : 5,4 mois d'importation de biens et services pour l'ensemble des Etats de l'Union ». BCEAO 2018



PROBLÉMATIQUES

Le taux de bancarisation est trop faible. Cette situation a des conséquences sur l'épargne collectée et les crédits distribués.

Certains outils financiers sont encore «sous-exploités» ou «limités» : le crédit-bail, la micro-finance, le mobile banking.



PROPOSITIONS

Accroître la bancarisation et l'épargne collectée en proposant des solutions incitatives notamment l'incitation au paiement par carte, la limitation des paiements «en espèce», la numérisation des services et la diminution des frais.

Diminuer le risque des créanciers en renforçant le système judiciaire et la mise à disposition d'informations sur les débiteurs.

Développer les solutions alternatives en sensibilisant les populations et en adoptant un cadre réglementaire adapté.



5. L'ÉNERGIE

5.1 Zoom sur l'énergie

5.1.1 Le cadre juridique

5.1.2 Les acteurs

5.1.3 La production

5.1.4 L'accès

5.1.5 La consommation

5.2 Problématiques et propositions

5.2.1 La faible couverture et la prépondérance du gaz naturel

5.2.2 Les initiatives régionales - Les pools énergétiques

5.2.3 Le prix de l'énergie - Attractif ?

5.1 ZOOM SUR LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

« Ce dont nous avons besoin, c'est que toutes les parties prenantes - pouvoirs publics, société civile, fournisseurs d'énergie et consommateurs - œuvrent ensemble pour faire de l'énergie durable pour tous une réalité ». La Banque Mondiale.

5.1.1 LE CADRE JURIDIQUE

Historiquement, le secteur de l'énergie électrique en Côte d'Ivoire était régi par la Loi n°85-583 du 29 juillet 1985 organisant la production, le transport et la distribution de l'électricité. Conformément à cette législation, seul le segment de la production n'était pas soumis au monopole mais à une autorisation.

En 2014, le cadre juridique de l'énergie a évolué avec l'adoption de la loi N°2014-132 du 24 mars 2014, portant Code de l'Électricité. Désormais, il est prévu : la prise en compte des énergies renouvelables, la promotion

de l'efficacité énergétique et l'introduction d'une plus grande souplesse dans les possibilités d'organisation et de gestion des segments de la distribution et de la commercialisation qui ne constituent plus un monopole d'État (Article 22). Cependant, cette loi dispose que « Les conventions en cours de validité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi restent valables pour la durée de leur validité ». (Des études sont en cours pour une possible libéralisation mais pas avant 2020 selon l'article 65).

5.1.2 LES ACTEURS

L'AUTORITÉ CONCÉDANTE

L'État, représenté par le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des énergies renouvelables et le Ministère de l'Économie et des Finances, fixe les tarifs et définit la stratégie du secteur de l'électricité.

LES TROIS PRODUCTEURS INDÉPENDANTS

Ciprel a été créée en 1994. Elle a une puissance installée d'environ 556 MW. Azito Energie a été créée en 1998. Sa puissance installée est d'environ 430 MW.

Aggreko, a une convention de location et d'exploitation avec l'État. Cette convention a été conclue en 2010 pour faire face au déficit chronique de production d'électricité, elle a été prorogée de 3 ans en 2015 pour une capacité contractuelle de 200 MW.



LES TROIS FOURNISSEURS DE GAZ INDÉPENDANTS

Ces fournisseurs sont liés à l'État par des contrats de vente et d'achat de gaz naturel. Il s'agit de : Petroci ci 11, Foxtrot international, CNR international.

LE CONCESSIONNAIRE DU SERVICE PUBLIC

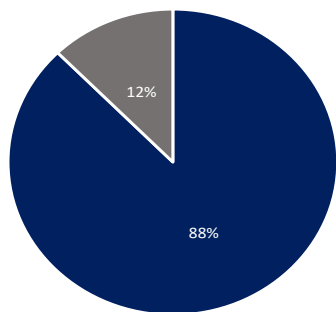
La CIE : Concessionnaire du service public national de l'électricité, elle est en charge de l'exploitation des biens publics du secteur de l'électricité servant à la production, au transport, à l'importation, à l'exportation et à la distribution de l'électricité en vue du service aux clients.

LES DEUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT

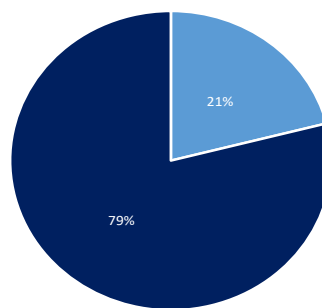
ANARE-CI (Le Régulateur) : en charge du contrôle du respect des lois et règlements ainsi que des conventions, du règlement des litiges, de la protection des usagers du service public, ainsi que des avis et de l'assistance à l'État en matière de régulation du secteur de l'électricité.

CI-Énergies (Société d'État, maître d'œuvre des travaux) : il est en charge notamment de la gestion du patrimoine de l'État dans le secteur de l'électricité, du suivi des flux financiers et des flux énergétiques ainsi que de la maîtrise d'œuvre des travaux d'investissement de l'État.





■ Consommation nationale 8 721 GWh
■ Exportation 1 225 GWh



■ Hydraulique ■ Thermique

Consommation	8 721 GWh	Production	9 796 GWh	Thermique	7 894 GWh
Exportation	1 225 GWh	Puissance (2016)	1 886 MWh	Hydraulique	2 047 GWh

5.1.3 LA PRODUCTION

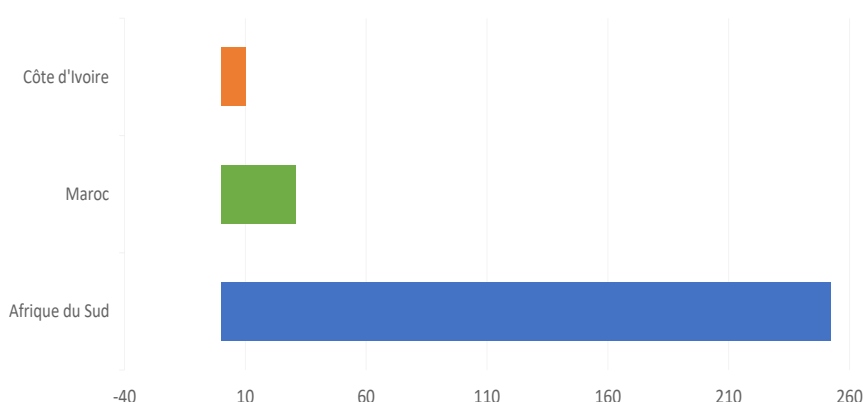
D'importants progrès ont été enregistrés au cours des (5) cinq dernières années. La Côte d'Ivoire a doublé sa production passant de 5 876 GWh en 2010 à 9 796 GWh en 2017. Malgré cette forte progression, le pays reste en dessous des standards internationaux. A titre d'exemple, l'Afrique du Sud a produit 250 000 GWh en 2014 soit 4 345 GWh par million d'habitants contre 428 GWh par

million d'habitants en Côte d'Ivoire en 2016.

Concernant la production ivoirienne (9 796 GWh), on note que 79 % soit 7 738 GWh sont produits à partir de gaz naturel et que 21% sont produits à partir de systèmes hydrauliques. Cette prépondérance du thermique s'accroît depuis les années 2000. (En 2000 l'hydraulique représentait 36,7% de la production).

« En Afrique subsaharienne (...). La puissance installée du réseau est d'environ 90 GW, ce qui est inférieur à la puissance installée en Corée du Sud, où la population représente seulement 5 % de celle de l'Afrique subsaharienne ». *RAPPORT Africa Progress Panel 2015.*

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ EN GWh

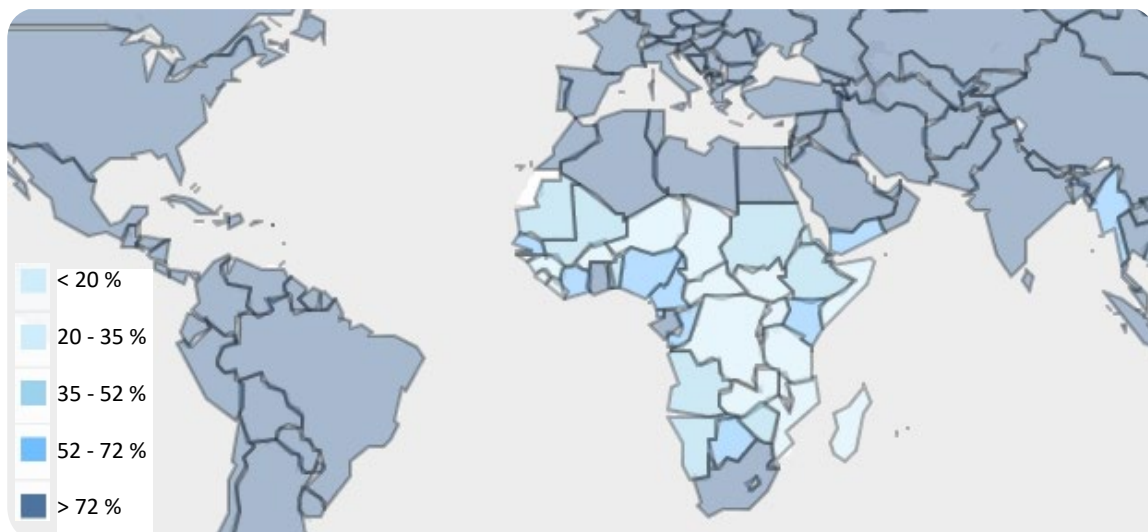


« Notre continent est certainement doté d'un potentiel hydroélectrique, évalué par certains experts à 42 % du total mondial, qui dépasse celui de tous les autres. « Pourquoi devrions-nous rester les bûcherons et les porteurs d'eau des régions industrialisées du monde ? » demandait Kwame Nkrumah, père fondateur du Ghana, dans un discours devant l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963.

Sources : CIE 2018

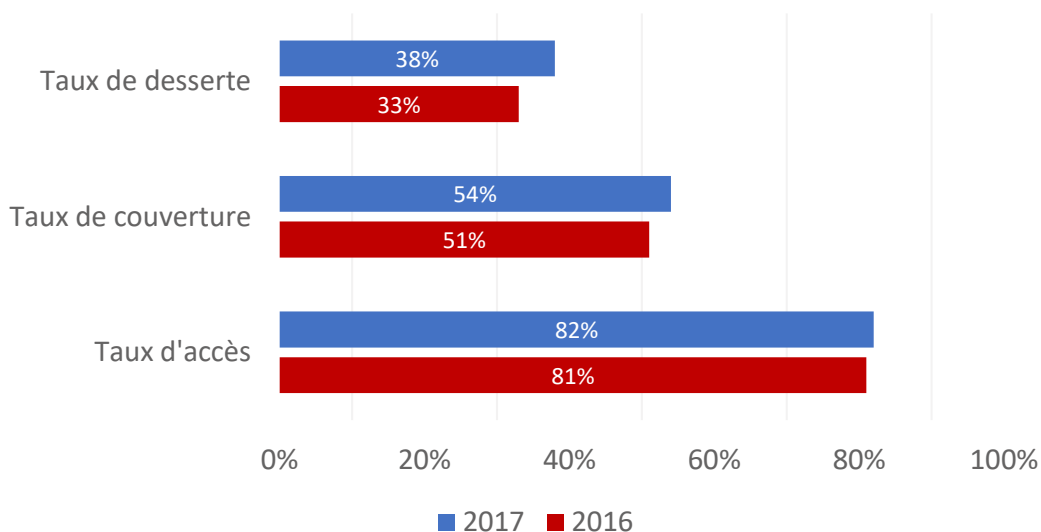
5.1.4 L'ACCÈS

TAUX D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ DANS LE MONDE - LA BANQUE MONDIALE 2016



Selon la Banque Mondiale, l'accès à l'électricité était de 64% en Côte d'Ivoire en 2016. (Voir carte ci-dessus). Pour l'ANARE-CI l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire était de 81% en 2016. Cette différence s'explique par une définition différente de « l'accès » entre les deux institutions. On note un taux de desserte de 33% en 2016 selon l'ANARE-CI.

ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN CÔTE D'IVOIRE



DÉFINITION DE L'ANARE

Taux de desserte : Nombre de ménages ayant l'électricité / Nombre total de ménage.

Taux de couverture : Nombre de localités électrifiées / Nombre total de localité.

Taux d'accès à l'électricité : Total des populations des localités électrifiées / Population totale.

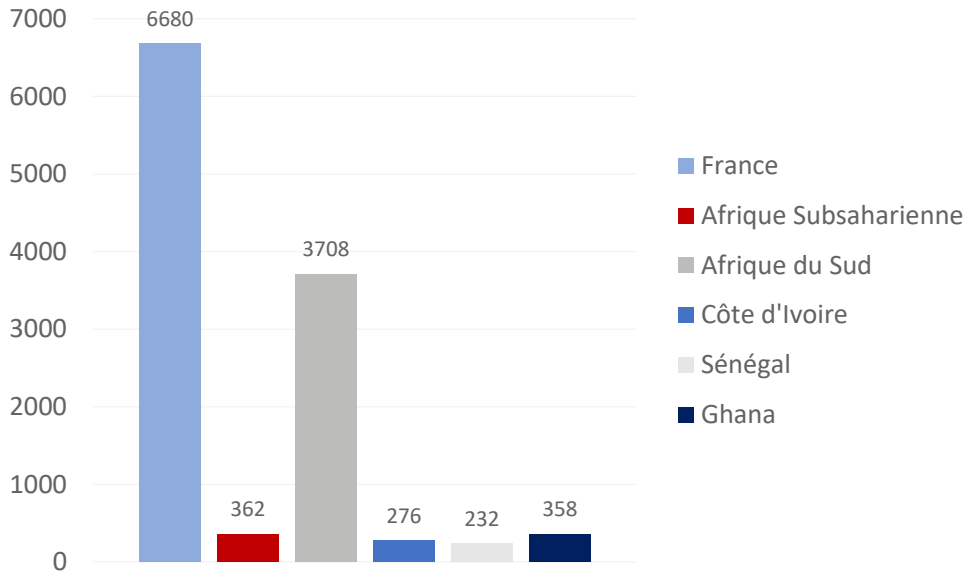
Sources: Anare 2018, la Banque Mondiale

5.1.5 LA CONSOMMATION



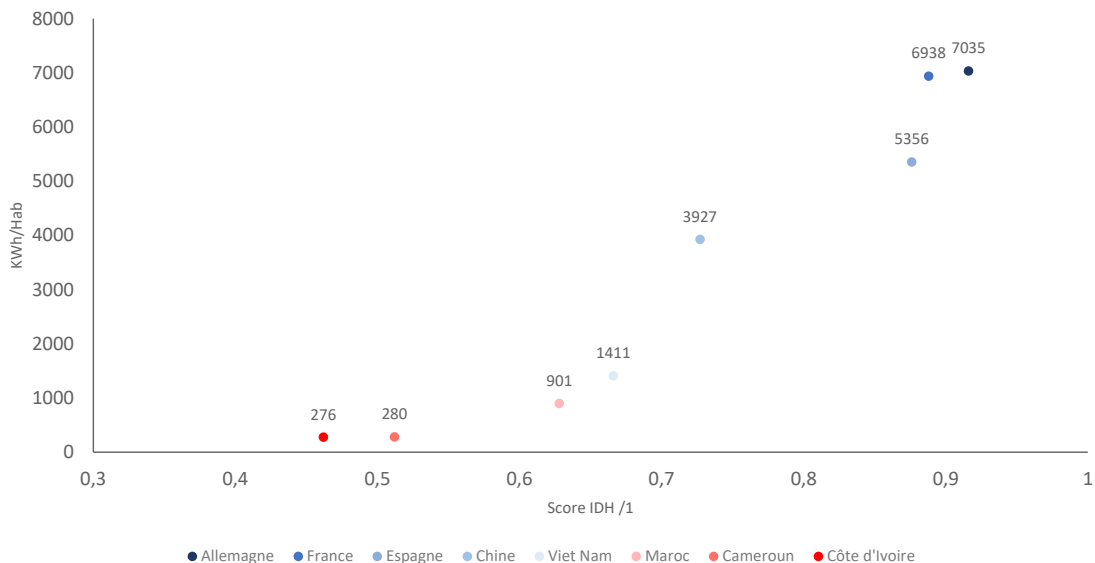
La Côte d'Ivoire et plus largement l'Afrique Subsaharienne consomment peu d'énergie. En 2016, la France consommait 6 680 kWh par habitant alors même que l'Afrique Subsaharienne consommait 362 kWh par habitant et la Côte d'Ivoire 276 kWh.

CONSOMMATION EN KWH/HAB EN 2016



Est-ce pour autant une bonne nouvelle ? Pas si l'on en croit les études de la Banque Mondiale, l'Africa Progress Panel et certaines doctrines économiques qui démontrent l'existence du lien entre PIB, IDH, éducation et consommation d'énergie.

CONSOMMATION EN KWH/HAB ET SCORE IDH EN 2014



Sources: Enerdata, La Banque Mondiale, PNUD

5.2 PROBLÉMATIQUES ET PROPOSITIONS

L'énergie solaire, l'énergie éolienne et la biomasse sont trois types d'énergies renouvelables. Les énergies renouvelables (EnR en abrégé) sont des sources d'énergies dont le renouvellement naturel est assez rapide pour qu'elles puissent être considérées comme inépuisables à l'échelle du temps humain. En d'autres termes une énergie est dite renouvelable lorsqu'elle provient de sources que la nature renouvelle en permanence, par opposition à une énergie fossile dont les stocks s'épuisent. Surnommées « énergies propres » ou « énergies vertes », l'exploitation des énergies renouvelables engendre très peu de déchets et d'émissions polluantes.

« Je vais rendre l'électricité si bon marché que seuls les riches pourront se payer le luxe d'utiliser des bougies », déclarait Thomas Edison, inventeur de l'ampoule électrique, l'une des technologies révolutionnaires qui ont libéré le pouvoir de transformation de l'énergie pour le développement humain. Nous nous situons alors à la fin du XIXe siècle.

L'ANALYSE SWOT DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

FORCES

Croissance constante du marché.
Valorisation des ressources locales.
Ressources humaines.
Cadre réglementaire stable.

FAIBLESSES

Faible taux de desserte.
Part des ENR dans le mix énergétique.
Obsolescence de certains équipements.

MENACES

Maîtrise de l'équilibre financier.
Évolution du prix du gaz (sur les prochains gisements).
Risque de devises sur l'achat des combustibles.

OPPORTUNITÉS

Croissance des flux régionaux.
Maillage du réseau HTA/HTA.
Ressources abondantes pour les filières renouvelables.
Croissance du PIB.

5.2.1 LE FAIBLE TAUX DE DESSERTE ET LE MIX ÉNERGÉTIQUE

L'ACCÈS ET LE MIX ÉNERGÉTIQUE - LES PISTES DE PROGRESSION (1)

LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS

Malgré les améliorations constatées ces dernières années, seulement 54% des localités du pays sont électrifiées (taux de couverture) et seulement 38% des ménages disposent de l'électricité (taux de desserte).

Cette tendance n'est pas sans conséquence sur la qualité de vie des populations. L'énergie étant à la fois source et conséquence du développement (Cf. Partie 5.1.5 - lien entre IDH et consommation électrique). Son accès

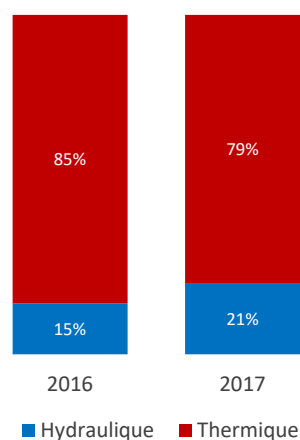
restreint prive certaines localités de services basiques en particulier ceux liés à l'éducation, à l'emploi, à la sécurité. L'absence d'énergie freine également le développement d'une économie locale et entrave le fonctionnement des services de santé.

L'énergie est gage de conditions de vie décentes et constitue un important levier de développement de l'économie locale.

LA PRÉPONDÉRANCE DU GAZ DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE

La Côte d'Ivoire dispose d'atouts naturels considérables. En effet, il existe d'un potentiel national en Biomasse estimé à 12 000 000 t/an, un potentiel d'hydroélectricité estimé à 1 680 MW et une durée d'ensoleillement variant entre 2000 à 2700 heures par an selon les régions.

En dépit de ces atouts, le principal combustible utilisé par les opérateurs indépendants pour la production de l'énergie demeure le gaz naturel. L'utilisation de ce combustible s'explique d'abord par son accessibilité en Côte d'Ivoire : il est présent offshore et facilement transportable, il a permis d'accroître rapidement la production d'électricité après les années de crise, enfin, il permet de combler le déficit de l'hydro-énergie en période de sécheresse. Cette prédominance comporte pourtant des inconvénients. Elle expose le secteur de l'électricité aux risques de fluctuation des prix du combustible (du fait de la variation du dollar). Afin de faire face à ce défi, le gouvernement se tourne actuellement vers l'hydroélectricité. Avec la mise en service du barrage de Soubré, la part de l'hydroélectricité dans la production est passée de 15% en 2016 à 21% en 2017.



LE PROJET GNL, VERS PLUS DE FLEXIBILITÉ ?

Le GNL (gaz naturel liquéfié) désigne le gaz naturel transformé sous forme liquide. Cet état est atteint lorsque le gaz est refroidi à une température d'environ -160°C à pression atmosphérique. Après traitement, la liquéfaction permet de condenser le gaz naturel en GNL en réduisant son volume d'un facteur de près de 600 pour un même pouvoir calorifique, ce qui facilite son transport par voie maritime. Le GNL est essentiellement constitué de méthane (à plus de 90%). C'est un liquide inodore, sans couleur, non corrosif et non toxique. Le transport du gaz naturel devenu GNL permet de diversifier les sources d'approvisionnement en gaz sans dépendre des gazoducs terrestres.

Le gouvernement et un consortium d'entreprises, mené par le groupe français Total, étudient la construction d'un terminal flottant de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL). L'installation d'un tel terminal pour importer, stocker et regazéifier du GNL à Abidjan permettrait de sécuriser la fourniture de gaz naturel sur le long terme, en complément de l'offre de gaz domestique. Pour participer à l'équilibre financier du secteur électrique, les coûts de l'infrastructure GNL seraient minimisés. Ce terminal apporterait une grande

flexibilité sur l'approvisionnement en gaz des centrales thermiques et complèterait les besoins de génération électrique non satisfaits par les énergies renouvelables, y compris hydraulique. Le développement d'autres usages du GNL et du gaz naturel, pour l'industrie locale ou pour les transports, contribuerait à réduire la part des coûts portée par le secteur électrique. Enfin, le choix de la technologie FSRU permettrait en outre de repositionner le terminal dans un autre pays, en cas de découverte majeure de gaz en Côte d'Ivoire.



Afin d'accroître le taux d'accès, des initiatives telles que le PEPT présentent un intérêt majeur*. A terme le développement des filières renouvelables, apportera le « mix énergétique » nécessaire à un secteur électrique efficace*.

LE PROGRAMME ELECTRICITÉ POUR TOUS (PEPT) - INITIATIVE FAVORISANT L'ACCÈS (1.1)

Ce projet, initié par l'État, a été lancé en octobre 2014 en partenariat avec la CIE (en qualité de maître d'œuvre).

Dans le cadre du PEPT, la CIE propose pour 1 000 FCFA : l'installation d'un compteur intelligent, à pré-paiement, rechargeable à l'aide d'un téléphone portable, et un kit d'installation intérieure (câblage, ampoules à basse consommation, prises électriques). D'un point de vue financier, le remboursement du coût réel de l'installation (100 à 200 000 FCA) se fait lors de chaque rechargement par le client.



INTÉRÊT DU PROGRAMME

Le programme est parfaitement adapté aux populations ciblées (disposant de peu de moyens financiers) : coût réduit à l'installation, paiement par téléphone (populations non bancarisées), système de rechargement à la carte (permet de payer en fonction des ressources du moment).

Le PEPT a permis le raccordement de 500 000 foyers à ce jour (novembre 2018). L'électrification apporte de nombreuses améliorations aux foyers bénéficiaires (santé, sécurité, résultats scolaires etc.).

Le modèle financier est innovant : il offre « au client » la possibilité d'accéder à l'électricité en échelonnant les coûts liés à l'installation.

L'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN CÔTE D'IVOIRE (1.2)



Depuis plusieurs années, le gouvernement, les bailleurs et les acteurs du secteur de l'électricité travaillent activement au développement des énergies renouvelables. L'État s'est engagé à atteindre 16% d'énergies renouvelables (hors grande hydroélectricité) dans le mix énergétique à l'horizon 2030.

LA BIOMASSE EN CÔTE D'IVOIRE (1.2.1)

La biomasse désigne l'ensemble des matières organiques dégradables et transformables, après combustion, en énergie. Les déchets ou « biomasse végétale » offrent un atout majeur : un bilan carbone neutre. En effet, la combustion de débris végétaux dégage une quantité de CO₂ équivalente à celle qui a été absorbée lors de la photosynthèse.

Grâce à sa puissance agro-industrielle, la Côte d'Ivoire dispose de l'un des plus importants gisements de biomasse en Afrique. Son potentiel est estimé à 12 millions de tonnes par an. Cette ressource, décentralisée et abondante, est une source d'énergies renouvelables prometteuse à court terme. Si l'objectif du Gouvernement en matière d'énergies renouvelables

est d'atteindre 16% au niveau du mix énergétique en 2030 (hors grande hydroélectricité), une partie de cet objectif peut être portée par la biomasse. Cette prévision est d'autant plus atteignable que certains acteurs privés sont déjà intéressés par cette énergie à des fins d'autoconsommation.

EXEMPLES

(1) Le projet Biokala, porté par SIFCA et EDF va devenir la plus grosse centrale biomasse du continent avec 46 MW. L'usine sera alimentée par 400 000 tonnes de déchets végétaux issus de la production de l'huile de palme.

(2) La chaudière à biomasse de SANIA (une entreprise du Groupe SIFCA), inaugurée en 2011, permet de remplacer le gaz fossile par du bois d'abattage et des coques de noix pour produire de la vapeur. Le recours à ces matières,

fournies par PALMCI et SIPH, permet de réduire considérablement les coûts énergétiques et la quantité de CO₂ rejetée dans l'atmosphère. Ce projet a bénéficié de 10.298 tCO₂ de Crédits carbone en 2014. De nombreux objectifs (sociaux, environnementaux et économiques) sont attendus, tels que la gestion durable des ressources naturelles, la lutte contre le changement climatique, la baisse des coûts de l'énergie, la lutte contre la pauvreté, l'appropriation d'une technologie propre.

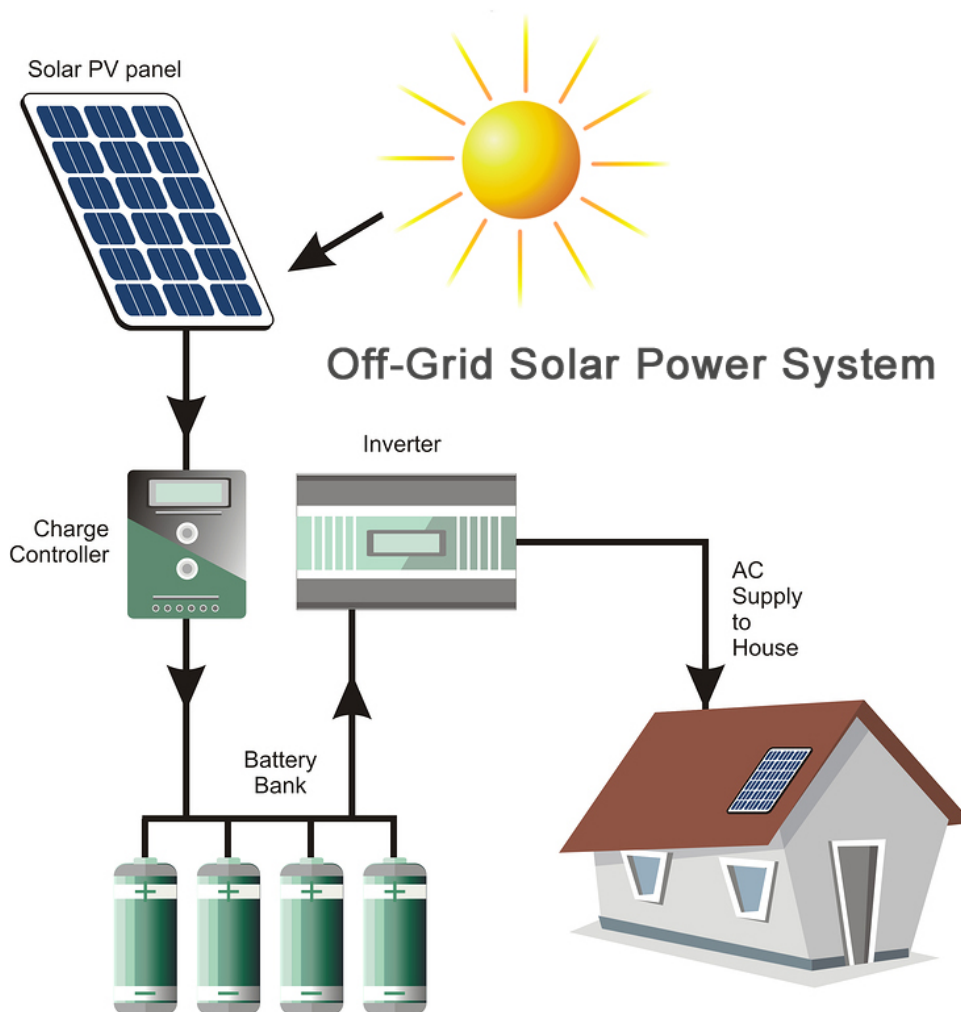
* Propositions

LE SOLAIRE EN CÔTE D'IVOIRE (1.2.3)

Avec une durée d'ensoleillement variant entre 2000 à 2700 heures par an selon les régions, la Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel important d'énergie de source photovoltaïque. Toutefois, cette ressource naturelle est, pour le moment, sous-exploitée. Pourtant, son utilisation pourrait avoir des effets bénéfiques sur la production et l'accès à l'énergie électrique. Ainsi des projets, dont l'objet est d'élargir l'accès à l'électricité en utilisant l'énergie solaire, ont été annoncés. Le géant français

EDF, s'est associé à une start-up (Off Grid Electric) pour créer la société Zeci. Cette société commercialise des kits solaires individuels (Zola) composés de lampes LED, de panneaux solaires, de batteries et de prises. Le matériel sera installé, loué et entretenu par Zeci. Le coût de la prestation sera facturé chaque mois via des forfaits allant de 7,60 à 22,90€. Zeci ambitionne 1,5 million de clients à l'horizon 2020. Cette offre vise les habitants des zones rurales qui ne sont pas connectées.

INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE



Au Mozambique, l'installation de panneaux solaires photovoltaïques et de mini-centrales hydrauliques en zones rurales a permis d'accroître le taux d'électrification.

LE TOGO

Pour pouvoir développer l'accès à l'électricité de manière universelle, le Togo a mis en place une politique originale et innovante en combinant intelligemment le développement du réseau et le développement des technologies hors-réseau (dont les mini-réseaux et les kits solaires individuels). Cette politique s'appuie, pour la première fois en Afrique, sur une logique du moindre coût d'accès, et non plus sur une politique du moindre coût de production associée au déploiement du réseau sur l'ensemble du territoire.

Cette stratégie est basée sur l'approche la plus économique pour électrifier le pays, le plus largement possible. Elle identifie les technologies les plus adaptées à déployer, pour chaque localité, en fonction de la distance au réseau et de la densité de population à alimenter. Elle se base sur les principes simples suivants :

- Le réseau national est la solution la plus économique pour les zones de populations denses et proches du réseau ;
- Les mini-réseaux sont la solution la plus économique pour les zones de populations denses mais trop éloignées du réseau national ;
- Enfin, les kits solaires individuels sont la solution la plus économique pour des zones peu denses et trop éloignées du réseau.

Le taux d'électrification du Togo est passé de 23% en 2010 à, « seulement », environ 40% en 2017, quasi-uniquement grâce à l'extension du réseau. A ce rythme d'électrification, l'accès universel ne serait atteint dans le pays qu'en ... 2050 au mieux.

A ce jour, sur les 8 millions d'habitants que compte le pays, près de 5 millions n'ont pas accès à l'électricité.

Le Togo cherche à atteindre 100% d'électrification d'ici à 2030, ce qui nécessite de connecter près de 1,3 millions de foyers, soit 113.000 ménages par an.

Cela représente un triplement du niveau moyen de connexions par an.

A partir de la cartographie numérique du territoire, une modélisation géospatiale a permis d'identifier, pour chaque localité du Togo, un mix préliminaire des solutions technologiques les plus adaptées en fonction de la demande existante et de la demande projetée. Le modèle permet également de prendre en compte des changements structurels, tels que l'évolution des solutions technologiques à 2030 et l'évolution de la croissance de la population.

Les résultats montrent, qu'étant donné la taille du pays et la faible densité de la population, l'extension du réseau et les kits solaires individuels sont prédominants dans les différentes régions. Mais les mini-réseaux ont également toute leur place.

Finalement, la solution gagnante pour le Togo consiste à déployer 550.000 kits solaires individuels, 315 mini-réseaux et à connecter 960 nouvelles localités au réseau. Cela nécessitera un investissement global de 995 Mds de FCFA (1,5 Mds d'Euros) et un coût par connexions de 750.000 FCFA (1.140 Euros). Ce coût aurait été bien plus élevé s'il avait fallu déployer le réseau sur l'ensemble du territoire.

Le Togo vise à mettre en œuvre cette stratégie à partir d'investissements publics, de partenaires privés, d'assistance technique et de soutien direct. Elle sera, par ailleurs, mise en œuvre à partir de financements conditionnés au résultat. Elle se base, en outre, sur une exécution collaborative entre les parties prenantes, permettant notamment aux bailleurs de fonds d'être représentés au sein du Bureau de Pilotage de la stratégie.

Enfin, c'est une stratégie qui s'appuie résolument sur le développement des énergies renouvelables et sur le solaire en particulier... !

L'ÉTHIOPIE

L'Éthiopie est reconnue comme le leader et le modèle de la croissance verte et durable en Afrique.

Dépourvu d'énergies fossiles (ni pétrole, ni gaz), le pays a misé sur une diversification de l'utilisation de ses principales ressources et richesses naturelles en particulier le vent et l'hydraulique. On a récemment assisté d'une part, à la création de parcs éoliens considérés comme peu coûteux et rapides à installer : le parc éolien d'Ashegoda avec 84 éoliennes et une puissance de 120 MW fournit de l'électricité à plus de 3 millions de foyers, le parc éolien Adama II avec 100 éoliennes et une puissance de 153 MW est la plus grande ferme éolienne d'Afrique subsaharienne. D'autre part, l'hydroélectricité s'est également développée. C'est une source énergétique présente sur le territoire et capable de répondre aux besoins croissants des industriels et des habitants. Le barrage de renaissance, est ainsi le plus grand projet hydraulique de l'Afrique. Construit sur le Nil Bleu, il devrait produire 6000 Mégawatts d'électricité. En plus de l'Éthiopie, toute l'Afrique de l'Est devrait en profiter.

La stratégie du pays repose ainsi sur le développement de l'énergie éolienne comme énergie complémentaire de l'hydraulique afin de pallier le manque d'eau lors des saisons sèches et de réduire une dépendance aux barrages hydroélectriques.

LA CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire présente une configuration quasi-similaire. À l'Éthiopie à ce jour, les trois sources d'énergie renouvelable (hydraulique, solaire, biomasse) identifiées comme potentiels restent encore peu valorisées. L'accélération de la mise en œuvre des projets à sources renouvelables dans la production d'énergie pourrait s'avérer un complément pertinent et une démarche efficace pour une transition réussie vers le renouvelable. Cette solution apporterait également une réponse au faible taux de couverture (51%) des localités.

Au niveau réglementaire, il est nécessaire d'accélérer l'élaboration et la mise en œuvre par le gouvernement du Plan d'Action National d'Efficacité Énergétique Côte d'Ivoire (PANEE) et du Plan d'Action National des Énergies Renouvelables (PANER). Ces deux documents structurants en cours d'élaboration par le Gouvernement avec l'appui des bailleurs traduisent de façon opérationnelle les différents objectifs visés ainsi que les chantiers à lancer dans le cadre du développement de la filière renouvelable en Côte d'Ivoire. Le développement des potentiels locaux d'énergies renouvelables est clairement préconisé dans le cadre de la mise en œuvre des-dits documents.

Au terme des objectifs fixés, la part des énergies renouvelables dans le mix-énergétique devrait augmenter progressivement pour atteindre 16% en 2030 (hors grande hydroélectricité).

« Notre priorité reste le développement de l'hydroélectricité, mais nous ne pouvons pas en dépendre totalement. Nous savons que nous serons affectés par le changement climatique. C'est pourquoi nous développons aussi l'éolien, la géothermie et le solaire », Wondimu Tekle, Ministre éthiopien de l'Énergie et de l'Eau.

Toute source d'énergie, fossile ou renouvelable présente ses avantages et ses inconvénients. Les sources fossiles émettent davantage de gaz à effet de serre, leur part dans le mix énergétique se réduira. Elles ont pourtant permis à certains pays d'atteindre rapidement des capacités énergétiques suffisantes (c'est le cas de la Côte d'Ivoire qui, grâce à sa production de gaz, dispose d'une énergie électrique pour un coût compétitif). Les sources renouvelables sont quant à elles inépuisables

et « propres » mais elles présentent également leurs inconvénients : transport des déchets pour la biomasse, ensoleillement et stockage pour le photovoltaïque etc.

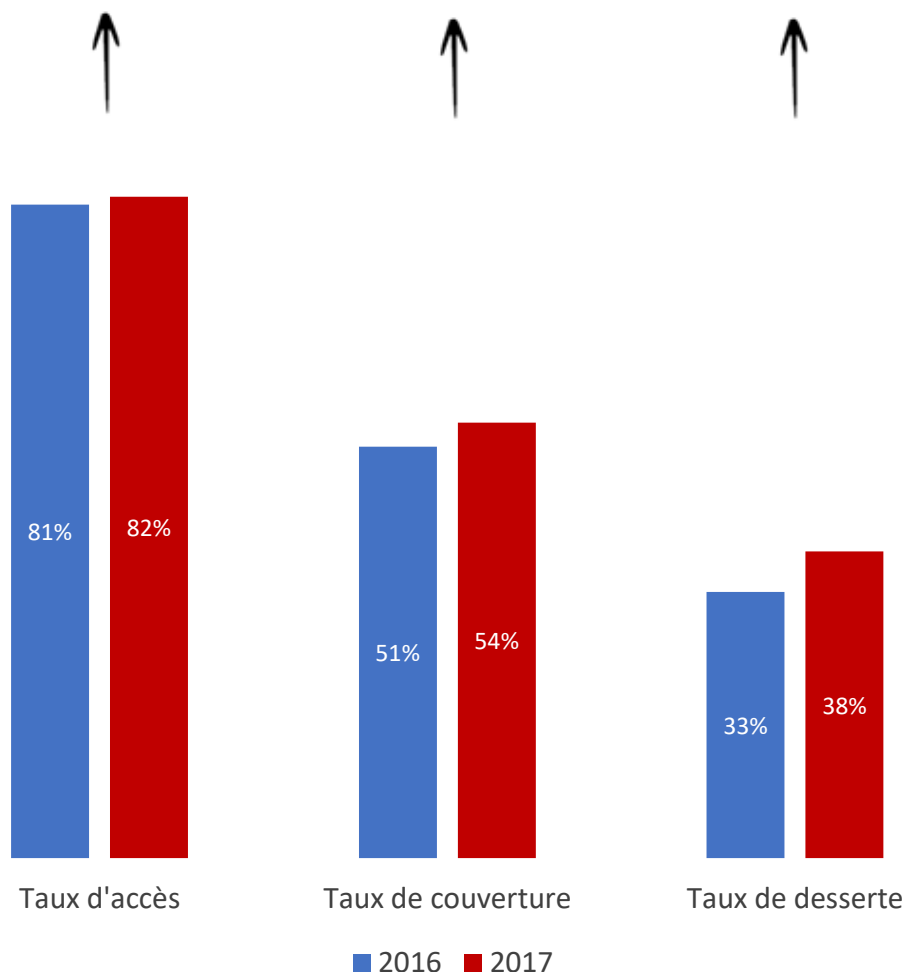
Il n'y a pas de schéma idéal, chaque pays doit produire suffisamment d'énergie fiable et peu coûteuse pour couvrir ses besoins ou ceux de ses voisins tout en utilisant au maximum les sources renouvelables disponibles. Énergies fossiles et renouvelables doivent se combiner pour former un mix énergétique équilibré*.

* Proposition

CONCLUSION

AMÉLIORER LE TAUX DE DESSERTE EN IMAGE ?

Potentiel du PEPT (1). **+** Potentiel des systèmes décentralisés (Off grid) (2). **=** Amélioration du taux de desserte (3).



Afin d'améliorer le taux de desserte (nombre de ménage ayant l'électricité) (3), plusieurs solutions sont complémentaires. Le PEPT (1) permet de raccorder les ménages dont la localité est électrifiée. Autrement dit, il permet au plus démunis des communes électrifiées de se raccorder. Les systèmes Off Grid (2) permettent aux populations dont la localité n'est pas électrifiée d'accéder à l'électricité. La combinaison de ces deux méthodes permettra d'accroître le taux de desserte (nombre de ménage ayant l'électricité).

5.2.2 LES INITIATIVES RÉGIONALES - LES POOLS ÉNERGÉTIQUES

Les Etats Africains se sont regroupés en organisations régionales, connues sous l'appellation de « Pools énergétiques ». Ces pools visent d'une manière générale à mettre en œuvre une politique électrique commune et à la construction d'infrastructures facilitant les échanges électriques entre les pays membres. Ces pools sont au nombre de cinq (5) : le Southern Africa Power Pool (SAPP) en Afrique australe ; le Western Africa Power

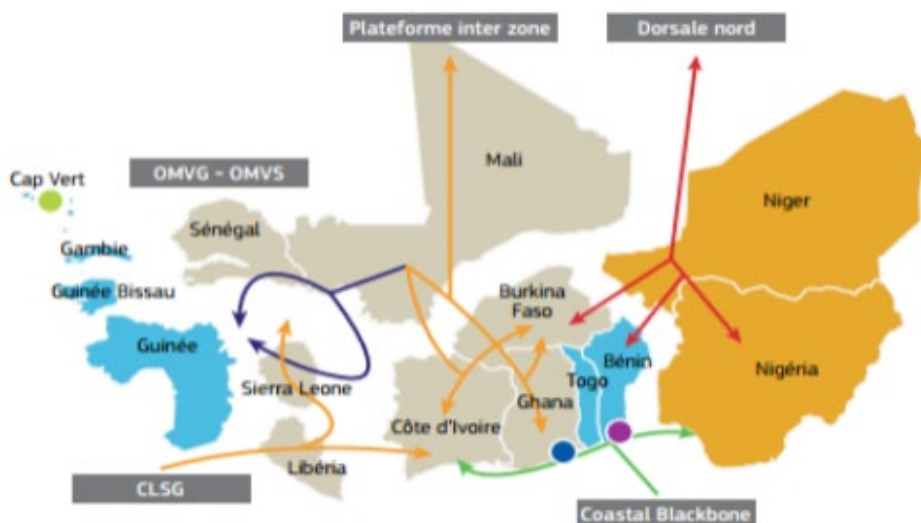
Pool (WAPP) en Afrique de l'Ouest, le Central Africa Power Pool (CAPP) en Afrique centrale, l'Eastern Africa Power Pool (EAPP) en Afrique de l'Est, et enfin le Comité Maghrébin de l'Électricité (COMEELEC) et sa Commission des Interconnexions Maghrébines (CIM) au Maghreb. Ces initiatives régionales constituent une avancée notable en matière de développement énergétique.

LE CAS DU WAPP - UNE ALTERNATIVE AU DÉFICIT DE PRODUCTION ? (2)

En Afrique de l'Ouest, deux (2) missions fondamentales ont été confiées au WAPP à sa création : (1) sur le plan technique, il est chargé d'intégrer les réseaux électriques des pays de la CEDEAO et (2) sur le plan économique, le

WAPP devra gérer, à terme, le marché unifié régional ainsi créé. Ces missions sont très importantes pour assurer un approvisionnement en énergie électrique régulier, fiable et à des coûts compétitifs*.

Projets d'interconnexion du WAPP



LES AVANTAGES DE L'INTERCONNEXION DES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES SONT MULTIPLES :

1

Ce système contribue à la concrétisation de la création du marché commun de la CEDEAO qui devient ainsi une réalité du moins au niveau du secteur de l'énergie.

2

L'interconnexion pousse les sociétés productrices d'électricité à accroître leur capacité de production en tirant avantage des ressources de chaque pays.

3

Le déficit de production d'un pays est compensé par les excédents des autres. L'interconnexion entre le Ghana et la Côte d'Ivoire en est une parfaite illustration. Au départ, cette interconnexion a été réalisée dans le but de permettre au Ghana d'être alimenté par la Côte d'Ivoire. En 2010, lors de la crise énergétique qui a secoué cette dernière, c'est le Ghana qui lui fournissait de l'électricité. A ce jour la Côte d'Ivoire a retrouvé sa place de « leader » : elle fournit de nouveau ses voisins (Cf. Illustration ci-dessus) et ambitionne de devenir un hub énergétique régional.

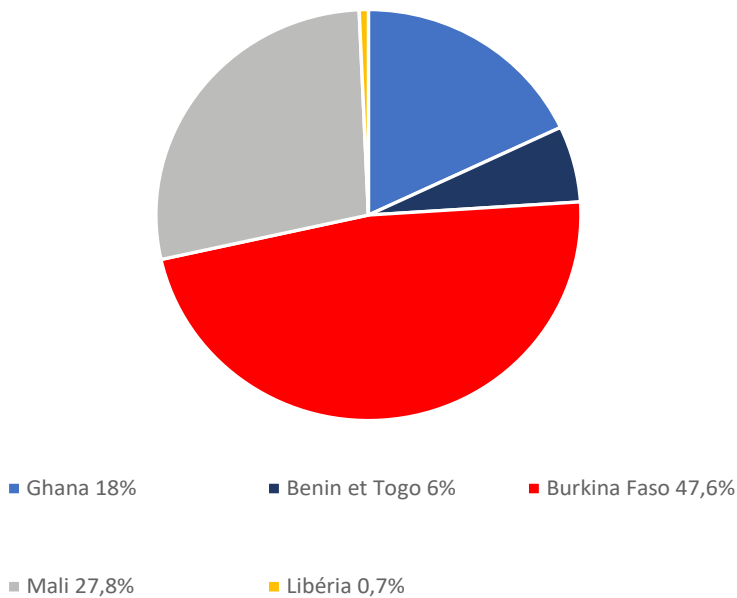
* Proposition

QUID DES EXPORTATIONS ?



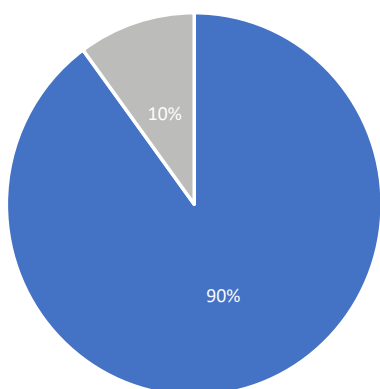
En 2016, la Côte d'Ivoire a exporté 1655 GWh (16% de la production brute) vers le Ghana, le Mali, le Burkina Faso, le Bénin, le Togo et le Liberia, selon la répartition suivante :

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS EN 2017



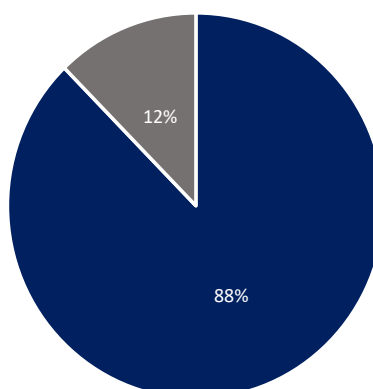
En 2017, la Côte d'Ivoire a exporté 1 225 GWh soit 1,5 fois plus qu'en 2015 (817 GWh). La proportion des exportations est passée de 10 à 12%.

CONSOMMATION ET EXPORTATION EN 2015



- Consommation nationale 7 801 GWh
- Exportation 817 GWh

CONSOMMATION ET EXPORTATION EN 2017



- Consommation nationale 8 721 GWh
- Exportation 1 225 GWh

Source : Rapport CIE 2017

ÉTUDE DE CAS

Projet d'interconnexion des réseaux électriques de Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Léone, Guinée (CLSG).

Le projet d'interconnexion (CLSG) permettra d'établir un marché d'électricité dynamique dans la sous-région ouest-africaine et de sécuriser l'approvisionnement en électricité des pays participants qui ont un avantage à importer plutôt que de produire à un coût onéreux à partir des systèmes nationaux. Il vise la construction d'une ligne haute tension de 225 kV à double terre et longue de 1 357 km pour relier les quatre réseaux électriques nationaux.

Le projet apporte des solutions à trois (3) contraintes majeures : (1) un faible accès à l'électricité, (2) un déficit structurel de production supérieur à 30% et une demande dont la croissance oscille entre 6 et 8% par an, (3) les coûts élevés d'électricité (l'énergie électrique produite à partir de combustibles fossiles liquides induit des coûts élevés). Le projet permettra au Liberia, à la Sierra Leone et à la Guinée d'être en mesure d'importer de l'électricité de la Côte d'Ivoire. La réalisation de la ligne favorisera ensuite le développement de l'important potentiel hydroélectrique de la sous-région (par les États et/ou le secteur privé) en rendant possible des échanges

d'énergie électrique entre pays dans un marché plus vaste à l'échelle de l'EEEOA (WAPP).

Les bénéficiaires directs du projet sont les populations de sa zone d'influence (24 millions d'habitants) qui disposeront d'une électricité fiable et à un coût compétitif. Le projet contribuera à l'accroissement du taux moyen d'accès à l'électricité dans les quatre pays de 28 % en 2012 à 33 % en 2017. Cet accès plus étendu à l'électricité contribuera de manière générale à un meilleur bien-être des bénéficiaires et induira le développement d'activités sociales et génératrices de revenus. Plus particulièrement, le projet permettra d'électrifier environ 115 localités situées le long de la ligne et de fournir l'électricité à 70 écoles, 30 centres de santé et près de 1 500 petites entreprises artisanales, commerciales et industrielles (dont 25 % sont tenues par des femmes). Ces réalisations contribueront à l'amélioration des résultats scolaires et des services de santé ainsi qu'à l'augmentation du revenu des populations. Le projet aura des retombées directes sur les sociétés nationales d'électricité dont la situation financière s'améliorera grâce aux économies sur les coûts de production et à l'accroissement des revenus pour les pays exportateurs.



5.2.3 LE PRIX DE L'ÉNERGIE - ATTRACTIF ?



Les prix au kWh, quelle réalité ? L'analyse des prix de l'énergie en Afrique présente de fortes disparités selon les pays. Au Maroc, le kWh est vendu 11 centimes de dollars contre 23 au Gabon. En Afrique du Sud, le kWh est facturé 5 centimes de dollars contre 18 au Burkina et 13 en Côte d'Ivoire. Enfin, le kWh est vendu 18 centimes de dollars au Sénégal contre 8 centimes au Nigéria.

	SENEGAL	ALGERIE	NIGERIA	CÔTE D'IVOIRE
Tarifs domestiques (en centimes de dollars/kWh)*	18	5,25	8	13
Coupures (heures/mois)	6	6,3	256	3,3
Accès à l'électricité en % de la population (2016)*	64,5%	99,4%	59,3%	64,3%
Part de la production perdue (en valeur)	25%	9%	25%	17,6%
Conclusion	Des tarifs élevés pour ce pays, très dépendant du pétrole importé.	Un tarif très faible permis par l'utilisation des hydrocarbures locaux.	Un prix faible qui ne permet pas d'assurer un service de qualité.	Un tarif, équivalent à la moyenne africaine, que le pays peut offrir grâce à son gaz et à ses barrages.

* Tarifs domestiques classiques. Certains pays appliquent également un tarif dit « social » à destination des populations défavorisées.

** Accès selon la définition Banque Mondiale. La définition d'accès de Banque Mondiale est différente de celle de l'ANARE.

Ces disparités dans les prix du kWh ne sont pas une exclusivité africaine. En Europe, le kWh est en moyenne à 20,32 centimes de dollars, mais seulement à 13,78 centimes en Estonie contre 34,44 centimes en Allemagne et 26,40 centimes au Portugal. Comme nous l'avons précisé, le coût de production (et particulièrement celui des énergies fossiles) est essentiel dans la détermination du prix de l'électricité. D'autres facteurs comme les coûts de transport, les coûts de gestion des compagnies et les taxes diverses ne sont pas à négliger.

LES TARIFS EN CÔTE D'IVOIRE

En Côte d'Ivoire du fait d'importantes subventions gouvernementales, le consommateur paie en deçà du coût de revient l'électricité qu'il consomme. Les principaux bailleurs de fonds considèrent que la Côte d'Ivoire vend à perte son énergie. Ils préconisent un ajustement tarifaire pour couvrir les coûts et les investissements de développement du secteur.

Le secteur de l'électricité connaît, depuis plus d'une décennie un déséquilibre qui, au fil des années, est devenu chronique. Évalué à 21,4 Milliards de FCFA en 2017, ce déséquilibre est la résultante (1) des coûts de production de plus en plus élevés liés à la hausse du dollar, (2) un prix de vente qui ne couvre pas les coûts de production et (3) les cas de fraudes, de vols, les

actes de vandalisme et d'occupations anarchiques que connaît le secteur.

Depuis la reprise économique en 2012, le Gouvernement a consenti plusieurs mesures visant à rééquilibrer le secteur : hausse des tarifs nationaux et exports, désindexation du prix du gaz sur le cours du pétrole, réduction des pertes, investissements massifs visant à augmenter la capacité de production de l'énergie etc. Ces mesures ont permis d'enregistrer de bonnes performances notamment en termes de ressources générées par la vente d'énergie. Notons que d'après les spécialistes du secteur, l'ensemble de ces efforts devrait permettre d'atteindre l'équilibre financier dans les deux années à venir.

Sources : Eurostats, Banque Mondiale, Autorités de régulation des pays étudiés.

POUR UNE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE... (3)

Les équipements à faible consommation d'énergie désignent l'ensemble des dispositifs consommant très peu l'énergie. Ces équipements ne rejettent par ailleurs qu'un très faible taux de dioxyde de carbone et sont par conséquent très respectueux de l'environnement.

LA SENSIBILISATION (3.1)*



« Consommer mieux », « optimiser »... L'efficacité est l'un des enjeux majeurs du secteur énergétique. Il faut apprendre à faire plus et avec moins de ressources ! Ce qui semblait être un paradoxe il y a quelques années est désormais possible grâce à l'utilisation de nouvelles technologies.

Avant toute chose, il est indispensable de sensibiliser les populations et de renforcer la communication sur toutes les bonnes pratiques qui favorisent une économie d'énergie dans les ménages et en entreprise*. En effet, au-delà des équipements, l'efficacité énergétique est souvent liée à l'adoption de gestes simples. Afin qu'un maximum de personnes puissent adopter les bonnes

habitudes, il est nécessaire de s'adresser à plusieurs cibles : les entreprises, au moyen de formations sur la thématique de l'efficacité énergétique, les particuliers, par le biais de campagnes publicitaires de sensibilisation (radio, TV, réseaux sociaux) et les plus jeunes dès la fin de l'école primaire.

ACTION D'EUROCHAM

Dans le cadre de ses activités, Eurocham a organisé une séance de sensibilisation sur la thématique ISO 50 001. La norme ISO 50001, publiée le 15 juin 2011 par l'Organisation internationale de normalisation, est le fruit d'une collaboration entre 61 pays. Elle vise l'amélioration de la performance énergétique de toute organisation. Sa mise en place est donc une source d'économie énergétique potentielle pour les entreprises. Selon l'Agence internationale de l'énergie, cette norme pourrait avoir un impact sur 60 % de la demande d'énergie mondiale. L'ISO 50001 donne les lignes directrices pour développer une

gestion méthodique de l'énergie afin de privilégier la performance énergétique. À partir d'un diagnostic énergétique initial. L'organisme, conforme à la norme, définit ses cibles énergétiques et établit un plan de comptage de l'énergie. Un système de management, respectant les exigences de cette norme, permet de réaliser, à court terme, des économies d'énergie et de réduire les coûts. Les objectifs principaux de l'ISO 50001 sont de faire face à la rareté de l'énergie et à l'augmentation durable de son prix, tout en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



De nombreux équipements permettent de réduire les coûts énergétiques, les appareils de froid sont les premiers concernés. Selon une étude de l'ADEME, un appareil neuf peut consommer jusqu'à 6 fois moins qu'un vieil appareil.

LE BLUEBUS DE BOLLORÉ

Dans le milieu universitaire, la mise en service par Blue Solutions filiale du Groupe Bolloré des premiers bus 100 % électrique - les BlueBus - est également une innovation remarquable. Il s'agit du premier réseau de bus entièrement équipés de batteries électriques de dernière génération (LMP). Des bornes alimentées exclusivement par l'énergie solaire grâce à des panneaux photovoltaïques permettent de recharger les bus à toute heure du jour ou de la nuit.

Dans ce modèle, l'énergie consommée est exclusivement auto-produite.



* Proposition

LA DÉMOCRATISATION DES ÉQUIPEMENTS À BASSE CONSOMMATION (3.2)*

Un autre moyen d'agir en faveur de l'efficacité énergétique est d'accorder des avantages fiscaux et douaniers sur l'importation d'équipements à faible consommation*. Jusqu'à présent, l'article 359 du code général des impôts rattaché à la loi des finances N° 2011- 480 du 28 décembre 2011 portant budget de l'État pour la gestion 2012, fixe à 9% la TVA sur les matériels solaires. Cette mesure pourrait s'étendre à l'ensemble

des équipements à faible consommation d'énergie. L'allègement du prix des appareils les plus économes en énergie apporterait un avantage concurrentiel et aurait pour effet d'accroître leur utilisation. Cette mesure pourrait s'appuyer sur la classification européenne et s'appliquer aux équipements de grade A. La Côte d'Ivoire travaille actuellement sur son propre système de classification.

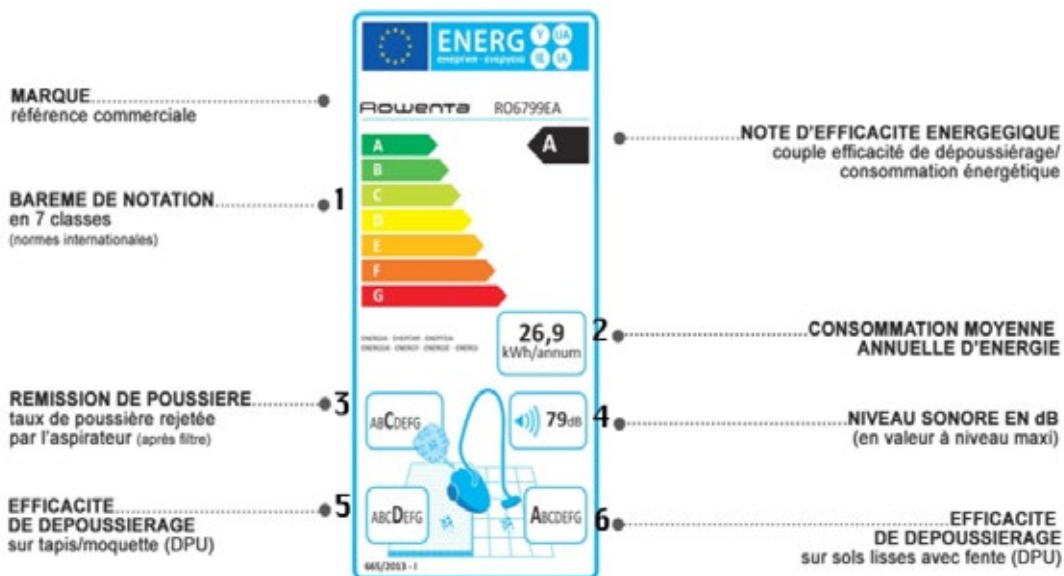
EXEMPLE DE LA CLASSIFICATION EUROPÉENNE

En Europe une partie des équipements sont reconnaissables par « l'Étiquette-Energie » qu'ils portent. Cette étiquette affiche - entre autre - le rendement énergétique de l'appareil selon une échelle colorée (de vert à rouge) et graduée en sept catégories de A (pour les appareils les plus

économes) à G (pour les appareils qui dépensent le plus d'énergie). Elle est placée sur l'appareil et oriente naturellement les ménages dans leur choix. Ces règles ont été mises en place par la directive de 1992 92/75/ CEE et ont évolué jusqu'à la directive 2010/30/UE9 de 2010. Elles sont appliquées dans toute l'Europe.



La maîtrise des consommations électriques doit passer par un travail préalable de définition des normes et un étiquetage des équipements couramment utilisés par les ménages (climatiseurs, réfrigérateurs, lampes etc.).



* Proposition

CÔTE D'IVOIRE, OU EN SOMMES-NOUS ?

La Côte d'Ivoire s'est engagée dans cette démarche à travers le Plan d'Actions National d'Efficacité Énergétique (PANEE). Ce plan prévoit, d'ici 2020, l'adoption de six normes d'efficacité énergétique applicables aux climatiseurs, réfrigérateurs, combinés réfrigérateur-congélateur, congélateurs et deux normes sur les lampes

réseau et hors réseau. Pour l'année 2030; il est prévu un total de 10 normes applicables aux machines à laver, aux téléviseurs, aux chauffe-eau électriques, aux ventilateurs en plus des équipements cités ci-dessus. Ces normes incluront un volet étiquetage.

RETOUR SUR SUCCÈS

Le Gouvernement ivoirien a initié plusieurs actions d'efficacité énergétique qu'il est important de relever : le Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation (PNDLBC) dont l'objectif était de distribuer 5 millions d'ampoules basse consommation. Ces ampoules consomment 4 fois moins d'énergie et ont une durée de vie jusqu'à 10 fois plus longue

que les lampes classiques dites à incandescence. Ce programme devrait favoriser une économie d'énergie estimée à 96 GWh/an soit 8,2 milliards de FCFA/an grâce à la réduction des coûts et aux économies réalisées par les ménages. Les ménages représentent, par ailleurs, plus de 50% des consommations totales d'énergie (Clients basse tension estimés à 1 892 711 abonnés).

LA RÉDUCTION DES COÛTS DES ÉQUIPEMENTS À BASSE CONSOMMATION (3.3)*

Dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique, l'État pourrait encourager la réalisation périodique d'audits énergétiques*. Le caractère obligatoire de ce type d'audit a fait ses preuves dans plusieurs pays.

En France, une expérience menée par l'ADEME sur 49 PME démontre qu'à la suite d'un audit et de la mise en œuvre des actions préconisées, chaque PME a pu économiser en moyenne 61 224€/an. 52% des économies ont été réalisées avec moins de 10 000€ d'investissement.

Dans ces conditions, on peut affirmer que l'efficacité énergétique est un investissement rentable.

En Côte d'Ivoire des acteurs se sont spécialisés dans la réalisation de ces audits. C'est notamment le cas de Smart Energy, filiale du groupe Eranove (CIE, SODECI). En parallèle, certains mécanismes permettent de financer les investissements liés à l'efficacité énergétique, tels que le programme Sunref de l'Agence Française de Développement.



L'achat d'une ampoule fluocompacte est rentable dès la première année. Elle durera 6 à 10 fois plus longtemps que les lampes traditionnelles, tout en assurant un confort lumineux équivalent.

RETOUR SUR SUCCÈS

Le « Projet d'audit des systèmes d'éclairage et de climatisation dans les bâtiments administratifs » est une initiative intéressante à encourager. Ce projet vise à faire l'audit de dix bâtiments publics énergivores. La mise en œuvre des recommandations issues des audits permettra la réalisation d'économie d'énergie. Cette mesure pourrait même être étendue à l'ensemble des bâtiments publics.

Une expérience similaire en France a montré que des économies importantes étaient possibles par une rénovation performante de l'éclairage.

Dans les bureaux, un mètre carré rénové avec des luminaires fluorescents électroniques et une gestion automatique selon la présence et la lumière du jour, permet d'économiser en moyenne 50 kWh, soit 7,5 € par mètre carré et par an. L'amortissement d'une rénovation performante de l'éclairage est par ailleurs inférieur à trois ans.

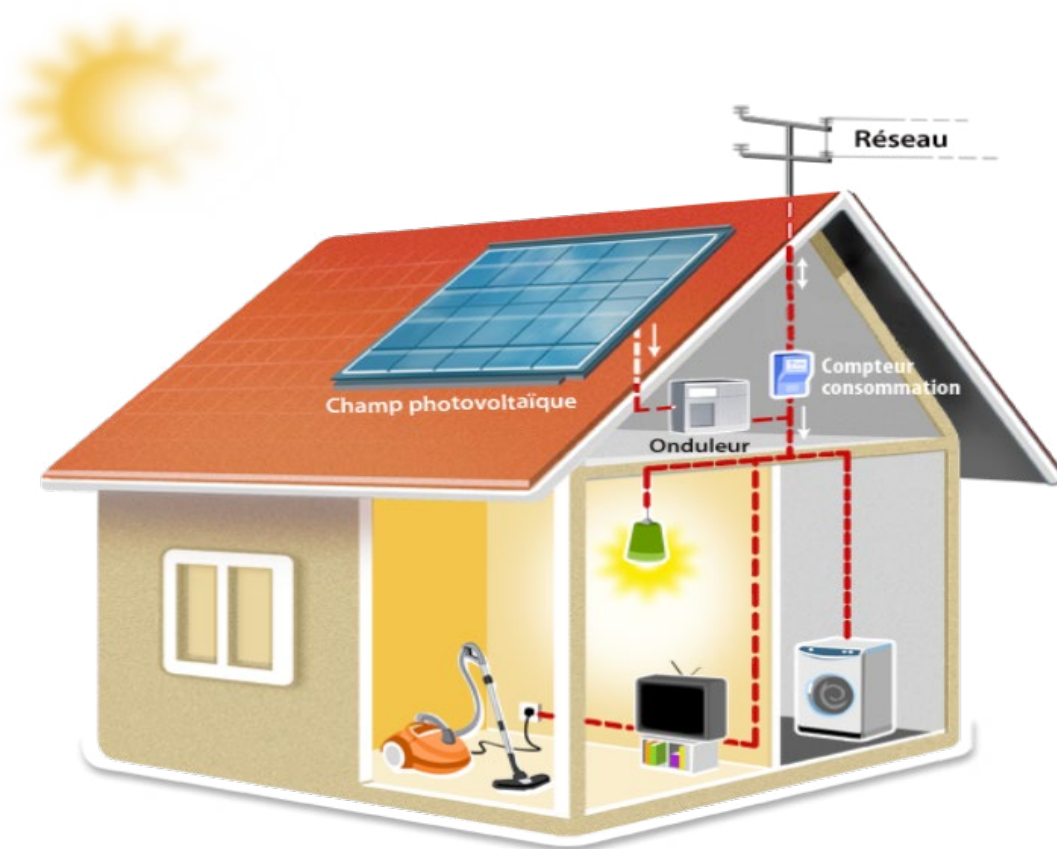
Précisons enfin, que chaque environnement dispose de spécificités et apportera des résultats légèrement différents. Les audits permettent donc d'apporter des solutions adaptées.

* Proposition

PARENTHÈSE SUR L'AUTOPRODUCTION

«L'autoproduction en complément au réseau» est un schéma selon lequel un bâtiment est relié au réseau électrique et à son propre système de production d'électricité (photovoltaïque, biomasse etc.). Ainsi le bâtiment consomme l'énergie produite par sa propre installation. Si l'installation ne produit pas suffisamment, le réseau électrique prend le relais. Cette méthode permet d'utiliser l'énergie solaire comme parfait complément au réseau électrique

« classique ». Certaines zones très ensoleillées en Côte d'Ivoire sont particulièrement adaptées à l'installation de panneaux photovoltaïques. Ces panneaux permettent au consommateur, d'une part de réduire sa facture d'énergie et d'autre part de consommer une énergie renouvelable. Le soleil produit une énergie « gratuite » et non polluante contrairement aux énergies fossiles.



Dans un logement privé notamment, il est rare que les périodes de production d'électricité coïncident parfaitement avec les périodes de consommation. Ainsi, il se peut qu'entre 12 et 16 heures, moment où le soleil est au plus haut (et la production solaire la

plus élevée), la maison soit vide. Ainsi, on estime que la part d'autoconsommation se situe aux environs de 40% pour un logement non équipé d'un système de stockage. Le reste de l'énergie sera fourni par le fournisseur d'électricité.



Toutes ces actions d'efficacité énergétique sont nécessaires pour une amélioration graduelle et un rétablissement de l'équilibre financier dans le secteur de l'énergie.

... PERMETTANT L'ÉQUILIBRE FINANCIER (4)



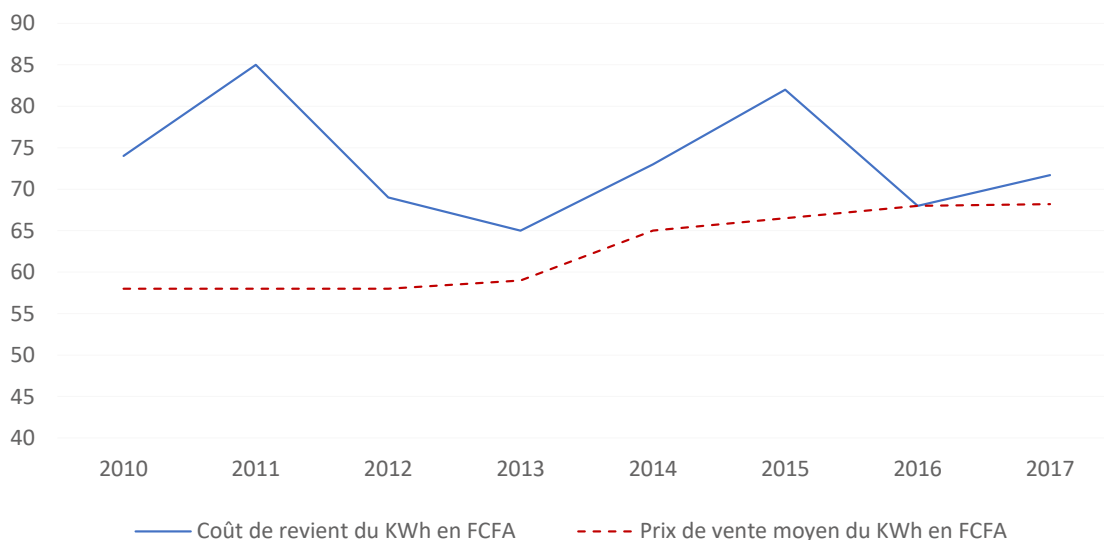
Face au déséquilibre financier du secteur de l'énergie plusieurs solutions peuvent être envisagées. Il faut à la fois réduire les coûts et ajuster les tarifs. Plus les coûts seront maîtrisés, moins les tarifs devront augmenter.

On assiste depuis plusieurs années à une intensification des investissements dans le secteur de l'énergie, en vue d'augmenter la capacité de production. La Côte d'Ivoire a traversé une dizaine d'années de crise socio-politique au cours de laquelle les investissements dans le secteur de l'énergie n'ont pas évolué au rythme de la demande. Cet accroissement actuel des investissements favorise ainsi le rendement du réseau et permet une meilleure maîtrise de la demande d'énergie (depuis 2011, le rendement de distribution s'est amélioré de plus de 7%). Poursuivre les investissements portant sur le renouvellement des réseaux (existants) de transport et de distribution permettra limiter la perte d'énergie et d'améliorer la rentabilité du secteur*. Face à la multiplication de ces investissements, les capacités de «CI-Énergies» ne sont plus suffisantes (certains opérateurs évoquent des «lenteurs» dans la sortie des projets). Le renforcement des capacités de CI-Énergies est nécessaire à la mise

en œuvre «rapide» des projets*. (Certains bailleurs ont manifesté leur intérêt sur ce sujet).

Il est important de souligner qu'en parallèle à cela, la problématique de la fraude est notoire. La fraude à l'électricité entraîne, en plus des pertes financières, des coupures et la détérioration des équipements. L'application du nouveau code de l'électricité, qui considère la fraude comme un délit, ainsi que le changement des technologies par le déploiement des compteurs intelligents permettent de lutter contre les cas de fraudes, de vols, de vandalismes et d'occupations anarchiques*. En matière de réduction des coûts, le programme PEPT a un double avantage. Il facilite l'accès à l'électricité légale, ce qui limite la fraude. Il permet d'accroître le nombre de clients favorisant ainsi la réalisation d'une économie d'échelle. (Une capacité de production inexploitée est un coût pour le secteur de l'électricité).

ÉVOLUTION DES PRIX DE VENTE ET DES COÛTS DE REVIENT EN FCFA PAR KWH



La réalisation des investissements ainsi que la réduction des charges d'exploitation doivent être réalisées simultanément et en adéquation avec une hausse prudente des tarifs de l'électricité.

Bien que très sensible, la question du prix de l'électricité doit être soulevée. Vu les investissements réalisés, une hausse calquée sur le taux d'inflation suffira à assurer la viabilité du secteur*. Cette solution doit être vue comme

un recours ultime. En favorisant la baisse des coûts, la Côte d'Ivoire l'a bien compris et prend le pari d'offrir, à terme, une électricité fiable, peu coûteuse et rentable.

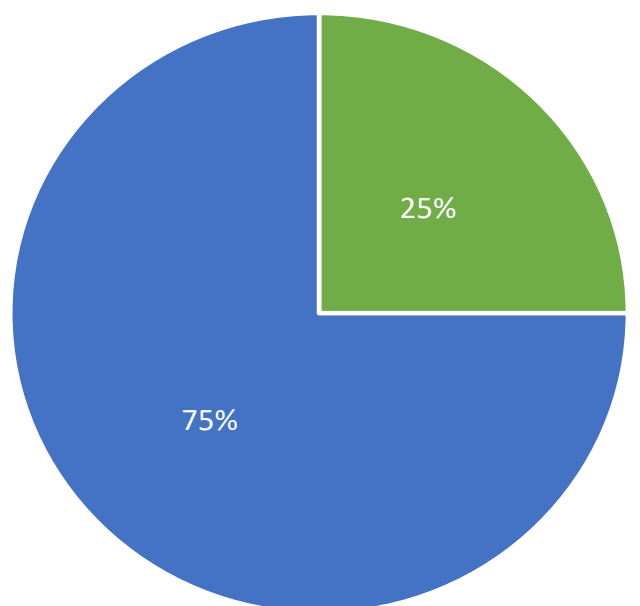
* Proposition Source : Anare 2018

ACTION D'EUROCHAM

Dans le cadre de sa commission énergie, la Chambre Européenne de Commerce, avec l'appui de son partenaire Smart Energy, a réalisé des audits énergétiques gratuits à destination de ses membres. Le but de l'opération a été de sensibiliser les entreprises européennes membres d'Eurocham aux bonnes pratiques et aux équipements permettant de réaliser des économies d'énergie. Les résultats de ces audits sont concluants. Ils montrent que

dans les entreprises auditées, il existe un potentiel minimum de 25% d'économie d'énergie. Dans de telles conditions, les études ont démontré que l'achat d'équipements plus «économes» pouvait être amorti sur une période allant de 24 à 36 mois. Les résultats de ces audits ont été communiqués aux membres d'Eurocham afin de sensibiliser un maximum d'opérateurs économiques.

ÉCONOMIES PRÉVISIONNELLES SELON LES AUDITS RÉALISÉS



■ Economie prévisionnelle ■ Consommation résiduelle



RETOUR BRUT SUR INVESTISSEMENT ?

2,5 ANS



PROBLÉMATIQUES

Le mix-énergétique peut être amélioré. La part du thermique «centralisé» reste importante.

L'accès à l'énergie est difficile dans certaines zones reculées.

Bien qu'il y ait eu des améliorations, l'équilibre financier du secteur n'est pas atteint.



PROPOSITIONS

Un mix-énergétique comprenant des énergies renouvelables et/ou décentralisées pourrait permettre à la Côte d'Ivoire de diversifier ses approvisionnements et d'accroître son accès à l'électricité.

La maîtrise de coûts (investissements, amélioration du rendement etc.) permettra d'atteindre et de maintenir l'équilibre financier sans ajustement du prix de l'électricité.



6. LES TIC

6.1 Zoom sur les TIC

6.1.1 Les TIC en bref

6.1.2 L'accès

6.1.3 Le classement IDI

6.1.4 Les prix

6.2 Problématiques et propositions

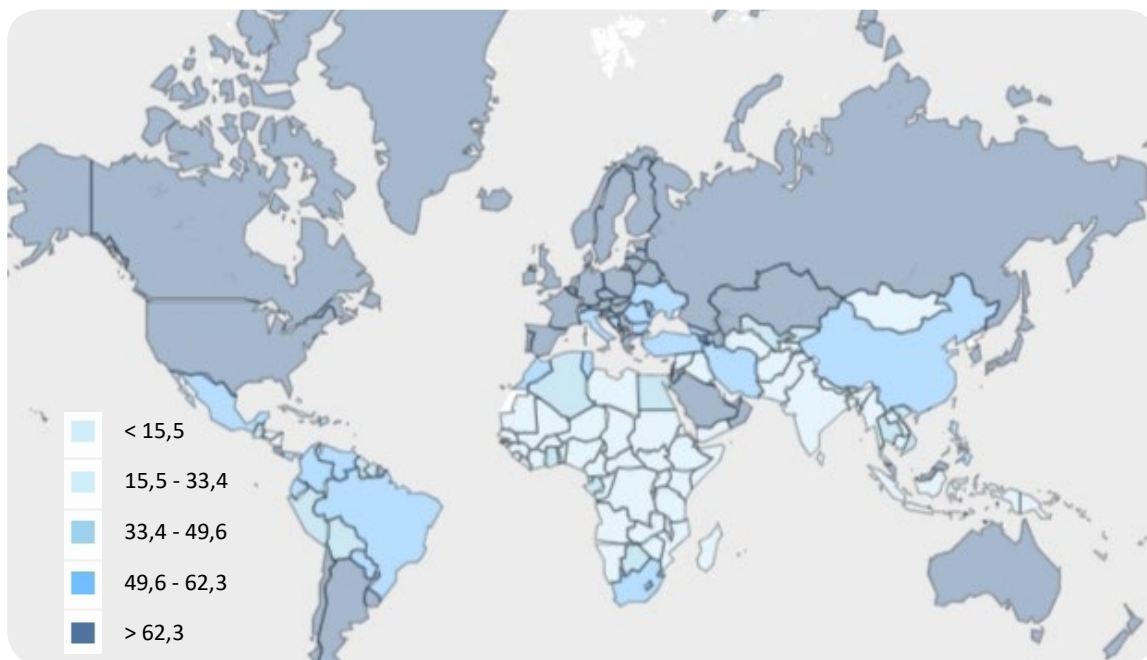
6.2.1 Les prix élevés, l'accès limité

6.2.2 La recherche et le développement

6.1 ZOOM SUR LE SECTEUR DES TIC

NTIC : sigle de Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Ensemble des techniques utilisées pour le traitement et la transmission des informations (câble, téléphone, internet etc.).

TAUX DE PÉNÉTRATION INTERNET - LA BANQUE MONDIALE 2016



6.1.1 LES TIC EN BREF

L'HISTORIQUE

Des premières années de l'indépendance à 1975 : Gestion directe par l'État des télécommunications.

1975 - 1984 : Gestion du secteur des postes et télécommunications par deux structures étatiques que sont l'Office des postes et télécommunications (OPT) et la Société des Communications Internationales de Côte d'Ivoire (INTELCI).

1984 - 1991 : Création de l'Office des Services Postaux (ONP) et l'Office des Services de Télécommunications (ONT) pour la gestion du secteur des télécoms.

1991- 1995 : Création et gestion monopolistique de CI-Telecom.

LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'ordonnance n° 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux technologies de l'information et de la Communication.

La loi n° 2013-451 du 19 juin 2013 relative à la lutte contre la Cybercriminalité.

La loi n° 2013-546 du 30 juillet 2013 relative aux transactions électroniques.

La loi n° 2013-450 du 19 juin 2013 relative à la protection des données à caractère personnel.

CHIFFRES 2018

ÉCONOMIE

Part du PIB	7%
Recettes fiscales	13%
Emplois	>100 000
CA (Mds Fcfa)	>1000
Abonnés mobile (Millions)	33
Taux de pénétration mobile	100 %
Abonnés 3G (Millions)	>10
Abonnés internet (Millions)	>10
Taux de pénétration internet	>45%

MOBILE BANKING

Part de marché	40 %
Transactions/jour(Mds Fcfa)	20

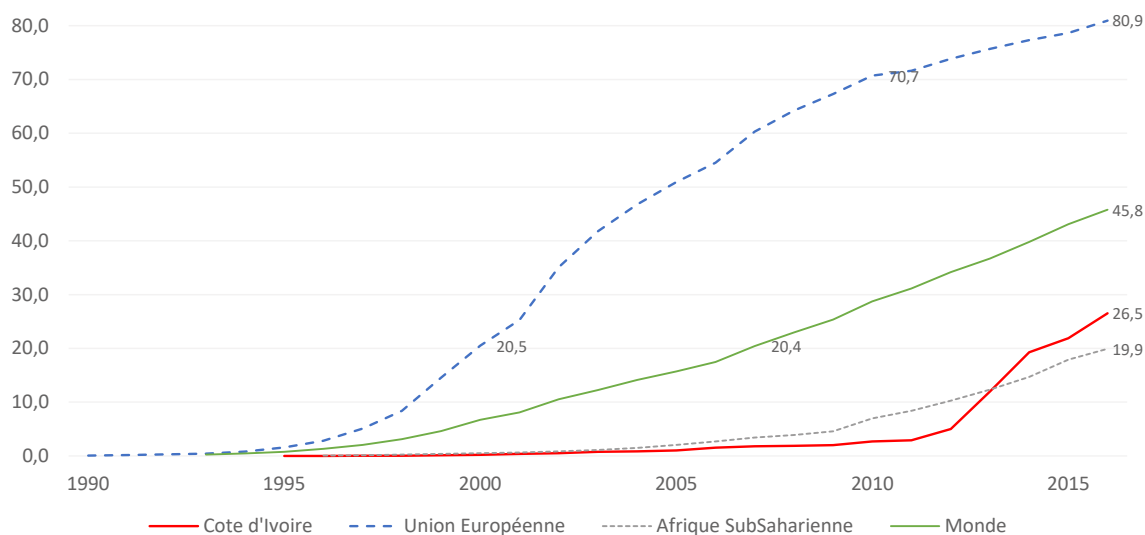
E-COMMERCE (AFRIQUE)

Croissance annuelle	+/- 40%
CA en 2017	NC

Sources: ARTCI, FrenchTech, La Banque Mondiale

6.1.2 L'ACCÈS

ÉVOLUTION DU TAUX D'ACCÈS À INTERNET 1990 - 2016

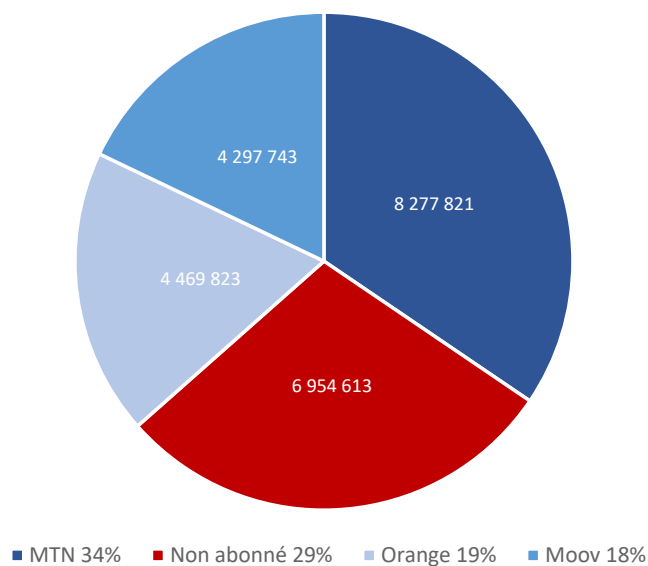


Source : Banque Mondiale 2017



Les chiffres avancés par l'ARTCI (autorité ivoirienne) sont deux à trois fois supérieurs à ceux de la Banque Mondiale. Selon cet organe ivoirien, le nombre d'abonnés internet est de 17 millions soit 71% de la population. Cette différence tient essentiellement aux méthodes de calcul différentes et au fait qu'une seule personne puisse disposer de plusieurs lignes internet (une fixe et deux lignes mobiles par exemple).

ABONNÉS INTERNET SELON L'OPÉRATEUR 2018

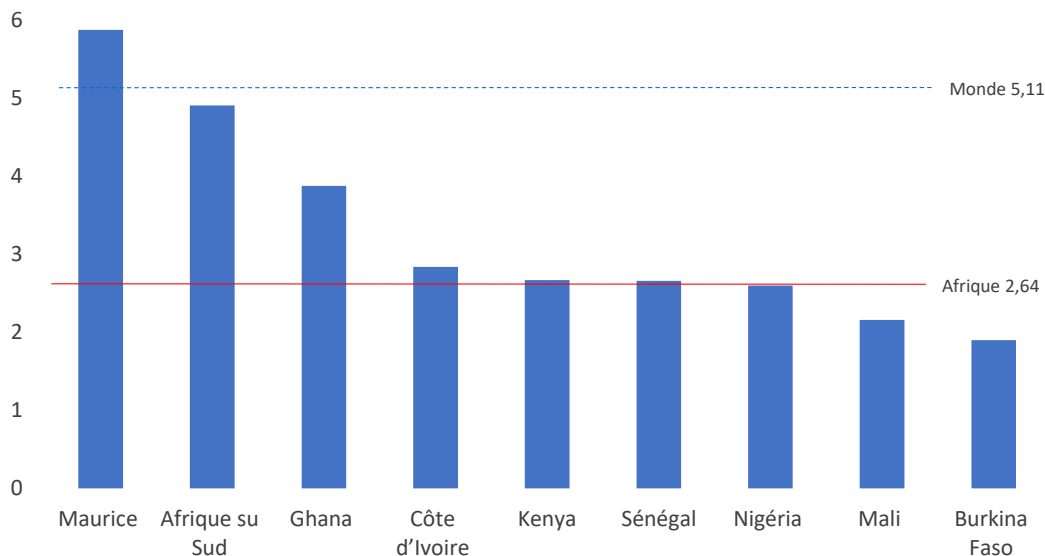


Source : l'ARTCI 2018

6.1.3 LE CLASSEMENT IDI

IDI (Indice de Développement des TIC) est une valeur repère composée de 11 indicateurs répartis dans 3 catégories : l'accès, l'utilisation, les compétences. Il permet de suivre et de comparer les progrès accomplis en matière de TIC dans le monde et dans le temps.

IDI - INDICE DE DÉVELOPPEMENT DES TIC



CLASSEMENT IDI (AFRIQUE) 2017

	Rang Régional/38	Rang Mondial/176	Évolution au classement	Indice/10
Maurice	1	72	+3	5,88
Afrique su Sud	3	92	-4	4,91
Ghana	6	116	-3	3,88
Côte d'Ivoire	9	131	+3	2,84
Kenya	13	138	-1	2,67
Sénégal	14	142	+0	2,66
Nigéria	15	143	+0	2,60
Mali	22	155	-2	2,16
Burkina Faso	26	162	+1	1,90



La Côte d'Ivoire occupe la 9ème place au niveau régional, derrière le Ghana mais devant le Sénégal et le Nigéria. La Côte d'Ivoire a gagné 3 places au niveau mondial entre 2016 et 2017.

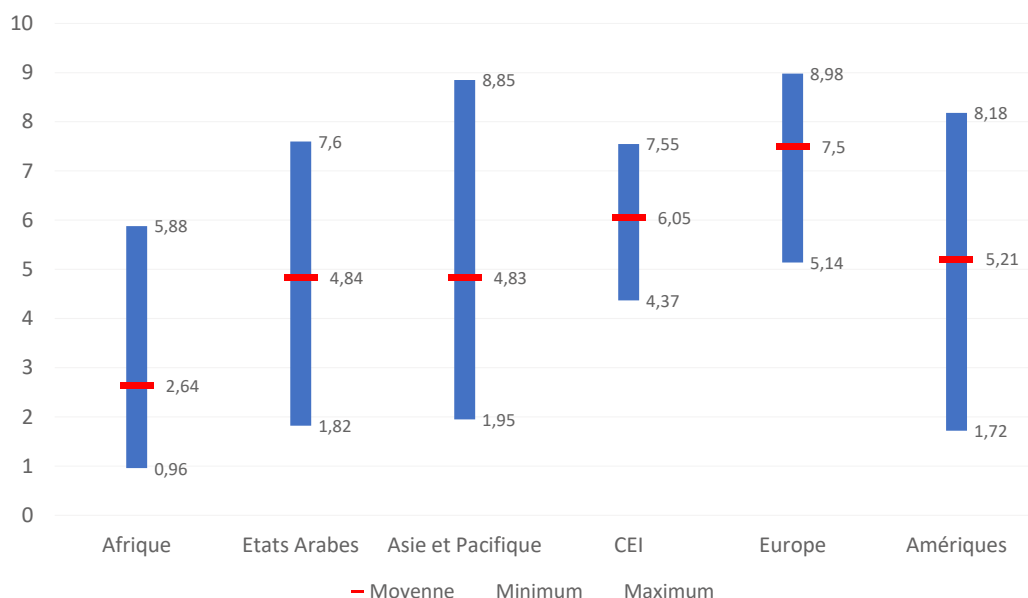
CLASSEMENT IDI (MONDE) 2017

	Rang Mondial	
Indice		
Island	1	8,98
France	15	8,24
USA	16	8,18
Canada	29	7,77
Brésil	66	6,12
Turquie	67	6,08
Thaïlande	78	5,67
Maroc	100	4,77



Source : ITU 2017

IDI - INDICE DE DÉVELOPPEMENT DES TIC DANS LE MONDE



Des disparités considérables existent entre les régions en ce qui concerne le niveau de développement des TIC. De la même manière, au sein de chaque région, les écarts entre les pays sont importants et sont principalement liés au niveau de développement économique.

La valeur moyenne de l'indice pour l'Afrique est de 2,64 points. Maurice se trouve dans la moitié supérieure du classement mondial de l'Indice IDI. La région Afrique compte deux des trois pays dont la valeur de l'Indice IDI a le plus augmenté au cours de l'année écoulée: la Namibie et le Gabon.

Les États-Unis et le Canada sont en tête du classement selon l'Indice IDI pour 2017 dans la région Amériques. La plupart des pays de la région se situent dans les deux quartiles intermédiaires. Les plus fortes hausses dans cette région sont enregistrées dans des pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes situés en milieu de classement.

La région des Etats arabes est également très hétérogène. Cette région compte un certain nombre de pays à revenu élevé, dont Bahreïn, le Qatar et les Emirats arabes unis. Ce sont les pays à revenu intermédiaire qui ont enregistré la plus forte

progression dans la région, avec une augmentation de la valeur moyenne de leur Indice IDI qui est plus de deux fois supérieure à celle des pays se trouvant en tête et en queue du classement régional.

En 2017, sept pays de la région Asie-Pacifique ont un Indice IDI supérieur à 7,50 points et se classent dans le premier quartile de l'Indice général, notamment la République de Corée, à la deuxième place du classement global. La valeur de l'Indice IDI de six pays a augmenté de plus de 0,40 point, la République islamique d'Iran arrivant en tête, et au deuxième rang des pays les plus dynamiques selon l'Indice IDI de 2017.

Dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), seul un pays de la région, à savoir le Bélarus, est présent dans le premier quartile de l'Indice. Les pays dont la valeur de l'IDI a le plus progressé sont ceux occupant les dernières places du classement régional, à savoir l'Ukraine, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan.

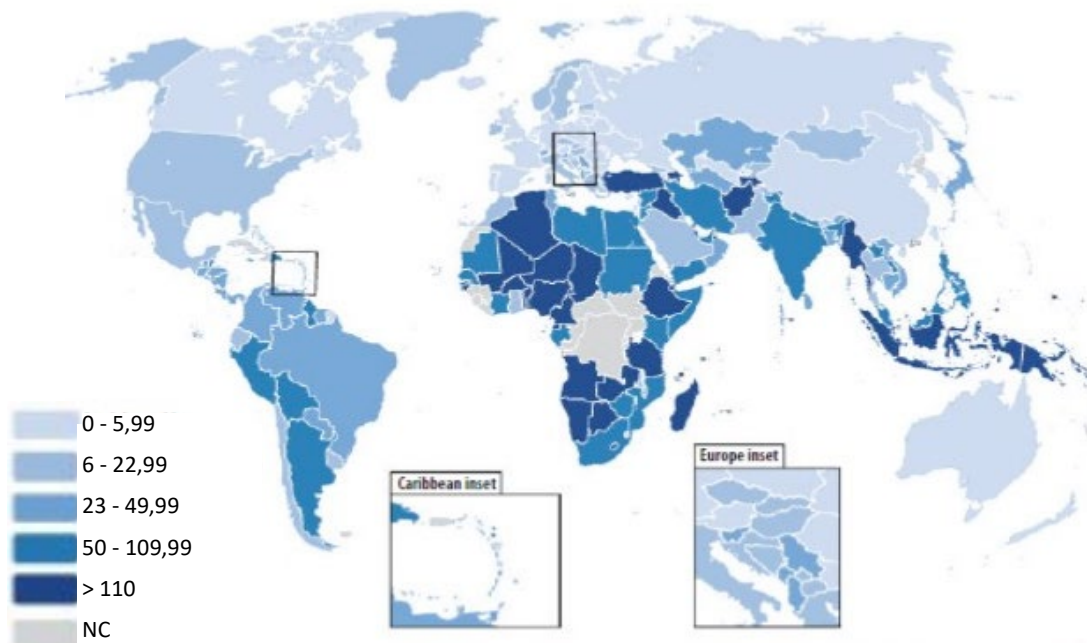
De toutes les régions du monde, c'est l'Europe qui a la valeur moyenne la plus élevée de l'Indice IDI en 2017 (7,50 points). Sur 40 pays, 28 se classent dans le premier quartile. Chypre et la Turquie sont les pays dont l'Indice IDI a le plus progressé.

6.1.4 LES PRIX



Nous traiterons ici du prix des abonnements à internet (fixe et mobile). Il est essentiel de noter que l'État Ivoirien a diminué les droits de douane à 6.5% et mis en place une exonération de TVA sur le matériel informatique (applicable du 01 Août 2015 au 31 Décembre 2018).

PRIX DE L'ABONNEMENT INTERNET RÉSIDENTIEL



PRIX D'ACCÈS EN % DU RNB/HAB EXTRAIT MONDE

	Abonnements		
	Cellulaire	Haut débit fixe	Haut débit mobile (1GO)
Afrique	14,2	39,4	17,7
Monde	5,2	13,9	6,8
Europe	1	1,2	0,6
Belgique	0,8 (52)	0,8 (25)	0,6 (36)
Brésil	1,7 (82)	2,1 (75)	2,3 (99)
Canada	0,7 (40)	1,4 (57)	1 (57)
Chine	0,6 (37)	2,4 (83)	1,1 (65)
Côte d'ivoire	11,9 (174)	26,4 (172)	22 (172)
France	1 (64)	0,7 (19)	0,3 (13)
Inde	1,8 (94)	4,8 (119)	3,2 (117)
Thaïlande	0,9 (58)	3,8 (108)	1,2 (69)

*(Rang)

PRIX CONSTATES EN COTE D'IVOIRE

Prix d'achat d'une clé 4G :

15 000 FCFA

Abonnement mensuel d'une clé 4G :

15 000 à 30 000 FCFA

Prix d'achat des box :

29 000 à 59 000 FCFA

Abonnement mensuel internet fixe :

19 000 à 79 000 FCFA

Source : ITU 2017, veille tarifaire 2018

6.2 PROBLÉMATIQUES ET PROPOSITIONS

« Les TIC, c'est plus de rapidité dans les transactions, plus de fiabilité, des volumes traités plus importants, moins d'intervention humaine, donc par exemple, moins de corruption, une ouverture sans égal aux marchés mondiaux, une proximité plus grande etc., toutes choses qui ne sont pas encore véritablement mesurées dans notre pays ».
Bruno Nabagné KONE Ministre de la Communication, de l'économie numérique et de la poste - TWINS 01/12/2016

« L'accès à Internet pour tous et financièrement abordable est une priorité partout, particulièrement dans les pays en développement ».
Rapport - La francophonie numérique 2016.

L'ANALYSE SWOT DU SECTEUR DES TIC

FORCES

Taux de pénétration de la téléphonie mobile.

Secteur qui s'adapte à la demande des populations (prépayé etc.).

Secteur dynamique.

Cadre réglementaire stable.

FAIBLESSES

Accès limité dans certaines zones.

Taux de pénétration d'internet (des progrès peuvent être réalisés).

Coûts liés à l'utilisation d'internet.

MENACES

Faible taux de couverture électrique (en progression).

Fiscalité.

Accès aux financements des start-up.

OPPORTUNITÉS

Croissance du PIB.

Engagement et réalisme politique.

Les TIC comme réponses à plusieurs difficultés (éducation, santé, gouvernance, inclusion financière etc.).

6.2.1 LES PRIX ÉLEVÉS, L'ACCÈS LIMITE

Selon le rapport de l'ITU 2017 « Mesurer la société de l'information », la Côte d'Ivoire a gagné 3 places par rapport à 2016 dans le classement global IDI. La plus forte progression pour l'Afrique a été enregistrée par l'Ouganda (6 places) suivi de la Namibie (5 places) et du Gabon (4 places). Bien que le pays soit en progression depuis plusieurs années du fait - (de politiques

favorables*, d'une demande en forte croissance, d'investissements et d'innovations des opérateurs privés) - certains sujets restent problématiques : le prix, le débit et l'accès.

*Exonération de TVA et diminution des droits de douanes pour une durée de 3 ans sur le matériel informatique. La mesure a été saluée par l'ensemble du secteur.

La révolution numérique, c'est une croissance plus rapide, des emplois plus nombreux et des services de meilleure qualité. De nombreux exemples montrent que les principaux mécanismes par lesquels les technologies numériques favorisent le développement dont l'inclusion, l'efficacité et l'innovation. La Banque Mondiale 2016 - Les dividendes du numérique

PRIX D'ACCÈS EN % DU RNB/ HAB

		Abonnements	
		Haut débit fixe	Haut débit mobile (1GO)
Afrique	14,2	39,4	17,7
Monde	5,2	13,9	6,8
Europe	1	1,2	0,6
Cameroun	12,16 (175)	22,84 (165)	6,13 (144)
Cap-Vert	8,71 (164)	3,63 (107)	5,84 (141)
Côte d'Ivoire	11,9 (174)	26,4 (172)	22 (172)
Ghana	2,44 (115)	18,97 (159)	4,46 (130)
Sénégal	17,31 (180)	20,03 (161)	7,23 (147)

*(Rang classement IDI)

Source : ITU 2017

LA FISCALITÉ, UN PAS VERS LA DIMINUTION DES PRIX (1)

Comme nous pouvons le constater dans le comparatif repris ci-dessus, la Côte d'Ivoire se classe 172 sur 195 dans la catégorie « prix de l'abonnement internet fixe ».

Ce classement de l'ITU met en relation le prix d'une connexion internet fixe et le RNB par habitant. Il apparaît que l'abonnement est plus cher en Côte d'Ivoire que dans de nombreux autres pays africains (Ghana, Sénégal, Cap-Vert, Cameroun etc.). Un abonnement internet fixe représente 26,4 % du RNB/h en Côte d'Ivoire.

Si cette tarification peut s'expliquer par une politique de développement des infrastructures ayant permis d'accroître l'accès et de proposer de nouveaux services, elle n'en reste pas moins excessive eut égard aux revenus des habitants. Le danger est d'exclure les populations les plus fragiles de la révolution numérique, ce qui aurait pour effet de creuser les inégalités sociales. Plusieurs solutions peuvent être envisagées. Certaines d'ordre fiscales pourraient contribuer à la diminution du prix de

l'accès à internet.

Une baisse ou une exonération de TVA sur les abonnements à internet (fixes ou mobiles) aurait pour effet immédiat la diminution des prix. Comme pour l'exonération de TVA sur le matériel informatique, cette mesure serait limitée dans le temps (3 ans). Ce délai permettrait à l'État et au secteur privé de poursuivre les politiques d'investissements qui conduiront (à terme) à une baisse des prix*.

Notons que la diminution des taxes (spécifiques) qui pèsent sur les acteurs de la télécommunication pourrait avoir le même effet*.

Bien que ce type de mesure représente un effort considérable pour le budget de l'État, il est à noter que l'amélioration de l'accès internet (et aux nouvelles technologies) favorisera la croissance, le développement, l'éducation, le commerce et la santé.

* Proposition

LE « MIX-TECHNOLOGIQUE » - INTERNET POUR TOUS (2)

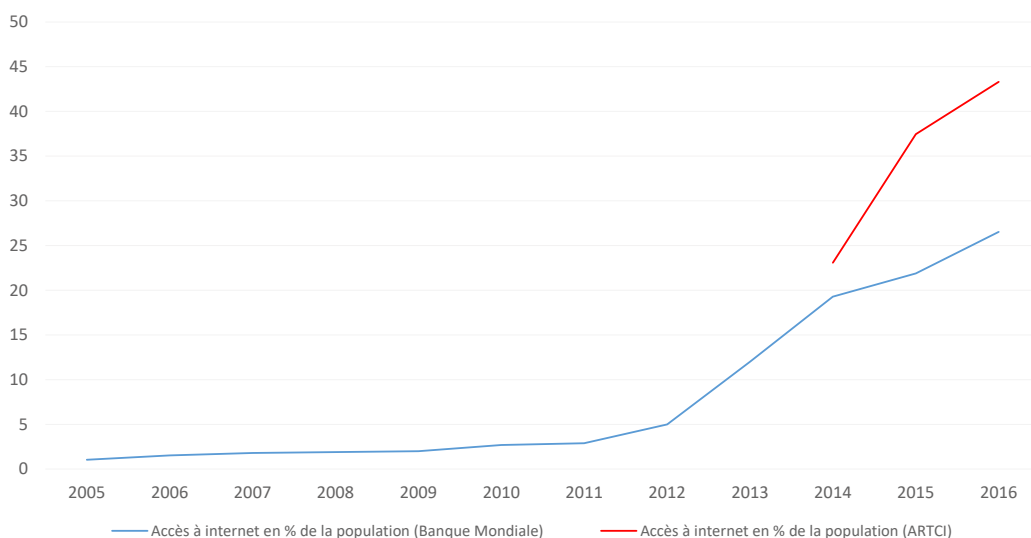
Incontournable dans tous les secteurs de l'économie, les TIC pourraient apporter des solutions à de nombreuses problématiques : éducation, santé, gouvernance, information, croissance etc. L'internet pour tous représente un enjeu majeur pour la Côte d'Ivoire, en effet, de nombreuses études établissent un lien entre accès à internet et développement du PIB. Le gouvernement ivoirien l'a bien compris et n'a pas ménagé ses efforts pour accroître l'accès aux technologies. On peut citer : le déploiement de la fibre (en cours), l'exonération de la TVA sur le matériel informatique, la régulation du

marché, la création d'une école des TIC etc.

La courbe ci-dessus témoigne d'une forte évolution du taux d'accès à internet depuis 2012. Selon les derniers chiffres de l'ARTCI (2018), il y aurait plus de 10 millions d'abonnés internet à ce jour (fixe, mobile), le taux d'accès a encore progressé ces deux dernières années pour atteindre +/- 40% (contre 20% fin 2014 cf. Courbe).

Bien que cette croissance soit remarquable, des pistes peuvent être exploitées pour améliorer l'accès dans les zones plus reculées.

ÉVOLUTION DE L'ACCÈS À INTERNET ET DU PIB EN CÔTE D'IVOIRE



« Les technologies numériques transforment le monde des affaires, du travail et de l'administration publique. Nous devons continuer à connecter tout le monde et ne laisser personne sur la touche, parce que le coût des opportunités perdues est énorme. Mais pour que les dividendes du numérique soient largement partagés entre toutes les franges de la société, les pays doivent aussi améliorer leur climat des affaires, investir dans l'éducation et la santé, et promouvoir la bonne gouvernance. » La Banque Mondiale

L'ACCÈS & LE DÉBIT

	Côte d'Ivoire	Afrique	Monde
Téléphone fixe pour 100 habitants	1,3	1	13,6
Téléphone mobile pour 100 habitants	126	74,6	101,5
Haut débit fixe pour 100 habitants	0,6	0,4	12,4
Haut débit mobile actif pour 100 habitants	47,6	22,9	52,2
Couverture 3G en % de la population	56,3	59,3	85
Couverture LTE en % de la population	34	25,7	66,5
Bande passante par utilisateur (kbit/s)	6,8	51	74,5
% des foyers disposant d'un ordinateur	10,4	9,6	46,6
% des foyers disposant d'un accès internet	22,7	16,3	51,5
% de personnes utilisant internet	26,5	19,9	45,9

Source : ITU 2017

EXEMPLES D'UTILISATION DES TIC EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT



LA SANTÉ

Assurer une vie saine et promouvoir le bien-être de tous.

Airtel Malawi a lancé le service VAS 321 qui fournit l'accès à l'information sur la nutrition maternelle et infantile ainsi que d'autres informations sur le service public, dans la langue locale. En moyenne, les utilisateurs de Airtel 321 en savent plus sur les pratiques d'allaitement maternel (14,5%) et adoptent un meilleur comportement quant à l'allaitement (22%).



INCLUSION FINANCIÈRE

Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes partout.

En permettant aux plus démunis d'avoir accès aux services dont ils ont besoin pour faire des investissements et gérer les dépenses imprévues, l'industrie de l'argent mobile contribue à éliminer l'extrême pauvreté. Des estimations récentes démontrent que l'accès aux M-Pesa a levé 194 000 ménages au Kenya de la pauvreté depuis sa création en 2007.



L'ÉDUCATION

Assurer une éducation inclusive et équitable, et promouvoir un apprentissage permanent pour tous.

Tigo a introduit un service d'apprentissage mobile EduMe au Rwanda et en Tanzanie, permettant aux abonnés d'apprendre l'anglais et d'autres matières. EduMe associe l'écoute, la lecture et la parole à travers des textes de formation, des questionnaires et des leçons audio de manière interactive.



L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Assurer l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.

Wonderkid Multimedia fournit une solution de gestion intégrée mobile à quatre compagnies d'eau au Kenya. Cette plateforme TIC utilise les services mobiles pour la lecture mobile des compteurs, l'auto-lecture des compteurs et la gestion des plaintes. Cette solution améliore l'efficacité globale et l'entretien du réseau d'eau au Kenya.



AGRICULTURE

Mettre fin à la faim, parvenir à la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable.

En juin 2015, Vodafone Ghana a lancé le Club des agriculteurs Vodafone - un ensemble de services à valeur ajoutée agricoles (l'agriculture conseils, mises à jour des conditions météorologiques, les prix du marché) livrés par l'intermédiaire de SMS et IVR. Le service est fourni en partenariat avec le fournisseur VAS Esoko. En décembre 2016, plus de 200 000 utilisateurs étaient inscrits. Les utilisateurs réguliers d'agriculteurs-Club sont 1,7 fois plus susceptibles de signaler un changement dans leurs pratiques de gestion des terres que les non-utilisateurs.



L'ÉNERGIE

Relancer le partenariat mondial pour un développement durable.

Grâce à un partenariat avec le MTN Rwanda, Mobisol installe des systèmes solaires autonomes au Rwanda (de 60 à 200W). Le coût de l'installation du système est inclus dans la consommation mensuel (système prépayé). L'utilisation de la part de Mobisol de l'argent mobile pour les paiements et de la technologie M2M pour la commande à distance et le suivi des systèmes solaires démontrent l'importance des nouvelles technologies dans la conduite de ce projet. Basé sur le «pay-as-you-go», ce système permet aux populations en difficulté d'avoir un meilleur accès à l'énergie.

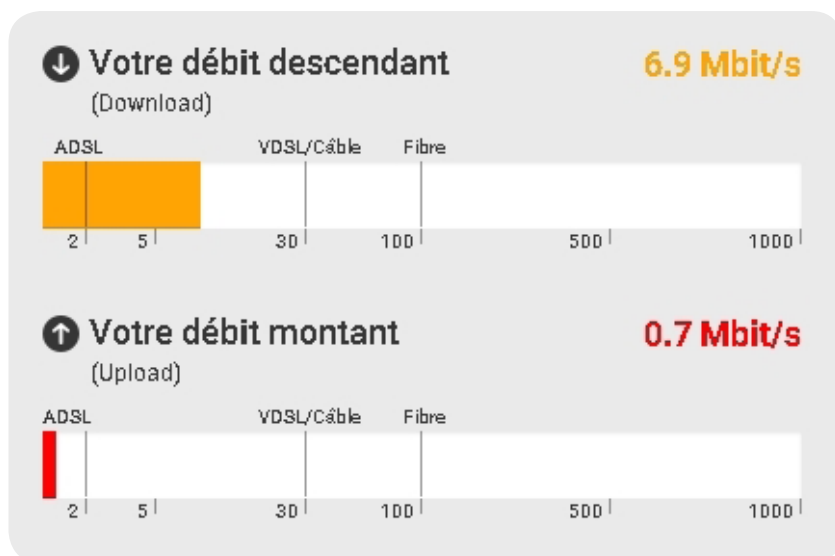
Une fibre optique est un fil en verre ou en plastique très fin qui a la propriété d'être un conducteur de lumière et sert dans la transmission de données et de lumière.

QUELLES DIFFÉRENCES ENTRE LA FIBRE OPTIQUE ET LE CUIVRE (ADSL) ?

Dans un réseau de type ADSL, tous les services (internet, téléphone, télévision) se partagent la même bande passante, ainsi les usages simultanés provoquent des ralentissements, et plus votre logement est éloigné du central téléphonique, plus votre débit est dégradé.

La fibre optique ne pâtit pas des problèmes de perte liée à la distance, elle autorise des débits plus élevés que le cuivre, sa bande passante est quasi illimitée. Par ailleurs, chaque flux est dédié par usage, ainsi vous pouvez profiter d'usage simultané sans perte de fluidité.

TEST DE CONNEXION RÉALISÉ SUR UNE LIGNE ADSL DANS LA COMMUNE DU
PLATEAU À ABIDJAN



Le déploiement de la fibre est l'une des réponses visant à l'amélioration de l'accès et de la connectivité*. Un projet relatif à l'installation de 7 000 km de fibre optique (publique) est en cours de réalisation. Après des difficultés liées au démarrage des travaux, l'installation de ce réseau s'est accélérée en 2017. Malheureusement de nouvelles difficultés retardent les travaux telles que des conflits fonciers sur les lieux de passage de cette fibre «publique». Concernant le déploiement du réseau fibre privé, un opérateur majeur a revu ses ambitions à la baisse suite à des actes de sabotage répétés sur ses

installations techniques. L'appui des pouvoirs publics sur ces sujets aura un impact positif sur la bonne exécution des travaux en cours*.

La mise à niveau des équipements 4G est une autre réponse aux problèmes d'accès et de connectivité*. Les équipements de troisième génération sont actuellement déployés dans les principales villes du pays. Des améliorations liées à l'accès, la connectivité et le débit sont attendues. L'ancien matériel sera redéployé, permettant ainsi une augmentation du taux de couverture.



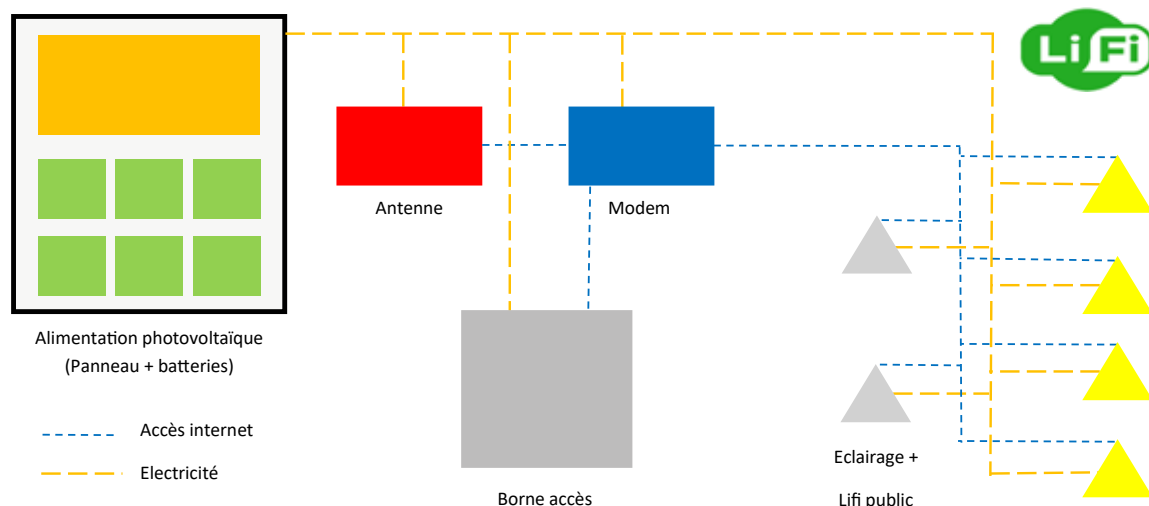
Bien que ces deux projets auront pour effet d'améliorer le débit et l'accès dans les villes les plus importantes du pays, une réponse concernant les zones rurales doit être formulée. Face au défi de l'accès à internet, une seule solution ne peut être envisagée. Plusieurs projets sont en cours et doivent être finalisés. D'autres plus novateurs pourraient apporter une réponse durable au problème de l'accès en zone rurale.*

* Proposition

Le LIFI : Technologie de communication sans fil, basée sur l'utilisation de la lumière LED transmettant des données numériques. Plus rapide, plus écologique, plus sûr que le WIFI, le LIFI utilise le spectre optique. Il utilise des ondes radio au débit 10 fois supérieur au WIFI.

Parmi les projets « novateurs » permettant la couverture des zones rurales, l'un d'entre eux a attiré notre attention: le LIFI. Comme l'indique la définition ci-dessus, le LIFI permet la transmission d'un signal internet par la lumière LED. Cette technologie a plusieurs avantages en zone

rurale : elle consomme peu, est accessible. Combinée aux photovoltaïques et à internet par satellite le LIFI apporte éclairage et accès internet dans des ruralités non-électrifiées. (Cf. Ci-dessous)



Ce schéma représente un système autonome d'éclairage et d'accès internet par le LIFI. L'alimentation photovoltaïque fournit l'électricité à tout le système, l'accès à internet se fait par satellite via l'antenne, le signal est transformé par un modem puis diffusé au travers des ampoules LED via l'éclairage public et privé (chaque utilisateur pourra se connecter via sa tablette, son smartphone ou son ordinateur). Une borne est mise à disposition

au centre du village ou chez le chef du village pour permettre l'accès aux personnes qui ne seraient pas équipées. Pour 8000€, ce système permet de couvrir un village de 300 habitants (soit 26€ par personne). Aucun abonnement n'est facturé, l'accès est gratuit (en contrepartie de pages publicitaires). Une installation pilote est en cours de réalisation en Côte d'Ivoire, la BAD se montre très intéressée par ce projet.

L'électrification et l'accès à internet joue un rôle fondamental dans l'inclusion des populations. Ils apportent de nombreuses solutions dans les zones les plus reculées notamment dans le secteur de l'éducation, de l'accès à l'information, des échanges, du commerce et de la santé. Le développement dans les zones rurales ne trouvera pas de solution dans « les technologies classiques » (Cf. Coût d'électrification du dernier Km

ou coût d'installation d'une antenne 4G par rapport au chiffre d'affaires généré par quelques centaines de personnes). Il s'agit d'une réelle opportunité pour les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds. La promotion et le financement de systèmes innovants permettra à chaque ivoirien de bénéficier des technologies de base de manière durable*.



L'égalité face aux nouvelles technologies est un combat dans lequel la Côte d'Ivoire pourrait faire figure de précurseur en Afrique de l'Ouest.

* Proposition

6.2.2 LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

Le Crédit d'Impôt Recherche est une mesure fiscale destinée à soutenir l'effort en Recherche et développement des entreprises. Il consiste en un crédit d'impôt calculé sur la base des dépenses engagées en Recherche et Développement par les entreprises. Un crédit d'impôt est une somme venant s'imputer sur le montant brut d'impôt à payer par application d'une disposition fiscale. Il prend la forme d'un remboursement d'une partie des dépenses payées par le contribuable. Contrairement à la réduction d'impôt qui permet uniquement de diminuer ou d'annuler l'impôt à payer, le crédit d'impôt permet de bénéficier d'un remboursement par l'administration fiscale si son montant est supérieur à celui de l'impôt à payer.

La recherche et le développement sont des composantes essentielles de la croissance durable. Selon la théorie économique classique, 3 facteurs contribuent à la croissance : le travail, les capitaux et le progrès. Paul Romer dans « Increasing Returns an Long Run Growth » explique que la croissance repose sur les investissements en R&D. La recherche et le développement permet de faire des découvertes qui bénéficient à l'ensemble des agents

économiques du fait des externalités positives qu'elles génèrent. Depuis, ces théories ont été vérifiées par le modèle de croissance des pays de l'OCDE. De nombreux pays favorisent « la recherche et le développement » par le biais de politiques publiques (incitations fiscales, subventions, création de centres de recherche etc.). C'est différents modèles sont notamment appliqués au Brésil, en Chine, en Allemagne et au Canada.

RAPPEL SUR LA FISCALITÉ IVOIRIENNE... PAYING TAXES 2018

Taux d'imposition En % des résultats commerciaux

Europe	39,6%
Afrique	47,1%
UEMOA (moyenne)	47,9%
Bénin	57,4%
Burkina Faso	41,3%
Côte d'Ivoire	50,1%
Guinée Bissau	45,5%
Mali	48,3%
Niger	47,3%
Sénégal	45,1%
Togo	48,5%

Classement Général

Espagne	34
France	54
Italie	112
Mali	166
Guinée Bissau	155
Burkina Faso	153
Niger	160
Togo	173
Bénin	174
Sénégal	178
Côte d'Ivoire	175

Suite à la parution de l'étude Paying Taxes 2017, Ouattara Sié Abou - DG des Impôts - a précisé que « le rôle de la DGI n'est pas de mettre en place une fiscalité « confiscatoire » mais plutôt une fiscalité qui profite au développement des entreprises et de l'administration fiscale ».

OBJECTIFS DU CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

- Stimuler la croissance économique par le progrès et la recherche.
- Augmenter la part du budget allouée à la recherche et au développement.
- Renforcer l'attractivité du territoire.
- Maintenir ou attirer les services de recherche.

LE CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE - BOOSTER D'INNOVATION (3)

LE CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE : JUSTIFICATIONS

De nombreuses études ont montré que les activités de recherche et développement ont un impact positif sur les performances des entreprises en matière d'innovation et de productivité. En effet, les activités de R&D ont un impact direct sur la propension à générer des innovations et un impact indirect sur le renforcement de la capacité d'absorption par l'entreprise des connaissances externes. Elles contribuent ainsi à la fois à la création de connaissances, à l'innovation et à la diffusion des nouvelles technologies.

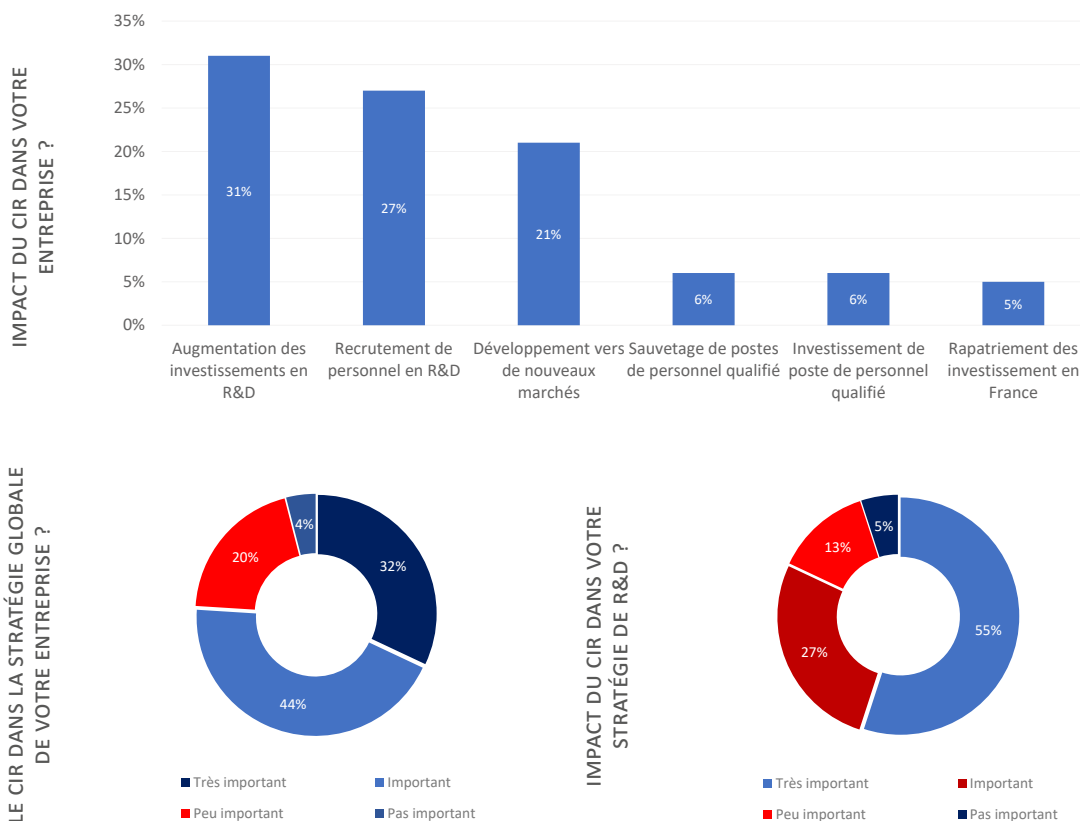
Au-delà de leur impact favorable sur les performances de l'entreprise (rendement privé), les dépenses de Recherche et Développement engendrent des externalités positives. Les connaissances générées se diffusent et ne peuvent pas être totalement appropriées par l'entreprise qui a consenti les investissements en R&D pour sa capacité d'innovation propre. La diffusion technologique peut en particulier bénéficier à d'autres entreprises.

Du fait de la diffusion des connaissances, les entreprises ne peuvent s'approprier tous les bénéfices de leur activité de recherche. En conséquence, elles tendent à sous-investir par rapport à ce qui serait souhaitable, réduisant le potentiel d'innovation au niveau national. Le soutien public a pour objectif de compenser les incitations insuffisantes des entreprises à investir dans la R&D en abaissant le coût final de ces investissements.

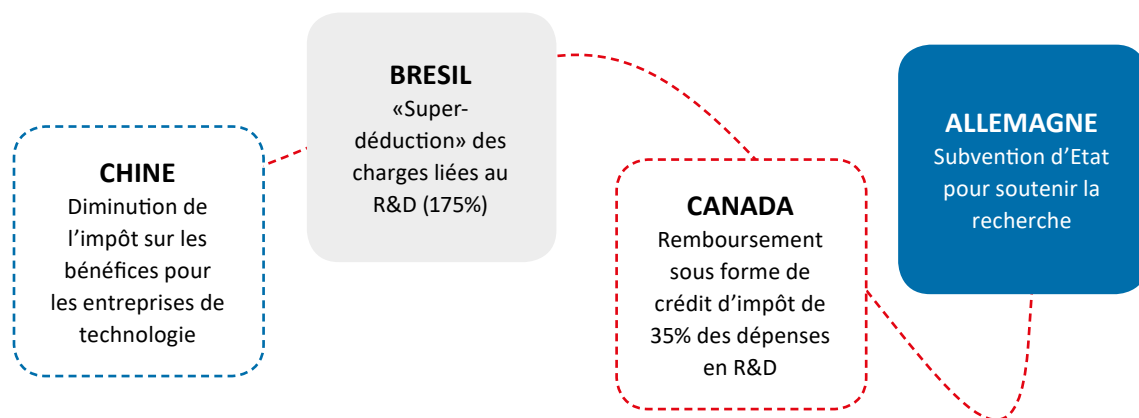
Enfin, les risques présentés par certains projets de R&D constituent des motivations complémentaires d'intervention publique. Le risque peut être trop important et à trop long terme pour être assumé par un ou quelques acteurs privés. L'État qui a la capacité de mutualiser les risques, peut alors chercher à inciter les acteurs à les prendre. De plus, des phénomènes d'asymétrie d'information entre entrepreneurs et créanciers peuvent empêcher des projets de R&D pourtant rentables, d'être financés.

Source : Rapport Développement et impact du Crédit Impôt Recherche 1983 - 2011 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - France 2014

LE CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE : RETOUR D'EXPÉRIENCE



Source : Etude réalisée par Syntec Numérique - Baromètre - Le Crédit d'Impôt Recherche dans le numérique France 2016



Une étude récente démontre que l'intensité en R&D de l'entreprise a un impact positif et significatif à moyen terme sur la croissance des effectifs (Capasso, Treibich et Verspagen 2014). Les auteurs soulignent que l'impact de la recherche et développement s'observe après un certain délai et qu'il est important d'estimer sur le moyen ou le long terme.

LE CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE : NOS PROPOSITIONS

Le Crédit d'Impôt Recherche peut être une mesure incitative pour la Recherche et Développement en Côte d'Ivoire*. Toutefois, il doit s'adresser à toutes les entreprises, quel que soit leur activité ou leur statut juridique. Ce Crédit d'Impôt Recherche pourrait ainsi couvrir toutes les activités de recherche et de développement : recherche fondamentale (contribution théorique ou expérimentale à la résolution de problèmes techniques), recherche appliquée (applications possibles des résultats d'une recherche fondamentale ou à trouver des solutions nouvelles), développement expérimental (prototypes ou installations pilotes), quel qu'en soit le domaine. Voici quelques dépenses qui pourraient être éligibles : travaux de recherche confiés à des organismes agréés (universités, centres de recherche),

amortissements des biens affectés à la recherche, amortissements des bâtiments affectés à la recherche, dépenses de veille technologique, rémunérations des chercheurs ou des techniciens de recherche etc.

Concernant les modalités, la mise en pratique dans les pays ayant adopté un CIR montrent que le remboursement immédiat d'une partie des dépenses éligibles (sur justificatif) et après une simple demande auprès de l'administration fiscale (dématérialisée de préférence) apporte une réponse efficace et adaptée au besoin des entreprises. Selon les retours d'expérience enregistrés, «un système simple, efficace et ne laissant aucune place à « l'interprétation » des textes apportera de meilleurs résultats».



Toutes les études montrent qu'un Crédit d'Impôt Recherche favorise l'emploi, les investissements, la productivité et la compétitivité.

Dans sa recension des travaux sur ce sujet, Hall (2011) souligne que de nombreuses études économiques ont mesuré un impact positif et significatif de l'innovation de produit sur la productivité des entreprises.

Dans leur recension des estimations publiées entre 1980 et 2009, Hall, Mairesse et Mohnen (2009) concluent que le rendement privé de la R&D mesuré en termes de gain de productivité est toujours positif et est souvent supérieur au rendement du capital physique, même si les résultats varient en fonction de la méthode, du pays et de la période d'observation.

« Il y a trois facteurs d'installation d'un centre de recherche : Le coût, la qualité des chercheurs, la proximité du marché ».

* Proposition

L'APPORT DES TIC AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PROUVÉ SCIENTIFIQUEMENT

Ericsson Research, en collaboration avec l'Imperial College de Londres, confirme scientifiquement que lorsqu'un pays adopte le haut débit mobile cela contribue à un solide développement économique. C'est ce que révèle le rapport intitulé «Quelle est l'importance des réseaux de haut débit mobile pour le développement économique mondial?», dont les données proviennent de 135 pays parmi lesquels 10 pays subsahariens. Il montre que si la pénétration du haut débit mobile augmente de 10 %, cela entraîne une hausse de 0,6 à 2,8 % du produit intérieur brut (PIB).

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a déclaré: « La technologie est cruciale pour permettre aux gens de participer à notre avenir numérique et pour aider les gouvernements à mieux servir les populations. Mais nous devons aussi nous

attaquer à d'importantes préoccupations telles que la cybersécurité, les droits de l'homme, la vie privée, ainsi que la fracture numérique, y compris ses dimensions sexospécifiques. Le haut débit est un outil remarquable; maintenant nous devons faire plus pour s'assurer que tous profitent de ses avantages. Les pays en développement sont confrontés au risque très réel d'être laissés pour compte ».

Parallèlement, les principaux acteurs mondiaux du haut débit, dont Ericsson, se sont rassemblés à la réunion annuelle de la Commission des Nations Unies pour le développement durable. Il s'agissait d'un appel à l'action pour assurer l'accès à Internet pour tous, afin d'accélérer l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable. Börje Ekholm, le PDG d'Ericsson, faisait partie des commissionnaires.

LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'AGRICULTURE IVOIRIENNE

La Côte d'Ivoire s'est en effet lancé dans un vaste programme de modernisation diversification de son agriculture, à grand renfort de nouvelles technologies. Agriculture numérique... Si cela vous paraît contradictoire, vous devriez probablement vous intéresser de plus près aux évolutions de l'économie ivoirienne.

Le 31 mai 2018, la Banque mondiale a octroyé à la Côte d'Ivoire un crédit de 70 millions de dollars « pour améliorer la productivité, l'accès au marché et les revenus de 6,1 millions de petits exploitants agricoles grâce aux technologies de l'information et de la communication ».

Né en 2013, le projet e-Agriculture a pour objectif la modernisation de l'agriculture ivoirienne grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Il se propose en particulier d'améliorer la distribution des produits vivriers, la

mise en place d'un système de surveillance des sols, d'un système d'information géographique et un portail internet du monde agricole.

Le prêt accordé par la Banque mondiale permettra d'augmenter le nombre de bénéficiaires du programme et ses retombées économiques. Les petits exploitants agricoles ciblés par le projet représentent près d'un quart des 23,7 millions d'habitants que compte le pays. Ils ont le potentiel de booster la croissance du secteur agricole qui est l'un des piliers de l'économie ivoirienne, assurant 22 % du produit intérieur brut et plus de 75 % des exportations ».

Les expériences d'usage des TIC dans l'agriculture se sont multipliées ces dernières années en Côte d'Ivoire. Depuis 2012, des drones aident à surveiller les bananeraies et permettent de cartographier et traiter les plantes atteintes de cercosporiose.



PROBLÉMATIQUES

Bien qu'en forte progression, l'accès à internet limité et les prix restent élevés. Absence de politiques favorables à la recherche et au développement en Côte d'Ivoire.



PROPOSITIONS

Poursuivre les améliorations liées au développement de l'accès : déploiement de la fibre et généralisation de la 4G.

Mettre en place une stratégie de recherche et développement.



7. L'ÉDUCATION

7.1 Zoom sur l'éducation

7.1.1 Le cadre institutionnel

7.1.2 Les difficultés du secteur éducatif

7.1.3 L'éducation, L'IDH et la croissance

7.2 Problématiques et propositions

7.2.1 Des infrastructures dépassées

7.2.2 Les curricula - Adaptation indispensable

7.2.3 Le facteur humain au cœur de la réussite

7.1 ZOOM SUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

7.1.1 LE CADRE INSTITUTIONNEL

L'AUTORITÉ DE TUTELLE

En Côte d'Ivoire, le système éducatif est organisé depuis la formation du nouveau Gouvernement du 11 janvier 2017, par trois ministères :

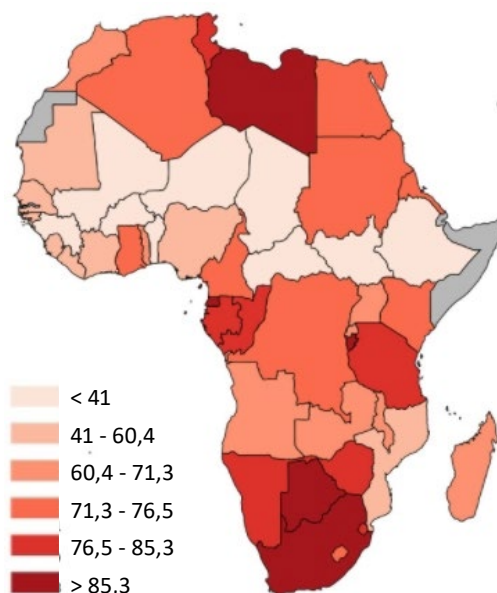
- Le Ministère de l'Éducation nationale de la formation professionnelle et de l'enseignement technique. Il est en charge de l'ensemble des niveaux de l'enseignement général, du préscolaire et de l'éducation non formelle. Depuis le 11 janvier 2017, à la faveur de la nomination d'un nouveau gouvernement, ce ministère est également en charge des formations professionnelles de niveau secondaire. Il travaille en étroite collaboration avec le Secrétariat d'État chargé de la formation professionnelle et de l'enseignement technique.
- Le Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité. Il contribue au développement des programmes d'éducation parentale pour les enfants n'ayant pas l'âge ou la possibilité d'entrer au préscolaire.
- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Il est chargé d'appliquer la politique du gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

LE PARCOURS SCOLAIRE

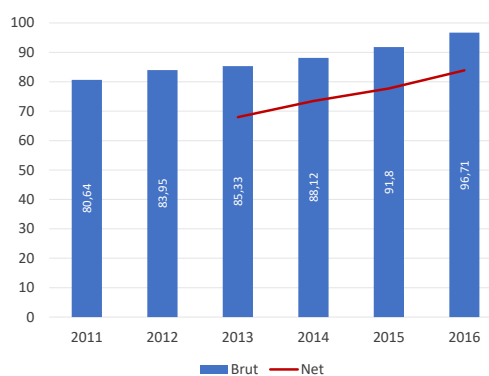
Comme dans plusieurs pays le système éducatif est structuré en plusieurs niveaux :

- L'enseignement préscolaire qui est ouvert aux enfants âgés de trois à cinq ans.
- L'enseignement primaire qui dure (6) six années et est conclu par un CEPE.
- L'enseignement secondaire qui comprend deux cycles : le premier dure quatre ans, il est conclu par le BEPC et concerne les élèves âgés de douze à quinze ans. Le second cycle se déroule en trois ans. Il est conclu par le BAC et concerne les élèves dont l'âge est compris entre seize et dix huit ans.
- L'enseignement supérieur qui est composé d'établissements et d'universités publics ou privés, dispense des formations post baccalauréat et conduit à l'obtention d'une licence, d'un master ou d'un doctorat.
- La plus grande université de Côte d'Ivoire est l'université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

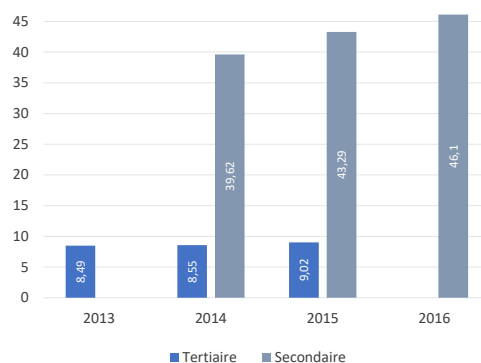
TAUX D'ALPHABÉTISATION - AFRIQUE



TAUX DE SCOLARISATION - PRIMAIRE



TAUX DE SCOLARISATION - SECONDAIRE & TERTIAIRE



Sources : Unesco 2017, La Banque Mondiale 2014

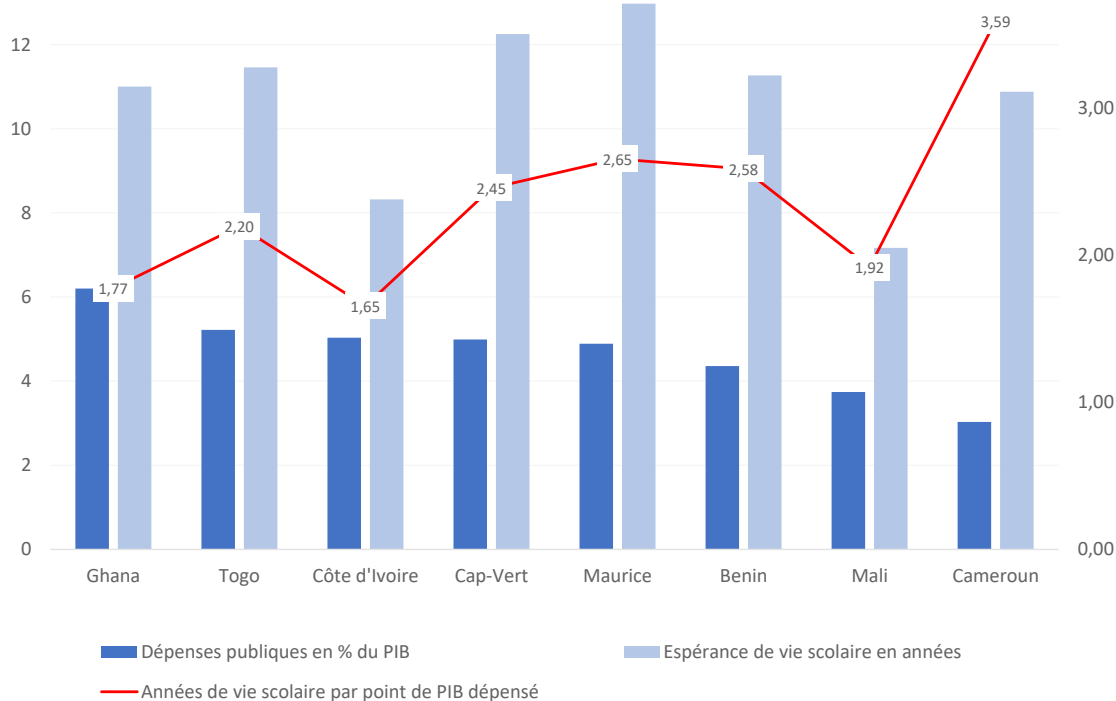
7.1.2 LES DIFFICULTÉS DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Considéré il y a de cela quelques années comme l'un des fleurons éducatifs de l'Afrique de l'Ouest, le système éducatif ivoirien présente aujourd'hui des résultats moins performants selon le rapport «Le défi des compétences» de la Banque Mondiale et ce, malgré les investissements réalisés.

Ce constat se manifeste par la mise en relation de 3 indicateurs : (Graphique (1)) la part du PIB investi dans le système éducatif et l'espérance de vie scolaire, (Graphique (2)) le niveau des élèves.

« La politique de l'école obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans a occasionné un taux d'accroissement de 14% des effectifs du préscolaire, l'augmentation de 7% du primaire et une hausse de 10% des effectifs du secondaire ».
Daniel Kablan Duncan, Vice Président de la République de Côte d'Ivoire

(1) DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES À L'ÉDUCATION & ESPÉRANCE DE VIE SCOLAIRE



Nous constatons un écart important du ratio dépenses publiques / espérance de vie scolaire selon les pays. Ainsi au Cameroun chaque point de PIB dépensé apporte 3,59 années de scolarisation alors qu'en Côte d'Ivoire un point de PIB dépensé apporte 1,65 années de scolarisation.



Bien qu'investissant une part plus importante de son PIB(1), l'espérance de vie scolaire est courte en Côte d'Ivoire(1) : 8,3 ans sur l'ensemble du territoire alors qu'elle est en moyenne de 9,7 ans sur le continent et de 12 ans dans les pays à revenu intermédiaire.

«En Côte d'Ivoire, la filière cacao assure près de 40 % des recettes d'exportation du pays. Un secteur clé qui fait travailler des millions d'Ivoiriens dont de nombreux enfants. Des « petites mains » qui peinent à trouver le chemin de l'école. Pour lutter contre le travail des enfants, les autorités ivoiriennes soutenues par la fondation International Cocoa Initiative et Nestlé promettent de sortir près de 320 000 enfants des plantations d'ici fin 2017 grâce à la construction d'écoles en milieu rural». Le Monde Afrique 2016

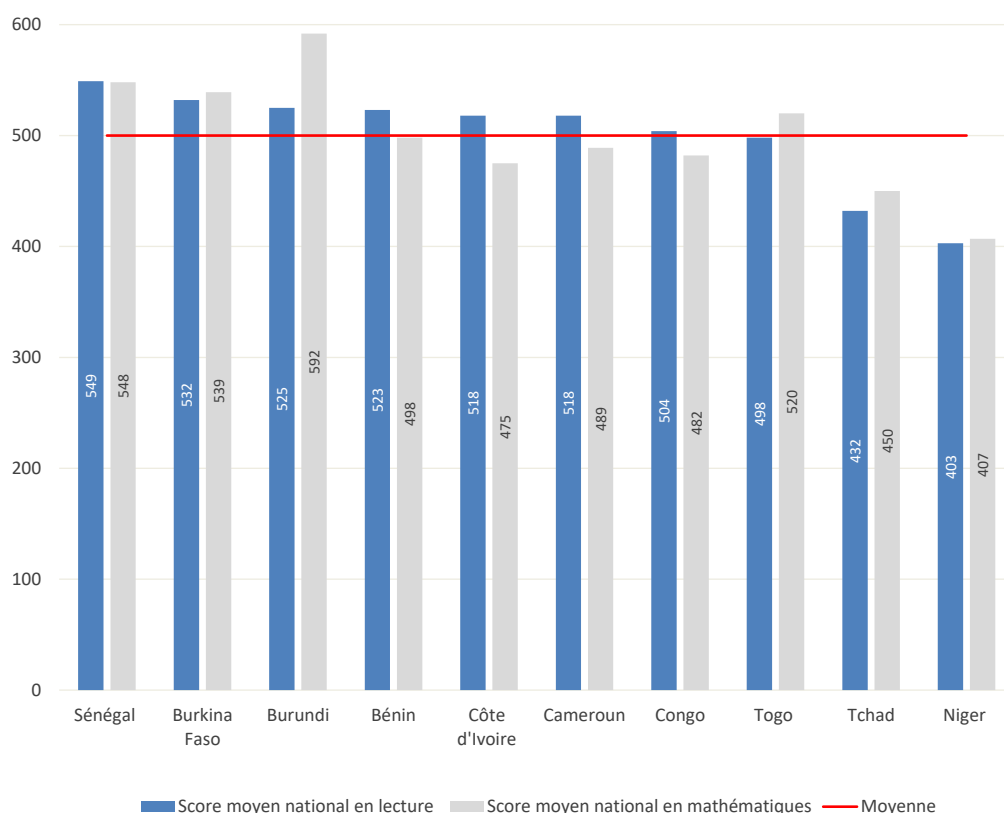
DES DIFFICULTÉS AU PRIMAIRE...

Les résultats d'évaluations internationales, et en particulier les enquêtes PASEC, montrent une détérioration des acquisitions et de la qualité de l'enseignement, en particulier à la fin du primaire. En effet, le score moyen agrégé de français et mathématiques est passé de 45,3 en 1996 à 29.2 en 2009.

Les dernières enquêtes PASEC 2014 indiquent une amélioration puisque le pays se rapproche de la moyenne des pays africains francophones pour les résultats en français (score de 517 contre 584 au Sénégal), mais les résultats en mathématiques sont encore parmi les plus bas (score de 476 contre 594 au Burundi).

«...Les jeunes ivoiriens d'après les indicateurs lisent et calculent moins bien que les jeunes burundais, burkinabé et sénégalais ». La Banque Mondiale 2017

(2) POSITION DE CHAQUE PAYS EN FONCTION DU NIVEAU EN MATHÉMATIQUES ET EN LECTURE
SORTIE DE PRIMAIRE - PASEC 2014



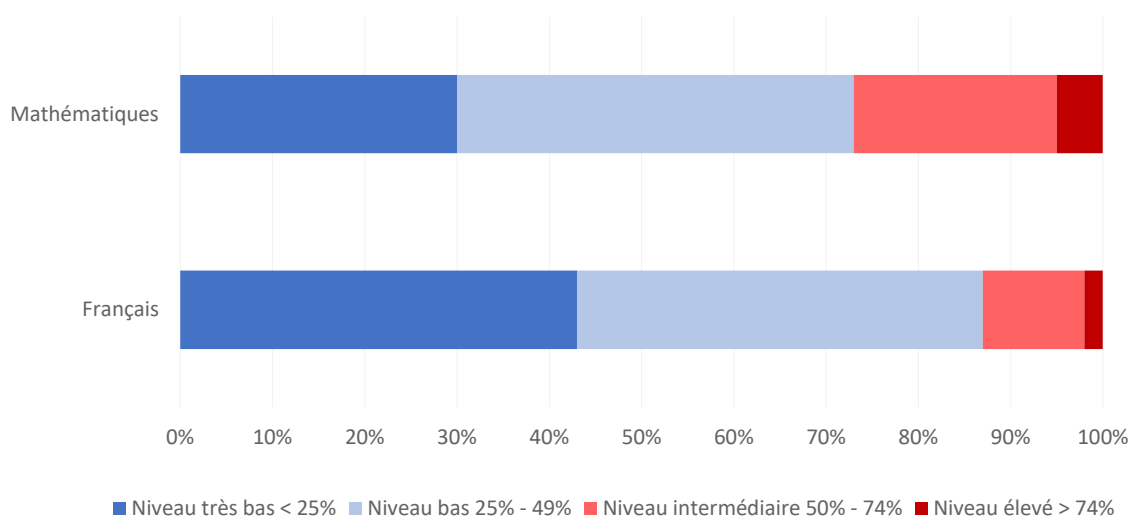
Source : PASEC 2014

La méthodologie des évaluations internationales PASEC repose sur la comparaison des performances des systèmes éducatifs. Elle vise aussi à rechercher les facteurs associés aux performances des systèmes éducatifs des pays évalués. Dans cette perspective, le PASEC met en relation les compétences des élèves avec des indicateurs scolaires rapportés à 3 niveaux : le milieu socio-économique des élèves, les conditions d'enseignement et les orientations des politiques éducatives. L'évaluation internationale PASEC permet la mesure du niveau de compétences des élèves en début (2e année) et fin (6e année) de scolarité en langue d'enseignement et en mathématiques. Les procédures d'administration des tests et d'analyse des données des évaluations PASEC sont standardisées afin de garantir la comparaison internationale.

Au niveau national, les résultats de l'évaluation des compétences en troisième année du primaire réalisée en 2012 montrent que la majorité des élèves ont un niveau faible ou très faible aussi bien en français (87%) qu'en mathématiques (73%). Le retard de la Côte d'Ivoire transparaît aussi dans d'autres indicateurs de base, comme le taux d'achèvement du primaire qui est égal

à 63,1% contre 72,6% pour la moyenne en Afrique et 92.8% dans les pays à revenu intermédiaire. A la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire, les mêmes écarts subsistent. Le taux d'achèvement est de 35,1% en Côte d'Ivoire, alors qu'il dépasse 45% pour la moyenne en Afrique et 75% dans les pays à revenu intermédiaire.

NIVEAU DES ÉLÈVES EN CÔTE D'IVOIRE - FRANÇAIS ET MATHÉMATIQUES



LA CHUTE DES UNIVERSITÉS

Le constat est le même dans les universités. Le système d'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire a connu plusieurs évolutions depuis les années 1960.

La création, en 1963, de l'Université Nationale de Côte d'Ivoire (aujourd'hui Université Félix Houphouët Boigny) et de grandes écoles de formation d'ingénieurs et de techniciens supérieurs, lui ont permis d'avoir, jusqu'en 1980, une capacité d'accueil d'un peu plus de 7000

étudiants. Ces établissements bénéficiaient d'un «label» et étaient reconnus.

De 1980 à 1990, les capacités d'accueil n'ont pas suivi l'augmentation exponentielle des effectifs d'étudiants, du fait de l'absence de moyens. Cette situation a contribué à une baisse continue et inexorable de la qualité des enseignements, couplée à une inadéquation avec les besoins du marché de l'emploi. En 2013, le

taux de chômage chez les actifs de 25 à 35 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur était de 19,3 %. Bien qu'une amélioration soit observée (en 2002, ils représentaient 37,8%), ces chiffres restent élevés. Ceci peut donc constituer un frein dans la lutte contre

la pauvreté. En effet, la qualité de l'éducation joue un rôle important dans le développement de l'économie. Ajoutons qu'à court terme, le développement des compétences est un facteur déterminant pour l'obtention d'un emploi salarié et la réalisation de projets.

Conscient de cette situation l'État ivoirien a engagé d'énormes moyens pour relever le niveau de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire. A la faveur de la reprise économique entamée en 2012, d'importants travaux de réhabilitation ainsi que la construction de nouvelles universités ont achevé de convaincre l'opinion nationale et internationale de

l'importance que l'État accorde au système éducatif. On évalue le coût total des travaux de réhabilitation des universités publiques à environ 110 milliards de FCFA. Malgré ces efforts, la qualité de l'enseignement supérieur reste, pour l'heure, très hétérogène en Côte d'Ivoire.

7.1.3 L'ÉDUCATION, L'IDH ET LA CROISSANCE

L'indicateur de développement humain (IDH) a pour objectif de compléter l'indicateur «Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant» en y intégrant des données sociales. C'est un indicateur composite qui permet prendre en compte les différentes dimensions du développement. Il est calculé depuis 1990 par le «Programme des Nations Unies pour le Développement» (PNUD). Il permet de classer les pays selon leur développement qualitatif et pas uniquement économique. Le PNUD définit ainsi l'IDH : «L'indicateur de développement humain mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain : longévité, instruction et conditions de vie.»

CLASSEMENT IDH 2016

Pays	Rang 2009 / 182	Rang 2016 / 188	Note /1
Afrique Subsaharienne			0,523
Norvège	1	1	0,949
Allemagne	22	4	0,926
France	8	21	0,897
Tunisie	98	97	0,725
Gabon	103	109	0,697
Cap Vert	121	122	0,648
Ghana	152	139	0,579
Kenya	147	146	0,555
Nigeria	158	152	0,527
Cameroun	153	153	0,518
Sénégal	166	162	0,494
Togo	159	166	0,487
Côte d'Ivoire	163	171	0,474
Burkina Faso	177	185	0,402



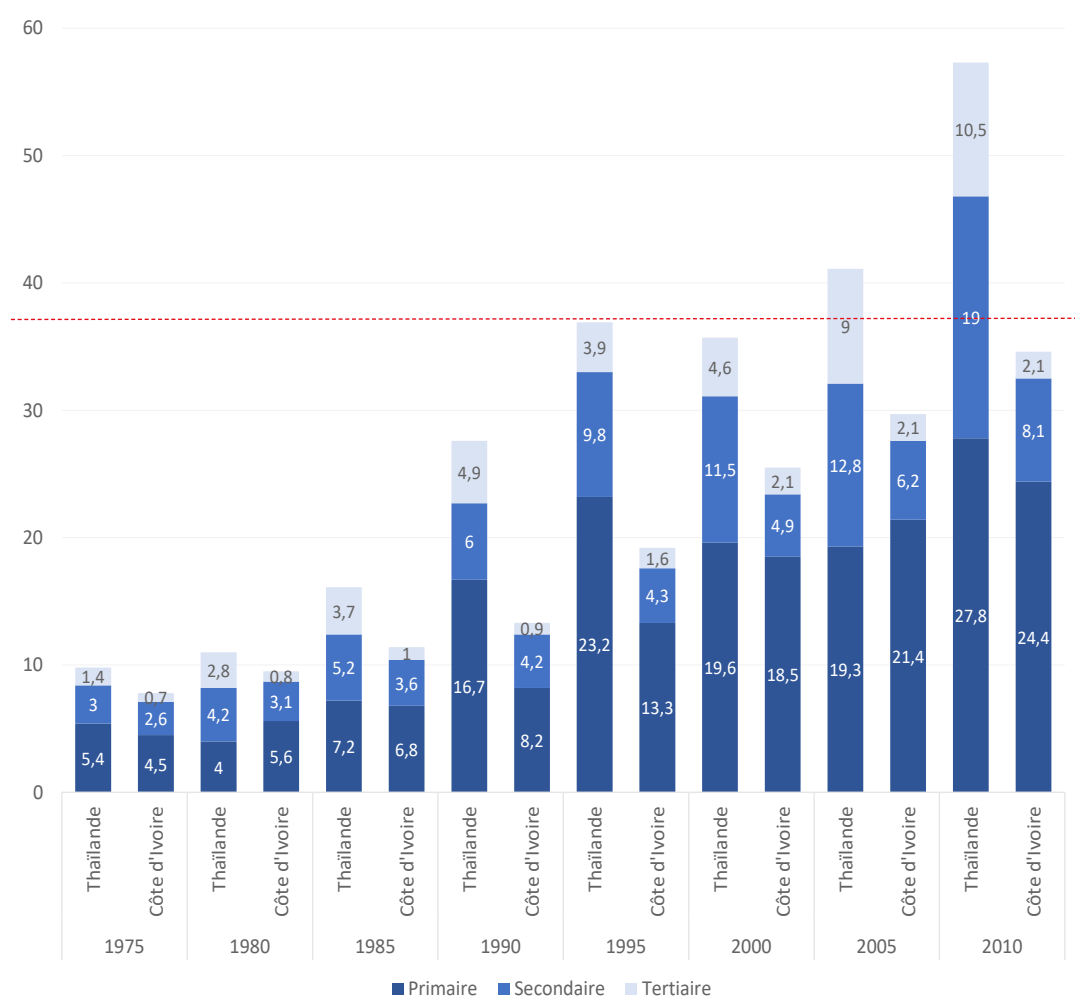
L'une des conséquences des défaillances éducatives est le positionnement du pays dans le classement des Nations Unies sur le développement humain. Il occupe la 171ème position (sur 188).

LE CAS D'UN PAYS À ÉCONOMIE ÉMERGENTE : LA THAÏLANDE

Selon la Banque Mondiale, l'importance du capital humain pour la Côte d'Ivoire est mise en évidence en examinant son rôle dans le processus de développement économique de la Thaïlande. En effet, ce pays présentait en 1980 la même structure que la Côte d'Ivoire au niveau du capital humain (mesurée par le taux de diplômés). En 2010, alors que son taux de diplômés avoisinait les 60% celui de la Côte d'Ivoire plafonnait à 30%. Cette progression

s'est traduite par un revenu par habitant qui est devenu 3,5 fois supérieur en Thaïlande par rapport à celui de la Côte d'Ivoire. En effet, le PIB par habitant en Thaïlande était de 100,8 \$ en 1960, celui de la Côte d'Ivoire se situait à 157 \$. Aujourd'hui, le PIB par habitant est de 5814,8 \$ en Thaïlande contre 1339 \$ en Côte d'Ivoire. Cet exemple illustre bien le rôle qu'a joué le développement humain dans la réussite de ce Pays.

RÉSULTATS SCOLAIRES EN THAÏLANDE ET EN CÔTE D'IVOIRE, 1975 - 2010 TAUX DE DIPLÔMÉS CHEZ LES PLUS DE 15 ANS



Alors que les niveaux étaient identiques en 1975, en 1995 la Thaïlande avait des résultats près de deux fois supérieurs à ceux de la Côte d'Ivoire. Cette tendance s'observe d'ailleurs jusqu'en 2010.

7.2 PROBLÉMATIQUES ET PROPOSITIONS

« La Côte d'Ivoire ne pourra renouer avec la performance de son système éducatif que si elle retrouve un climat de sérénité dans les établissements et sur les campus. Cela implique de cultiver la paix, l'esprit de citoyenneté et de civisme : Ces valeurs sont nécessaires si l'on veut garantir un climat serein dans le milieu éducatif. En effet, l'amélioration du système éducatif et d'apprentissage est l'affaire de tous, y compris des enseignants, des élèves et de leurs familles, du secteur privé et des dirigeants politiques. Toutes ces parties prenantes doivent privilégier le bien-être collectif pour offrir une chance à notre système éducatif de renouer avec les bonnes performances ». La Banque Mondiale 2017

L'ANALYSE SWOT DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

FORCES

Volonté du gouvernement : 5% du PIB alloués à l'éducation.

Développement de partenariats public/privé.

Nombre et rémunération des enseignants.

FAIBLESSES

Efficacité de la dépense publique.

Niveau des élèves ivoiriens.

Infrastructures insuffisantes.

MENACES

Grèves à répétition.

Croissance démographique (si mal gérée).

Stabilisation ou arrêt de la croissance économique.

OPPORTUNITÉS

Croissance favorable (si elle devient inclusive).

Potentiel de développement via les outils numériques.

Croissance démographique (si elle est bien gérée).

7.2.1 DES INFRASTRUCTURES DÉPASSÉES

Que ça soit dans l'enseignement général ou l'enseignement professionnel et technique (y compris le supérieur), le système éducatif ivoirien est confronté à un déficit chronique d'infrastructures. Cette situation a entraîné une baisse continue et inexorable de la qualité des enseignements et une inadéquation des curricula avec les besoins du marché de l'emploi.

En effet, en 2012, les capacités d'accueil cumulées des infrastructures de l'enseignement supérieur étaient dépassées. Disposant de 27 000 places, elles accueillait un peu plus de 90 000 étudiants. La principale université du pays, l'Université Félix Houphouët Boigny, comptait plus de 60 000 étudiants pour une capacité initiale de 7 000 étudiants.



Dans l'enseignement supérieur public, les laboratoires et le matériel scientifique sont pour la plupart dans un état d'obsolescence, fermés ou hors de service.

L'ÉDUCATION, UNE QUESTION DE MOYENS ? (1)

Dès la reprise des activités économiques en 2012, les vastes travaux de réhabilitation et de reconstruction de tous les campus universitaires et scolaires ont débuté. Malgré les nombreux efforts consentis, d'importantes problématiques restent à traiter.

Construire pour accroître les capacités d'accueil est primordial si la Côte d'Ivoire veut renouer avec les performances de son système éducatif*. La politique de décentralisation des infrastructures universitaires est à poursuivre en vue de désengorger les universités existantes, notamment à Abidjan, Bouaké, Korhogo et Daloa.

A ce jour la Côte d'Ivoire dispose de six universités à savoir, les universités Félix Houphouët-Boigny et Nangui Abrougoua d'Abidjan, l'université Alassane Ouattara de Bouaké, les universités Lorougnon Guédé de Daloa et Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo. La dernière en date, à savoir l'Université de Man, a été inaugurée en février 2017.

En parallèle, vu l'importance que représente le budget de l'éducation, un suivi rigoureux des dépenses et de leur efficacité est indispensable*. Dans son dernier rapport sur le système éducatif ivoirien, la Banque Mondiale met en avant la nécessité d'améliorer l'efficacité de la dépense publique en optimisant l'impact associé à chaque franc

injecté dans le système éducatif sur l'espérance moyenne de vie scolaire. La mesure de l'efficacité des dépenses est faible en Côte d'Ivoire (en deça de la performance des pays émergents et de nombreux pays africains). En effet, selon le même rapport, le système actuel se caractérise par des dépenses administratives élevées, au détriment de l'achat d'équipements scolaires auxquels de faibles montants ont été alloués.

Comme l'indique la CONFEMEN « il est reconnu que la possession des manuels par les élèves a un impact significatif sur les acquisitions scolaires dans la majorité des pays étudiés. En effet, plusieurs études, dont celles du PASEC, permettent de savoir que la disponibilité de livres à la maison fait monter le score d'un élève d'environ 6 % du score moyen tandis que la disponibilité des livres de mathématiques et de français utilisés en cours les fait monter de 18 % du score moyen ». L'impact des intrants pédagogiques est déterminant dans l'amélioration des apprentissages. Le nombre limité de manuels scolaires à disposition des enseignants, les amène toutefois à prévenir leur perte ou leur usure. Rares sont ainsi les élèves à bénéficier individuellement de manuels en classe ou à la maison. Considérant ces faits, l'allocation d'une plus grosse part du budget aux équipements scolaires permettrait aux élèves ivoiriens de réaliser d'importants progrès*.

« La Côte d'Ivoire n'offre que 1,6 années de scolarisation à ses citoyens pour un point de PIB dépensé, alors que l'efficacité moyenne dans un échantillon de quarante pays - de niveau de développement comparable - est de 2,7 années d'études pour un point de PIB dépensé ». La Banque Mondiale 2017

LE NUMÉRIQUE AU SECOURS DE L'ÉDUCATION (2)

Depuis quelques années, le développement très rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) laisse entrevoir un potentiel prometteur en matière d'éducation. La vitesse de diffusion de ces technologies a été particulièrement rapide en Afrique subsaharienne. Depuis 2012, la mise en service de la fibre optique sur le continent a donné un nouvel essor au déploiement du haut débit. Dans le système éducatif, ces avancées auront de nombreux avantages : données importantes et variées, facilité d'accès et de mise à jour des contenus, possibilité de toucher un vaste public, contenus accessibles partout et tout le temps.

La technologie est un outil efficace pour l'amélioration de la qualité des enseignements notamment pour les populations isolées et/ou jusqu'ici exclues des systèmes de l'éducation formelle (enfants des rues, handicapés, etc.). Un équilibre entre numérique, enseignement présentiel et immersion professionnelle pourrait apporter une solution intéressante et évolutive*. Dans l'enseignement supérieur, les TIC tendent à se positionner comme une alternative à la surpopulation des amphithéâtres. La mise en ligne de contenus tels que les cours magistraux semble être une réponse rapide et accessible face au déficit des infrastructures universitaires.

Depuis plusieurs années, l'Éducation nationale aborde un immense virage, celui du numérique. Après les tableaux blancs interactifs, c'est au tour de nouvelles interfaces de faire leur entrée dans les salles de classe. Qu'ils servent à l'enseignant ou aux élèves, chacun à leur manière, ces dispositifs numériques révolutionnent l'école d'aujourd'hui pour en faire celle de demain. 20 minutes 2017, Extrait Presse Française.

RETOUR SUR EXPÉRIENCE DANS LE MONDE ET EN CÔTE D'IVOIRE

LA PLATEFORME EDX FONDÉE PAR LE
MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY (MIT)
ET PAR L'UNIVERSITÉ D'HARVARD EN 2012

Cette plateforme d'apprentissage en ligne (dite FLOT ou MOOC) met gratuitement en ligne des cours de niveau universitaire. Ces écoles mènent également des recherches sur l'apprentissage en ligne et la façon dont les élèves utilisent les plateformes. Depuis 2014, environ 50 écoles, associations et organisations internationales offrent des cours sur EdX. En juillet 2014, la plateforme avait plus de 2,5 millions d'utilisateurs qui suivaient plus de 200 cours. Sur le continent Africain nous pouvons citer plusieurs initiatives comme MOOCs Afrique, développé par l'Université Polytechnique de Lausanne (Suisse), qui permet de délivrer plusieurs cours en ligne sur plusieurs thématiques comme l'informatique, la finance, l'entrepreneuriat, l'énergie etc.

LA CRÉATION EN 2015 PAR LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN
D'UNE UNIVERSITÉ VIRTUELLE (UVCI)

Les études à l'UVCI reposent sur un système de tutorat qui améliore l'encadrement des élèves tout en leur inculquant la culture de l'apprentissage autonome. La formation est réalisée à distance avec l'accès aux ressources pédagogiques et en ligne, l'organisation de webinar et l'utilisation d'espaces numériques de travail. Des regroupements présentiels sont utilisés pour les travaux dirigés, l'évaluation et la socialisation des élèves. Les diplômés peuvent exercer un vaste champ de métiers dans les domaines du e-Services (e-Cadastre, e-Gouv, e-Santé, etc.), de la sécurité informatique et la cybercriminalité, des arts numériques, du business intelligence et du Big Data. L'entrepreneuriat est présent tout au long de la formation à travers des incubateurs pour la création d'entreprises innovantes en sciences du numérique appliquées au développement socio-économique.

« Nous rencontrons d'importantes difficultés dans le recrutement de jeunes cadres intermédiaires qualifiés (...) Longtemps nous avons recruté notre personnel à l'étranger, aujourd'hui, nous avons créé notre propre centre de formation... ». Membres d'Eurocham

* Proposition

7.2.2 LES CURRICULA - ADAPTATION INDISPENSABLE



Les professeurs continuent de dispenser des unités d'enseignement qui ne tiennent pas compte des réalités en entreprise. Cette inadéquation entre les formations et les réalités du « monde professionnel » accentue le niveau - déjà faible - d'employabilité des étudiants sortants. La conséquence se matérialise par le fait que de nombreux jeunes diplômés soient au chômage ou à la recherche d'un premier emploi, alors que les entreprises, elles, sont à la recherche de personnels qualifiés.

LA REFORME DES CURRICULA - S'ADAPTER AUX BESOINS DU SECTEUR PRIVE (3)

La révision des curricula de formation est indispensable*, les programmes scolaires ivoiriens n'ayant pas été révisés depuis de nombreuses années. Au-delà d'une approche académique, le rapprochement de l'Entreprise et du

système éducatif est indispensable à la mise en place de programmes mieux adaptés. Le système éducatif doit prendre en considération les besoins présents et futurs du secteur privé.

« Dans notre domaine - la communication - nous éprouvons de grosses difficultés à recruter des infographistes qualifiés ». Membre d'Eurocham

L'IMMERSION D'ENSEIGNANTS, LA RÉPONSE À PLUSIEURS DIFFICULTÉS. (3.1)

Il a longtemps été souligné l'importance que peut avoir le stage en entreprise pour un étudiant. Le stage permet de se confronter à la « réalité de l'Entreprise », de développer des compétences liées au « savoir être » (ponctualité, autonomie, responsabilité, etc.) et offre la possibilité de créer un réseau professionnel. Ce constat fait l'unanimité, le stage revêt une importance capitale !

S'il est admis que le stage a des effets bénéfiques sur les étudiants, pourquoi n'aurait-il pas les mêmes effets sur les enseignants ? L'enseignant n'est-il pas censé connaître le « monde de l'Entreprise » afin de guider au mieux ses élèves ? En partant de ce constat Eurocham a développé un projet test : « immersion d'enseignants ». L'idée est de proposer des stages en entreprise aux enseignants volontaires. Les avantages sont multiples, l'enseignant- stagiaire est confronté aux besoins exprimés par le secteur privé (indispensable à l'adaptation des curricula), il développe un réseau qui lui permettra d'accompagner ses étudiants dans la recherche d'un premier emploi et il met à jour ou en pratique ses connaissances.

LE RECOURS AUX ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ, UNE ÉCOLE PLUS OUVERTE. (3.2)

Pourquoi l'enseignement, et en particulier l'enseignement supérieur, devrait-il se cantonner à la relation étudiant-professeur ? L'acquisition des bases théoriques est essentielle, mais est-ce suffisant ? La société civile, l'entreprise, le milieu associatif sont autant de sources de connaissance et d'expérience. L'apport de ces acteurs via la mise en place d'actions ciblées pourrait être essentiel voire déterminant à l'employabilité des étudiants. *Exemple : témoignage de dirigeants d'entreprise, cours sur la prise de parole, participation à des concours d'éloquence, séminaire sur le recrutement, club d'anciens élèves, participations à des activités associatives, débats autour de l'actualité, séminaire sur l'entreprise etc. Tout cet apprentissage fera la différence entre deux étudiants qui ont obtenu le même diplôme. Les grandes écoles et universités internationales (HEC, ESCP, Mines etc.) l'ont bien compris et font de ces activités « périscolaires » une force de différenciation.*

La refonte des curricula doit - en plus de tenir compte des besoins du secteur privé - intégrer ce type d'activités qui permettent aux étudiants d'acquérir le « savoir être » tant recherché au sein des entreprises.



Certains acteurs du secteur privé ont lancé des initiatives visant à la création d'un référentiel des métiers TIC. La FranchTech et le Gotic ont commencé à travailler sur ce projet. Ce type de référentiel permettra aux établissements scolaires d'adapter leurs formations aux compétences techniques recherchées.

7.2.3 LE FACTEUR HUMAIN AU CŒUR DE LA RÉUSSITE

« Aujourd'hui, les enseignants ivoiriens sont comparativement mieux payés que dans tous les pays comparateurs de notre échantillon. Ils sont aussi plus nombreux puisque la taille des classes y est généralement plus réduite. Au niveau du primaire, les salaires moyens sont ainsi supérieurs de 33,4 % par rapport à la référence moyenne des pays comparateurs, alors que le nombre d'élèves par enseignant est inférieur de 14,3 %. Au niveau du secondaire, les mêmes écarts subsistent, même si la taille des classes au niveau du premier cycle apparaît relativement grande en Côte d'Ivoire ». La banque Mondiale - Le défi des compétences 2017

Pays	Salaire moyen (PIB/Hab)	Nombre d'élèves par enseignant
Mali (2008)	3,78	53,3
Togo (2011)	4,45	43,5
Guinée (2005)	2,26	47,7
Côte d'Ivoire (2015)	4,83	42,9
Gabon (2008)	0,87	36,8
Cameroun (2011)	2,73	53,2
Tchad (2003)	7,20	71,6
Madagascar (2006)	2,93	55,0
Togo (2007)	3,90	44,1
Moyenne	3,62	50,1



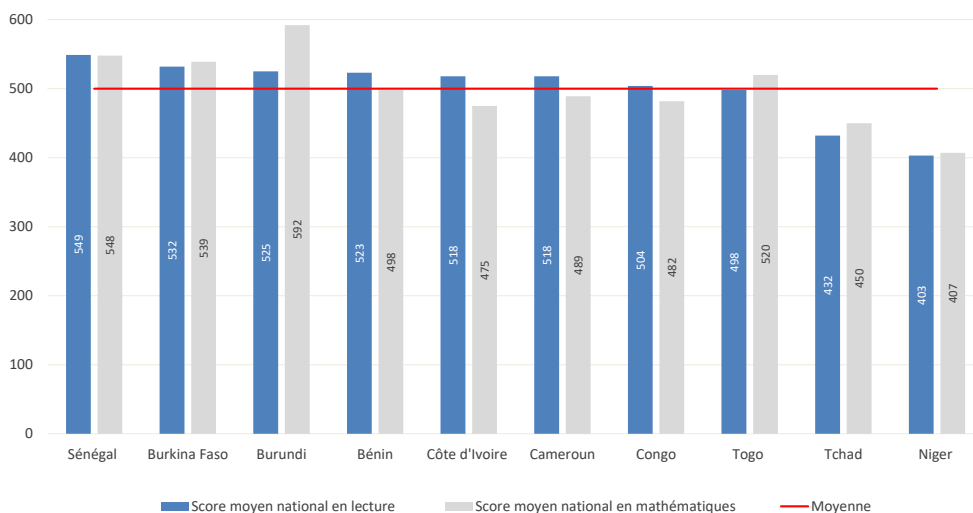
Bien qu'ayant des enseignants mieux payés et des classes moins chargées, le niveau des élèves reste insuffisant en Côte d'Ivoire.

ÉTUDE DE CAS

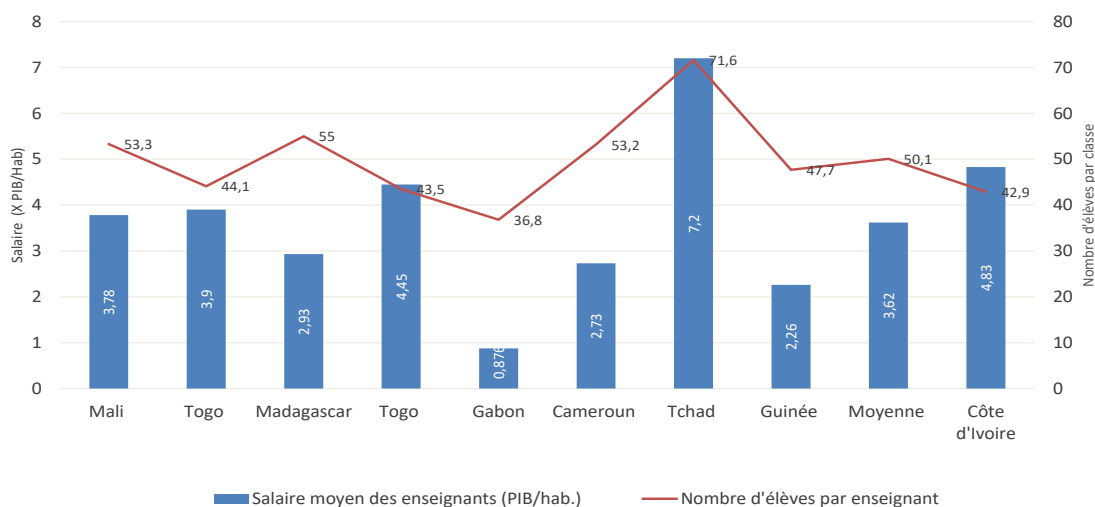
PRIMAIRE

NIVEAU EN MATHÉMATIQUES ET EN LECTURE

FIN DE PRIMAIRE - PASEC 2014



ÉLÈVES PAR CLASSE & SALAIRE EN MULTIPLE DU PIB/HAB



En comparant les données de la Côte d'Ivoire et du Cameroun, on s'aperçoit qu'avec des classes plus chargées et des enseignants moins payés (PIB/hab), le Cameroun obtient de meilleurs résultats que la Côte d'Ivoire. Concernant le Togo, les enseignants sont légèrement mieux payés (PIB/hab), les classes légèrement plus chargées pour des résultats moyens supérieurs. Enfin, pour le Tchad, les salaires (PIB/hab) sont supérieurs, les classes sont plus chargées, les résultats sont très mauvais.

De ces comparaisons, nous pouvons tirer les conclusions suivantes : (1) Il n'y a pas un seul facteur qui contribue à la réussite d'un système éducatif mais plusieurs. (2) La rémunération des enseignants n'est pas un gage de qualité et bien qu'important, le nombre d'élèves par classe n'est pas un critère déterminant.

L'EFFICIENCE DANS L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES (4)

LA PERFORMANCE ET LA RÉMUNÉRATION (4.1)

Selon la Banque Mondiale, dans son rapport « les défis des compétences - 2017 », les enseignants ivoiriens (du primaire et du secondaire) disposent d'une rémunération plus importante et sont suffisamment nombreux, en comparaison à leurs collègues d'autres pays de la région.

« À travers le monde, les salaires de l'enseignant sont presque systématiquement déterminés en fonction de leur niveau de formation ou années d'expérience, plutôt que de leur performance. Pourtant, un nombre croissant de recherches montre que ces deux caractéristiques des enseignants ne rendent pas compte de l'efficacité réelle des enseignants dans les classes. Les résultats de recherche montrent étonnamment peu de corrélation avec la capacité des enseignants à faire progresser les apprentissages de leurs élèves. Avec l'abondance des évaluations de compétences des élèves qui offrent des mesures de performances des écoles abondantes et actualisées, un nombre croissant de systèmes éducatifs adoptent des réformes qui lient plus directement la rémunération des enseignants à leur performance ». La Banque Mondiale - les défis des compétences - 2017

La mise en place d'un système de rémunération lié à la réalisation d'objectifs semble être une solution efficace* (de nombreuses entreprises appliquent ce principe avec succès). Conditionner l'évolution de carrière ou le versement de primes sur des critères de réussite ne doit pas être tabou.

Un tel système doit être encadré pour permettre à chaque enseignant ou à chaque école d'avoir une chance égale dans la répartition des primes et la définition des critères d'attribution jouera ici un rôle essentiel.

Cette solution ne doit néanmoins pas être unique, elle doit être couplée à d'autres mesures telles que : l'amélioration et la construction d'infrastructures, la formation continue des enseignants, le rapprochement école/emploi, l'utilisation des TIC etc.

RETOUR SUR SUCCÈS

L'IMPACT DU PROGRAMME D'INDEMNITÉS PERNAMBUCO, BRÉSIL

Un programme a été lancé en 2008 dans l'État de Pernambuco situé au Nord Est du Brésil (l'un des États les moins performants du pays lors du lancement de l'expérience). En vertu de ce programme, les écoles publiques ont fixé des objectifs annuels pour améliorer les scores des élèves aux tests d'évaluation, si les objectifs étaient atteints l'ensemble du personnel recevait une bonification sur salaire.

Le montant du bonus pour chaque école dépendait du niveau d'atteinte des objectifs. Dans les trois premières années du programme, ces bonus représentaient en moyenne 1 à 2 mois de salaire pour la majorité du personnel des écoles. Les écoles ne parvenant pas à atteindre au moins 50 % de leurs objectifs n'ont reçu aucun bonus.

Le programme a eu un impact positif !

Par rapport aux États du nord-est du Brésil et aux écoles des municipalités hors-programme de l'État de Pernambuco, les écoles qui ont mis en œuvre ce programme ont enregistré une augmentation significative dans les apprentissages de leurs élèves au cours des deux années de mise en œuvre. Les écoles avec des objectifs plus ambitieux ont réalisé plus de progrès que les écoles similaires avec des objectifs plus modestes.

D'après l'étude qui a fait suite à cette expérience : « les choix de conceptions spécifiques, tels que le montant, la prévisibilité et le ciblage du bonus (identification exacte du résultat qui est récompensé et de la manière dont il est mesuré) ont beaucoup compté dans le succès de ce programme ».

Jusqu'à présent, les résultats de l'État de Pernambuco ont été encourageants et suggèrent que les indemnités peuvent servir à un stimulus pour améliorer les pratiques dans les classes, ainsi que les apprentissages des élèves.

* Proposition

LA FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS (4.2)

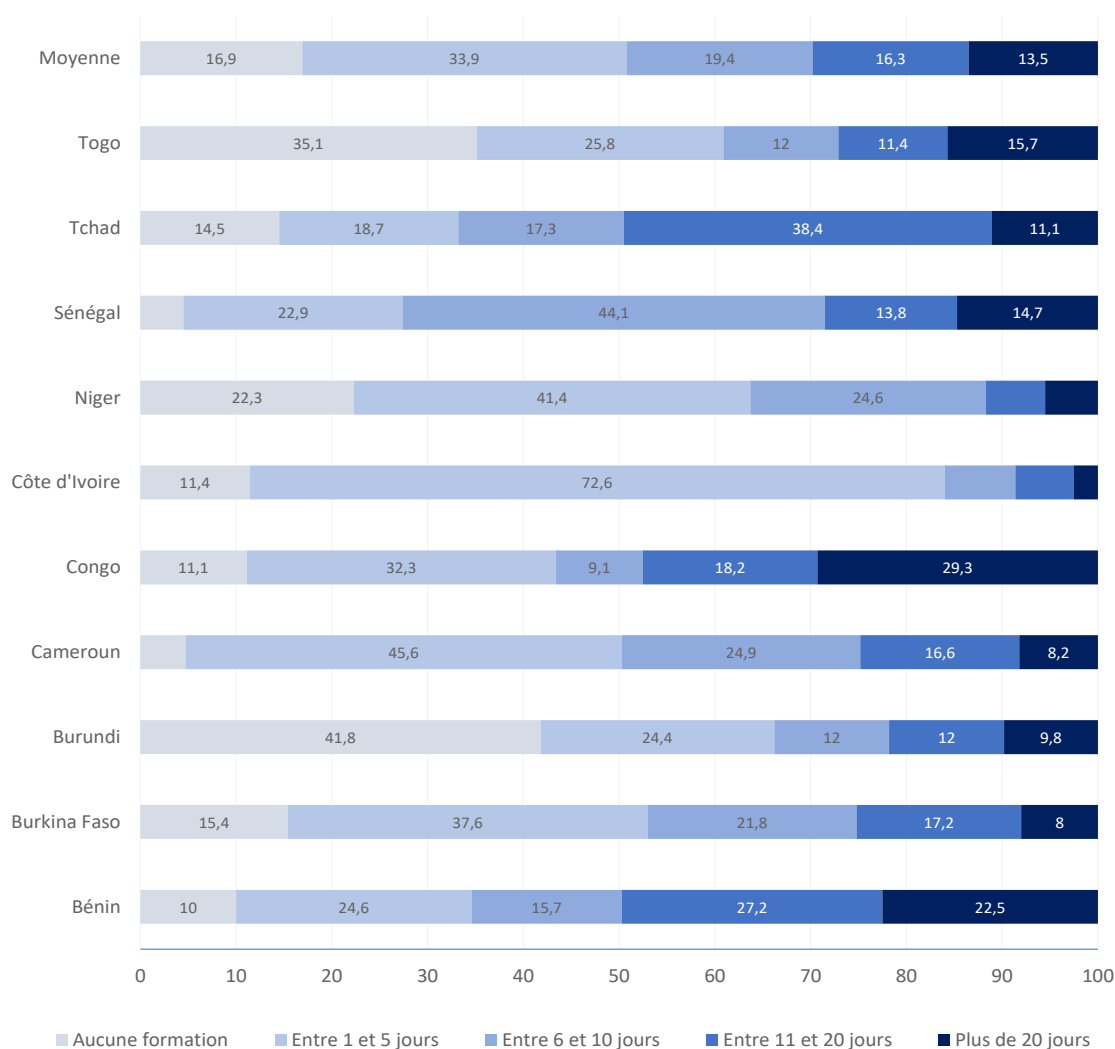
La formation continue offre aux enseignants l'opportunité de parfaire leurs aptitudes professionnelles, de développer de nouvelles compétences pédagogiques, ainsi que de connaître et d'appliquer les programmes scolaires.

Selon l'étude PASEC 2014, en Côte d'Ivoire 84% des enseignants reçoivent moins de 5 jours (maximum) de formation tous les deux ans. Au Sénégal 44,1% des enseignants reçoivent au minimum 6 jours de formation tous les deux ans et 28,5% au minimum 11 jours sur la même période.

Afin de permettre aux enseignants la mise à jour régulière de leurs compétences, le système de formation continue doit être renforcé*.

L'apprentissage des enseignants pourrait être complété par d'autres méthodes comme, l'immersion des enseignants en entreprise, la mise en place de groupes dédiés aux échanges sur les bonnes pratiques, l'accompagnement des enseignants « débutants » par des enseignants plus expérimentés ou performants (système de tutorat) etc.

FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE SUR 2 ANS



* Proposition

« (...) annoncé comme pays émergent par le Président de la République à l'horizon 2020, le développement économique et social ainsi que le repositionnement de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international ne se feront qu'avec une recherche scientifique performante pour créer de nouvelles richesses et un enseignement supérieur de qualité etc. ». Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

S'il est vrai que la Côte d'Ivoire dispose de plus d'enseignants que ses voisins, ces enseignants sont inégalement répartis. On note ainsi des disparités en fonction du niveau d'enseignement.

Au-delà des estimations du gouvernement qui prévoit le recrutement de 8 000 enseignants par an dans le primaire et le secondaire sur la période 2015 à 2025, l'accent doit être mis sur la répartition des enseignants, l'enseignement supérieur nécessitant une attention particulière*. La norme préconisée par l'UNESCO, pour un encadrement pédagogique de qualité, est d'un enseignant pour vingt-cinq étudiants dans les universités et d'un enseignant pour quinze étudiants dans les grandes écoles. Or, (avant la fermeture des universités en 2011), il y avait un enseignant pour soixante-quinze étudiants

en moyenne, dans les trois Universités publiques. A cela on peut ajouter le vieillissement et la démotivation des personnels scientifiques (enseignants et chercheurs) traduite par des grèves à répétition.

Pour préparer l'élite de demain, il est indispensable de recruter plus d'enseignants-chercheurs. Faute de moyens matériel et humains, de nombreux doctorants attendent plusieurs années avant de soutenir leur thèse. A l'issue de l'obtention de leur doctorat, ces jeunes docteurs ne sont pas recrutés et sont parfois contraints de s'expatrier.

Le recrutement de ces talents disponibles permettrait d'accroître le nombre d'enseignants-chercheurs et de maintenir - sinon d'attirer - de nouveaux talents.



La Côte d'Ivoire ne consacre qu'environ 0,4% de son PIB à la recherche quand la norme - conformément au plan d'actions de Lagos élaboré en 1980 - recommande à chaque pays africain d'affecter au moins 1% de son PIB.

Eurocham a tissé des liens avec certaines écoles : l'Université Félix Houphouët Boigny, l'ESATIC, l'INPHB etc. Dans le cadre de ces partenariats, la Chambre met en place des « matinales de l'entreprise ». L'idée est d'organiser des séminaires qui rassemblent étudiants et professionnels autour d'une thématique : le recrutement, l'agence emploi jeune, les bonnes pratiques en entreprise etc.

**EN 2018, PLUSIEURS
CENTAINES
D'ÉTUDIANTS ONT
ÉTÉ SENSIBILISÉS !**

L'ESATIC est un exemple de réussite à bien des égards. La qualité des enseignements est reconnue par les opérateurs du secteur privé. Les clés de la réussite ? (1) Une sélection à l'entrée, (2) La bonne gouvernance,

(3) Des partenariats avec d'autres établissements scolaires et le secteur privé, (4) Des curricula adaptés, (5) Des équipements modernes (pour partie financés par des sponsors).

* Proposition

RETOUR SUR UN SUCCÈS : LE PROGRAMME BOURSES D'EXCELLENCE DE LA FONDATION BENIANH INTERNATIONAL

LA FONDATION BENIANH

Tout commence le 16 Mars 1996, lorsque, M. Noël Akossi BENDJO, Mme Thérèse HACCANDY, M. Claude DAUPHIN et M. Eugène KOUADIO décident «d'œuvrer (...) résolument, pour que demain, l'Afrique se présente au rendez-vous du 3ème millénaire avec les mêmes atouts que ses partenaires». Ils ont en partage la conviction que pour y arriver, il faut «...forger une nouvelle race de dirigeants, qui en plus du savoir, du savoir faire et du savoir-être, incarne au niveau le plus

élevé, le développement humain nourri à la sève des sociétés les plus avancées». Ils croient aussi que la construction de cette élite ne peut se faire que par la promotion de l'excellence. Celle-ci doit être composée d'hommes et de femmes dont le parcours et le travail traduisent l'excellence et suscitent l'admiration, le regard distingué et l'appréciation de tous : tel est la motivation de la création de «BENIANH».

La Fondation BENIANH International est donc le fruit d'une ferme volonté de cultiver l'excellence dans le domaine de l'enseignement supérieur et d'un engagement pour le développement de notre continent.

LE PROGRAMME BOURSES D'EXCELLENCE

Conformément à ses missions, la Fondation BENIANH International accorde chaque année des bourses d'études d'excellence à des étudiants des Grandes Ecoles ou Universités. Pour être éligible, il faut être de nationalité ivoirienne, avoir moins de trente cinq ans et avoir un parcours scolaire (à partir du Baccalauréat) et universitaire (jusqu'au Bac+ 4 en attendant l'entrée en vigueur effective du système LMD) qui fait du candidat l'un des meilleurs de sa promotion. En d'autres termes, l'excellence est le critère essentiel qui gouverne la sélection des candidats. Avant toute sélection, un appel à candidature fait l'objet d'une large diffusion ; en plus de satisfaire au critère d'excellence, les candidats à la bourse BENIANH doivent bénéficier d'une admission ou d'une préinscription dans une Université ou Grande Ecole de renommée internationale. Des personnes hautement qualifiées issues de différents milieux professionnels constituent le jury ; on y trouve des professeurs d'université, des avocats, des chefs d'entreprises, pour ne citer que ceux-là. Suivant un faisceau de critères transparents et rigoureux, le jury passe en revue la cohérence du projet professionnel et procède, s'il y a lieu à l'interview des candidats retenus. Les bourses sont attribuées par ordre de mérite

dans la limite du nombre de bourses disponibles. Les bourses d'excellence BENIANH n'ont pas un caractère social. Elles reposent sur des critères de mérite qui tiennent compte des qualités personnelles, intellectuelles, et universitaires des candidats. C'est pourquoi, elles sont ouvertes à des étudiants ivoiriens étudiant dans des pays à l'étranger. Le critère de nationalité ne reposant pas sur une volonté discriminatoire mais lié à ses capacités financières, la Fondation BENIANH International s'attelle à étendre son domaine d'intervention à tout le continent Africain. Le montant maximum de la bourse BENIANH est fixé à 4 million de CFA (6000 €) pour la destination Europe et 5 millions de CFA (7000 €) pour le continent américain. Elle couvre essentiellement les frais de scolarité et est directement versée à la Grande Ecole ou Université d'accueil. Une exception existe, cependant, pour les lauréats admis dans des établissements publics dont les coûts sont en deçà des montants ci-dessus indiqués ; il leur est versé directement un montant correspondant aux frais de livres ou de recherches en plus des frais de scolarité. La bourse est valable uniquement pour l'année en cours et aucun report n'est autorisé.

GENÈSE DU PROGRAMME REA

Le Programme RH Excellence Afrique (REA), lancé en Septembre 2015 à Abidjan, est né d'une initiative du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), en lien avec le Medef International et la Fondation Africa-France.

Basé sur un renforcement du dialogue concret entre les établissements de formation professionnelle et les entreprises, le Programme vise à ce que l'offre de formation en Afrique réponde aux besoins de l'économie réelle pour améliorer l'employabilité et ainsi faire face au défi majeur du continent: former sa jeunesse. Favoriser un partenariat entre

deux mondes trop souvent éloignés, promouvoir la qualité, renforcer ou créer des filières de formation, telles sont les ambitions du Programme.

Initié en Afrique francophone, le programme REA, qui a reçu le soutien financier durable de l'AFD a vocation à devenir continental et multilingue. Il est ouvert à tous les établissements de formation désirant bénéficier de la certification et de la labellisation RH-Excellence Afrique, ainsi qu'aux entreprises, organisations professionnelles et chambres consulaires.

1 AFFILIATION DE S ÉTABLISSEMENTS

Vérification des prérequis pour obtenir l'affiliation et engager la démarches du programme REA.

1

2

CERTIFICATION FILIÈRES-MÉTIERS

La Certification d'une ou plusieurs filière(s) métiers s'obtient par la mise en conformité aux facteurs clés.

3 LABELLISATION ÉTABLISSEMENT

La labellisation de l'établissement est engagée dès que toutes les filières-métiers sont certifiées.

3

4

PALMARÈS RH EXCELLENCE AFRIQUE

Positionnement de l'établissement de formation labellisé au palmarès RH Excellence Afrique.

LA DÉMARCHE DU PROGRAMME REA

L'ensemble du Programme est basé sur une approche pragmatique ciblée sur les métiers et la relation des établissements de formation à l'entreprise. Le programme REA reprend l'ensemble des méthodes et outils destinés aux Établissements pour :

- Les intégrer au sein du réseau RH Excellence Afrique;
- Les guider dans les démarches de certification de leurs filières métier et de labellisation de leur organisation ;
- Répondre aux enjeux de la certification des filières métier et de la labellisation ainsi que d'une façon plus globale à l'évolution des pratiques pédagogiques en facilitant la mise en place d'appuis.

LA DÉMARCHE DU PROGRAMME REA

Le programme REA est piloté par un ensemble de représentants du secteur privé franco-africain. Il est fondé sur les principes suivants :

- La valorisation de centres d'excellence destinés à devenir des centres de ressources-modèles avec un rayonnement national, régional et continental.
- L'intégration d'une double démarche de certification/labellisation et démarche d'excellence (évolution tirée par la recherche permanente de l'adéquation formation-emploi).
- Une visibilité de l'appartenance à un réseau d'excellence bénéficiant d'un « modèle qualité » reconnu par les professionnels d'entreprises.
- Une notoriété des centres d'excellence vis-à-vis des entreprises, des jeunes, des établissements avec un effet vertueux à long terme dans les pays visés.



PROBLÉMATIQUES

Bien que des projets soient en cours de réalisation, les infrastructures ne sont plus adaptées aux nombres d'étudiants. Les recruteurs ne trouvent pas les compétences adaptées. Les résultats scolaires sont en deçà des attentes.



PROPOSITIONS

Poursuivre la construction et la mise à jour des infrastructures.
Adapter les curricula en identifiant les besoins des filières qui recrutent.
Maximiser l'impact de la dépense publique par le suivi de la performance des enseignants et par la promotion des solutions numériques.





S'IMPLANTER EN CÔTE D'IVOIRE



8. LES INSTITUTIONS IVOIRIENNES

- 8.1 Le CEPICI Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
- 8.2 La CCI-CI Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire
- 8.3 La DGI Direction Générale des Impôts
- 8.4 La DGD Direction Générale des Douanes
- 8.5 La DGTCP Direction Générale du Trésor et de la comptabilité publique
- 8.6 La CNPS Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
- 8.7 La DMP Direction des Marchés Publics
- 8.8 L'ANRMP Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics
- 8.9 L'ARTCI Autorité de régulation des Télécommunication en Côte d'Ivoire
- 8.10 La CACI Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire

8.1 LE CEPICI Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire

EN BREF

Le CEPICI est le Guichet Unique de l'investissement Direct en Côte d'Ivoire. C'est un organe privilégié de promotion et de facilitation de l'investissement direct en Côte d'Ivoire. Il fédère, coordonne et rationalise

l'ensemble des initiatives et actions gouvernementales en matière de promotion des investissements et de développement du secteur privé. Il est dirigé par M. Essis Esmel Emmanuel.

LES MISSIONS

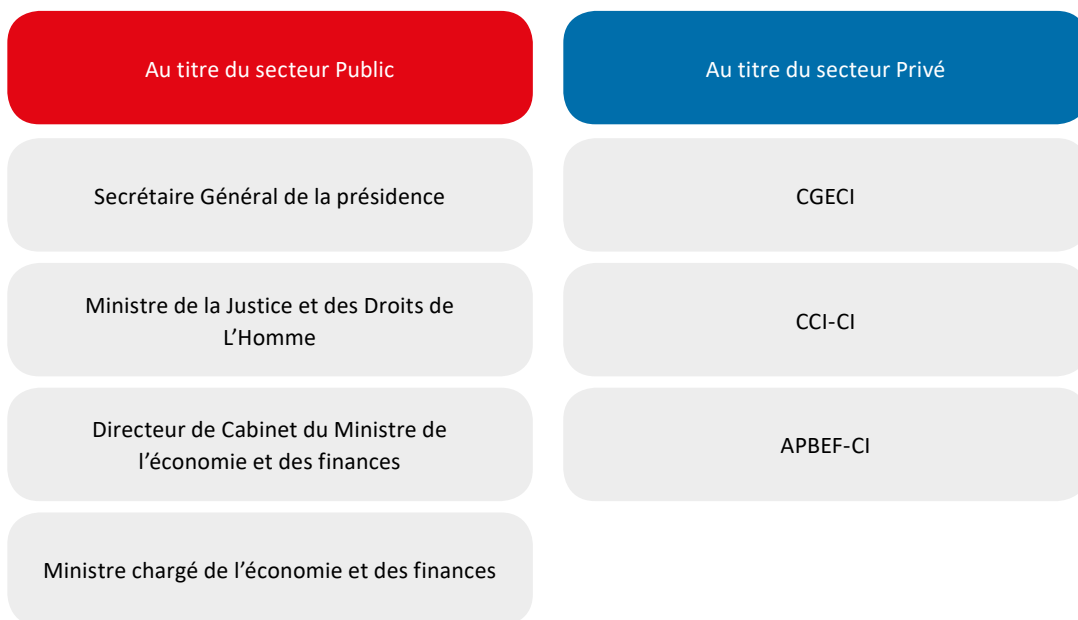
Revêtant un caractère transversal qui lui confère un rôle dédié à l'accompagnement du secteur privé et d'interface entre celui-ci et l'État, afin d'accroître les investissements privés en Côte d'Ivoire, le CEPICI est chargé :

- De la création d'entreprises,
- De la facilitation des formalités administratives relatives à la création, à l'exploitation, à la transmission ou à l'extension des entreprises,
- De l'accès aux avantages du Code des investissements et au foncier industriel,
- De la mise en relation d'affaires,
- De l'organisation de manifestation économiques en Côte d'Ivoire et à l'étranger,
- De l'amélioration de l'environnement des affaires,
- D'être une plateforme de concertation secteur public – secteur privé.

L'ORGANISATION

Placé sous l'autorité et la tutelle du Président de la République, le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) est un Etablissement public à caractère administratif dirigé par un Directeur Général.

Il est composé d'un conseil de gestion dont les membres proviennent aussi bien du secteur public que du secteur privé.



Téléphone : +225 20 30 23 85 / 20 31 14 00

Email : infos.cepici@cepici.ci

Site : www.cepici.gouv.ci

Adresse : Abidjan Plateau, Boulevard De Gaulle, 2ème étage immeuble le Djekanou

8.2 LA CCI-CI Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire

EN BREF

La Chambre de Commerce et d'Industrie est un Etablissement public, jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est chargée de représenter les intérêts des entreprises commerciales, industrielles et de service, d'assurer la formation des entrepreneurs et d'apporter un appui aux entreprises.

La Chambre de Commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI), institution consulaire créée par décret en 1992, est sous la tutelle du ministère chargé du Commerce. Sa circonscription couvre tout le territoire national. Elle est présidée depuis le 31 juillet 2016 par Faman TOURE.

LES MISSIONS

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire représente les intérêts des acteurs du Commerce, de l'Industrie et des Services. Quatre missions principales sous-tendent son action : (1) La Consultation et

représentation, (2) La Formation, (3) L'assistance et le conseil, (4) La Création et gestion des services d'intérêt général.

LES SERVICES

LES SERVICES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE COMPRENNENT :

Des services fonctionnels: la Présidence, la Direction Générale, la Direction des Ressources Humaines et la Direction de l'Administration et des Finances

Des services mixtes opérationnels à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et aux Entreprises : la Direction des Etudes et de l'Information Economique et les Délégations Régionales.

Des services opérationnels aux entreprises : la Direction de l'Appui aux Entreprises et de la Promotion du Secteur Privé, la Direction de la Formation, la Direction des Services Concédés.

LE FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire repose sur des éléments fondamentaux :

- L'Assemblée Générale, qui est l'instance décisionnaire de la CCI-CI et qui comprend 102 élus,
- Le Bureau, qui est composé du 1er Vice - Président, de 5 Vice - Présidents, du Trésorier et de ses 02 adjoints, de 6 membres Secrétaires, prépare l'ordre du jour de l'Assemblée Générale sous l'autorité du Président,
- Les commissions, au nombre de huit : (1) Budget, économie et finances, (2) Commerce, services et distribution, (3) PME-PMI, (4) Développement industriel, (5) Droit, fiscalité et questions sociales, (6) Aménagement régional et urbanisme commercial, (7) Infrastructure, tourisme, transport, environnement et cadre de vie, (8) Enseignement et formation professionnelle.



Téléphone : +225 20 33 16 00

Email : info@cci.ci

Site : www.cci.ci

Adresse : Abidjan Plateau, 6 Avenue Joseph Anoma, Plateau 01 BP 1399 ABIDJAN 01 Abidjan

8.3 LA DGI Direction Générale des Impôts

EN BREF

La première fonction de l'impôt et aussi celle la plus connue, est de procurer à l'Etat les ressources nécessaires à la couverture des dépenses publiques. L'impôt constitue également, un puissant instrument de la politique économique et sociale. Après l'administration

coloniale dont dépendaient les ressources économiques et financières de la Côte d'Ivoire, c'est en 1959, précisément le 13 avril 1959 que naît la direction des contributions diverses (actuelle DGI).

LES MISSIONS

Chargée d'élaborer, d'appliquer la législation et la réglementation fiscale et parafiscale, elle a pour missions :

- De préparer, de négocier et d'appliquer les conventions fiscales internationales,
- De mener les opérations d'assiette, de liquidation et de contrôle de l'impôt pour le compte de l'État et des collectivités locales,
- D'effectuer le recouvrement des recettes fiscales et parafiscales autres que de porte,
- De gérer le contentieux de l'impôt,
- D'assurer la conception, la création et la gestion du cadastre en zones urbaines et rurales,
- D'assurer la conservation de la propriété foncière et des hypothèques,
- D'assurer la gestion financière du domaine de l'État et des biens en déshérence,
- De mener les opérations d'enregistrement et de timbre;
- De promouvoir le civisme fiscal.

ZOOM SUR ... LES RECOURS

1 Recours hiérarchique / Personnes à saisir : Le chef de brigade, le sous directeur ou le directeur régional et le Directeur des Enquêtes et Vérifications fiscales.

2 Recours contentieux / Personnes à saisir : Le Directeur Général des Impôts ou du Ministre de l'Économie et des Finances.

3 Recours juridictionnels / Personnes à saisir : les tribunaux.

Observatoire du contrôle fiscal : une structure à composition paritaire (DGI-Secteur Privé) comprenant 10 membres dont 5 du secteur privé.

L'Observatoire peut être saisi de tous les cas de dysfonctionnements constatés dans la mise en œuvre des contrôles fiscaux et des actions de recouvrement, soit à la demande de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire, soit à la

demande de la Direction Générale des Impôts, ainsi que par tout contribuable. L'Observatoire se réunit pour délibérer sur chaque cas de saisine. A l'issue de ses délibérations l'Observatoire donne un avis ou des recommandations.

Président : M. KOIDOU Patrick

Téléphone : + 225 20 22 50 08 / 20 33 23 83

L'ORGANISATION

Dirigée par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur Général d'Administration Centrale. Le Directeur Général est assisté de deux Directeurs Généraux Adjoints nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Ils ont rang de

Directeurs Généraux Adjoints d'Administration Centrale. La DGI est composée de 11 directions, une inspection générale des services fiscaux, un service de la Police spéciale des impôts et des services extérieurs.



Téléphone : +225 20 21 10 90 / 20 21 71 08

Email : info@dgi.gouv.ci

Site : www.dgi.gouv.ci

Adresse : Abidjan Plateau, Cité administrative, Tour E

8.4 LA DGD Direction Générale des Douanes

EN BREF

La Direction Générale des Douanes (DGD) est un service de l'État chargée de mettre en œuvre et de faire respecter les dispositions législatives et réglementaires auxquelles sont soumis les mouvements des personnes, des marchandises, des moyens de transport et des capitaux à l'entrée et à la sortie du territoire. La Douane est une Administration dont les activités s'intègrent dans le

contexte des relations régionales et internationales. Son action est fondée d'une part, sur des sources nationales (Code des douanes, lois de finances, ordonnances etc) et, d'autre part, sur des sources internationales (OMD, OMC, CEDEAO, UEMOA) et tous autres accords et conventions ayant des incidences sur le plan douanier.

LES MISSIONS

La Douane exerce de nombreuses missions :

- Une mission fiscale,
- Une mission économique,
- Une mission de facilitation des échanges apparue avec les exigences de la mondialisation,
- Une mission d'appui aux autres administrations à travers la protection des intérêts de l'État et des citoyens.

L'ORGANISATION

Dirigé par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur Général d'Administration Centrale. Il est assisté de deux Directeurs Généraux Adjoints nommés par décret

pris en Conseil des Ministres. Ils ont rang de Directeurs Généraux Adjoints. Le service des Douanes est composé de 15 directions et d'une inspection générale.

L'observatoire de la Célérité des Opérations de Dédouanement (OCOD) : C'est un instrument paritaire (Douane-secteur privé) de facilitation qui recueille et analyse les plaintes des usagers relatives aux tracasseries administratives, blocages dans la livraison des marchandises et autres désagréments rencontrés dans la procédure de dédouanement.

Saisine : L'OCOD peut être saisi par écrit, e-mail, téléphone ou directement sur le site de la douane.

Bureau de l'OCOD

Président : M. DIARRASSOUBA VALASSINE 07 01 00 82
Vice-président : Col. TOURE Idrissa 08 64 56 83
Secrétaire général : M.CISSE Ladji Brahima 07 96 83 55

Coordonnées de l'OCOD

Téléphone : +225 21 25 27 93
Email : ocodci@yahoo.fr
Site : www.douanes.ci

Le Comité d'Arbitrage et de la Valeur (CAV) : C'est un organe de recours paritaire (Administration publique et secteur privé) chargé de connaître des litiges nés de l'évaluation en Douane des marchandises importées. Saisine : Le Comité peut être saisi par tout usager en désaccord avec le service des Douanes sur la valeur à l'occasion de l'accomplissement des formalités douanières à l'importation.

Bureau du CAV

Président : Col. ASSADOU Malan
Vice-président : Col. DASSIE Kobenan
Secrétaire général : Cdt GBAH Kobenan Hermann

Coordonnées du CAV

Téléphone : +225 20 25 15 00
Site : www.douanes.ci

ZOOM SUR ... LES RECOURS



Téléphone : +225 20 25 15 00
Email : dgd@yahoo.fr
Site : www.douanes.ci
Adresse : Abidjan Plateau, Place de la république

8.5 LA DGTCP Direction Générale du Trésor et de la comptabilité publique

EN BREF

Le Trésor public ivoirien est créé depuis janvier 1963 pour assurer le recouvrement des recettes publiques et le paiement des dépenses de l'État. Les attributions successives qui lui sont conférées à travers la pluralité des

textes qui le réorganisent dont le dernier en date est le décret n° 2007 du 15 mai 2007 en font une administration dynamique au service du développement.

LES MISSIONS

Les missions du Trésor Public s'articulent autour des concepts suivants :

- Recouvrement des recettes,
- Exécution des dépenses publiques,
- Gestion Financière et Comptable des Communes et des Établissements Publics Nationaux,
- Gestion de la trésorerie de l'État et la surveillance des marchés financiers et d'assurances,
- Gestion de la dette publique,
- Recouvrement des créances contentieuses,
- Gestion des postes comptables à l'étranger,
- Centralisation des dépôts des Établissements Publics Nationaux.

L'ORGANISATION

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité publique est le supérieur hiérarchique des agents de tous les services du Trésor public. A ce titre, il organise et coordonne l'activité de l'ensemble des services. Il est assisté, dans l'exercice de ses fonctions, de deux (2) Directeurs Généraux Adjoints qui forment la Direction

Générale. Le Directeur Général et ses adjoints n'ont pas la qualité de comptable public. Ils sont nommés par décret pris en conseil des Ministres.

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique est composée de Services Centraux et de Services Déconcentrés.

LES MISSIONS

Selon le décret n°2014-864 du 23 décembre 2014 portant organisation du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'économie et des finances. Le Trésor public est chargé :

- De définir la politique et d'assurer la gestion administrative et comptable de la trésorerie de l'État,
- D'exécuter et de contrôler les opérations des budgets de l'État, des Établissements Publics Nationaux (EPN), des Collectivités Territoriales,
- D'assurer la garde et le maniement des deniers publics,
- D'assurer la gestion administrative, financière et comptable de la dette publique,
- De conduire les relations financières avec l'extérieur,
- D'élaborer et d'appliquer la réglementation de la comptabilité publique,
- De veiller à la tenue de la comptabilité de l'État, des EPN et des Collectivités Territoriales,
- D'élaborer et d'appliquer la réglementation relative aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD),
- De collecter l'épargne publique,
- D'élaborer et d'appliquer la réglementation relative aux organismes chargés du crédit, des assurances et des opérations boursières en liaison avec la BCEAO et la Commission Bancaire de l'UEMOA,
- De définir la politique monétaire et bancaire en liaison avec la BCEAO,
- De veiller à la clôture des opérations de liquidation des organismes publics et parapublics,
- De veiller à la surveillance des entreprises sous tutelle.



Téléphone : +225 20 30 90 00

Email : info@tresor.gouv.ci

Site : www.tresor.gouv.ci

Adresse : Abidjan Plateau, Boulevard Carde, immeuble Soghephia

8.6 LA CNPS Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

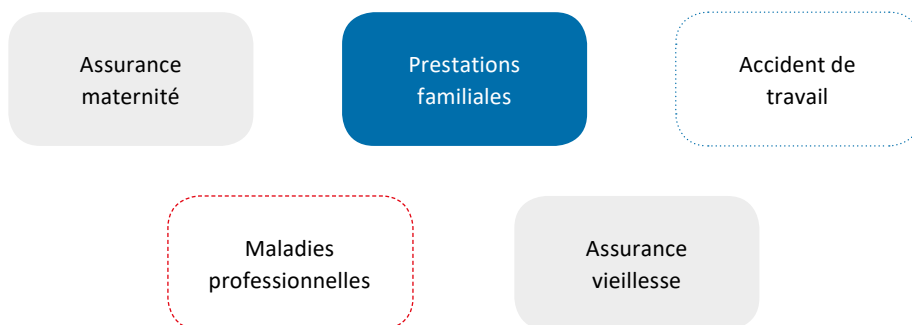
EN BREF

L'institution de Prévoyance Sociale, dénommée Caisse Nationale de Prévoyance Sociale en abrégé CNPS, a été créée par le décret 2000-487 du 12 juillet 2000. La CNPS est régie par les lois n°99-476 du 02 août 1999, portant définition et organisation des Institutions de Prévoyance Sociale.

LES MISSIONS

La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale gère le régime obligatoire de la prévoyance sociale du secteur privé et assimilé. Elle intervient également dans le domaine de l'action sanitaire et sociale.

LES PRESTATIONS



L'ORGANISATION

La CNPS est placée sous la double tutelle du Ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales (Tutelle administrative et Technique) et du Ministère de l'Économie et des Finances (Tutelle Financière). L'institution est présidée par un Conseil d'Administration de 12 Membres et gérée au quotidien

par une Direction Générale. Elle s'appuie sur six (06) Directions Centrales, huit (08) Cellules Spécialisées et les structures déconcentrées (20 agences réparties sur l'ensemble du territoire). Elle est dirigée par M. KOUASSI Denis Charles.

L'ORGANISATION

Déclaration du travailleur : L'employeur doit fournir à la CNPS tous les renseignements relatifs à l'identification des travailleurs concernés par le règlement des cotisations (Art. 21 du Code de Prévoyance Sociale). La déclaration doit se faire le premier jour de l'embauche (par embauche, il faut entendre le 1er jour de début d'activité du salarié) par une fiche de déclaration du travailleur (à retirer auprès des services de la CNPS).

Déclaration de l'entreprise : Est obligatoirement affilié à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, tout employeur occupant des travailleurs salariés tels que définis à l'article 2 du Code du travail ». L'affiliation prend effet à compter de l'embauche du premier salarié et se fait en remplissant une demande d'immatriculation intitulée « Déclaration aux fins d'immatriculation ».



Téléphone : +225 20 25 21 00

Email : info@cnps.ci

Site : www.cnps.ci

Adresse : Abidjan Plateau, Rue du Commerce, Immeuble La Prévoyance

8.7 LA DMP Direction des Marchés Publics

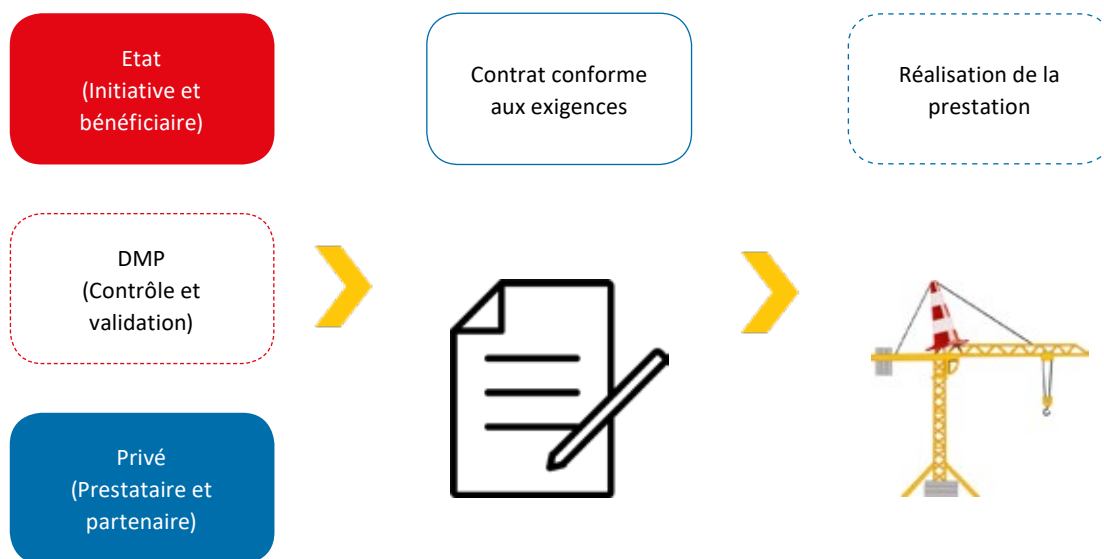
EN BREF

La Direction des Marchés Publics (DMP) est la structure administrative chargée du conseil, de l'assistance et de la formation en matière de marchés publics. La DMP est administrée par un Directeur d'Administration centrale, nommé par décret en conseil des ministres.

ORGANISATION

Elle est composée de six sous-directions, une cellule spécialisée, des services rattachés et des services extérieurs. Chacun de ses organes dispose de compétences définies par l'arrêté n° 465/MPMB/DGBF/DMP du 23 juin 2015.

LA PASSATION



LES MISSIONS

La DMP a pour principales missions :

Conseil, assistance technique et juridique aux autorités contractantes et maître d'ouvrage,
Suivi de l'obligation de passation de marché,
Contrôle et authentification des dossiers d'appel d'offres
Centralisation, diffusion et publication de tous les avis d'appel à concurrence,
Contrôle de la régularité des procédures de passation et de l'exécution des marchés publics,

Centralisation et diffusion de la réglementation et de toute information,
Adaptation des réformes et procédures,
Formation et sensibilisation des acteurs de la commande publique,
Suivi et évaluation de l'exécution de marchés publics,
Evaluation de l'impact de la commande publique sur l'économie.



Téléphone : +225 21 15 19

Email : infodmp@marchespublics.ci

Site : www.marchespublics.ci

Adresse : Abidjan Plateau, Boulevard Clozel, Immeuble des Finances

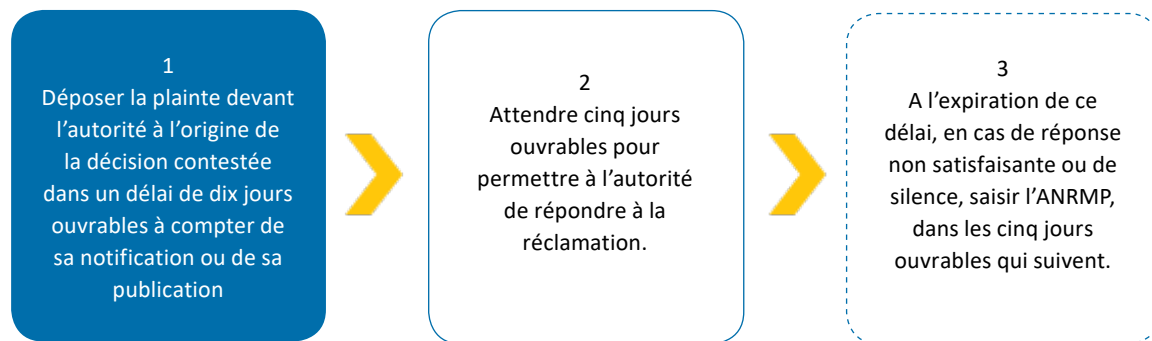
8.8 L'ANRMP Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics

EN BREF

L'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics est une Autorité Administrative Indépendante jouissant d'une autonomie de gestion. Elle a pour principales missions l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière des marchés publics, la formation et

l'information des acteurs de la commande publique, le règlement non juridictionnel des différends nés lors des audits indépendants et l'évaluation du système de passation des marchés publics.

SAISINE



LES ORGANES

Le Conseil :

Il est composé de douze membres (12), quatre (4) représentants de l'Administration publique, quatre (4) représentants du secteur privé et de quatre (4) représentants de la société civile. Ces membres sont choisis parmi les cadres et les personnalités de réputation morale et professionnelle établie dans les domaines juridiques, économiques, techniques et financiers. Ils sont nommés par décret pris en conseil des ministres pour une durée de trois (3) ans. Le Conseil est l'organe plénier. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'Autorité de régulation, orienter sa politique générale et évaluer sa gestion dans le cadre de ses attributions.

Les cellules spécialisées :

L'autorité de régulation est structurée en trois (3) cellules spécialisées dont les membres proviennent du Conseil. La Cellule Recours et Sanctions (CRS), la Cellule Etudes et Définition des Politiques (CEDP) et la Cellule Audits Indépendants (CAI).

Le secrétaire général :

Le Président est assisté dans l'administration et la gestion de l'autorité de régulation, d'un Secrétaire Général nommé par décret et de trois (3) Secrétaires Généraux Adjointes nommés par arrêté du ministre chargé des marchés publics. Le Secrétaire Général dirige, sous l'autorité du Président, les fonctions administratives et assure tous les travaux de secrétariat. Il a le rang de Directeur d'Administration centrale.

Le Président :

Les membres du conseil élisent en leur sein un Président au scrutin secret et à la majorité absolue à trois (3) tours. Le Président est chargé de l'Administration et de l'application de la politique.



Téléphone : +225 22 40 00 40

Email : info@anrmp.ci

Site : www.anrmp.ci

Adresse : Abidjan Cocody, Riviera 3, Route de l'Ardoise

8.9 L'ARTCI Autorité de régulation des Télécommunication en Côte d'Ivoire

EN BREF

L'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) a été créée par l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 à l'issue de la fusion du Conseil des Télécommunications de Côte d'Ivoire (CTCI) et de l'Agence des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ATCI). L'ARTCI est une autorité administrative

indépendante dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. L'ARTCI est tenue de produire, chaque année, au plus tard le 30 mars, un rapport d'activité. Ce rapport est communiqué au ministre chargé des Télécommunications et publié sur le site Internet de l'ARTCI.

LES MISSIONS

Les missions de l'ARTCI sont déterminées par l'ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012. Les missions de régulation sont exercées par l'ARTCI de façon indépendante, impartiale et transparente. Il s'agit notamment de :

- Définir les principes et autoriser la tarification des services qui sont fournis sous le régime du monopole,
- Délivrer les autorisations d'exploitation des services de Télécommunications,
- Accorder les agréments des équipements terminaux,
- Protéger les consommateurs,
- Réguler l'internet, la concurrence, l'interconnexion,
- Affecter le spectre des fréquences destinées aux acteurs des télécommunications/ TIC,
- Contribuer à l'exercice de toute autre mission d'intérêt public que pourrait lui confier le gouvernement pour le compte de l'État dans le secteur des Télécommunications,
- Contribuer à l'exercice des missions de l'État en matière de défense et de sécurité Publique,
- Réguler le secteur postal,
- Protéger des données à caractère personnel,
- Gérer des transactions électroniques,
- Gérer des noms de domaines et des adresses Internet de la Côte d'Ivoire,
- Gérer le point d'échange Internet de la Côte d'Ivoire.

L'ORGANISATION

La Direction Générale : La gestion courante des affaires techniques, administratives et financières de l'ARTCI est assurée par une direction générale dirigée par un Directeur Général. Il est nommé par le décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé des Télécommunications/TIC, pour un mandat de quatre ans, renouvelable une seule fois. Les demandes d'autorisations ou de licences pour l'exercice d'une activité de Télécommunications/TIC et les dossiers de litiges sont instruits par la direction générale, pour le compte du Conseil de Régulation.

Le Conseil de Régulation est un organe collégial chargé d'exécuter les missions de régulation dévolues à l'ARTCI conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il est responsable de la gestion technique, juridique, administrative et financière de l'ARTCI. Il fixe les objectifs à court, moyen et long terme et approuve les plans d'actions stratégiques de l'ARTCI élaborés par le directeur général, conformément aux objectifs fixés.



Téléphone : +225 20 34 43 73
 Email : courrier@artci.ci
 Site : www.artci.ci
 Adresse : Abidjan Marcory, Marcory Anoumanbo

8.10 LA CACI Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire

EN BREF

Créée en 1997 sous l'impulsion du Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'alors, M. Seydou Elimane DIARRA, la création de la CACI répondait au souci de favoriser en Côte d'Ivoire un environnement juridique et judiciaire apte à sécuriser les investissements nationaux et étrangers. La Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire (CACI) est un centre de règlement des litiges,

à caractère national et international à but non lucratif, créée au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire. La CACI exerce donc, comme les tribunaux étatiques, l'œuvre de justice. Les décisions qui sont rendues sous son égide ont la même valeur juridique que celles de tribunaux étatiques.

L'ORGANISATION

Le conseil d'administration

La CACI est dotée d'un Conseil d'Administration de 31 membres représentant les principales organisations professionnelles ivoiriennes. Il est présidé par Monsieur TALL Yacouba, membre élu de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire.

Le comité technique

Le Comité Technique est composé de sept (07) membres permanents et deux (02) membres non permanents désignés en fonction de leur notoriété, intégrité et compétence. Il est présidé par Maître Lynda DADIE-SANGARET, Avocat au barreau de Côte d'Ivoire.

Le comité des arbitres, médiateurs et experts

Le Comité des Arbitres, Médiateurs et Experts est composé de 10 personnes élues par l'ensemble des arbitres, conciliateurs, médiateurs et experts inscrits dans le répertoire de la CACI. Monsieur KADJANE Théodore, Expert Immobilier, assure la présidence du Comité des Arbitres, Médiateurs et Experts.

Le secrétariat général

Le Secrétariat Général est l'organe opérationnel de la CACI. Il est composé d'un Secrétaire Général, de Secrétaires Généraux Adjoints et du personnel administratif. La fonction de Secrétaire Général de la CACI est assurée par Monsieur ABONDIO François, Avocat.

LES MISSIONS

Compte tenu du volume sans cesse croissant des différends commerciaux et des connaissances techniques spécifiques qu'exige leur règlement, les modes alternatifs de règlement des litiges s'imposent aujourd'hui comme des compléments de la justice étatique. La CACI a pour mission de mettre à la disposition des opérateurs économiques des modes alternatifs pour le règlement de leurs différends notamment : l'arbitrage, le référé arbitral, le recouvrement accéléré de créance, la médiation, « le mini-trial » et l'expertise.

Par ailleurs, la CACI a une double mission :

Organiser les procédures : la CACI offre aux parties le cadre institutionnel nécessaire au bon déroulement des procédures conduites sous son égide.

Vulgariser les modes alternatifs de règlement de litiges : elle organise régulièrement des séminaires de formations. Elle participe également activement à la préparation des initiatives législatives dans ce domaine.

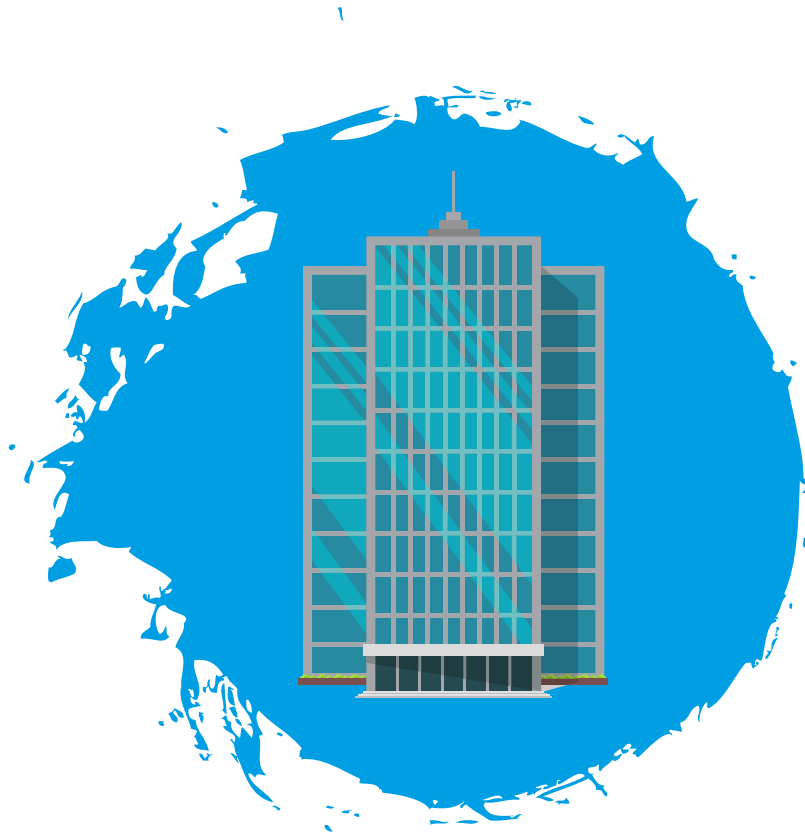


Téléphone : +225 20 30 97 29

Email : info@caci.ci

Site : www.courarbitrage.ci

Adresse : Abidjan Plateau, Avenue Joseph Anoma



9. LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

9.1 La DUE Délégation de l'Union Européenne

9.2 Le FMI Fond Monétaire International

9.3 PROPARCO

9.4 BPI France

9.5 La BAD Banque Africaine de Développement

9.6 La BEI Banque Européenne d'investissements

9.7 La Banque Mondiale

9.8 L'AFD Agence Française de Développement

9.9 La BCEAO Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

9.10 Business France

9.1 LA DUE Délégation de l'Union Européenne

EN BREF

L'Union européenne est présente en Côte d'Ivoire depuis 1961. D'abord simple Bureau du contrôle technique du Fonds Européen de Développement (FED), la représentation de l'UE en Côte d'Ivoire est devenue, avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en décembre 2009, une « Délégation de l'Union Européenne ». Cette évolution reflète à la fois le renforcement de l'intégration européenne et l'approfondissement des relations entre l'UE et la Côte d'Ivoire. La DUE en Côte d'Ivoire fait partie d'un réseau mondial de 138 Délégations rattachées au Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) et travaillant en étroite

collaboration avec les missions diplomatiques des Etats membres. Les Délégations et le SEAE apportent tout leur soutien à Madame Federica Mogherini dans sa fonction de Chef de la diplomatie européenne. Il s'agit de réaliser une plus grande cohérence de l'action extérieure de l'UE à travers le monde, à la hauteur de son rôle économique et commercial et de ses ambitions dans le traitement des grands dossiers mondiaux: multilatéralisme, changement climatique, énergie, maintien de la paix, résolution des conflits, progrès de la démocratie et de la bonne gouvernance.

ORGANISATION

Ambassadeur SEM Jobst von Kirchmann

Section Politique
L. d'Ersu

Section
Administration
D. Dalpane

Section Finance et
contrat
P. Rousseau

Section Coopération
M. Laloge

Commerce et
Investissement
P. Illing

Infrastructures et
Développement urbain
H. Van Tilborg

Économie,
Gouvernance
C. Raudot de Châtenay

Développement rural et
ressources naturelles
S. Brossard

MISSIONS

La Délégation de l'Union européenne a le statut de Représentation diplomatique et remplit une fonction analogue à celle d'une Ambassade. Elle assure la coordination et le suivi des relations politiques, économiques ainsi que de la coopération au développement entre l'UE et la République de Côte d'Ivoire. La DUE a également le mandat d'assurer le suivi des politiques de l'UE dans tous les secteurs,

de promouvoir et de défendre les valeurs et intérêts de l'UE, et d'assurer la gestion de ses programmes de coopération. Elle est chargée d'analyser pour les institutions européennes la situation politique, économique et sociale de la Côte d'Ivoire et de faire valoir auprès des autorités européennes les attentes du Gouvernement ivoirien.



Téléphone : +225 20 31 83 50
Email : delegation-ivory-coast@eeas.europa.eu
Site : eeas.europa.eu/delegations/ivory-coast_fr
Adresse : Abidjan Plateau, Avenue Terrasson de Fougères, Immeuble Union Européenne

9.2 LE FMI Fonds Monétaire International

EN BREF

Voulant établir un cadre de coopération économique dans l'optique d'éviter que ne se reproduisent les dévaluations compétitives causant la grande crise des années 30, les 44 pays représentés à la conférence des Nations Unies à Bretton Woods dans le New Hampshire vont créer le FMI en juillet 1944. L'objectif premier du FMI est de veiller à la stabilité du système monétaire international, en d'autres termes, le système international de paiements et de change qui permet aux pays (et à leurs citoyens) de

procéder à des échanges entre eux. Le Fonds monétaire international (FMI) encourage la stabilité financière et la coopération monétaire internationale, et s'efforce aussi de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde. Le FMI est gouverné par ses 189 États membres, auxquels il rend compte de son action.

MISSIONS

- Promouvoir la coopération monétaire internationale,
- Faciliter l'expansion et la croissance équilibrées du commerce mondial,
- Promouvoir la stabilité des changes,
- Aider à établir un système multilatéral de paiements,
- Mettre ses ressources (moyennant des garanties adéquates) à la disposition des pays confrontés à des difficultés de balance des paiements.

LES SERVICES

Assistance financière : les financements du FMI donnent à ses pays membres l'appui nécessaire pour remédier à leurs problèmes de balance des paiements. Les autorités nationales élaborent, en étroite collaboration avec les services du FMI, des programmes d'ajustement qui bénéficient du financement de l'institution, ces concours financiers restant subordonnés à la réalisation effective de ces programmes.

Assistance technique : Le FMI offre de l'assistance technique et des formations pour aider les pays membres à renforcer leur capacité d'élaboration et d'exécution de la politique économique, notamment dans les domaines de la politique et l'administration fiscale, la gestion des dépenses, les politiques monétaire et de change, le contrôle et la réglementation des systèmes bancaire et financier, la législation et les statistiques.

DTS : le FMI émet un avoir de réserve international appelé droit de tirage spécial (DTS), qui peut compléter les réserves de change des pays membres. Les allocations totales s'élèvent à environ 204 milliards de DTS (quelque 283 milliards de dollars). Les pays membres peuvent aussi échanger entre eux des DTS contre des devises.



Dirigé par Christine LAGARDE depuis 2011, le FMI compte aujourd'hui 189 Etats membres et 2 663 collaborateurs issus de 148 pays.



Téléphone : +225 20 30 01 65
Email : rr-civ@imf.org
Site : www.imf.org
Adresse : Abidjan Plateau, Immeuble Sciam

9.3 PROPARCO

EN BREF

Filiale de l'Agence Française de Développement (AFD) dédiée au secteur privé, Proparco intervient depuis 40 ans en faveur du développement dans les pays du Sud. Elle joue un rôle essentiel au sein du groupe AFD et du dispositif français de coopération : le financement et l'accompagnement de projets d'entreprises et d'institutions financières dans les pays en développement et émergents – de la PME au groupe bancaire régional, en passant par l'établissement de micro-finance. Elle est représentée en Côte d'Ivoire par M. Benoit LAGENTE.

MISSIONS

L'action de Proparco se concentre sur des secteurs clés du développement : les infrastructures avec un focus sur les énergies renouvelables, l'agriculture et l'agro-industrie, la finance, la santé et l'éducation. Ses interventions participent à la construction d'une croissance économique durable, à la création d'emplois, à la fourniture de biens et de services essentiels, à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre le changement climatique.

Proparco accompagne ses clients dans la maîtrise des impacts de leur activité sur la société et le milieu naturel, l'agence intervient également sur l'amélioration de leurs pratiques en matière environnementale (réduction des émissions de gaz à effet de serre, valorisation des énergies renouvelables...), sociale (amélioration des conditions de travail, lutte contre les discriminations...) et de gouvernance (lutte contre la corruption, transparence de l'information ...).

L'ORGANISATION

La gouvernance de Proparco repose sur un ensemble de structures garantissant la transparence de son fonctionnement et sa bonne gestion. Elle comprend :

La Direction Générale

Elle élabore les principales orientations de la société et supervise la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie arrêtée par le Conseil d'Administration. Elle est entourée d'une équipe exécutive qui lui apporte le support technique spécialisé dans chaque secteur de compétence.

Le Conseil d'Administration

Appuyé par des comités spécialisés, il détermine les orientations de l'activité de Proparco et veille à leur mise en œuvre. Il réunit experts et professionnels expérimentés d'horizons différents.

Le Capital et l'actionnariat

64% AFD
21,7% Organismes financiers français (BNP, Société générale, Crédit agricole etc.)
11,8% Organismes financiers internationaux (bank of Africa, BOAD etc.)
1,7% Entreprises (Bolloré, Engie, Bouygues etc.)
0,6% Fonds et fondations

Les principes de gouvernance de l'entreprise

La gouvernance de Proparco est régie par différents documents de référence : les Statuts, le règlement intérieur du Conseil d'Administration, et la charte du Conseil et de ses Comités ainsi que la charte d'éthique professionnelle du groupe AFD.



Téléphone : +225 22 40 70 14 / 22 48 16 03
Email : proparcoabidjan@proparco.fr
Site : www.proparco.fr
Adresse : Abidjan Cocody, Boulevard François Mitterand

9.4 BPI FRANCE

EN BREF

Bpifrance est une Banque publique d'investissement, un organisme français de financement et de développement des entreprises. Elle est en particulier chargée de soutenir les petites et moyennes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire et les entreprises innovantes en appui des politiques

publiques de l'État et des régions. Située à Maisons-Alfort, en France, Bpifrance est présidée par la Caisse des dépôts, représentée par son directeur général Nicolas Dufourcq. En Afrique de l'ouest, elle est représentée par M. Romain Bauret.

L'ORGANISATION

Une société faitière, Bpifrance, détenue à 50 % chacun par l'État et la Caisse des Dépôts, qui assure le pilotage de l'ensemble du groupe.

Un pôle financement (Bpifrance Financement) dédié au financement de l'innovation, au cofinancement bancaire et à la garantie de prêts.

Un pôle dédié à l'investissement (Bpifrance Investissement), issu de l'apport du FSI, de CDC Entreprises et de ses filiales (FSI Régions), chargé des investissements en fonds propres et quasi-fonds propres.

Un pôle assurance-crédit (Bpifrance Assurance Export) qui a repris les activités d'assurance-crédit des crédits export français assurés jusqu'en 2016 par Coface.

MISSIONS

- 1 Accompagner directement les TPE, PME et ETI tout au long de leur cycle de vie.
- 2 Investir dans des secteurs d'avenir (conversion industrielle, biotechnologies, économie sociale et solidaire).
- 3 Agir en partenariat avec les régions (90 % des décisions prises en régions).

BPI France agit la plupart du temps en partenariat avec les acteurs privés, en financement comme en investissement. Ses ressources proviennent en majorité des marchés financiers (privés), son capital est détenu par la Caisse des dépôts, l'État, et des sociétaires (entreprises, assureurs, etc.)

SERVICES

- | | | | |
|---|---------------------------|---|--------------------------|
| 1 | Prêts | 4 | Participation au capital |
| 2 | Aides, concours et labels | 5 | Accompagnement |
| 3 | Garanties et assurances | | |



Téléphone : +225 20 20 75 39 / 87 24 07 04
 Email : romain.bauret@bpifrance.fr
 Site : www.bpifrance.fr
 Adresse : Abidjan Plateau, Rue Lecoeur, Ambassade de France

9.5 LA BAD Banque Africaine de Développement

EN BREF

La Banque Africaine de Développement (BAD) est une institution régionale multilatérale de financement ayant pour objectif de contribuer au développement économique durable et au progrès social des pays africains, qui constituent les pays membres régionaux (PMR) de la BAD. L'accord portant création de cette

institution a été signé par les Etats membres le 4 août 1963, à Khartoum, au Soudan. Il est entré en vigueur le 10 septembre 1964. Le Groupe de la BAD est composé de trois entités : la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds Africain de Développement (FAD) et le Fonds Spécial du Nigeria (FSN).

L'ORGANISATION

Le conseil des gouverneurs est l'organe suprême de la banque. Chaque pays membre est représenté au conseil par un gouverneur et un suppléant.

Le conseil d'administration est chargé de la conduite des opérations générales de la banque, et, à cette fin, il dispose du droit d'exercer tous les pouvoirs de la BAD, à l'exception de ceux qui sont exclusivement réservés au conseil des gouverneurs.

Le président de la BAD est chargé de la gestion de la banque sous la direction du conseil d'administration. A cet égard, il rend compte de la bonne application des politiques et directives émises par le conseil.

Le Groupe de la BAD compte actuellement quelque 1 500 fonctionnaires. Si la majorité du personnel est d'origine africaine, beaucoup d'employés

proviennent du monde entier, à condition d'être ressortissant d'un pays membre. Dans la conduite des affaires de la BAD, le président s'appuie sur un économiste en chef et 5 vice-présidents qui supervisent 30 départements, avec 57 divisions et 6 unités organisationnelles.

Les activités du Groupe de la BAD sont contrôlées, en sus du département de l'audit, par

un département indépendant d'évaluation et par un tribunal administratif interne. Soucieux d'améliorer la qualité de ses prestations et le dialogue avec les bénéficiaires de ses interventions, le Groupe de la BAD est doté de bureaux locaux dans 25 de ses pays membres régionaux, certains bureaux couvrant plusieurs pays.

OBJECTIFS

CROISSANCE INCLUSIVE

L'objectif premier et fondamental consiste à réaliser une croissance qui soit plus inclusive, se traduisant non pas simplement par l'égalité de traitement et d'opportunités, mais par des réductions profondes de la pauvreté et un accroissement massif et correspondant des emplois.

CROISSANCE VERTE

Le second objectif consiste à faire en sorte que la croissance soit durable, en aidant l'Afrique à faire la transition progressive vers la « croissance verte », qui protégera les moyens de subsistance, améliorera la sécurité hydrique, énergétique et alimentaire, favorisera l'utilisation durable des ressources naturelles et stimulera l'innovation, la création d'emplois et le développement économique.



Téléphone : +225 20 26 44 44
Email : private-sector@afdb.org
Site : www.afdb.org
Adresse : Abidjan Plateau, Avenue Lamblin, Immeuble BAD

9.6 LA BEI Banque Européenne d'Investissement

EN BREF

Fondée à Bruxelles en 1958, l'année de l'entrée en vigueur du traité de Rome, la BEI a son siège à Luxembourg. Elle est l'institution financière des États membres de l'Union européenne, la seule banque ayant pour actionnaires les États membres de l'UE, dont elle représente les intérêts. Elle travaille en étroite collaboration avec les autres institutions européennes pour mettre en œuvre la politique de l'UE. Présidée par Werner HOYER, la BEI est le plus grand emprunteur et prêteur multilatéral au monde. Elle apporte ses financements et son savoir-faire à l'appui de projets d'investissement durables qui contribuent à la réalisation des grands objectifs de l'UE. La Banque concentre plus de 90 % de son activité en Europe. Mais elle investit aussi dans le reste du monde.

STRUCTURE

La gouvernance concerne la structure de prise de décision ainsi que les processus y afférents et les contrôles connexes. La Banque européenne d'investissement (BEI) étant à la fois un organe de l'UE et une banque, elle est régie tant par des principes de gouvernance publique que par des principes de gouvernance d'entreprise. La BEI compte trois instances de décision : le Conseil

des gouverneurs, le Conseil d'administration et le Comité de direction. Le Conseil des gouverneurs détermine les orientations générales de la BEI, le Conseil d'administration assure la gestion stratégique et le Comité de direction se charge de la gestion quotidienne de la Banque.



Depuis 50 ans, la BEI a investi 25 milliards sur le continent africain et financé 1300 projets.

L'ORGANISATION

La BEI n'effectue que des prêts et aucun don. Elle propose un large éventail de produits financiers :

Fonds et instruments d'investissement collectif

La Banque investit dans des fonds de participation, des fonds hybrides et des fonds de dette selon une stratégie ciblée qui vise à réaliser les objectifs stratégiques de l'UE, notamment en matière d'infrastructures et d'environnement.

Secteur public

Les collectivités locales, les entreprises du secteur public et d'autres organismes publics peuvent obtenir des prêts pour financer un seul projet ou bien un prêt unique couvrant une série de projets, ou encore un financement de la recherche et de l'innovation.

Banques nationales de promotion économique et institutions financières

La BEI accorde des prêts à des institutions financières qui servent d'intermédiaires financiers en faveur des PME, des ETI et des collectivités locales. Les intermédiaires financiers peuvent également bénéficier des instruments de garantie sur le portefeuille de la BEI.

Secteur privé

Les petites et moyennes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire peuvent bénéficier d'un instrument de financement de la croissance ou d'un prêt d'une institution financière partenaire. Les ETI et les grandes entreprises peuvent obtenir des prêts pour financer des projets spécifiques ou des activités de recherche et d'innovation.



Téléphone : +225 20 31 83 91

Email : abidjan@eib.org

Site : www.eib.org

Adresse : Abidjan Plateau, Avenue Terrasson de Fougères, Immeuble Union Européenne

9.7 LA BANQUE MONDIALE

EN BREF

Fondée en 1945, après signature de l'accord Bretton Woods, sous le nom de Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque Mondiale regroupe aujourd'hui 189 États membres et 10 000 agents répartis dans 120 bureaux. Destinée dans un premier temps à aider l'Europe et le Japon dans leur reconstruction au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Banque mondiale œuvre désormais dans les domaines clés du développement à travers le monde. C'est l'une des principales sources de financement et de savoir pour les pays en développement, elle aide les pays à échanger leurs connaissances et à appliquer des solutions innovantes pour surmonter les défis auxquels ils sont confrontés.



En 2014, la Banque Mondiale a accordé 65,6 milliards de dollars de prêts, dons, prises de participations et garanties, dont 20,9 milliards en Afrique et au Moyen-Orient.

MISSIONS

Le Groupe Banque mondiale est une source essentielle d'appui financier et technique pour les pays en développement du monde entier. Il ne s'agit pas d'une banque au sens habituel du terme mais d'un partenariat sans équivalent voué à réduire la pauvreté et à appuyer le développement.

Objectifs :

Réduire à 3 % la proportion de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar à l'horizon 2030 ;
Favoriser, dans chaque pays, la croissance du revenu des 40 % les plus pauvres.

ORGANISATION

La Banque mondiale est semblable à une coopérative, dans laquelle les actionnaires sont ses 189 pays membres. Ces actionnaires sont représentés par un Conseil des Gouverneurs, qui est l'organe de décision suprême de la Banque mondiale. Les gouverneurs sont en général les ministres des finances ou du développement des pays membres. Ils se réunissent une fois par an, à l'occasion des Assemblées annuelles des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI).

Les gouverneurs délèguent certains aspects de leur mandat à 25 Administrateurs (a), qui sont en poste au siège de la Banque. Les (5) cinq principaux actionnaires

nomment chacun un administrateur, et les autres pays membres sont représentés par des administrateurs élus. Le président du Groupe de la Banque mondiale - actuellement Jim Yong Kim - préside les réunions du Conseil des Administrateurs et est responsable de la gestion générale de la Banque. Il est sélectionné par le Conseil des Administrateurs pour un mandat renouvelable de (5) cinq ans. Le fonctionnement de la Banque mondiale est assuré sous l'impulsion et la conduite du Président, des membres de la direction et des Vice-présidents responsables des différents bureaux régionaux, secteurs et réseaux.

LES INSTITUTIONS

Elle est composée de (5) cinq institutions œuvrant de concert à la recherche de solutions durables pour réduire la pauvreté, favoriser le partage de la prospérité et promouvoir le développement durable :

Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD);
Association Internationale de Développement (IDA);
Société Financière Internationale (IFC);
Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA);
Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (CIRDI).



Téléphone : +225 22 40 04 00
Email : nmemel@worldbank.org
Site : www.banquemondiale.org
Adresse : Abidjan Cocody, Avenue Aka

9.8 L'AFD Agence Française de Développement

EN BREF

Banque publique et solidaire, l'AFD est l'acteur central de la politique de développement française. Très connue en Afrique, notamment francophone, pour ses appuis directs et indirects aux projets de développement, elle a changé de statut depuis le 30 juin 2017. La Banque Centrale Européenne a donné son avis favorable, pour son passage d'Établissement de Crédit, à Société de Financement. Ce changement pour le statut d'EPIC (Établissement Public Industriel et Commercial) de l'AFD en droit français, et sa mission comme ses objectifs

restent inchangés.

Dirigée par Rémy RIOUX, l'AFD est présente sur (5) cinq continents où elle finance des projets de développement dans plus de 100 pays. Elle dispose d'un réseau de 85 agences et bureaux de représentation dans le monde, dont 9 dans les Outre-mer et 1 à Bruxelles. Parmi les 2400 collaborateurs du Groupe, 800 travaillent dans le réseau des agences à l'étranger, au plus près de ses partenaires.



En 2016, l'AFD a passé un nouveau cap et engagé pour la première fois plus de 9 milliards d'euros sur plus de 600 projets de développement.

MISSIONS

Elle intervient dans de nombreux secteurs (énergie, santé, biodiversité, eau, urbanisme, formation) et propose une large palette de services financiers et non-financiers. Elle soutient les États, les entreprises, les collectivités locales et les ONG. Elle crée avec eux des synergies pour catalyser, fertiliser et diffuser des solutions innovantes au service des populations.

Priorités :

Lutter contre les changements climatiques et la pauvreté,
Aider à stabiliser les pays fragiles ou en sortie de crise.

L'AFD EN CÔTE D'IVOIRE

Jeunesse

Promouvoir l'emploi des jeunes

Santé

Améliorer l'offre et la qualité des soins

Infrastructures

Développer les infrastructures

Agriculture

Dynamiser une agriculture durable

Climat des affaires

Améliorer la gouvernance

Business

Soutenir le secteur privé

LAGOUVERNANCE

En tant qu'établissement public, l'AFD est soumise au principe de redevabilité. Sa gouvernance repose sur un ensemble de structures garantissant la transparence de son fonctionnement et sa bonne gestion.

Elle comprend :

Le Conseil d'orientation stratégique,
Le Conseil d'administration,
La Direction,
Le Comité d'audit.



Téléphone : +225 22 44 21 78

Email : afdabidjan@afd.fr

Site : www.afd.fr

Adresse : Abidjan Cocody, Boulevard François Mitterrand

9.9 LA BCEAO Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest

EN BREF

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est l'institut d'émission commun aux huit (8) Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Un établissement public international dont le siège est fixé à Dakar, au Sénégal. A sa création le 12 mai 1962, elle réunissait les Républiques de la Côte

d'Ivoire, du Dahomey, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger, de la Mauritanie, du Sénégal et la République Togolaise. Actuellement, les Etats membres de cette Union monétaire sont au nombre de huit (08) : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

L'ORGANISATION

L'émission monétaire :

La BCEAO jouit du privilège exclusif de l'émission monétaire sur l'ensemble des états membres de l'UEMOA. Elle émet des signes monétaires (billets et pièces de monnaie) qui ont cours légal dans l'ensemble des Etats membres de l'union. La création, l'émission et l'annulation des signes monétaires sont décidées par le Conseil des Ministres.

La politique monétaire :

La Banque Centrale a également pour mission de gérer la politique monétaire des Etats membres de l'union. Cette politique monétaire vise à : (1) Ajuster la liquidité globale de l'économie en fonction de l'évolution de la conjoncture économique, pour assurer une stabilité des prix et (2) Promouvoir la croissance économique.

L'organisation et la surveillance de l'activité bancaire :

La Banque Centrale définit la réglementation applicable aux banques et établissements financiers et exerce à leur égard des fonctions de surveillance. Dans ce cadre, la Commission Bancaire, créée le 24 avril 1990 est chargée de veiller à l'organisation et au contrôle du système bancaire dans l'espace UEMOA.

Autres activités :

La Banque Centrale participe activement aux réflexions menées avec les partenaires de la zone franc dans les domaines de la réforme des assurances, de la prévoyance sociale, de la mobilisation de l'épargne, du droit des affaires, ainsi que l'observation économique de la zone franc et des pôles régionaux de formation.

LES MISSIONS

Sous la direction et le contrôle du Conseil des Ministres de l'Union, la Banque Centrale est administrée par un Gouverneur, un Conseil d'Administration, un comité d'Audit, un comité de Politique Monétaire et des Conseils Nationaux de Crédits. Le Gouverneur de la BCEAO est nommé par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement pour un mandat de (6) six ans, renouvelable. Il fait exécuter les décisions du Conseil des

Ministres ainsi que celles qui sont arrêtées par le Conseil d'Administration qu'il préside. Il est assisté de deux Vice-gouverneurs nommés par le Conseil des Ministres de l'Union pour une durée de (5) cinq ans renouvelable. Le Gouverneur gère les disponibilités extérieures de l'Union et il est, en outre, responsable de l'organisation des services et de leurs activités.



Téléphone : +225 20 20 84 00 / 20 20 85 00

Email : courrier.bceao@bceao.int

Site : www.bceao.int/fr

Adresse : Abidjan Plateau, Avenue Abdoulaye Fadiga

9.10 BUSINESS FRANCE

EN BREF

Créée le 1er janvier 2015, Business France est issue de la fusion d'UBIFRANCE (Agence Française pour le développement international des entreprises) et de l'AFII (Agence Française pour les investissements internationaux). Business France emploie 1500 collaborateurs, repartis en France et dans 70 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires publics et privés. Elle est dotée de son propre réseau de collaborateurs, en France et dans le monde. 80 bureaux intégrés, repartis

dans 70 pays, accompagnant les entreprises sur place, soit près de 1000 collaborateurs multiculturels dédiés à l'accompagnement des PME à l'export.

Membre du réseau diplomatique en Côte d'Ivoire, Business France Côte d'Ivoire est au cœur du dispositif d'appui des entreprises françaises en Afrique de l'Ouest. Basée à Abidjan, ses zones de compétences sont le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali et le Sénégal.



«A ce jour, nous comptons 80 VIE en Côte d'Ivoire et un peu moins de 150 sur la zone (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Sénégal)».

ORGANISATION

Avec la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), Business France est placée sous la tutelle des ministres chargés de l'économie, des affaires étrangères et de l'aménagement du territoire. Les mandats du conseil d'administration sont d'une durée de (5) cinq ans. Le président est choisi

par le conseil d'administration et le directeur général est nommé par décret, sur proposition des ministres des affaires étrangères, de l'économie et de l'aménagement du territoire et après avis du CA, pour (4) quatre ans renouvelables une fois.

Le Conseil d'Administration comprend 22 Membres :

- Six représentants de l'État, deux représentants du Parlement et deux des régions,
- Quatre représentants des organisations professionnelles et des réseaux consulaires,
- Deux personnalités qualifiées issues du monde de l'entreprise,
- Six représentants des personnels élus.

MISSIONS

- Aider au développement international des entreprises et de leurs exportations,
- Informer et accompagner les investisseurs étrangers en France,
- Promouvoir l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires,
- Gérer et développer le Volontariat International en Entreprises (V.I.E).



Pour assister les entreprises, le bureau Business France d'Abidjan est organisé en 4 pôles sectoriels d'expertise : Art de Vivre & Santé, Industries & Cleantech, Agrotech, Tech & Services.

Les experts sectoriels du bureau Business France d'Abidjan informent, conseillent et accompagnent les entreprises françaises désireuses de s'implanter ou d'exporter en Côte d'Ivoire. Ils proposent des services adaptés aux différentes étapes d'un développement export : études et veilles de marché ; informations sur les conditions d'accès au marché ; identification de

prospects et de partenaires d'affaires ; organisation de programmes de rendez-vous B to B ; expertise juridique et réglementaire ; veilles d'appels d'offres internationaux ; prestations de communication ; conseils sur des projets d'implantation en Côte d'Ivoire ; promotion du Volontariat International en Entreprise (V.I.E).

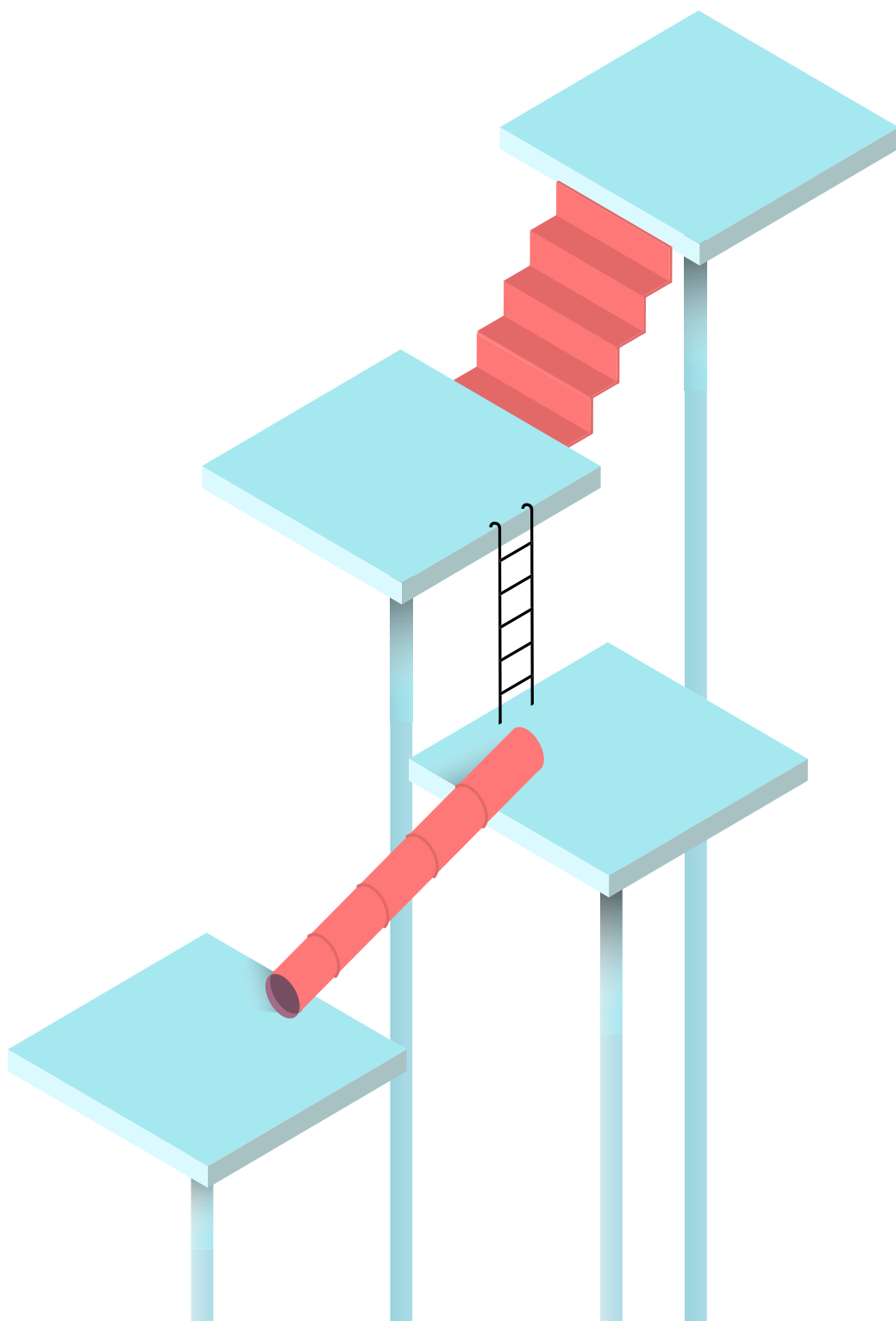


Téléphone : +225 20 20 04 20

Email : abidjan@businessfrance.fr

Site : www.businessfrance.com

Adresse : Abidjan Plateau, Rue Lecoeur, Ambassade de France



RECUEIL DES SUGGESTIONS

LA FISCALISTE

- La lutte contre le secteur informel (1) P39
- L'incitation au formalisme (2) P40

LA GOUVERNANCE

- L'autonomie des institutions - Condition du succès (1) P55
- La libéralisation du marché (2) P57
- L'éclatement des monopoles au sein de l'administration (3) P57
- La lutte contre la petite corruption - Efficacité du secteur public (4) P57
- L'exemple des déclarations de patrimoine (5) P59
- La liberté de la presse - L'avènement de la société civile (6) P59

LA RSE

- L'éducation aux notions de RSE et de développement durable (1) P72
- La mise en place d'un cadre fiscal incitatif (2) P73
- L'instauration d'un label RSE (3) P75
- Réduction des coûts EIES (4) P75
- La mise en place de filières vertes en Côte d'Ivoire (5) P76

LE SECTEUR FINANCIER

- La bancarisation - Des solutions à une étape clé (1) P90
- Les dépôts - Renforcer l'attrait (2) P93
- Les crédits - Diminuer le facteur risque (3) P95
- La stabilisation du secteur bancaire - Bâle II et III (4) P98
- La communication au cœur du succès (5) p98
- La professionnalisation du secteur - Une nécessité (6) P99
- L'octroi de crédit - Un pas vers l'inclusion financière (7) P100

LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

- L'accès & le mix énergétique - Les pistes de progression (1) P111
- Le cas du wapp - Une alternative au déficit de production (2) P117
- Pour une efficacité énergétique(...) (3) P121
- (...) Permettant l'équilibre financier (4) P125

LE SECTEUR DES TIC

- La fiscalité, un pas vers la diminution des prix (1) P136
- Le « mix-technologique » - Internet pour tous (2) P137
- Le crédit d'impôt recherche - Booster d'innovation (3) P142

LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

- L'éducation, une question de moyens ? (1) P155
- Le numérique au secours de l'éducation (2) P156
- La refonte des curricula - S'adapter aux besoins du secteur privé (3) P157
- L'efficacité dans l'utilisation des ressources humaines (4) P160



EUROCHAM - Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire
Immeuble N'Zarama - Plateau - 01 BP 1829 Abidjan 01
www.eurochamci.com
info@eurochamci.com
+ 225 20 32 81 00



LIVRE BLANC



EDITION 2019



Chambre de Commerce Européenne
en Côte d'Ivoire